

Bruvoices. La cohésion sociale à Bruxelles selon ses habitants. Une analyse de discours de 500 citoyens.

Van Brussel, Leen; Carlier, Louise; Berger, Mathieu; Printz, Antoine; Francou, Lionel; De Cleen, Benjamin

Publication date:
2018

License:
Unspecified

Document Version:
Final published version

[Link to publication](#)

Citation for published version (APA):

Van Brussel, L., Carlier, L., Berger, M., Printz, A., Francou, L., & De Cleen, B. (2018). *Bruvoices. La cohésion sociale à Bruxelles selon ses habitants. Une analyse de discours de 500 citoyens*. Koning Boudewijnstichting.

Copyright

No part of this publication may be reproduced or transmitted in any form, without the prior written permission of the author(s) or other rights holders to whom publication rights have been transferred, unless permitted by a license attached to the publication (a Creative Commons license or other), or unless exceptions to copyright law apply.

Take down policy

If you believe that this document infringes your copyright or other rights, please contact openaccess@vub.be, with details of the nature of the infringement. We will investigate the claim and if justified, we will take the appropriate steps.

BruVoices

La cohésion sociale à Bruxelles selon ses habitants

Analyse de discours de 500 citoyens



BruVoices

La cohésion sociale à Bruxelles selon ses habitants

Analyse de discours de 500 citoyens



COLOPHON

BruVoices

La cohésion sociale à Bruxelles selon ses habitants
Analyse de discours de 500 citoyens

Deze publicatie bestaat ook in het Nederlands onder de titel:

BruVoices

Inwoners spreken over sociale cohesie in Brussel
Een discoursanalyse van 500 burgers

Une édition de la Fondation Roi Baudouin
Rue Brederode 21
1000 Bruxelles

AUTEURS

Leen Van Brussel, VUB - DESIRE
Louise Carlier, UCL - Metrolab
Mathieu Berger, UCL - Metrolab
Antoine Printz, UCL - Metrolab
Lionel Francou, UCL - Metrolab
Benjamin De Cleen, VUB - DESIRE

COORDINATION POUR LA FONDATION ROI BAUDOIN

Françoise Pissart, Directrice
Gerrit Rauws, Directeur
Marie Scheid, Coordinatrice de projet

CONCEPTION GRAPHIQUE

Salutpublic

MISE EN PAGE

TiltFactory

PRINT ON DEMAND

Manufast-ABP asbl, une entreprise de travail adapté
Cette publication peut être téléchargée gratuitement sur notre site www.kbs-frb.be
Une version imprimée de cette publication électronique peut être commandée
(gratuitement) sur notre site www.kbs-frb.be

DÉPÔT LÉGAL

D/2848/2018/04

NUMÉRO DE COMMANDE

3534
Mars 2018

L'enquête BruVoices est réalisée avec le soutien de la Région de Bruxelles-Capitale.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	8
Résumé	10
Samenvatting	12
Summary	14
Introduction	16
CHAPITRE 1: Approcher l'expérience du vivre-ensemble à Bruxelles	21
1.1. Qu'est-ce que la cohésion sociale ?.....	22
1.2. La cohésion au regard de l'expérience du vivre-ensemble	23
1.2.1. Les réseaux sociaux	23
1.2.2. Le domaine public	24
1.2.3. La diversité urbaine	26
1.2.4. La solidarité.....	27
1.2.5. Le sentiment d'appartenance et l'identité.....	28
1.3. De l'expérience urbaine du vivre-ensemble aux visions du monde.....	28
CHAPITRE 2: Méthode	31
2.1. La méthode des focus groups	32
2.1.1. Que sont les focus groups ?	32
2.1.2. BruVoices : 51 focus groups avec des associations bruxelloises	33
2.2. Analyse de discours	35
2.2.1. Qu'est-ce que l'analyse de discours ?	35
2.2.2. L'analyse de discours dans le cadre du projet BruVoices.....	36
2.3. Mode de fonctionnement.....	38
2.3.1. Phases analytiques et processus d'encodage	38
2.3.2. Soutien de l'analyse critique du discours	39
2.3.3. Un processus de recherche cyclique	40
2.3.4. Processus de rapport.....	41
CHAPITRE 3: 'Bruxelles', c'est qui, quoi et où ?	43
3.1. Le caractère de Bruxelles.....	44
3.1.1. Multiculturelle et internationale	45
3.1.2. Liberté et ouverture.....	47
3.1.3. Qualité de vie.....	50
3.2. Cartes mentales de Bruxelles.....	57
3.2.1. 'Le centre-ville' par opposition aux 'communes'	58
3.2.2. 'Le nord par opposition au sud'	60
CHAPITRE 4: Les réseaux sociaux à Bruxelles	67
4.1. Réseaux sociaux, qualité de vie, solitude	69
4.2. Construire et entretenir des réseaux sociaux.....	71
4.2.1. Lieux de 'convivialité quotidienne'	71

4.2.2. Des réseaux et des liens longs et profonds.....	74
4.3. Nature du réseau social : homogénéité et hétérogénéité	75
4.3.1. Origine ethnique	76
4.3.2. Milieu socio-économique	77
4.4. Relations avec les voisins en ville	77
4.4.1. L'importance des relations de voisinage.....	77
4.4.2. Bon voisinage.....	79
CHAPITRE 5: Les relations en public, urbanité, civilité, sécurité	83
5.1. L'espace public comme espace intermédiaire et secondaire.....	84
5.2. L'espace public comme toile de fond de l'expérience urbaine	86
5.3. L'espace public comme espace de circulation.....	88
5.4. L'urbanité comme événement.....	90
5.5. Les relations en public comme épreuve	92
5.5.1. Désagrément et désapprobation	92
5.5.2. Risques, menaces et violences	95
5.5.3. Influence du genre	97
5.6. Incivilité et insécurité : quelles articulations ?.....	100
5.7. Une perception inégale de l'insécurité urbaine.....	102
CHAPITRE 6: L'expérience de la diversité ethno-culturelle	105
6.1. Qualifier les différences.....	107
6.2. Une vie en bulles.....	108
6.2.1. Spatialisation des 'bulles' : marqueurs, indices.....	109
6.2.2. L'expérience des bulles.....	110
6.2.3. L'interprétation des bulles	112
6.3. Relations entre les mondes	115
6.3.1. Entraves et supports	115
6.3.2. Le cas de l'Europe à Bruxelles	117
6.3.3. Les attentats : la méfiance ou 'la peur de l'Arabe'	118
6.4. Discrimination et manque de reconnaissance	119
6.4.1. La discrimination raciale.....	119
6.4.2. La reconnaissance des appartenances.....	120
6.4.3. Le déni de l'histoire.....	121
6.5. Une ville où l'on se sent tous étranger ?.....	123
CHAPITRE 7: Solidarité.....	125
7.1. La solidarité comme moment de partage et d'entraide	126
7.1.1. Rassemblement et partage	126
7.1.2. Le voisinage	127
7.1.3. Les réseaux communautaires	128
7.1.4. L'action des associations	130
7.2. De la solidarité à la perception des problématiques socio-économiques	132
7.2.1. L'emploi.....	133
7.2.2. Le logement.....	135
7.3. De la pauvreté au sans-abrisme.....	137
7.3.1. L'expérience de la rue	138

7.3.2. Regards portés sur le sans-abrisme.....	138
7.4. Le rôle de l'État	140
7.4.1. Les pouvoirs publics comme nécessité.....	141
7.4.2. Les pouvoirs publics dans la lutte contre la pauvreté	141
CHAPITRE 8: Citoyenneté et sentiment d'appartenance à Bruxelles.....	145
8.1. Une communauté bruxelloise ?	146
8.2. S'identifier comme 'Bruxellois' ?	148
8.2.1. Conditions d'identification : lieu de naissance et origine ou lieu de vie.....	148
8.2.2. L'identité bruxelloise en relation avec des identités locales, nationales et globales.....	150
8.2.3. Le français, le néerlandais et l'identité bruxelloise	151
8.3. Citoyenneté civique et active à Bruxelles.....	153
Conclusion	156
Bibliographie.....	162
Annexe : Le projet BruVoices.....	166
Annexe : Carte de la Région de Bruxelles-Capitale	168
Annexe : Scénario des focus groups	169
Annexe : Groupes et associations rencontrés	170

AVANT-PROPOS

Le projet BruVoices est né suite aux attentats qui frappèrent Bruxelles le 22 mars 2016 et marquèrent profondément sa population. Dans les semaines qui ont suivi, un éventail d'émotions très vives a été exprimé, mettant en lumière une Région bruxelloise fragmentée et suscitant de nombreux questionnements sur l'avenir de la cohésion sociale.

Cette cohésion est-elle suffisamment forte pour résister à des traumatismes aussi violents que des attentats ? Peut-on en faire le diagnostic ? Ce diagnostic pourrait-il contribuer à renforcer les capacités de résilience d'une Région, qui, comme d'autres grandes villes du monde entier, n'est pas à l'abri d'autres chocs importants ?

La Fondation Roi Baudouin a décidé de chercher les réponses à ces questions en s'adressant directement aux citoyens et citoyennes bruxellois-es. Avec le soutien de la Région bruxelloise, une large consultation a été lancée: intitulée BruVoices, elle comporte plusieurs volets et place les habitant-e-s de Bruxelles au cœur de son parcours.

La première étape a cherché à recueillir des données grâce à une approche qualitative. Les résultats font l'objet du présent rapport. La deuxième étape a pris la forme d'un sondage d'opinion. Des données quantitatives permettant de saisir des tendances ont été récoltées. Elles font l'objet d'un rapport séparé. Ces deux premières étapes seront complétées par un dernier volet visant à définir des pistes d'action pour renforcer la cohésion sociale dans la Région bruxelloise.

Le volet qualitatif de BruVoices a été mis en œuvre en partenariat avec les groupes de recherche DESIRE (Vrije Universiteit Brussel) et Metrolab (Université Catholique de Louvain). Entre mars et juin 2017, 51 groupes d'une dizaine de personnes ont été mobilisés, impliquant en tout près de 500 participant-e-s. Comment les a-t-on choisis ? Une double préoccupation nous a guidé : écouter des personnes peu enclines à s'exprimer dans le cadre de projets participatifs et capter la diversité de la population Bruxelloise, aussi bien du point de vue des origines ethniques et culturelles que de la situation socio-économique, l'âge, le genre, le lieu de résidence ainsi que des loisirs et centres d'intérêt. Pour répondre à cette double préoccupation, une approche originale a été adoptée : des associations ou des groupes informels composés de personnes habitant la Région bruxelloise ont été invités à parler de leur expérience individuelle de Bruxelles au quotidien, au-delà de toute vision pré-formatée. Il s'agissait de comités de quartier, de clubs sportifs, de communautés religieuses et philosophiques, de collectifs artistiques, d'associations socio-culturelles, d'associations impliquées dans la lutte contre la pauvreté ou la protection de minorités, répartis sur l'ensemble des 19 communes et s'adressant à des personnes aux profils variés.

Les discussions ont été menées sous la houlette d'animateurs professionnels, coordonnées par Atanor, un organisme spécialisé dans les processus participatifs. L'analyse présentée dans les pages ci-après repose sur les transcriptions de près de 102 heures de conversation formant un corpus d'une richesse unique. Elle a veillé à refléter de la manière la plus fidèle possible les voix des participant-e-s, mettant en évidence ce qui faisait consensus, les nuances et divergences et parfois même les contradictions qui

ont émergé des discussions entre les membres de chaque groupe. L'analyse n'a pas donné plus de poids aux propos de certains par rapport à d'autres.

La Fondation Roi Baudouin remercie sincèrement les responsables des groupes sollicités pour avoir contribué à l'organisation de chacune de ces conversations, les 240 hommes et les 259 femmes qui ont accepté de parler de 'leur Bruxelles' ainsi que les équipes de recherche pour leur implication tout au long de ces mois de consultation. En espérant que chacun et chacune retrouvera des traces de ce qui s'est dit un jour de printemps 2017 lors d'un moment de discussion inédit sur la cohésion sociale à Bruxelles.

Fondation Roi Baudouin
Mars 2018

RÉSUMÉ

Ce rapport présente le volet qualitatif de l'enquête « BruVoices : la cohésion sociale à Bruxelles selon ses habitants ».

Le **premier chapitre** du rapport présente la perspective théorique adoptée sur la cohésion sociale, basée sur l'article de Kearns et Forrest (2000). La cohésion sociale est abordée à partir de différentes dimensions - réseaux sociaux, relations en public, diversité, solidarité, appartenance/citoyenneté - qui sont étudiées, pour cette enquête, en partant des expériences, perceptions et représentations qu'en font les 499 habitants de Bruxelles rencontrés pour ce volet de l'enquête.

Le **deuxième chapitre** présente la méthodologie adoptée pour cette enquête, qui s'appuie sur une analyse de discours.

Avant d'analyser chacune des dimensions, le **chapitre 3** présente la manière dont les habitants perçoivent, qualifient et se représentent Bruxelles. Il revient sur différents paradoxes et contradictions qui traversent les récits des participants lorsqu'ils parlent de leur ville (ville internationale de petite échelle, de liberté et d'anonymat, à la fois verte et sale, chaotique...). Il présente également les 'cartes mentales' que les participants s'en font.

Le **chapitre 4** est consacré aux réseaux sociaux (associations, relations d'interconnaissance, voisinage...) et montre l'importance qu'ils revêtent pour les participants comme dispositifs de 'rencontre' et de 'contact social', contribuant à la perception de la 'convivialité' et de 'la qualité de vie' dans la ville.

Le **chapitre 5** s'intéresse aux relations dans les espaces publics urbains entre citoyens qui ne se connaissent pas. Cette dimension est peu présente dans les discours des participants : l'espace public représente ainsi la 'toile de fond' de l'expérience urbaine, qui se voit dès lors surtout abordé lorsqu'il est la scène d'événements marquants, heureux ou malheureux.

Le **chapitre 6** présente la dimension de la diversité ethno-culturelle dans la ville. Si le caractère 'multiculturel' de Bruxelles est central dans le récit des participants, la ville est aussi perçue comme l'agglomération d'une diversité de bulles assez fragmentées. Ce chapitre revient à la fois sur l'expérience de la diversité urbaine, qui varie fortement selon les publics considérés, et sur les épreuves où se joue la reconnaissance d'une pleine appartenance à la communauté urbaine pour les publics issus de l'immigration.

Le **chapitre 7** s'intéresse à la solidarité, peu abordée par les participants. Celle-ci est plus souvent perçue sous la forme de l'entre-aide que sous l'angle des inégalités socio-économiques. On observe une ligne de partage entre les publics en situation de précarité et les milieux plus aisés, qui semblent méconnaître les conditions de vie des premiers. Si les pouvoirs publics sont souvent perçus comme ceux à qui revient la prise en charge de la pauvreté et de l'exclusion, les participants relèvent souvent leur manque d'effectivité.

Le **chapitre 8** revient sur le sentiment d'appartenance et de citoyenneté. Bruxelles étant caractérisée par sa pluralité, l'identité bruxelloise est plurielle et combinatoire. Les ressorts de l'appartenance et de la citoyenneté sont eux aussi multiples et tendus entre leur dimension juridico-politique et leur dimension pratique.

Enfin, la conclusion revient sur le poids différentiel de chacune de ces dimensions dans l'approche de la cohésion sociale, qui amène à privilégier une lecture spécifiquement ethnique-culturelle du vivre-ensemble à Bruxelles et délaissant certains de ses enjeux.

SAMENVATTING

Dit rapport gaat in op het kwalitatieve gedeelte van de enquête “BruVoices: Inwoners spreken over sociale cohesie in Brussel”.

Het **eerste hoofdstuk** van het rapport behandelt het theoretische perspectief dat werd gekozen om te kijken naar de sociale cohesie; het steunt op een artikel van Kearns & Forrest (2000). De sociale cohesie wordt benaderd vanuit verschillende dimensies: sociale netwerken, relaties in het openbaar, diversiteit, solidariteit, samenhorigheidsgevoel/burgerschap. Voor deze enquête werden ze bestudeerd uitgaande van de ervaringen, percepties en denkbeelden die ze oproepen bij de 499 bewoners van Brussel die we voor dit deel van de enquête ontmoetten.

Het **tweede hoofdstuk** behandelt de methodologie van de enquête, die steunt op een gespreksanalyse.

Hoofdstuk 3 schetst, vooraleer elk van de dimensies te analyseren, de manier waarop de bewoners Brussel percipiëren, omschrijven en voorstellen. Daaruit blijkt dat de verhalen van de deelnemers, wanneer ze over hun stad spreken, doorspekt zijn met verschillende paradoxen en tegenspraken (kleinschalige internationale stad, vrijheid en anonimiteit, tegelijk groen en vuil, chaotisch). Het hoofdstuk presenteert ook de ‘mentale kaarten’ die de deelnemers ervan maakten.

Hoofdstuk 4 is gewijd aan sociale netwerken (verenigingen, relaties van mensen die elkaar kennen, burens) en laat zien dat ze belangrijk zijn voor de deelnemers omdat ze voorzien in ‘ontmoetingen’ en ‘sociale contacten’, wat bijdraagt tot een perceptie van het ‘gezellig samenzijn’ en de ‘levenskwaliteit’ in de stad.

Hoofdstuk 5 vestigt de aandacht op relaties in publieke stadsruimtes tussen bewoners die elkaar niet kennen. Deze dimensie komt weinig aan bod in de gesprekken met de deelnemers: de publieke ruimte vormt dus een ‘achtergrond’ voor de stedelijke ervaring; eigenlijk wordt er alleen over gepraat als ze het toneel is van markante, gelukkige of ongelukkige, evenementen.

Hoofdstuk 6 behandelt de dimensie van de etnisch-culturele diversiteit in de stad. In het relaas van de deelnemers staat het ‘multiculturele’ karakter van Brussel centraal, maar de stad wordt ook gepercipieerd als een agglomeraat van diverse, vrij gefragmenteerde bubbels. Dit hoofdstuk gaat in op de ervaring van de stedelijke diversiteit, die sterk schommelt naargelang van de bekeken publieksgroep, en ook op de uitdaging om groepen met een migratieachtergrond te erkennen als volwaardige leden van de stedelijke gemeenschap.

Hoofdstuk 7 heeft betrekking op de solidariteit, die weinig werd aangekaart door de deelnemers. Ze wordt vaker gepercipieerd als een vorm van wederzijdse hulp dan als een antwoord op sociaaleconomische ongelijkheid. We bemerken een scheidingslijn tussen bevolkingsgroepen in een armoedesituatie en meer welgestelde milieus die de levensomstandigheden van de eerste categorie niet echt blijken te kennen. Vaak vinden de deelnemers dat het de taak van de overheidsbesturen is om armoede en uitsluiting

aan te pakken, maar tegelijk verwijten ze de overheid even vaak een gebrek aan effectiviteit.

Hoofdstuk 8 komt terug op het gevoel van samenhang en burgerschap. Brussel wordt gekenmerkt door zijn pluraliteit, de Brusselse identiteit is meervoudig en combineerbaar. Er zijn ook allerlei drijfveren van samenhang en burgerschap, en spanningen tussen hun juridisch-politieke en hun praktische dimensie.

Tot slot gaat het besluit in op de verschillende invloed van elk van deze dimensies op de benadering van de sociale cohesie. Daaruit volgt een specifiek etnisch-culturele lezing van het samenleven in Brussel en het achterwege laten van sommige uitdagingen.

SUMMARY

This report presents the findings of the qualitative part of the research project « *BruVoices: Social cohesion in Brussels according to its inhabitants* ».

The **first chapter** of the report sets out the theoretical perspective adopted regarding social cohesion, based on the Kearns and Forrest article of 2000. Social cohesion is approached from a number of dimensions such as social networks, relationships in public, diversity, solidarity and belonging/citizenship. These are studied, for this research, based on the experiences, perceptions and portrayals given by the 499 Brussels inhabitants we talked to in this part of the study.

The **second chapter** presents the methodology used for the research, notably a speech analysis.

Before proceeding to an analysis of each of the dimensions, **chapter 3** presents the way in which inhabitants perceived, qualified and represented Brussels. This threw up a number of paradoxes and contradictions when inhabitants talked about their city (international small-scale city, liberty and anonymity, green but dirty, chaotic ...). In this chapter we see participants' mental maps of Brussels.

Chapter 4 is devoted to respondents' social networks (associations, shared relationships, neighbourhoods etc.) and shows the importance these have for participants as devices for 'meetings' and 'social contacts', leading to perceptions of 'conviviality' and 'quality of life' in the city.

Chapter 5 is concerned with relationships in urban public spaces between city dwellers who do not know each other. This dimension was not much present in participants' discussions: the public space thus represents a 'background' to the experience of urban life, which is only really visible when it becomes the scene of key events, whether happy or unhappy.

Chapter 6 presents the dimension of ethno-cultural diversity in Brussels. Whilst the 'multicultural' nature of Brussels was central to participants' accounts, the city was also seen as an agglomeration of different and somewhat unconnected bubbles. This chapter looks both at the experience of urban diversity – which varies greatly according to the group under consideration – and the feelings of fully belonging to an urban community for those with an immigrant background.

In **chapter 7**, the issue of solidarity is examined – one that participants did not much talk about. This factor is more often seen as the provision of assistance rather than under the angle of socio-economic inequalities. It was observed that there was a line that separated those in vulnerable situations from those in more well-off environments, with the latter being little aware of the formers' living conditions. Government bodies were often perceived as those expected to be in charge of poverty and exclusion but participants often spoke of their lack of effectiveness.

Chapter 8 deals with feelings of belonging and citizenship. Brussels being characterised by its plurality, the identity of Brussels was seen as diverse and combinatorial. The threads of belonging and citizenship are also many and stretched between their politico-judicial nature and their practical dimension.

Finally, the conclusion examines the differential weight of each of these dimensions in this approach to social cohesion, which leads to privilege a specifically ethnically-cultural reading of living together in Brussels whilst neglecting some other challenges.

INTRODUCTION

Genèse et contexte

Le projet BruVoices est né d'un partenariat entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Fondation Roi Baudouin (FRB). Il est axé sur la question des perceptions qu'ont les habitants de Bruxelles de leur ville, ainsi que leur vision et leur expérience du 'vivre-ensemble' dans la ville¹. Les habitants de la Région de Bruxelles-Capitale sont au centre du projet. Comme l'indique le nom de BruVoices, il s'agit de donner une voix à ces habitants - y compris à ceux qui ne prennent pas souvent la parole et qui ne sont pas souvent entendus.

Ce rapport résulte d'une demande de la FRB. Celle-ci a confié aux auteurs du rapport la réalisation d'une analyse du discours des citoyens autour de la thématique du vivre-ensemble dans la ville. La FRB veut ainsi avoir une meilleure vue de la manière dont les Bruxellois perçoivent le vivre-ensemble dans leur vie quotidienne et des visions plus larges de l'homme et de la société qu'ils mobilisent lorsqu'ils en parlent.

Pour avoir une vue sur un éventail aussi diversifié que possible de voix sur le vivre-ensemble à Bruxelles, la Fondation a organisé 51 groupes de discussion avec des organisations et des associations bruxelloises, dont des clubs de sport, des asbl, des ateliers créatifs, des centres de loisirs et des associations culturelles. En sélectionnant les organisations participantes, la FRB et les auteurs ont été particulièrement attentifs à la diversité des groupes. Les 19 communes bruxelloises sont représentées dans la liste, venant s'ajoute à une diversité de Bruxellois en termes d'origine (migratoire), de genre, d'âge et de milieu socio-économique. Les discussions ont duré environ deux heures chacune et ont eu lieu dans les locaux habituels des associations. Les discussions ont eu lieu en français, en néerlandais, en anglais et en arabe.

Ce rapport présente les résultats d'une analyse des témoignages de 499 Bruxellois, en interaction les uns avec les autres, lors de ces groupes de discussion. Toutes les discussions ont été enregistrées et retranscrites pour pouvoir analyser le discours en détail. Un membre de l'équipe d'analyse était aussi chaque fois présent de manière discrète (sans prendre part à la discussion) pour observer les groupes de discussion. Ses observations sont également intégrées dans notre analyse.

L'analyse de discours a été confiée à une équipe multidisciplinaire, multilingue (français-néerlandais-anglais) et pluri-universitaire. Sa multidisciplinarité lui a permis d'analyser les discours des Bruxellois sur le vivre-ensemble dans la ville à partir de différents angles d'approche et domaines d'expertise. L'équipe rassemble des membres de deux groupes de recherche : le groupe de recherche DESIRE (Vrije Universiteit Brussel, sous la direction du Prof. Dr. Benjamin De Cleen), qui est spécialisé dans l'analyse de discours, et le groupe de recherche Metrolab (sous la direction du Prof. Dr. Mathieu Berger), qui a une expertise en matière de recherches urbaines. Les membres de l'équipe sont les suivants : Dr. Leen Van Brussel (DESIRE, chercheuse en communication à la Vrije Universiteit Brussel), Dr. Louise Carlier (Metrolab, sociologue à l'Université

¹ Dans ce rapport, sauf exceptions signalées dans le texte, l'usage du mot 'ville' fait référence au territoire géographique de la Région de Bruxelles-Capitale.

Catholique de Louvain), Prof. Dr. Mathieu Berger (Metrolab, professeur de sociologie à l'Université Catholique de Louvain), Prof. Dr. Benjamin De Cleen (DESIRE, professeur en sciences de la communication à la Vrije Universiteit Brussel), Antoine Prinz (Metrolab, doctorant en sociologie à l'Université Catholique de Louvain) et Lionel Francou (Metrolab, doctorant en sociologie à l'Université Catholique de Louvain)².

Quoi ?

Le thème central de ce rapport est la manière dont les habitants de la Région de Bruxelles-Capitale perçoivent le vivre-ensemble dans leur vie quotidienne et la signification qu'ils donnent à leurs expériences de vie à partir de certaines visions de l'homme et de la société. Nous abordons le vivre ensemble à Bruxelles en nous fondant sur le concept de 'cohésion sociale'. Celle-ci peut se définir au moyen de cinq dimensions qui sont à la base de la structure de ce rapport (voir chapitre 1). Nous nous appuyons sur les travaux de R. Forrest et A. Kearns, qui ont formulé les cinq dimensions de la cohésion sociale, mais en regroupant et en reformulant celles-ci sur la base des résultats de l'analyse de discours :

1. Les réseaux sociaux
2. Le domaine public
3. La diversité urbaine
4. La solidarité sociale
5. Le sentiment d'appartenance

C'est le format du focus group qui a été choisi afin d'avoir une vision des expériences et des opinions des Bruxellois à propos de ces dimensions de la cohésion sociale. Les focus groups sont des discussions en groupe, auxquelles participent une dizaine de personnes en moyenne, qui sont centrées sur un certain sujet et qui sont encadrées par un facilitateur. Comme d'autres types d'interviews dans le domaine des recherches qualitatives, le focus group se caractérise par un style ouvert et un rythme naturel de conversation. Ce qui le distingue d'autres types d'interviews, c'est le caractère central des interactions du groupe. Cette caractéristique essentielle en fait un moyen très adéquat pour étudier comment des points de vue communs sont construits dans un contexte interactif à petite échelle. La méthode du focus group permet d'appréhender les attitudes, les expériences, les points de vue et les valeurs de certains groupes de personnes en les faisant discuter d'une manière proche d'une situation naturelle de conversation.

Nous analysons les focus groups au moyen d'une analyse de discours. L'analyse de discours est un terme générique qui recouvre un certain nombre de méthodes qualitatives et interprétatives visant à analyser systématiquement la production de sens dans des textes parlés, écrits et audiovisuels. Teun Van Dijk (1997) en a fourni une définition souvent citée : il définit l'analyse de discours comme l'étude de 'talk and text in context'. Ce rapport porte principalement sur le *talk* - les discussions qui ont lieu lors des focus groups. Le contexte renvoie tout d'abord au cadre que constituent les focus groups : le discours des participants bruxellois s'élabore dans le contexte spécifique du focus

² Karel Deneckere (DESIRE, doctorant en sciences de la communication à la Vrije Universiteit Brussel) a assisté l'équipe lors des observations des groupes de discussion.

group et une analyse de discours doit aussi tenir compte de ce contexte interactionnel. Mais par 'contexte', nous entendons aussi le contexte urbain bruxellois et la réalité culturelle, sociale et politique plus large dans laquelle se trouve Bruxelles. Ce contexte sociétal revêt une importance cruciale pour comprendre le discours des participants étant donné que ceux-ci forment leurs idées et expriment leur opinion comme 'Bruxellois', mais aussi comme membres d'une société dans laquelle ils occupent une certaine position et dans laquelle circulent certaines visions de l'homme et de la société.

Structure du rapport

Dans le **premier chapitre**, nous conceptualisons la notion de **cohésion sociale** en relation avec l'expérience quotidienne du vivre-ensemble à Bruxelles. Nous situons les différentes dimensions de la cohésion sociale dont traitera ce rapport en faisant principalement appel aux travaux de Kearns & Forrest (2000).

Le **chapitre deux** expose la **méthodologie**. Il explique la méthode des focus groups, situe l'analyse présentée ici dans le champ de l'analyse de discours et précise comment nous avons concrètement procédé.

Les six chapitres d'analyse constituent le cœur du rapport. Le **chapitre trois** se penche sur la question de savoir quelles sont les caractéristiques et les qualités que les participants attribuent à Bruxelles. Quelle signification donnent-ils à Bruxelles en tant que ville ? Qu'est-ce qui fait de Bruxelles la ville qu'elle est ? Nous nous concentrons dans ce chapitre sur la façon dont les participants perçoivent *Bruxelles*, mais en nous intéressant aussi aux conceptions plus générales de 'la ville' et de 'la vie urbaine' qu'ils mobilisent quand ils parlent de Bruxelles. Cette perception plus large de Bruxelles est cruciale pour comprendre comment les Bruxellois ressentent le vivre-ensemble dans la ville.

Les chapitres quatre à huit traitent des cinq dimensions de la cohésion sociale commentées au chapitre un. Le **chapitre quatre** est centré sur la dimension des **réseaux sociaux** à Bruxelles. Il touche tout d'abord aux relations entre personnes qui se connaissent dans le contexte du travail, du quartier, de la vie associative, etc. Bien qu'il s'agisse de relations avec des personnes connues, la dimension publique de la vie en ville est importante dans ce chapitre. Nous verrons dans quelle mesure l'espace public bruxellois joue un rôle dans la constitution d'interactions et de relations sociales. Nous soulignerons aussi l'importance de la vie associative bruxelloise comme lieu où des relations 'publiques' peuvent évoluer vers des relations d'interconnaissance et même des relations amicales.

Le **chapitre cinq** approfondit la **dimension publique** du vivre-ensemble à Bruxelles et touche en particulier au **domaine public**, dans lequel des inconnus se côtoient, se croisent et interagissent. Nous analysons comment et quand les Bruxellois perçoivent le domaine public (et donc la cohabitation avec des inconnus dans un contexte urbain) et nous étudions comment et quand les gens prennent réellement conscience de cet espace public en tant que tel, que ce soit dans un sens positif (p. ex. moments de cohésion) ou négatif (p. ex. insécurité).

Le **chapitre six** traite de la diversité dans la ville et de la manière dont les participants la vivent au quotidien. Il se demande d'abord quelles sont les 'différences' qui sont thématiques par les Bruxellois comme les différentes formes de 'diversité'. Nous observons qu'ils situent surtout la diversité dans un cadre basé sur l'origine ethno-culturelle et beaucoup moins (ou même pratiquement pas) pour d'autres formes de différences entre Bruxellois. Nous nous focaliserons ensuite sur les discours relatifs à la diversité ethno-culturelle : de quelle manière les participants qualifient-ils et nomment-ils les différences ethno-culturelles à Bruxelles ? Quels éléments positifs et négatifs associent-ils à la diversité ethno-culturelle ? Comment perçoivent-ils les différentes communautés ethnoculturelles qui vivent à Bruxelles, y compris dans une perspective spatiale ? Comment 'l'autre' est-il perçu ? Quelles expériences les participants bruxellois ont-ils du racisme et de la 'reconnaissance' et quel sens leur donnent-ils ?

Le **chapitre sept** se penche sur la dimension de solidarité. Nous observerons dans un premier temps l'approche de la notion de solidarité, chez nombre de participants, par les moments de camaraderie et d'entraide qui prennent lieu dans les relations de voisinages, associatives ou encore communautaires. La solidarité apparaît moins souvent abordée par les participants sous l'angle des questions de redistribution et de justice sociale; lorsque les participants adoptent cet angle de vue, ils considèrent l'accès à différentes ressources et biens publics. Si les participants faisant l'expérience de la précarité et de la discrimination évoquent largement les difficultés d'accès à différentes ressources, les publics plus aisés semblent largement méconnaître les épreuves auxquels sont confrontés les premiers. Le chapitre se penche ensuite sur l'association faite entre pauvreté et sans-abrisme, qui représente la manifestation la plus visible des inégalités en ville. Enfin, ce chapitre revient sur le rôle des pouvoirs publics, que les participants considèrent comme premier pour traiter des questions de pauvreté et de solidarité, alors même que nombre d'entre eux critiquent l'inefficacité et l'insuffisance de leur action - en même temps qu'ils valorisent fortement le rôle des associations.

Au **chapitre huit**, nous nous interrogeons sur la dimension d'appartenance et plus concrètement sur la question de savoir si, et dans quelle mesure, les participants se sentent faire partie d'une communauté bruxelloise, s'identifient comme Bruxellois et s'assignent une citoyenneté bruxelloise. Cette question suit logiquement les analyses des chapitres précédents. En nous basant sur la manière dont Bruxelles est perçue comme ville (chapitre 3), dont les relations sociales (chapitre 4) et les relations publiques (chapitre 5) sont vécues à Bruxelles, sur l'expérience de la diversité urbaine (chapitre 6), de la pauvreté et de la solidarité (chapitre 7), nous nous penchons sur la question de savoir s'il existe, selon les participants, quelque chose qui ressemble à une communauté bruxelloise dont ils se sentent faire partie et à laquelle ils s'identifient.

La **conclusion** présente un résumé succinct des résultats par chapitre et une réflexion sur les constats transversaux que l'analyse a mis en lumière.

Chapitre 1.

Approcher l'expérience du vivre-ensemble à Bruxelles

Cette recherche s'intéresse à la '**cohésion sociale**' telle qu'elle se manifeste et se perçoit dans la vie quotidienne des citoyens. Pour comprendre et approcher cette notion, l'enquête se penche sur l'expérience ordinaire du vivre-ensemble à Bruxelles pour une variété de ses habitants.

Ce chapitre vise à expliciter les grandes lignes théoriques qui constituent l'armature de la recherche et qui ont défini les points de focale et d'attention lors des focus groups. Il revient d'abord sur la notion de cohésion sociale et les différentes dimensions qu'elle recouvre. Dans un second temps, ce chapitre décline cette notion au niveau de l'expérience urbaine et quotidienne du vivre-ensemble, afin de spécifier les questions et les thèmes qui ont guidé cette recherche.

1.1. QU'EST-CE QUE LA COHÉSION SOCIALE ?

La thématique de la cohésion sociale a émergé dans les années 1990, tant comme concept scientifique que comme objet de politiques publiques – et ce, au niveau européen – face à une même **inquiétude** : les processus de fragmentation, de séparation, d'exclusion dans des sociétés composées d'une pluralité d'individus et de groupes sociaux.

Les sciences sociales abordent la question de la cohésion sociale selon **différents angles de vue** (Novy & al., 2012). On peut notamment distinguer une perspective fondée sur les 'liens sociaux' ou le 'capital social' (Helly, 1999) : le concept de cohésion sociale s'impose alors face au constat d'une 'crise' du lien social ou d'une perte du sentiment d'appartenance à un monde partagé – la cohésion étant alors affaire de socialisation, de liens de confiance et de coopération. Une autre perspective, socio-économique, adresse le problème de la cohésion sociale relativement aux formes d'exclusion et de ségrégation (Cassiers & Kesteloot, 2012) : la notion de cohésion se prolonge alors dans la question de l'inclusion sociale, de l'égalité d'accès aux ressources, aux biens et aux droits sociaux, et accompagne une lutte contre les effets désintégrateurs du marché.

Ces deux perspectives se trouvent articulées dans l'approche conceptuelle proposée par A. Kearns & Forrest (2000), qui décomposent la 'cohésion sociale' en 5 dimensions que l'on peut synthétiser comme suit:

- 1) la **culture civique** : les valeurs communes, le partage de principes moraux et des règles de comportement en public, et la culture politique (savoirs et jugements sur le système institutionnel) ;
- 2) la **solidarité sociale** : la réduction des disparités sociales, les formes de redistribution entre les différents groupes d'une société selon un principe de solidarité, l'accès aux biens publics ;
- 3) l'**ordre social** et le contrôle social : les politiques de surveillance/répression, le respect de la différence, les règles de civilité, le sentiment de sécurité ;
- 4) les **réseaux sociaux** et le capital social : les liens entre membres d'un même monde, les relations de quartier, les micro-mondes sociaux au sein desquels les relations sont choisies ;
- 5) le **sentiment d'appartenance** et l'**identité** : le sentiment d'appartenance ou d'affiliation, l'identité partagée, le partage d'un monde symbolique.

La notion de cohésion interroge la capacité de 'vivre-ensemble' dans un contexte marqué à la fois par des processus de différenciation et de séparation. A ce titre, elle apparaît alors comme une notion proche de celles d'intégration, d'insertion, ou encore d'inclusion (Printz, 2017), qui renvoient aux différentes manières d'adresser la question de faire tenir ensemble, dans une même communauté, une pluralité de groupes ou de milieux - différenciés selon des catégories variées (socio-économiques, culturelles, confessionnelles, raciales, générationnelles, professionnelles, genrées...). La question de la cohésion sociale se décline de manière privilégiée dans le cadre de la ville, qui agglomère en effet une diversité de 'mondes', qui se rencontrent, se croisent, se mélangent, s'ignorent, s'évitent, s'entrechoquent de manière variable et indéterminée (Joseph & Grafmeyer, 2004).

1.2. LA COHÉSION AU REGARD DE L'EXPÉRIENCE DU VIVRE-ENSEMBLE

Nous approcherons le concept de la cohésion sociale en se focalisant sur **l'expérience quotidienne et urbaine du vivre-ensemble** des citoyens. Il s'agit alors de décliner les 'dimensions' accolées à ce concept dans le cadre spécifique que représente la ville.

Les cinq dimensions de la cohésion sociale sont approchées par Kearns & Forrest selon des échelles et des angles de vue fort différents. Certaines d'entre elles requièrent de porter le regard au niveau institutionnel, d'autres au niveau du quartier ; certaines supposent une analyse des modes de production de l'économie néolibérale, ou encore des politiques publiques, tandis que d'autres invitent à enquêter à l'échelle micro sur les comportements en public. Pour chacune de ces dimensions, l'expérience quotidienne du vivre-ensemble dans la ville est prise en compte de manière variable, aléatoire et assez marginale. Comment peut-on approcher ces dimensions en se focalisant sur l'expérience et la perception que les citoyens éprouvent dans leur vie quotidienne ? Comment peuvent-elles guider une analyse de l'expérience des citoyens et des significations qu'ils leur donnent ? Pour ce faire, on s'appuiera sur différents travaux qui se sont intéressés précisément aux formes d'interactions dans les villes.

1.2.1. Les réseaux sociaux

Une première dimension de la cohésion sociale qui est adressée dans le rapport est celle des réseaux sociaux (chapitre 4).

Le concept de cohésion sociale tend à se charger d'une représentation de la société comme un 'corps' (Printz, 2017) maintenu par des interactions fortes entre les communautés - celles-ci formeraient à la fois la 'glue' nécessaire au vivre-ensemble des différents milieux et mondes sociaux, et la réponse appropriée aux formes de ségrégation, d'isolement et d'exclusion (Savage & Blockland 2016). D'autres considèrent au contraire que les rapports sociaux, en se fondant sur des relations affinitaires plutôt que civiles, fragiliseraient le lien de chacun à l'ensemble de la collectivité (Lofland, 1998 ; Joseph, 1998). Le capital social ou les réseaux sociaux se définissent, chez Lofland, dans

les termes du 'domaine communautaire', celui des **relations affinitaires d'interconnaissance** propres aux réseaux interpersonnels localisés au sein de communautés (de voisinage, professionnelles ou associatives). Une attention particulière a ainsi été portée sur le rôle du quartier et des relations de voisinage dans la formation des réseaux sociaux et la réalisation de la cohésion sociale dans la ville (Forrest & Kearns, 2001) – de même que sur leur contribution au sentiment de sécurité et de 'contrôle social' (Jacobs, 1961).

Pour Lofland et Joseph, la ville aujourd'hui se caractériserait par l'emphase de ce domaine au détriment du domaine public, par la multiplication des relations affinitaires au détriment des interactions avec celui que l'on ne connaît pas. Le citoyen privilégierait les lieux de l'entre-soi, les espaces communautaires, chauds et sécurisants, aux lieux publics perçus comme espaces d'insécurité. Certaines recherches remettent pourtant aujourd'hui en question cette approche des relations en public. Premièrement, les associations sont considérées comme des lieux où pourrait s'expérimenter l'échange entre individus étrangers l'un à l'autre, comme lieu de transition des relations en public à des relations d'interconnaissance au sein desquelles se réaliserait véritablement l'échange interculturel (Amin, 2002 ; Valentine, 2008). D'autre part, les espaces publics pourraient aussi accueillir momentanément des réseaux sociaux – étant donné qu'ils peuvent fonctionner comme 'places of everyday kindness' (Unwin, 2016).

L'enquête suppose de s'intéresser à l'importance que les participants attachent aux réseaux sociaux dans la ville. Quelles formes d'interactions favorisent les participants ? Comment forment-ils leurs réseaux sociaux ? Quel rôle leur confèrent-ils ? Comment se caractérisent-ils ? La recherche pourra alors interroger pleinement le rôle des relations affinitaires dans l'expérience quotidienne du vivre-ensemble, et leur potentialité à soutenir les échanges entre les différents milieux que la ville contient.

1.2.2. Le domaine public

Si Kearns and Forrest distinguent 'culture civique' et 'ordre social' comme dimensions distinctes de la cohésion sociale, les approcher sous l'angle urbain invite à les saisir ensemble. La 'culture civique' intègre pour les auteurs des questions qui ne sont pas abordées frontalement dans cette enquête : le rapport aux institutions, le jugement des politiques locales et nationales et la participation. Elle renvoie également à la question des 'codes de conduite' et des 'principes moraux' qui guident nos relations avec autrui : c'est sur ce point que nous focaliserons l'attention. Ainsi, nous nous intéresserons à la culture 'publique' ou 'civile' plus que 'civique'. Sous l'angle de la sociologie urbaine, celle-ci renvoie aux règles de comportement que requièrent les relations de coprésence dans les espaces publics. C'est à ce titre que nous articulerons cette dimension à celle de l' 'ordre social' et du 'contrôle social', qui renvoient justement au partage des 'règles' de comportements en public (Goffman, 1973 ; Joseph, 1998).

Dans notre rapport, le chapitre 5 s'intéresse à la manière dont les relations en public sont vécues et éprouvées par les citoyens.

Le domaine des relations en public est défini par Lofland (1998) à partir des relations de coprésence entre individus qui ne se connaissent pas, qui sont étrangers l'un à l'autre, qui ne partagent pas les mêmes mondes symboliques ou culturels, et qui

s'identifient à partir d'une connaissance catégorielle (mode primaire d'appréhension, basé sur l'information visuelle, signes relatifs au statut, au rôle, au genre, ...). Pour Lofland, comme pour d'autres sociologues urbains (Joseph, 1998), ces relations en public requièrent et nourrissent l'apprentissage des **principes de civilité urbaine**. Ces principes réfèrent, entre autres :

- à l'indifférence civile, définie comme suit: « Elle consiste à montrer à autrui qu'on l'a bien vu et que l'on est attentif à sa présence (lui-même devant en faire autant) et un instant plus tard, détourner l'attention pour lui faire comprendre qu'il n'est pas l'objet d'une curiosité ou d'une intention particulière » (Goffman, 1973) ;
- la tolérance à l'égard de la différence et de la diversité : la ville rend visible des différences physiques, culturelles, vestimentaires... face auxquelles le citoyen fait preuve de respect, d'une même indifférence « civile » ; cette tolérance est à la base de l'égalité de traitement de l'autre, dans l'espace public, quel qu'il soit ;
- la mondanité, les banalités d'usage ou l'assistance mondaine, qui renvoient aux paroles de circonstance qu'il s'agisse de donner l'heure, d'indiquer un lieu, de tenir des conversations ordinaires...

Ces principes sont au cœur de l'expérience des espaces publics urbains considérés comme lieux de côtoiement d'individus étrangers les uns aux autres, comme espaces de civilité envers celui que l'on ne connaît pas. En tant que tels, ils représentent les lieux où s'expérimente et où s'exprime la **capacité de vivre-ensemble** de manière concrète ; autant que les lieux d'apprentissage du 'cosmopolitisme', défini comme la capacité de vivre dans un contexte de différences culturelles et comme la disposition à l'échange interculturel au niveau des interactions quotidiennes et ordinaires (Lofland, 1998).

Cependant, la théorie selon laquelle les espaces publics seraient le lieu de la rencontre avec l'étranger est aujourd'hui remise en question. L'espace public serait lui-même en **crise**, face à la montée de formes de vie communautaires et affinitaires et d'une tendance à la privatisation, au repli et à la séparation (Lofland, 1998). Les espaces publics seraient devenus soit des territoires appropriés par certains groupes, soit des espaces de transit qui ne nourriraient nullement la rencontre. Celle-ci se jouerait ailleurs, dans les 'micropublics' (Amin, 2002) tels les espaces de travail, les écoles, les parcs, les clubs sportifs et autres associations où s'éprouveraient le 'contact social' et la rencontre interculturelle (Amin, 2002).

L'enquête suppose alors de s'interroger sur les lieux dans lesquels les citoyens sont amenés à croiser et à rencontrer l'étranger ou l'inconnu. Elle s'interroge sur les qualités de ces espaces autant que des interactions entre inconnus, sur les règles de comportement attendues dans ces espaces et interactions – et a contrario à ce qui leur apparaît comme des incivilités ou des impolitesses.

A ce titre, les principes de civilité et les règles d'interaction entre citoyens, qui assurent une coexistence sans heurts, renvoient aussi à la question de l'ordre social.

Pour Kearns et Forrest, la cohésion sociale perçue sous l'angle de l'**ordre social** et du **contrôle social** renvoie à l'absence de conflits et de tensions au sein de la société, et plus spécifiquement aux modalités politiques de contrainte, de répression ou de régulation. Sous l'angle de l'expérience quotidienne, ces modalités se déclinent sous la forme des

règles de la vie mondaine et des devoirs et obligations qui protègent contre des formes de criminalité, de déviance et d'incivilités et qui assureraient une 'harmonie sociale' dans les espaces urbains. Le contrôle social, considéré au niveau des espaces urbains et de la sociabilité informelle, pose aussi la question de la qualité des lieux au sein desquels on se sent en sécurité et où l'on éprouve une liberté de mouvement (Jacobs, 1961).

L'enquête doit alors s'intéresser au rôle de l'espace dans le sentiment de sécurité, d'aise, de confort/ d'insécurité, de malaise, d'inconfort que les citoyens perçoivent en certains lieux, et particulièrement dans les espaces publics urbains. Elle se doit également d'interroger, à partir des interactions de la vie quotidienne, les gestes que les citoyens perçoivent comme des formes d'incivilités ou d'impolitesse, et qui fragilisent du même coup la possibilité, ou la volonté de vivre-ensemble.

1.2.3. La diversité urbaine

Cette dimension n'apparaît pas en tant que telle dans l'article de référence sur la cohésion sociale. Pourtant, elle se montre incontournable dès lors que l'on interroge l'expérience du vivre-ensemble, a fortiori dans le contexte urbain, la ville étant le lieu par excellence de l'hétérogénéité, voire d'une 'super-diversité' (Vertovec, 2007), où s'éprouve la coexistence des différences (Amin, 2002 ; Valentine, 2008). Comme on pourra le voir dans le chapitre 6, cette enquête montre l'importance de cette dimension lorsqu'on aborde la question de l'expérience urbaine du vivre-ensemble.

Si la question de la **multiculturalité** n'est pas posée de front par les auteurs, elle intervient pourtant pour chacun de ces 5 domaines sous un angle spécifique : une culture civique partagée suppose de mêmes règles de comportement en public quelles que soient les ressources culturelles du citoyen, et supposent une tolérance à l'égard des différences ; la question du contrôle social et de l'ordre social renvoie aux capacités d'intégration d'une société ; la solidarité et les formes d'inégalités sont aujourd'hui intimement liées aux formes de discriminations ethno-culturelles qui limitent l'accès à différentes sphères sociales ; les réseaux sociaux et le capital social posent la question de l'ouverture des communautés à ceux qui ne sont pas des 'pairs' et qui ne partagent pas les mêmes ressources morales et culturelles ; le sentiment d'attachement et l'identité posent la question de la composition d'une communauté susceptible d'accueillir les différences, de faire place à la pluralité des visions du monde, des ressources et attaches qui comptent pour les individus et les groupes amenés à partager un même espace de vie.

Si cette dimension paraît transversale, on la considérera dans ce rapport pour elle-même. La ville est le lieu par excellence de cohabitation d'une pluralité de mondes, qui s'inscrivent et se distribuent de manière différenciée dans les espaces urbains (Grafmeyer & Joseph, 2004). L'enquête interrogera la manière dont les participants définissent 'l'autre', celui qui ne fait pas partie d'une même communauté d'appartenance, et qualifie sa différence. Elle questionnera la manière dont les participants éprouvent et perçoivent la distribution spatiale des différents mondes présents dans l'espace urbain, l'expérience faite par le citoyen de cette diversité socio-spatiale, la façon dont il éprouve le passage dans différents mondes spatialisés - la possibilité de 'passer d'un monde à l'autre' étant une première condition à la coprésence de mondes ou de milieux différents dans un même environnement (Park, 2004). Elle questionnera

également les lieux et espaces où s'opèrent des échanges interculturels. Elle interrogera, relativement à ces expériences et perceptions, les représentations que se font les individus de la diversité urbaine.

L'enquête (dans le chapitre 6) s'intéressera également aux visions du monde relatives à la pluralité culturelle de la ville, à la manière dont elle est perçue, qualifiée, éprouvée par les individus de différents groupes aux attaches culturelles et/ou aux phénotypes variés. Elle s'intéressera aux expériences et récits relatifs aux épreuves du vivre-ensemble, aux modalités de mise à l'écart de certains groupes, aux modalités de mise en commun des différents groupes amenés à cohabiter dans l'espace urbain.

1.2.4. La solidarité

Le chapitre 7 adresse la dimension de la solidarité sociale. Si dans les théories de la cohésion sociale, celle-ci est abordée sous l'angle d'une analyse quantitative des inégalités et d'une analyse des politiques de redistribution et de lutte contre les inégalités et l'exclusion, la considérer sous l'angle de l'expérience urbaine suppose quelques déplacements.

Sous l'angle de la sociologie urbaine, la distribution socio-spatiale des personnes et des groupes dans l'espace urbain joue sur **l'accès aux biens publics et aux ressources**. Dans la ville les individus éprouvent donc différentes modalités d'accès aux biens sociaux (santé, logement, éducation...), aux infrastructures, équipements et services publics, et aux sphères sociales (le travail). L'égalité et la justice sociale peuvent être considérées au regard de l'espace - la justice spatiale (Soja, 2009) renvoie ainsi à une distribution équitable et juste dans l'espace des ressources, à la lutte contre les processus d'exclusion spatiale et d'inaccessibilité à certaines sphères.

La ville a aussi pour caractéristique de rendre visibles et publiques (c'est-à-dire accessibles au regard de tout un chacun) les formes d'exclusion et d'injustice (Joseph, 1998). A ce titre, la visibilité des figures du pauvre ou de l'exclu est au cœur de l'expérience quotidienne de la ville. La 'solidarité' peut alors s'y manifester sous l'angle d'un 'devoir d'assistance' que le citoyen mieux loti peut ressentir à l'égard de ces figures, ou d'une aide sur laquelle le pauvre ou l'exclu peut compter pour accéder à certains biens ou ressources nécessaires à sa (sur)vie. Mais la visibilité et la publicité des formes d'exclusion, d'injustice ou d'inégalité - ou le fait d'être soi-même dans une telle situation - peut aussi nourrir des critiques ou des attentes à l'égard des institutions, des services publics, de l'Etat, et rejoindre la question de la prise en charge politique.

L'enquête suppose alors de s'intéresser aux situations d'(in)accessibilité aux ressources et aux biens communs et publics, aux lieux où se jouent, se perçoivent ou se vivent des formes d'injustice, d'inégalités ou d'exclusion - autant de défauts à une égale appartenance à la communauté (Stavo-Debauge, 2017). Elle s'intéresse tant à l'expérience des individus et des groupes envers lesquels s'exprime un devoir d'assistance qu'à ceux auxquels ces situations de pauvreté se rendent visibles, et qui se voient parfois attribuer la charge et la responsabilité de répondre à ces situations.

1.2.5. Le sentiment d'appartenance et l'identité

Cette dernière dimension, traitée dans le chapitre 8, est relative au rapport entre les sentiments d'affiliation et d'attachement que les individus nourrissent vis-à-vis de différentes communautés, des milieux, des lieux dont ils se sentent membres, et le sentiment d'attachement à une communauté, urbaine et politique, qui inclurait l'ensemble de ces milieux amenés à cohabiter dans la ville. La question du sentiment d'appartenance se pose donc de manière particulièrement aiguë dans le contexte urbain caractérisé par son hétérogénéité. Kearns et Forrest s'interrogent sur la possibilité d'un sentiment d'attachement commun qui transcenderait la multiplicité de petits mondes plus ou moins confinés, repliés sur eux-mêmes, nourrissant des attachements, des formes de vie, des visions du monde spécifiques. Pour les auteurs, la question de l'identité renvoie à la possibilité d'imaginer une **identité urbaine** qui inclurait le caractère multiculturel et cosmopolite de la ville.

L'appartenance pose la question des membres reconnus comme faisant partie, à part entière, de la communauté : l'appartenance fournit un égal accès aux biens de la communauté (Stavo-Debauge, 2017). Cela suppose de définir à la fois des principes d'inclusion et des principes de fermeture, qui déterminent ceux qui peuvent y prendre part et ceux qui en sont exclus.

L'appartenance s'appuie donc sur une '**figuration de la communauté**' (Stavo-Debauge, 2017) - qui définit ceux qui peuvent y prendre part et ceux qui en sont exclus - autant que sur une figuration des 'différences' qui doivent être prises en compte. L'appartenance valorise une certaine façon de vivre ensemble, fondée sur les biens que la communauté vise à se garantir, et en réponse à des maux dont elle cherche à se garder (Stavo-Debauge, 2017). Elle rejoint directement la question du vivre-ensemble et de ses imaginaires.

Ainsi définie, l'appartenance ne suppose pas de préjuger de l'**échelle** de la communauté - nombre d'auteurs considèrent aujourd'hui des appartenances locales, nationales, globales... qu'elles soient politiques, culturelles, religieuses, etc. Renvoyée au niveau de l'expérience urbaine, l'appartenance ouvre la question de la possible figuration d'une 'communauté urbaine', d'un sentiment d'appartenance relatif à la ville - de même qu'elle ouvre à la question de la **citoyenneté** et de ses fondements, ou de la dimension politique de la communauté urbaine.

L'enquête, relative à cette dimension d'appartenance, suppose donc d'analyser de quelle communauté le citoyen se sent membre, ce qu'il y partage et ce qui la fonde ; ceux qu'elle contient et ceux qu'elle exclut (chapitre 8).

1.3. DE L'EXPÉRIENCE URBAINE DU VIVRE-ENSEMBLE AUX VISIONS DU MONDE

Ces différents domaines de la cohésion sociale, approchés selon l'expérience quotidienne du vivre-ensemble dans la ville, s'expriment selon différents formats ou différents registres. Le dispositif d'enquête permet de faire place tant au **rapport**

familier à l'environnement (l'expérience quotidienne de la ville, dans ses formes à la fois ordinaires et extraordinaires, saisies notamment par le récit de certaines situations, épreuves, anecdotes) qu'aux visions du monde ou imaginaires du vivre-ensemble (via l'interprétation de ces expériences, situations, anecdotes selon différents principes, jugements de valeurs).

Les anecdotes et le récit des situations permettent de qualifier cette expérience perceptive et quotidienne de la ville, tout en ouvrant vers les **imaginaires du vivre-ensemble** (Thévenot, 2004). Ces imaginaires font appel à des répertoires, des justifications, des idéologies, des 'cultures politiques'. Ils se définissent en négatif de ce qui est apparu comme des problèmes, des menaces ou des inquiétudes ou des obstacles à ce que devrait être une 'bonne' cohabitation. Ils se nourrissent de modèles plus ou moins cristallisés dans l'action publique autant que dans la pensée politique.

Ces imaginaires de la vie en commun seront spécifiquement approchés à partir d'une analyse du discours, précisée dans le prochain chapitre consacré à la présentation de la méthodologie de l'enquête.

Chapitre 2. Méthode

Ce rapport est centré sur la manière dont les habitants de Bruxelles ressentent le ‘vivre-ensemble dans la ville’ et plus précisément sur la *signification* qu’ils donnent à ce ressenti. Nous examinons ces pratiques signifiantes au moyen de **focus groups**, qui sont ensuite soumis à une **analyse de discours**. Ce chapitre expose cette double méthodologie : nous traiterons d’abord de la méthode des focus groups et ensuite de celle de l’analyse de discours. Dans les deux parties, nous nous intéresserons en premier lieu aux principes méthodologiques généraux avant d’expliquer comment ils se traduisent dans la pratique du projet BruVoices. Enfin, nous indiquerons comment l’analyse s’est déroulée concrètement.

2.1. LA MÉTHODE DES FOCUS GROUPS

2.1.1. Que sont les focus groups ?

Les focus groups sont des **discussions en groupe** qui sont centrées sur un thème bien précis. Ces discussions, auxquelles participent en moyenne de 8 à 12 personnes, sont encadrées par un facilitateur. La méthode des focus groups trouve son origine dans les études de marché, mais est aussi souvent appliquée aujourd’hui dans un large éventail de domaines de la recherche sociale. Elle fait partie d’un ensemble plus large de différents types d’interviews qui sont utilisées dans le cadre d’**études qualitatives**, dont l’interview ethnographique et l’interview d’experts, par exemple.

Contrairement aux études quantitatives, les études qualitatives s’intéressent avant tout aux **expériences** des gens et aux **significations** qu’ils leur donnent (Wester 1995) plutôt qu’aux chiffres et aux liens de causalité. Le focus group se caractérise, comme d’autres types d’interviews dans le champ des recherches qualitatives, par un **style ouvert** et un **flux naturel de conversation**. Ce qui le différencie d’autres types d’interviews, c’est le caractère central des **interactions du groupe** (Kitzinger 1994, 1995). Cette caractéristique essentielle en fait un moyen très adéquat pour étudier comment des points de vue communs se construisent dans un contexte interactif à petite échelle. La méthode du focus group permet d’appréhender les attitudes, les expériences, les points de vue et les valeurs (collectives) de certaines catégories de personnes en les faisant discuter d’une manière proche d’une situation normale de conversation. Pour créer une situation de conversation aussi naturelle que possible, il est important d’instaurer une atmosphère dans laquelle les participants ont le sentiment de pouvoir s’exprimer librement. Il importe dès lors de formuler des *questions non directives* et de créer une *relation non hiérarchique* entre le facilitateur et les participants. Pour parvenir à cette situation naturelle de conversation, il est généralement conseillé de constituer un focus group avec des gens qui se connaissent, sur la base de groupes sociaux ou professionnels existants (Kitzinger 1995 ; Morgan 1998).

2.1.2. BruVoices : 51 focus groups avec des associations bruxelloises

Échantillon, profil, recrutement et composition

Dans le cadre du projet BruVoices, 51 focus groups, qui, ensemble, tendent à refléter la

diversité de la population bruxelloise, ont été constitués. Cette diversité est déclinée selon de nombreuses dimensions. La première est le niveau des dix-neuf communes bruxelloises, chaque commune devant être représentée dans un ou plusieurs focus groups. Ensuite, les focus groups ont été constitués afin de parvenir à une diversité maximale en fonction de trois **paramètres primaires**:

- La nationalité et l'origine migratoire : pour cela, une distinction a été faite entre les Bruxellois de nationalité belge et sans origine migratoire, les Bruxellois de nationalité étrangère et les Bruxellois de nationalité belge et avec origine migratoire.
- L'âge : nous avons distingué les tranches d'âge suivantes : 16-25 ans ; 25-40 ans ; 40-65 ans ; et plus de 65 ans.
- Le revenu : nous avons fait une distinction entre 'statut économique élevé', 'classe moyenne supérieure', 'classe moyenne', 'classe moyenne inférieure' et 'statut économique très précaire'.

En outre, BruVoices a cherché à donner la parole à des personnes ayant des centres d'intérêt, des occupations, des convictions et des modes de vie différents et susceptibles d'influencer leur vision du vivre-ensemble à Bruxelles.

Afin de maximaliser la diversité dans tous ces domaines et d'organiser des focus groups avec des personnes qui se connaissaient déjà, des associations et des organisations de nature diverse ont été contactées pour constituer les groupes. Il s'agit d'associations actives dans le domaine de la culture (p. ex. des centres culturels, des associations de défense d'un dialecte ou du patrimoine), du sport (p. ex. un club de basketball), des loisirs (p. ex. une chorale), de l'aide sociale (p. ex. des organisations de lutte contre la pauvreté), de la religion et de la philosophie (p.ex. des paroisses et des membres d'une synagogue), de la mise en réseau (p. ex. une association d'accueil de Français à Bruxelles, une association d'Espagnols de Bruxelles, un club d'étudiants) ainsi que des comités de quartiers, des initiatives locales et des 'groupes minoritaires' (p. ex. un club de sport pour moins-valides, une association de femmes musulmanes)³.

Pour **recruter les groupes**, plusieurs pistes ont été suivies. Un appel au public a été lancé lors d'une conférence de presse organisée par la Fondation Roi Baudouin, une page a été créée sur le site de la Fondation et un mailing a été diffusé. D'autre part, certaines organisations ont été directement contactées et invitées à participer. Certaines organisations ont réagi spontanément et 16 d'entre elles ont été sélectionnées. Dix candidatures reçues après le mailing ont été retenues. Enfin, 22 groupes ont été recrutés par des contacts téléphoniques personnels. De manière générale, le recrutement s'est déroulé sans difficulté. Les principales motivations à participer ont été un intérêt pour le vivre-ensemble à Bruxelles et la volonté de faire entendre sa voix en tant que membre d'une certaine communauté ou catégorie socio-économique.

Des focus groups de 8 à 12 personnes ont été constitués parmi les groupes retenus⁴. Des variations dans le degré **d'hétérogénéité et d'homogénéité** interne des différents

3 Pour plus d'informations sur les profils des groupes participants, on peut s'adresser à la Fondation Roi Baudouin.

4 Dans huit groupes, il y a eu moins de huit participants et dans six groupes, plus de douze participants.

groupes ont été observées. Certains groupes ont présenté un degré plus élevé d'homogénéité interne sur base de plusieurs paramètres primaires (âge, revenu et origine), mais aussi par exemple par rapport au niveau de formation, au sexe et à l'orientation sexuelle. D'autres ont pris une forme beaucoup plus hétérogène. On observe notamment un plus grand degré d'hétérogénéité interne pour les focus groups organisés avec des clubs de sport, dont les membres partagent le même hobby mais ont souvent des profils différents en ce qui concerne leur origine et leur niveau de formation.

Une approche narrative

Les focus groups suivent la logique d'une conversation structurée par des questions ouvertes. Le scénario des focus groups⁵ vise à fournir un matériel ciblé qui se prête à une analyse de discours. L'objectif est que les participants s'expriment, en fonction de leurs expériences et de leur vécu, sur les cinq dimensions clés du vivre-ensemble à Bruxelles : les réseaux sociaux, les relations publiques, la diversité, la solidarité et la citoyenneté.

Comme le projet BruVoices vise avant tout à apporter des éléments de compréhension dans le vécu quotidien des gens à (et par rapport à) Bruxelles, il est important que les questions soient proches de la vie quotidienne des participants. C'est pourquoi les questions ont été formulées de manière à inviter les participants à produire des **narratifs** sur la **vie quotidienne à Bruxelles**. Les narratifs sont des récits dans lesquelles les gens expriment des expériences, les articulent et leur donnent une signification. Une approche narrative implique que les participants aux focus groups soient encouragés à partager leurs expériences et leurs opinions sous forme de récits, avec leurs propres mots et catégories – parce que c'est dans et par des récits que les expériences sont vécues et interprétées (Muller, 1999). En raison de cet accent mis sur la dimension narrative, les participants sont invités par les facilitateurs à s'exprimer autant que possible **d'un point de vue personnel et individuel** plutôt que comme experts ou représentants d'une communauté. Les participants ont répondu de diverses manières à cette invitation et il a été observé que différentes postures (de parole et d'expérience) ne s'excluent pas mutuellement et sont souvent combinées (voir 2.2.2.).

Les narratifs sont riches. Les récits des participants sur eux-mêmes, sur des événements et sur des expériences à et par rapport à Bruxelles intègrent tout d'abord et rendent pertinents certains facteurs et variables comme l'âge, la condition socio-économique, le sexe, l'orientation sexuelle et la situation familiale. Ces facteurs exercent dans une certaine mesure un impact sur la manière dont ils perçoivent la ville. Les narratifs intègrent en outre une certaine compréhension des gens, des événements, des causes et des dynamiques et font appel à certaines affirmations de vérités. Celles-ci peuvent être de nature diverse : il peut s'agir d'expériences personnelles ou professionnelles, mais aussi de connaissances scientifiques, d'un point de vue social ou politique, etc. Comme nous l'avons dit, les narratifs sont produits à partir d'un grand nombre de postures : les gens peuvent par exemple s'exprimer comme 'citoyen conscientisé', comme 'parent isolé', comme 'Flamand à Bruxelles'... Les points de vue, les concepts, les affirmations de vérités et les postures qui sont ancrés dans un narratif sont liés à des discours sociaux plus larges (sur la ville, la liberté, la multi- ou l'interculturalité etc.) auxquels les participants s'identifient ou dans lesquels au contraire ils ne se reconnaissent pas. Dans leurs narratifs, les participants mobilisent donc certains discours sociaux. C'est

5 Joint en annexe

précisément pour cela que l'approche narrative est indiquée dans les focus groups : elle fournit d'abondantes données qui se prêtent à une analyse de discours. Nous précisons ci-dessous en quoi cette méthode consiste.

2.2. ANALYSE DE DISCOURS

2.2.1. Qu'est-ce que l'analyse de discours ?

L'analyse de discours est un terme générique qui recouvre un certain nombre de méthodes interprétatives d'analyse systématique de textes parlés, écrits et audiovisuels. Teun Van Dijk (1997 : 3) en fournit une définition souvent citée : l'analyse de discours est définie comme l'analyse de 'talk and text in context'. Cette définition englobe une grande diversité d'approches et le champ de l'analyse de discours est effectivement large et hétérogène. L'analyse de discours peut désigner une analyse linguistique détaillée de conversations, l'analyse de stratégies de persuasion et d'argumentation dans la rhétorique (politique), mais aussi l'analyse d'idéologies et de visions de l'homme et de la société dans la langue, les pratiques et les institutions. Ces **approches différentes** définissent la notion de 'discours' d'une autre manière. Nous identifions ici deux grandes traditions de l'analyse de discours, qui regroupent chacune un certain nombre d'approches plus concrètes.

Une **première tradition** trouve son origine dans la linguistique et définit le discours comme *l'utilisation de la langue*. Cette tradition veut fournir une compréhension de certaines formes d'utilisation de la langue (comme des discours, des interactions entre personnes, des articles de journaux) et de l'utilisation de la langue qui est faite dans certains domaines sociaux (comme le 'discours médical' ou le 'discours du management'). La tradition du '**discours comme langue**' cherche surtout à raconter, au moyen d'analyses textuelles détaillées, la manière dont la langue fonctionne et dont les gens l'utilisent. En raison de cet accent qui est fortement mis sur l'analyse linguistique détaillée de textes, ces approches 'micro' n'intègrent souvent qu'un contexte restreint dans leurs analyses et se limitent la plupart du temps au niveau textuel/interactionnel, parfois complété par des informations sur le cadre dans lequel se déroule l'action langagière.

Une **deuxième tradition** s'intéresse beaucoup plus au discours comme 'porteur de significations et de représentations'. Cette tradition du '**discours comme représentation**' est généralement associée à la sociologie, aux études culturelles et à la théorie politique critique. Dans cette tradition, l'analyse de l'utilisation de la langue est surtout un moyen pour comprendre **les structures signifiantes, les images de l'homme et de la société, les cadres de pensée et les idéologies** que l'on retrouve dans du matériel empirique (Carpentier & De Cleen 2007 ; Van Brussel, Carpentier & De Cleen 2018). Cette tradition vise à mettre à nu des liens entre des textes et des visions ainsi que des cadres de pensée plus larges sur la société. C'est pourquoi elle ancre aussi l'analyse de discours dans l'analyse du contexte sociétal dans lequel le discours est produit. De plus, cette tradition utilise aussi une définition plus large du discours : du matériel audiovisuel et des images (par exemple de la publicité, de l'art, des émissions de télévision) peuvent aussi être analysés comme des formes de discours. La plupart des approches 'macro' de

L'analyse de discours vont encore plus loin et considèrent et analysent comme discours tout ce qui est 'porteur' de sens : des pratiques (comme le travail, la danse, les manifestations), des institutions (comme les mutualités, les syndicats et les partis politiques), des objets (comme le foulard ou la cravate) et même des bâtiments.

2.2.2. L'analyse de discours dans le cadre du projet BruVoices

Pour l'analyse des focus groups, nous faisons principalement appel à une approche macro-discursive. Cela veut dire que nous les analysons dans le but principal de faire apparaître des éléments de compréhension des **structures signifiantes** sous-jacentes aux narratifs des participants. L'analyse de discours ne se contente pas de dresser la liste des opinions et des expériences concernant les différentes dimensions du vivre-ensemble à Bruxelles. Elle vise à identifier les structures signifiantes, les visions du monde et les cadres de pensée que les participants mobilisent et activent quand ils discutent du vivre-ensemble à Bruxelles. Les discours qu'ils mobilisent durant les focus groups sont de différente nature: discours sur la diversité, sur le multiculturalisme, sur le cosmopolitisme, discours libéraux ou sociaux, discours sur la ville comme lieu de connexion ou au contraire d'aliénation, etc. Un tel 'regard discursif' permet de comprendre les narratifs des citoyens dans leur complexité. Plus précisément:

- L'analyse de discours fait apparaître comment les participants invoquent souvent des visions de société et des cadres de pensée différents et parfois contradictoires. Ils vont souvent utiliser un même concept (comme la diversité ou la solidarité) de manière différente à différents moments. La signification d'un même concept peut donc fluctuer dans le narratif d'une même personne. Comme les participants combinent des éléments de différents cadres de pensée, les discours qu'ils produisent ne sont ni statiques, ni dénués de contradictions.
- L'analyse de discours fait apparaître qu'il existe certaines images du monde et certains cadres de pensée beaucoup plus larges que l'individu ou qu'un groupe d'individus, mais qu'en même temps ces cadres signifiants plus larges ne déterminent pas tout. Dans leurs paroles, leurs réflexions et leurs actes, les gens sont en partie formés par les visions de l'homme, de la société et des cadres de pensée en vigueur. Cependant, ils s'en servent de manière active. Ils s'identifient avec certains cadres et mobilisent certains de leurs éléments lorsqu'ils s'expriment. De plus, ils utilisent aussi souvent de manière créative des cadres de pensée et de valeur existants. Tantôt les gens combinent des éléments de différents cadres, tantôt ils s'opposent activement à certains cadres. Ils construisent ainsi une conception sur la base d'une utilisation plus ou moins créative de structures signifiantes existantes véhiculées plus largement dans la société. En analysant les visions sous-jacentes de la société que les participants mobilisent quand ils parlent et les cadres de pensée auxquels ils s'identifient, il est possible d'atteindre une compréhension plus profonde des différentes perspectives et opinions dominantes sur le vivre-ensemble à Bruxelles et sur leurs rapports avec des cadres de pensée plus larges. Il est important d'observer que l'identification à des cadres de pensée ne se fait pas toujours à un niveau conscient. L'identification est souvent un processus inconscient, qui peut atteindre, mais pas nécessairement, un niveau plus conscient ou réflexif dans le contexte d'un focus group.

- L'analyse de discours fait apparaître que des visions de l'homme, de la société et des cadres de pensée sont activés et mobilisés à partir de différents niveaux d'abstraction, postures, registres de langue, de vérité et de connaissances. Nous avons indiqué plus haut que les participants ont répondu de diverses manières à l'invitation à s'exprimer autant que possible de leur point de vue personnel et individuel de Bruxellois pendant les focus groups. On observe parfois une opposition – quoique implicite – à l'adoption d'une telle posture lorsque des participants s'expriment par exemple de manière 'intellectuelle' comme 'experts', comme 'citoyens engagés' ou comme 'Bruxellois hautement qualifiés' et parlent à un 'niveau méta' de la 'société multiculturelle' ou de 'l'identité bruxelloise', par exemple. D'autres participants adoptent en revanche, eux aussi de manière souvent implicite, une posture d'homme ou de femme 'ordinaire' et se fondent plutôt sur des expériences personnelles et moins sur des méta-narratifs. Cela ne veut cependant pas dire que ces méta-narratifs ne sont pas présents dans les récits de ses participants, mais bien qu'ils se manifestent d'une manière différente, souvent moins évidente et plus 'trouble'.

Comme nous l'avons dit, la caractéristique d'une approche macro-discursive est qu'elle intègre différentes strates contextuelles : le 'niveau textuel', le niveau de la 'production/ consommation du texte' et le contexte de société plus large. Dans le cadre du projet BruVoices, nous tenons compte très concrètement des strates contextuelles suivantes :

- Le niveau interactionnel : dans les focus groups, les narratifs sur le vivre-ensemble à Bruxelles sont produits en interaction entre différents acteurs. Pour commencer, les participants produisent leurs narratifs en interaction entre eux. Certaines caractéristiques personnelles font directement et immédiatement partie de l'interaction (nom, visage, couleur de peau, genre, âge, voix, accent, maîtrise de la langue etc.). D'autres caractéristiques apparaissent plus progressivement à la surface (comme le 'caractère' d'une personne, son style, mais aussi ses préférences éthiques). À cela s'ajoutent les interactions entre les participants et les facilitateurs : ce ne sont pas seulement des caractéristiques personnelles qui jouent à ce niveau, mais les interactions sont aussi marquées par les différents rôles.
- Le niveau du milieu d'origine des participants : leurs expériences personnelles, leur capital social et culturel, mais aussi le genre, l'âge, l'orientation... jouent un rôle dans la manière dont le vivre-ensemble à Bruxelles est perçu et ont par conséquent un impact sur les visions du monde qui sont mobilisées dans les narratifs des participants. L'analyse de discours s'intéresse à la manière dont le capital social et culturel se manifeste dans les focus groups ainsi qu'à la façon dont les participants intègrent des facteurs tels que le genre, l'âge et l'orientation dans leurs narratifs sur le vivre-ensemble à Bruxelles.
- Le contexte sociétal plus large : les personnes qui participent aux focus groups sont toutes liées à la société, de toutes sortes de manières. Elles produisent leurs narratifs dans un contexte social, culturel, politique et historique plus large. Ce contexte de société est crucial pour comprendre les narratifs. L'analyse de discours intègre l'analyse empirique de la langue et de son utilisation (au moyen de métaphores, du choix des mots, de relations sémantiques, de phrases passives et actives et ainsi de

suite) avec des réflexions sur le contexte sociétal plus large. C'est pourquoi elle est nourrie d'éléments de connaissance sur ce contexte qui, dans le projet BruVoices, concernent surtout Bruxelles et les évolutions que connaît la ville, mais aussi les cadres de pensée dominants sur la cohésion sociale dans la ville. Nous faisons surtout appel pour cela à la théorie de la sociologie urbaine (voir chapitre 1).

2.3. MODE DE FONCTIONNEMENT

2.3.1. Phases analytiques et processus d'encodage

L'analyse de discours se compose de deux des étapes analytiques. Une première étape, d'ordre préparatoire, est celle de l'observation des focus groups. Ceux-ci ont été observés à tour de rôle par un membre de l'équipe de recherche. Ces observations permettent de comprendre les narratifs produits dans leur contexte. Plus précisément, une présence physique permet une compréhension des dynamiques d'interaction, de la diversité qui caractérise le groupe, etc. Lors de chaque discussion, on s'intéresse aussi au contenu de ce que disent les gens et c'est d'ailleurs sur ce dernier point que nous avons focalisé notre attention après l'observation des premiers groupes. Après une première analyse d'un échantillon de neuf focus groups, un outil d'observation a en effet été mis au point. Il dresse la liste des catégories primaires d'analyse, ce qui a eu pour effet que le chercheur a pu immédiatement faire le lien entre des observations de contenu et la catégorie adéquate.

Une deuxième étape consiste à analyser les transcriptions (littérales) des enregistrements (audio) des focus groups. L'accent est alors mis sur la manière dont les participants parlent du vivre-ensemble à Bruxelles ainsi que sur les images de l'humain, de la société et des cadres de pensée qu'ils mobilisent pour cela.

Comment avons-nous concrètement procédé pour l'analyse de discours ? Comme nous l'avons dit plus haut, celle-ci est une forme spécifique d'analyse textuelle qualitative et interprétative. Tout comme la plupart de ces formes d'analyse, notre approche fonctionne selon un processus d'**encodage** lors duquel des morceaux de texte sont organisés en catégories qui sont ensuite mises en liaison les unes avec les autres. Ces catégories sont de nature diverse : des principes importants et des valeurs dans les narratifs des participants (par exemple la solidarité, la sécurité/insécurité, l'amabilité, la diversité), des thèmes de discussion récurrents (par exemple le sentiment de sécurité, Bruxelles qui change, les communautés à Bruxelles) ainsi que des catégories plus réflexives sur les postures adoptées par les participants (par exemple comme 'citoyen engagé', 'Bruxellois', 'Flamand à Bruxelles') et les registres de connaissances sur lesquels ils se fondent (par exemple des expériences personnelles, des connaissances scientifiques, une idéologie politique). Ce **système de catégories** est élaboré en encodant les transcriptions des focus groups, toutes les transcriptions étant lues en détail à plusieurs reprises et des étiquettes étant attribuées à tous les éléments pertinents du matériel. Dans un premier temps, le processus d'encodage a un caractère ouvert et un grand nombre d'étiquettes différentes sont attribuées au matériel. Les phases suivantes permettent d'évoluer vers un système de plus en plus raffiné qui regroupe plusieurs

étiquettes dans des catégories et qui les met en rapport afin de répondre finalement à la question centrale.

Au total, 4810 minutes d'enregistrement ont été analysées, ce qui correspond à plus de 1500 pages de transcription.

2.3.2. Soutien de l'analyse critique du discours

Notre analyse de discours ne vise pas à quantifier, mais bien à **interpréter**. Ce caractère interprétatif de l'analyse de discours implique que nous partons de l'idée que les significations ne peuvent pas être simplement lues dans le matériel empirique. Notre analyse de discours va au-delà de la description de ce que racontent les participants. Elle lit et interprète le matériel d'une certaine manière, en partant d'une question donnée, dans notre cas la question de savoir comment les habitants de Bruxelles ressentent le vivre-ensemble dans la ville et comment ils font appel pour cela à des cadres de pensée et à des visions de société plus larges.

Pour répondre à la question posée, un certain nombre de points d'attention concrets existe dans la tradition de l'analyse critique du discours et permet d'étudier les "*means and forms of realisation*" (Wodak et al. 2009 : 35) de la signification.

Un premier point d'attention évident est le **vocabulaire**, car c'est au travers du vocabulaire qu'une certaine image de la réalité sociale est esquissée. Le rapport accorde une grande attention aux mots utilisés par les participants. Certains mots peuvent en effet – explicitement mais aussi plus implicitement – indiquer des visions sous-jacentes de l'homme et de la société. Les **relations sémantiques** constituent un deuxième point d'attention important. Le vocabulaire en tant que tel est souvent insuffisant pour distinguer différentes visions de l'homme et de la société: un même mot prend parfois une tout autre signification dans différents discours (Fairclough 2003 : 129). Songeons par exemple au concept de 'multiculturalisme' : alors que les discours nationalistes et conservateurs l'assimilent souvent à une menace pour la culture autochtone, les discours antiracistes définissent le multiculturalisme en termes d'enrichissement. L'analyse de discours part du principe que les mots n'ont pas de signification immuable. La relation entre le 'signifiant' et le 'signifié' – pour reprendre la terminologie de Ferdinand de Saussure – n'est pas fixe. Cela n'est certainement pas le cas pour des concepts complexes et contestés comme le multiculturalisme, ni pour une notion apparemment neutre telle que 'la ville', à laquelle différents cadres de pensée lui donnent des significations variées. Par exemple, les cadres de pensée pro-urbanistiques considèrent la ville comme un lieu d'opportunités et de liberté, de différence et d'interconnexion, où on peut rencontrer 'l'inconnu'. Les conceptions anti-urbanistiques associent par contre la ville à l'angoisse, au chaos et à l'insécurité. Ces exemples indiquent qu'identifier des signifiants centraux est donc un mauvais point de départ. Pour comprendre comment certains mots prennent un sens dans un discours, nous devons examiner les mots avec lesquels ils sont mis en rapport et le type de relation (par exemple opposition ou équivalence) entre eux. C'est pourquoi nous nous intéressons aux significations différentes et parfois contradictoires que prennent certains mots dans les narratifs des participants. Les **stratégies référentielles** sont un troisième point d'attention et posent la question de savoir comment on se réfère à certains individus et groupes. Il s'agit en partie d'une

question de vocabulaire (parle-t-on par exemple de migrants, d'étrangers, d'allochtones, de nouveaux Belges,...), bien que les pronoms personnels revêtent aussi une grande importance. Des mots tels que 'nous' et 'eux', 'notre' et 'leur' sont cruciaux dans la construction d'identités dans le discours et dans la manière de s'opposer à d'autres catégories de personnes. Le quatrième et dernier point d'attention important est les **présupposés**. Pour pouvoir identifier à quels cadres de pensée et visions de l'homme et de la société les participants font appel, nous pouvons aussi examiner, à côté de ce qui est manifestement présent dans le texte, ce que le discours considère comme évident et la vision du monde qui y est sous-jacente. On peut par exemple le déterminer en regardant les différentes étapes d'un argument et en posant la question de savoir ce que l'on doit considérer comme donné pour pouvoir suivre ces étapes. Cela permet de se prononcer sur des contenus latents (Fairclough 2003 : 55-61).

2.3.3. Un processus de recherche cyclique

On parle pour l'analyse de discours d'un processus de recherche itératif. Cela signifie que le processus de recherche est de nature **cyclique plutôt que linéaire**. Son caractère cyclique tient au fait que les transcriptions sont analysées à plusieurs reprises, mais renvoie aussi à la relation entre les différentes phases du processus de recherche : l'étude de la littérature alimente l'analyse empirique, les résultats de celle-ci conduisent à une nouvelle étude de la littérature, qui alimente à nouveau l'analyse empirique, et ainsi de suite. À cela s'ajoute aussi, dans l'analyse présentée ici, la collaboration entre les différents chercheurs qui ont étudié le matériel selon des disciplines et des expertises différentes et qui se sont régulièrement concertés pour affiner le système de catégories.

Concrètement, ce processus itératif a pris la forme suivante : en nous basant sur l'analyse empirique d'une partie des transcriptions, soutenue par les observations, nous sommes parvenus à un consensus (provisoire) sur les principales catégories qui allaient structurer l'analyse. En même temps, nous avons décidé de la structure (provisoire) du rapport en chapitres et des catégories qui seraient traitées dans chaque chapitre. Un ou deux chercheurs ont été désignés comme auteurs principaux pour chacun des chapitres. Compte tenu du caractère multilingue du matériel empirique et de l'importance de la langue pour l'analyse de discours, il a été fait en sorte que des auteurs francophones soient assistés par des chercheurs néerlandophones et vice versa. Les auteurs principaux étaient chargés d'approfondir l'analyse (des catégories) dans leur chapitre et de rédiger celui-ci. Tout le corpus du matériel empirique a donc été utilisé pour chaque chapitre. Les auteurs principaux ont ensuite soumis la première version de leur texte à un ou plusieurs autres chercheurs qui n'avaient pas été impliqués auparavant dans ce chapitre. Les textes amendés sur la base de ce feed-back ont enfin été rassemblés dans un rapport par les coordinateurs, qui ont aussi optimisé la structure et la cohésion.

2.3.4. Processus de rapport

Le processus de rapport de notre analyse ne suit pas le déroulement chronologique des différents focus groups, ni la subdivision thématique des discussions. Le rapport utilise toutefois des narratifs provenant des différents focus groups dans une structure qui renvoie aux catégories qui ont été mises en avant dans l'analyse de discours et alimentées par les intérêts pour le vivre-ensemble à Bruxelles. Il est important de faire remarquer

que certains thèmes se retrouvent à différents endroits du rapport. Il s'agit de thèmes transversaux qui touchent à plusieurs dimensions de la cohésion sociale qui sont traitées dans ce rapport. Mais ces thèmes sont chaque fois examinés sous un autre angle – selon la dimension de la cohésion sociale qui est centrale à chaque chapitre.

Nous faisons usage dans le rapport de toutes sortes de **catégories** pour décrire le discours des participants. Cet arsenal de catégories se compose d'une part de concepts qui ont été mobilisés par *les participants eux-mêmes* pour distinguer certains groupes à Bruxelles par exemple en 'termes raciaux' ('Blancs', 'Noirs', 'Arabes',...), en termes de langue ('francophones', 'néerlandophones',...), d'origine ethnique et de nationalité ('latinos', 'Belges',...), de générations ('vieux', 'jeunes'), en termes socio-économiques ('riches', 'pauvres') ou en termes spatiaux (qui distinguent les Bruxellois en fonction de leur domicile, par exemple dans les catégories 'nord-sud' et 'est-ouest'). Une autre partie de l'arsenal de catégories provient de notre propre domaine de compétence scientifique et nous permet de mieux comprendre le discours des participants. Il est cependant clair que celui-ci, ainsi que les catégories que ces derniers mobilisent, constituent le cœur de cette recherche – nos propres catégories scientifiques ne font que faciliter la *compréhension* de ce discours.

Les chapitres analytiques contiennent un grand nombre de **citations**, parfois détaillées. Elles nous permettent de concrétiser et d'étayer l'analyse et de donner au lecteur une idée plus vivante de la forme prise par le discours des participants. Cela reste cependant une sélection dans un vaste corpus. Tous les passages de tous les focus groups ne présentent pas le même intérêt pour l'analyse présentée ici. Nous avons souvent fait le choix d'une citation parce qu'elle est caractéristique d'un certain discours et qu'elle illustre clairement notre analyse. À d'autres moments, nous avons au contraire reproduit des citations divergentes ou plusieurs citations qui reflètent les tensions dans les narratifs des participants. Notre but est de faire apparaître le plus clairement possible quel est le statut et la place de chaque citation dans l'ensemble du corpus. À l'exception de celles en arabe, les citations sont reproduites dans leur langue d'origine (français, néerlandais ou anglais) afin de perdre le moins de nuances possibles.

Le rapport veut être fidèle à la diversité des groupes qui ont participé au projet. Cela veut dire qu'il donne une place à chaque groupe, ou au moins à chaque type de groupe (selon les paramètres de sélection évoqués, voir 2.1.2). Cette fidélité renvoie aussi à la diversité des narratifs et des discours ; nous voulons clairement montrer quels sont les différents discours, aussi bien dominants que moins dominants, que mobilisent les participants lorsqu'ils parlent du vivre-ensemble à Bruxelles.

À chaque occasion, nous cherchons à fournir le plus d'informations possible sur *qui* est l'auteur d'une citation, parce que des facteurs tels que l'âge et le genre déterminent souvent de manière cruciale la manière dont le vivre-ensemble est perçu à Bruxelles et permettent donc aussi de mieux *comprendre* une citation. En même temps, l'anonymat des participants est garanti et nous n'indiquons donc aucun nom ou aucune autre information qui permettrait d'identifier les personnes.

Chapitre 3.

'Bruxelles', c'est qui, quoi et où ?

Avant de passer à l'analyse des cinq dimensions de la cohésion sociale (voir chapitre 1) telles qu'elles sont vécues par les habitants de Bruxelles, ce chapitre s'intéresse à la question de savoir quelles sont les caractéristiques et les qualités que les participants attribuent à Bruxelles. Quelle signification donnent-ils à Bruxelles *en tant que ville*⁶ ? Qu'est-ce qui fait de Bruxelles la ville qu'elle est ? Cette question est posée car la manière dont différents Bruxellois ressentent le 'vivre-ensemble avec d'autres' - le cœur de la cohésion sociale - à Bruxelles est étroitement liée à la manière dont ils perçoivent Bruxelles comme ville.

Nous nous concentrons dans ce chapitre sur la manière dont les participants parlent de *Bruxelles* comme ville, mais ceci dépend étroitement de cadres de pensée plus généraux sur 'la ville' et 'la vie en ville'. Des exemples de ces cadres de pensée sur 'la ville' sont : la ville comme lieu de diversité et de cosmopolitisme, la ville comme lieu de liberté et d'anonymat, la ville comme un lieu dynamique et grouillant de vie, mais aussi la ville comme lieu de stress, de chaos, d'insécurité et d'angoisse. Dans leurs discours, les participants donnent souvent à la ville un sens en lien avec la 'non-ville', c'est-à-dire la campagne. La manière dont les Bruxellois parlent de la dualité entre la ville et la campagne traverse comme un fil rouge notre analyse.

Ce chapitre se compose de deux parties. Dans la première, nous discutons des principales caractéristiques que les participants attribuent à Bruxelles : 'ville multiculturelle et internationale', 'ville de liberté' et 'ville de la qualité de vie'. La deuxième partie du chapitre s'attache à la manière dont les participants parlent de différentes zones géographiques de Bruxelles et plus particulièrement des deux catégories clés qu'ils utilisent pour diviser spatialement Bruxelles de manière pertinente pour eux : 'Bruxelles-ville par opposition aux communes' et 'le nord par opposition au sud'.

3.1. LE CARACTÈRE DE BRUXELLES

Au début de chaque focus group, les facilitateurs ont demandé aux participants ce que signifiait pour eux 'vivre à Bruxelles'. Une analyse des réponses à cette question permet de comprendre les adjectifs, les métaphores et les sentiments que les participants associent à Bruxelles. C'est ainsi qu'ils personnalisent Bruxelles d'une certaine façon : ils lui attribuent un certain caractère. On peut regrouper les différentes caractéristiques qu'ils attribuent à Bruxelles en trois grandes catégories : 'Multiculturelle et internationale', 'Liberté et ouverture' et 'Qualité de vie'.

Nous constatons que les réponses à la question 'que signifie pour vous vivre à Bruxelles ?' ont très souvent une tonalité positive. Les participants se montrent majoritairement positifs quand on leur demande l'opinion qu'ils ont de leur ville. Ce n'est généralement qu'au fur et à mesure de l'avancement des discussions, quand des sujets tels que la diversité et les inégalités, mais aussi la propreté et le trafic sont

6 L'analyse de Bruxelles en tant que 'ville' regroupe les 19 communes et correspond donc au territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

approfondis, qu'ils apportent d'importantes nuances et qu'ils partagent aussi des expériences plus négatives. Il se peut qu'un certain degré de 'désirabilité sociale' joue ici, les participants étant enclins – surtout au début de la discussion – à partager plutôt des expériences positives que négatives entre eux et avec le facilitateur. C'est pourquoi, dans ce chapitre, les conceptions positives l'emportent sur des visions plus négatives de Bruxelles auxquelles nous accordons une place bien qu'elles aient été moins fréquemment entendues. Ces opinions plus négatives (et souvent formulées de manière moins explicite) seront encore abordées en détail dans les chapitres suivants sur les différentes dimensions de la cohésion sociale.

3.1.1. Multiculturelle et internationale

'Bruxelles est une ville multiculturelle et internationale par excellence'. Cela fait l'objet d'un large consensus parmi les participants. Le caractère multiculturel et international de la ville est pour eux l'une des principales caractéristiques – ou même la principale – de Bruxelles. Ils qualifient ce caractère de différentes manières. Parfois, ils le qualifient de **fait**. Les participants soulignent alors le caractère international de Bruxelles de manière plutôt descriptive : "Bruxelles, c'est très international", "enfin c'est multiculturel", "très riche en couleurs", "het is een multiculturele stad", "de diversiteit rond talen en nationaliteiten is enorm", "ben c'est cosmopolite, y a de tout", "pour moi vivre à Bruxelles, c'est vivre en communauté, avec différentes cultures", "het is een multiculturele stad geworden hè, 100 procent". Une jeune femme utilise la métaphore du "Rubik's cube" pour décrire le caractère multiculturel de Bruxelles – "riche en mélanges divers". Parfois, la réalité bruxelloise est qualifiée plus explicitement de 'multiculturelle', comme par cette jeune femme qui habite dans le centre-ville : "Ik vind voor mij, als Brusselaar, is multiculturaliteit, dat is een gegeven, dat is geen richting waarin we uitgaan".

Un certain nombre de participants renforcent cette description de Bruxelles comme ville multiculturelle et internationale en se référant explicitement à la réalité de leur **univers de vie quotidien**. Le multiculturalisme est par exemple décrit par des participants d'origine diverse comme "ons leven" (femme pensionnée d'origine belge) ou "pour nous, la multiculturalité est quelque chose du quotidien" (homme d'origine chilienne).

Une autre manière de mettre en évidence le caractère multiculturel et international de Bruxelles est de faire la comparaison avec **d'autres villes**. La multiculturalité est alors qualifiée comme quelque chose qui est spécifique à Bruxelles plutôt qu'à 'la ville' en général. C'est "une des particularités de Bruxelles". Dans l'extrait qui suit, on voit comment une femme qui vit à Bruxelles depuis 30 ans compare Bruxelles et Gand :

Cette grande diversité culturelle, on ne la retrouve pas forcément ailleurs, même dans d'autres villes, d'autres villes belges, on est allé à Gand le week-end dernier, on se dit : tiens, il y a pas de femmes voilées par exemple dans cette ville-là.

Diversité

Souvent, comme le suggèrent les citations qui précèdent, les participants ne se contentent donc pas de parler du caractère multiculturel et international de Bruxelles comme d'un simple *fait* : ils lui accordent aussi une certaine *valeur* (positive ou négative).

La notion de **diversité** (qui se réfère alors à la diversité *ethnique*) est souvent au centre du discours sur Bruxelles comme ville multiculturelle. Lorsque les gens parlent de la 'diversité', cela fait souvent partie d'un discours positif sur Bruxelles : "[...] j'aime bien Bruxelles parce qu'il y a une diversité dans l'aspect culturel, dans l'aspect de nationalité", "Moi, ce que j'aime à Bruxelles aussi [...] c'est la grande diversité de langues".

La nature de l'appréciation positive du caractère multiculturel et international de Bruxelles dépend dans une certaine mesure de *qui* parle. Les participants d'origine immigrée, est-européenne, africaine ou autre, mentionnent souvent le caractère multiculturel de Bruxelles comme l'une des raisons pour lesquelles ils s'y sentent bien ou 'chez eux' - "you never really feel like a stranger" - en dépit du fait que certains ressentent aussi du racisme à Bruxelles. Nous discuterons de ces expériences au chapitre 6 de ce rapport.

Quand on entend parler des Belges et des Européens de l'Ouest, le caractère multiculturel et international de Bruxelles est souvent décrit en termes de 'charme' et de 'richesse' : "Et c'est ça qui fait Bruxelles, c'est justement ce mélange de populations, le côté cosmopolite qui fait que Bruxelles a tant de charme". Un participant voit aussi dans ce charme multiculturel un contrepoids à ce qu'il considère comme le caractère bourgeois et assez peu sympathique de Bruxelles :

Mais Bruxelles évidemment a énormément de charme pare que c'est une ville cosmopolite et je dirais que c'est grâce à l'Europe et grâce à l'ensemble des allochtones, je ne sais pas comment il faut dire, qui y vivent. Parce que sinon ce serait un gros village probablement un peu embourgeoisé, pas vraiment sympathique.

Dans cette citation, on voit aussi comment certains participants associent explicitement le caractère urbain de Bruxelles à son caractère multiculturel et international : sans les institutions européennes et la présence de nombreuses personnes issues de l'immigration, Bruxelles ne serait qu'un "gros village" et pas une véritable ville.

Cosmopolitisme

Tout comme la 'diversité', le '**cosmopolitisme**' est un concept central dans le discours des participants sur Bruxelles comme ville multiculturelle et internationale. La ville est par exemple qualifiée de "(an) international, cosmopolitan city", "une ville [...] hyper cosmopolite". Quand on regarde le sens que prend ce concept dans le discours des participants, on constate qu'il ne se réfère pas toujours au même *type* de cosmopolitisme. Parfois, celui-ci est principalement lié à la forte présence de personnes issues de l'immigration nord-africaine. L'un des participants (non issu de l'immigration) utilise par exemple la métaphore du thé à la menthe pour Bruxelles quand il dit "J'aime bien les quartiers d'origine maghrébine et j'aime bien le thé à la menthe aussi, alors ça reflète bien le côté cosmopolite de cette ville que j'adore". D'autres font plutôt le lien entre le cosmopolitisme et la présence d'institutions internationales et d'"expats" à Bruxelles. Par exemple :

À la limite que Bruxelles soit le siège des grandes institutions, et qui attire par sa position géographique et de par le fait qu'elle est le centre des grandes institutions ... attire des gens du monde entier et je trouve que c'est un enrichissement absolument exceptionnel pour Bruxelles.

La diversité culturelle, un enrichissement et une menace

Lorsqu'ils qualifient spontanément Bruxelles de ville multiculturelle et internationale, les participants mobilisant souvent un 'discours de l'enrichissement'. Tant ceux qui ont une origine migratoire que ceux qui ne sont pas issus de l'immigration parlent de la présence de différentes cultures et nationalités à Bruxelles comme d'un **enrichissement** : *"Cet univers de cultures [...] c'est une richesse pour moi"* (homme d'origine marocaine), *"donc c'est enrichissant d'avoir [...] plein de choses différentes, des pays différents, d'origines différentes"* (femme d'origine française). Cet enrichissement tient à la présence de la différence et à la possibilité qu'elle donne de découvrir réciproquement des cultures : *"I think that's the best part; as you try to meet different people from different cultures, different countries, you learn"* (homme de la communauté indienne), *"Je veux dire qu'il y a tellement dans la culture... dans les cultures différentes, dans l'échange de la culture, je trouve que c'est enrichissant"* (homme sans origine migratoire), *"On doit s'intéresser aux autres religions, aux autres cultures. Et je crois que c'est ça qui fait qu'on s'enrichit de plus en plus"* (homme issu de l'immigration marocaine). Souvent, ce thématique de l'enrichissement est lié à un discours sur la manière dont la 'grande ville' se distingue du village ou de la ville de province comme un lieu de *"difference, cosmopolitanism, and interconnection"* (Bridge & Watson, 2002).

En même temps, ce discours de l'enrichissement n'est pas prédominant dans tous les focus groups. On entend aussi **d'autres voix sur la multiculturalité**. Tout d'abord, à mesure que les discussions progressent et s'approfondissent, on voit souvent apparaître des tensions et des ambiguïtés. Ainsi, la présence de certaines cultures et nationalités à Bruxelles est évaluée plus positivement que d'autres ; les limites au multiculturalisme sont négociées ; et la notion de multiculturalisme prend une signification plus complexe en relation avec des concepts tels que le monoculturalisme et l'interculturalisme. En deuxième lieu, des discours 'anti' sont aussi formulés dans certains focus groups, le multiculturalisme étant alors perçu comme une **menace** pour sa propre culture, une raison pour laquelle on ne se sent plus chez soi 'dans sa propre ville' et un facteur d'insécurité et de délinquance. Enfin, dans certains focus groups, les modalités de la coexistence entre différentes cultures et nationalités sont dénoncées en faisant référence à des cas de discrimination et de racisme. Le chapitre 6 traite en détail de la manière dont les participants parlent de la diversité ethnique et de la discrimination.

3.1.2. Liberté et ouverture

Une deuxième caractéristique essentielle que les participants attribuent à Bruxelles est une atmosphère de liberté et d'ouverture. Ils voient dans Bruxelles un lieu de liberté, où les gens vivent de manière ouverte et tolérante.

Liberté et anonymat

Les participants évoquent le sentiment de 'pouvoir faire ce qu'on veut'. À Bruxelles, il y a *"toujours un peu plus de liberté qu'ailleurs"*, remarque une femme pensionnée. Mais ce sont surtout les jeunes qui associent Bruxelles à la 'liberté', même s'il s'agit dans une large mesure de 'la ville' en soi et de manière beaucoup moins spécifique de Bruxelles. Ils mettent la liberté que procure la ville en relation avec 'l'aventure' et la possibilité de 'faire ce qu'on veut' : *"Pour moi vivre à Bruxelles, c'est une aventure, c'est la liberté"*, *"En uhm voor mij is Brussel ook een vrije stad, waar je kan doen wat je wilt"*. La vie en ville prend ainsi

une appréciation positive dans un discours de jeunes gens sur la spontanéité, l'épanouissement personnel et le passage à l'âge adulte, vus comme un processus de libération : *“je peux me sentir moi-même, je peux vivre ma vie comme je le sens, comme je le veux”, “Pour moi, vivre à Bruxelles, c'est vivre ma spontanéité”*.

Cette 'liberté' est parfois associée aussi à l'anonymat que permet la ville. Contrairement à 'la campagne' ou à 'la province', la ville est un lieu où on peut plonger dans l'anonymat :

Mais moi, je voulais dire, je crois que c'est la culture urbaine, c'est dans toutes les villes, les milieux urbains mais ça a des aspects positifs aussi, c'est l'anonymat urbain, ça permet de... ce n'est pas la province, excusez-moi entre guillemets, je vous dis, là où on ne voit plus ce que vous faites, il faut se comporter d'une certaine manière, là en ville, on peut être plus anonyme comme on veut.

L'anonymat est opposé à la vie dans un village et à la 'mentalité' qui y règne :

En eigenlijk vind ik uh, juist het toffe aan Brussel dat die dorpsmentaliteit er niet is. Uh, dat ge, dat er een stuk vervreemding is, dat er een stuk anonimiteit is, en ik vind dat interessanter dan het dorpsleven waar iedereen mekaar kent en bijna in mekaars privé leven zit te, te euh, rommelen [...] en ik vind dat de stad een veel grotere vrijheid geeft.

Certains se réfèrent aussi à leurs propres expériences de la vie en ville et en dehors de la ville : *“Ce qui m'a beaucoup plu quand je suis arrivé à Bruxelles, c'est comme je venais d'un petit village, c'est l'anonymat de la ville. Pouvoir être dans un endroit où personne ne vous connaît”*.

Remarquons que l'anonymat de la grande ville n'est pas apprécié par tout le monde. Certains participants y voient plutôt une source d'aliénation et d'indifférence. L'anonymat de la grande ville serait par exemple à la base d'un manque de solidarité et aurait un revers non négligeable, qui se manifeste sous la forme d'une grande solitude. Cette perception se situe moins à la surface du discours des participants et constitue une caractérisation moins explicite de Bruxelles. Elle se manifeste davantage dans des discussions plus approfondies qui se développent au cours des focus groups. Nous analyserons donc plus loin dans ce rapport ces questions d'aliénation, d'indifférence et de (manque de) solidarité.

Tolérance et ouverture

La notion de liberté se réfère aussi à une atmosphère de **tolérance** et d'**ouverture** qui est perçue à Bruxelles. Les participants évoquent *“une certaine souplesse d'esprit”* qui est *“typiquement bruxelloise”* et *“l'ouverture”* qui caractériserait les habitants de Bruxelles. Plusieurs d'entre eux, surtout des personnes qui ne sont pas nées à Bruxelles, voient cette liberté comme le sentiment de ne pas être jugé ou condamné par d'autres : *“A city where you can live your own life without feeling intimidated by others”, “Er wordt hier geen label op u geplakt”*. Ou :

C'est la liberté. Y a une liberté, moi je trouve qu'il y a une liberté, liberté de... de... d'aller où tu veux, quand tu veux, il n'y a personne qui te regarde de travers. La façon de s'habiller aussi. Tu peux t'habiller comme tu veux, il n'y a personne qui te regarde de travers.

Certains participants se fondent ici sur une conception de la ville comme un lieu de tolérance et de liberté, caractérisé par une attitude de "laisser-faire". Ici aussi, certains renforcent cette image par l'opposition entre ville et campagne. Dans la citation qui suit, une participante explique par exemple pourquoi ses parents ont déménagé à Bruxelles. Elle évoque la différence de mentalité entre la ville et la campagne et associe la ville à 'l'ouverture':

Et quand nos parents ont décidé de venir vers la capitale, c'était vraiment pour nous connecter à autre chose que notre petit village, notre petite province, notre petit accent, nos petits amis... Ils voulaient vraiment qu'on s'ouvre. Ils ont eu raison.

Parfois, l'opposition ville-campagne prend une forme plus concrète dans l'opposition Bruxelles-Flandre. Un certain nombre de participants néerlandophones évoquent 'l'attitude flamande', qui est ressentie comme plus fermée que l'attitude bruxelloise. Un participant d'un focus group regroupant des étudiants qui habitent en Flandre mais étudient à Bruxelles dit par exemple : "de Vlaamse attitude is meer conservatief en meer zo, niet zo open, maar terughoudend". Dans un autre focus group constitué de Bruxellois néerlandophones, quelqu'un fait la remarque suivante sur les Flamands qui viennent travailler à Bruxelles mais n'y habitent pas : "Ze willen hier wel komen werken, maar ze kunnen de, de mengeling van al die nationaliteiten, dat kunnen ze niet aan, dat willen ze niet. [...] Brusselaars kunnen dat wel."

Dans d'autres focus groups, ce n'est pas la Flandre mais Paris qui sert de point de référence. L'ouverture et la tolérance y sont vues moins comme des caractéristiques générales de 'la ville', mais plus spécifiquement de Bruxelles. Par exemple : "Bruxelles, c'est beaucoup mieux que vivre à Paris, vraiment beaucoup mieux, c'est ouvert, c'est plus divers".

On entend cependant aussi un nombre important de **voix en sens contraire**, qui contestent ou réfutent l'idée que Bruxelles serait une ville d'ouverture et de tolérance. Des participants témoignent que certaines formes de diversité, notamment en matière d'orientation sexuelle, ne sont pas acceptées avec enthousiasme à Bruxelles. La conversation suivante illustre comment certaines expériences personnelles sapent l'idée d'une ville ouverte et tolérante :

A: No, I had a friend who lived in Canal district, near the Canal and like, it was like in June, nice weather but I needed to go, then next day I needed to work early so I left quite early in the evening and we kiss our goodbyes and some mum with her children in the back seat stopped and said like: "you shouldn't do that here on the street in public" and I was like: "This is Belgium, we can do this everywhere we want to." And she was like: "No." and she drove on and I was like: "What the fuck!". To me I have never understood, in the Flanders I have quite something like that, but I thought like in a big city something will be, people will be more liberal, but...
B: Yes, you wish.
A: Apparently, they're not.

Toujours sur cette même thématique, un autre participant parle des différences entre les quartiers et communes de Bruxelles : *“Si on parle de diversité, d'orientation sexuelle, là c'est un peu, on peut avoir des difficultés, je veux dire, parce que si on voit une transgenre qui se promène dans des rues de Molenbeek ou de Schaerbeek elle peut facilement se faire agresser. Donc si c'est une commune comme quartier Louise ou Centre-Ville, pas de soucis”*.

3.1.3. Qualité de vie

Le concept de qualité de vie est une troisième caractéristique qui est associée à Bruxelles. Il prend une place importante dans le discours des participants aux focus groups. Bruxelles est par exemple décrite comme une ville où il est agréable de vivre, *“Bruxelles, c'est une ville de bonheur”, “une ville [...] dans laquelle il fait bon vivre”*. Mais qu'est-ce qui, selon les participants, rend la vie agréable à Bruxelles et, plus généralement, dans une ville ?

Un argument récurrent pour les participants est la combinaison entre **grande ville et ville à petite échelle**. Pour plusieurs d'entre eux, Bruxelles est une ville relativement petite, où toutes les facilités se trouvent à distance de marche. Bruxelles possède la dynamique d'une grande ville et se caractérise par la diversité et le cosmopolitisme, mais est perçue en même temps comme une ville paisible et verte. De la même façon, les participants mentionnent aussi des aspects de Bruxelles qui influencent négativement leur qualité de vie : un manque de propreté, un trafic excessif et/ou un manque de fluidité du trafic, qui sont régulièrement mis en rapport avec un sentiment plus général de chaos, de désordre, de manque de civisme et de gestion trop peu efficace.

Nous verrons ci-dessous ce qu'est pour les participants une **'ville où il fait bon vivre'** et en quoi Bruxelles répond ou non à cette définition. Nous mettrons à nu un certain nombre de **tensions** à ce sujet dans leur discours. Une ville où il fait bon vivre est cosmopolite et diversifiée, elle se caractérise par une scène culturelle dynamique et par la proximité de toutes sortes d'équipements. Elle se différencie donc clairement de la campagne. Mais en même temps, elle doit rester à petite échelle, être propre, paisible et verdoyante ; et elle se caractérise par un 'sentiment de village' où les habitants peuvent - dans un cadre cosmopolite plus large - se replier sur de plus petites communautés.

Enfin, la manière dont la qualité de la vie est ressentie à Bruxelles dépend souvent du profil des participants. Nous remarquons que la qualité de vie à Bruxelles est souvent décrite de manière plus positive dans les focus groups où les participants ont un profil socio-économique plus élevé que dans ceux où ce profil est plus faible. La question 'la qualité de vie pour qui ?' constitue dès lors un fil rouge qui traverse cette analyse.

Une ville à petite échelle, calme et verdoyante

Le cadre de référence des participants influence fortement leur vision de Bruxelles comme une ville qui est ou non à petite échelle. Certains, surtout ceux qui ont déménagé en ville en venant de la campagne ou d'une plus petite commune, voient Bruxelles comme 'la grande ville' - *“de enige echte grootstad van België”*. Par contre, ceux qui ont vécu toute leur vie à Bruxelles ne thématisent guère cet aspect : vivre à Bruxelles est pour eux 'normal' ou 'une évidence'. Ce sont surtout les participants qui ont vécu dans une grande ville à l'étranger qui voient souvent Bruxelles comme une ville à petite échelle, et donc aussi 'humaine', comme cet homme qui a quitté Paris pour déménager à Bruxelles :

Euh je suis Parisien, je suis né... J'ai toujours vécu à Paris, et je ne pensais jamais déménager de Paris, puisque Paris est le centre du monde d'après moi, avant d'avoir déménagé à Bruxelles il y a cinq ans, ce qui a été un grand choc. Mais un choc très bénéfique, parce que pour moi, Bruxelles, je dirais il y a l'humanité, au sens, c'est une ville à l'échelle humaine. [...] Mais avec cette notion de... de taille humaine qui est extraordinairement agréable de nos jours, dans nos sociétés qui sont euh très actives, très déshumanisées.

Pour un grand nombre de participants, le caractère unique de Bruxelles tient à une combinaison entre sa taille à petite échelle et son caractère multiculturel. Bruxelles est par exemple décrite comme *“une ville cosmopolite et multiculturelle où les distances ne sont pas longues”* ou *“une ville à taille humaine, une capitale à taille humaine avec tous ses avantages, sa diversité, sa richesse”* et comme une ville qui dispose de *“tous les avantages d'une capitale et pareil à taille humaine”*.

L'avantage de la petite taille de Bruxelles se situe avant tout au niveau spatial. On souligne ainsi la facilité de pouvoir se déplacer rapidement et efficacement en transports publics dans la ville : *“it's easy to get around”*. *“Même si c'est une capitale, même si c'est une ville d'une certaine importance, ça reste assez petit entre guillemets au niveau en tout cas géographique et finalement c'est assez facile de sortir”*, dit un jeune Bruxellois. Un autre ajoute : *“Si j'ai envie de retrouver des gens, je prends mon sac, je monte dans le 95 et je suis à Flagey. Donc, j'aime bien cette proximité aussi qu'offre Bruxelles, pour moi, les distances, à Bruxelles, je ne les sens pas”*.

Le caractère calme de Bruxelles est également évoqué dans ce contexte. On remarque ici aussi que ce sont surtout des participants ayant vécu auparavant à Paris qui attribuent cette caractéristique à Bruxelles. Pour eux, la ville est paisible et l'ambiance est peu stressante : *“c'est vrai que c'est quand même beaucoup moins stressant, que bon, une grande ville comme Paris ou Londres, New York”*. À cela s'oppose la vision d'un certain nombre d'habitants de Schaerbeek et de Molenbeek qui qualifient la vie à Bruxelles de *“stressante”* et de *“bruyante”*. Tant la comparaison avec un environnement précédent que le lieu où on habite à Bruxelles ont donc un impact sur le degré de calme qui est ressenti dans la ville.

La petite taille géographique (distances gérables) est parfois aussi mise implicitement ou explicitement en liaison avec la facilité avec laquelle on peut rencontrer des connaissances ou avec le *‘sentiment de village’*, évoqué plus haut, qui est perçu comme atypique d'une grande ville. Nous y reviendrons plus loin dans ce chapitre et au chapitre 4.

Du caractère calme et à petite échelle de Bruxelles, on passe facilement à son côté verdoyant. La présence d'espaces verts à Bruxelles est généralement ressentie comme un facteur qui contribue à la qualité de la vie dans la ville : *“Il y a beaucoup plus d'espaces verts [qu'à Paris], et donc il y a une qualité de vie, avec les espaces verts, qui est indéniable”*, *“C'est une ville très agréable, c'est une ville verte”*. Les participants évoquent surtout la présence de parcs dans la ville. Pour l'un d'entre eux, c'est par exemple une des raisons pour lesquelles on aime bien revenir à Bruxelles : *“on aime bien revenir. A nos parcs ; au bois de la Cambre, parc de Tervuren, il y en a beaucoup”*. Remarquons au passage que le parc de Tervuren, qui est situé en dehors de Bruxelles, est considéré ici comme en faisant partie.

Il en va de même de la Forêt de Soignes, dont de grandes parties n'appartiennent pas à la Région bruxelloise. Pour les participants, les parcs contribuent grandement à la qualité de la vie dans la ville et donnent l'impression "d'être quelque part un peu à la campagne". L'un d'eux indique que, dans le bois de la Cambre, "je n'ai pas l'impression d'être à Bruxelles". Pour plusieurs participants, la présence de parcs et de bois ne va pas de soi dans une (grande) ville, que l'on associe généralement au 'stress' et au 'bruit'. Le parc - qualifié par un participant de "poumon vert dans Bruxelles" - permet d'échapper au stress quotidien et fait de Bruxelles une ville où on 'peut respirer'. Comme le dit quelqu'un qui compare Bruxelles à Paris : "ici, on respire. C'est vert. C'est calme".

Activités culturelles et dynamisme

Un deuxième facteur qui contribue pour beaucoup de participants à la qualité de la vie à Bruxelles est sa vie culturelle. S'ils apprécient la taille humaine, le calme et le caractère verdoyant de la ville, les participants attribuent aussi beaucoup d'importance à la manière dont elle se différencie de la campagne dans l'éventail d'activités culturelles qu'elle propose :

On a quand même de la chance de vivre dans une ville [...] tu as le choix, tu ne peux pas dire que tu n'as pas de choix dans la culture, dans les musées, dans les visites, dans les pièces de théâtre, dans les concerts.

Un participant fait une comparaison similaire entre la ville et la campagne : "Moi, j'ai toujours vécu à Bruxelles, forcément, c'est vrai que parfois quand on va dans les villages, là, on s'adapte pas au monde du village, on s'ennuie. Alors qu'à Bruxelles, allez, plein d'activités, plein de cinémas".

Dans les différents focus groups, les participants disent que l'offre culturelle à Bruxelles est une raison importante pour laquelle ils aiment y vivre. Bruxelles est par exemple décrite comme une "cultuurstad" ou "a city with the most amazing cultural scene". Pour un des participants, Bruxelles c'est "d'abord et avant tout les possibilités culturelles". Ces visions de Bruxelles sont celles de participants qui font partie d'une association culturelle ou qui participent eux-mêmes très activement à la vie culturelle. Mais l'offre culturelle à Bruxelles est aussi souvent évoquée spontanément dans les focus groups avec des associations non culturelles. Tant les participants à profil socio-économique élevé que plus faible y voient un facteur important de la qualité de la vie. Ils parlent de la "buitengewone variëteit" qu'offre Bruxelles sur le plan de la culture. Par exemple :

Et moi je trouve aussi qu'on a accès à tout donc... notamment à plein d'activités culturelles. Une offre de possibilités, voilà, c'est une ville où on peut mener une vie riche sur le plan culturel, voilà c'est une ville qui offre énormément à ses habitants, pour peu qu'on veuille s'y intéresser.

Les participants parlent souvent de théâtre, de cinéma, de musées et de littérature, mais ils se réfèrent aussi à des activités culturelles dans un sens plus large, comme des festivals de danse et de musique, des fêtes de rue et de quartier et des événements tels que Bal National et la Zinnekeparade. Des activités culturelles de ce genre sont souvent très appréciées parce qu'elles rapprochent les gens (voir aussi chapitre 4) :

On rencontre des amis qui disent vous allez là, vous allez là et puis après ah! vous allez là... tellement il y a des activités dont beaucoup sont gratuites aussi donc, le festival de rues, des... Il y a beaucoup, beaucoup d'activités.

Lorsque les participants soulignent la richesse, selon eux, de l'offre culturelle à Bruxelles, ils mobilisent souvent une conception de la ville comme un lieu **vivant et excitant** de culture et de créativité artistique. C'est en s'inspirant de ce cadre de pensée qu'une participante motive en ces termes son choix de vivre à Bruxelles : *“Alors je suis venue vivre à Bruxelles, c'est un choix. Aussi pour toutes ces raisons, la liberté aussi d'une ville, l'opportunité de voir des spectacles tous les soirs si on veut, des expositions importantes. Bref, tout ce qui est culturel”*. Cette conception plus générale de la ville comme la 'place to be' culturelle amène aussi les participants à percevoir à Bruxelles comme une ville très dynamique. L'un d'entre eux explique que Bruxelles est à ses yeux *“une chance”* parce qu'elle est *“vivante”* et qu'on ne s'y sent *“jamais enfermé”*. D'autres qualifient Bruxelles de *“ville dynamique”* pleine d'activités ou de ville *“très vivante”* et *“qui bouge”*.

Parler de Bruxelles comme d'un lieu dynamique et culturel va régulièrement de pair avec des réflexions sur les jeunes et les vieux. La ville vue comme un lieu actif et dynamique est parfois associée avec le mode de vie des jeunes : les jeunes s'y sentent bien, mais les plus âgés la fuient. Un participant de 18 ans dit ainsi :

Moi j'ai l'impression que les vieux ils... ils sortent de Bruxelles. J'ai l'impression que Bruxelles c'est beaucoup plus jeune dans la tranche d'âge de 40 ans ou comme ça, parce que la plupart du temps Bruxelles c'est une ville animée donc il y a toujours du bruit... nous on aime bien ça nous les jeunes, on n'aime pas rester là dans le silence et cetera, donc je pense que les vieux petit à petit ils commencent à partir de Bruxelles et à s'installer dans la campagne.

Nous trouvons aussi des témoignages de jeunes participants qui disent explicitement préférer le calme de la campagne à l'animation de la ville. Comme cette jeune femme de Molenbeek qui vit depuis trois ans à Bruxelles et qui explique ce que cela signifie pour elle :

Voilà j'aime pas [...] Je ne suis pas habituée à vivre dans une grande ville parce que moi je viens des montagnes [...] je suis pas habituée à vivre dans une grande ville comme Bruxelles...J'étais habituée un peu... tu vois pour sortir et tout ça ça va, parce que j'aime pas, j'aime, j'aime habiter dans l'air.

À l'inverse, des participants plus âgés font parfois explicitement part de leur préférence pour la ville par rapport à la campagne. Pour une femme pensionnée, Bruxelles c'est *“la vie quoi”*, *“le monde”*, alors que la campagne est un endroit pour se reposer - *“c'est vrai de temps en temps j'ai envie d'aller respirer à la campagne”*.

De nombreuses facilités

L'offre culturelle à Bruxelles fait partie d'un éventail plus large de facilités et de services. La proximité des transports publics, des services de santé, des magasins et des équipements de loisirs est perçue comme quelque chose qui augmente la qualité de la vie à Bruxelles : *“vivre à Bruxelles, c'est vivre près de tout”*. Cette proximité est pour les

participants 'une chance' ou 'une facilité': *"C'est une chance. Tout est...tout est près, on a les trams, on a les bus, on a les hôpitaux". Une participante dit : "Et pour moi, vivre à Bruxelles c'est...J'ai envie de dire aussi, c'est une facilité. La proximité de tout ce qui est utile pour le moment pour moi", "L'accessibilité à plein de choses, pouvoir se déplacer à vélo, enfin c'est vraiment oui, le mot qui me vient le plus, c'est facilité". Pour un autre, le fait de ne pas toujours devoir prendre sa voiture est un facteur important : "ce qui est important dans mon lieu de vie [...] c'est de pouvoir aller à pied faire mes courses, pas prendre ma voiture pour aller chez le pharmacien".*

Selon plusieurs participants, ce qui fait le caractère unique de Bruxelles, c'est de combiner la 'taille humaine' évoquée plus haut avec la concentration de facilités propre à la grande ville : *"une ville à taille humaine et avec toutes les facilités des transports en commun, des cinémas, des théâtres, des opéras". Un autre exemple est la citation suivante, où un participant associe les 'conditions de vie agréables' à sa petite taille et à la présence d'infrastructures culturelles et de services de santé : "Yes, because it is not too big, it has a lot to offer, culturally. It offers comfortable living conditions. We don't seem to have all the problems here that everybody else has. Doctors are accessible".*

La proximité des services est parfois l'une des raisons pour lesquelles on choisit de vivre dans une commune bruxelloise bien précise. Un participant qualifie par exemple Jette de petit village avec tous les services indispensables : *"Tous les magasins [...] on a des salles de sport. On a des...plein de transports en commun différents". On retrouve un même type d'argumentation pour Ixelles : "Il y a de tout. Il y a tout à proximité en fait, même là où j'habite il y a un Carrefour,... Et il y a des transports" et "Il y a les commerçants, avec les écoles, les universités, les parcs".*

La proximité des facilités en ville est implicitement, et souvent aussi explicitement, comparée avec la vie à la campagne. Par exemple : *"Mais je ne sais pas si ça me plairait non plus de vivre en rase campagne... Je crois que ce serait gai ça cinq minutes et puis... la proximité de tout me manquerait...". Cette même différenciation entre ville et campagne apparaît souvent très fort dans le discours des jeunes, pour qui la proximité des infrastructures socio-culturelles et des possibilités de détente est l'une des principales raisons qui rendent agréable la vie à Bruxelles :*

And then, to me, living in Brussels is just many, many opportunities. It think living in such a big city allows me to do like pretty much everything I want. Like I know people who live in not such urban areas, sometimes they wanna do something and they don't...like it's not offered to them.

J'aurais du mal à partir [vers la campagne] parce que j'ai cette facilité à Bruxelles; voilà on a besoin d'aller voir un film, on veut aller voir une pièce de théâtre, on veut manger quelque chose à n'importe quelle heure, c'est tout possible.

A nouveau, certains jeunes dressent un bilan différent. Un jeune participant apprécie la proximité des facilités qui caractérise la ville - *"on a accès à tout"* - mais n'en préfère pas moins la campagne *"pour une question de tranquillité et de calme"*. Pour lui, cette proximité des facilités à Bruxelles ne compense pas les inconvénients qu'il perçoit dans le fait de vivre en ville : le bruit, la pollution et l'insécurité. Un autre participant au même

focus group abonde dans le même sens : “*Si tu veux t’amuser, ouais, c’est bien [à Bruxelles], y a tout, mais si tu veux de la tranquillité, va pas dans Bruxelles*”.

Le problème de la propreté, la saturation du trafic et le chaos bruxellois

Une première critique de Bruxelles fréquemment entendue concerne le problème de la propreté. Alors que de nombreux participants considèrent donc Bruxelles comme une ville verdoyante avec beaucoup de parcs, le problème de la propreté auquel est confrontée la ville est abordé avec insistance dans pratiquement tous les focus groups. Un des participants décrit explicitement cette combinaison entre une ville verte et sale :

Moi ce qui m’exaspère, c’est la saleté... Les gens qui crachent par terre, les mégots, tout ça c’est vraiment... le côté désagréable. Bon c’est une ville verte, c’est-à-dire mais... si devant vos pieds on crachait tout juste [...] Ça c’est quelque chose que je reproche beaucoup.

La saleté des rues est pour beaucoup une grande source d’irritation : “*ce qui me chagrine un peu à Bruxelles, c’est la propreté. Ça, je trouve que c’est une ville sale*”, “*ik erger me aan de smerigheid*”. Les participants qualifient ce problème de “*choquant*” et disent que c’est l’une des raisons pour lesquelles “*je perds un petit peu de cet amour pour Bruxelles*”. En outre, cette saleté est souvent considérée comme un problème **propre à Bruxelles** plutôt que comme une problématique urbaine générale. Cela apparaît clairement lorsque des participants font la comparaison avec d’autres villes :

Brussel is echt smerig. Antwerpen, Namen zijn echt net. Waarom gaat dat niet in Brussel? Er is een fundamenteel probleem inzake het beheer van netheid. Er wordt niets aan gedaan.

Les participants suggèrent diverses explications à ce problème de propreté à Bruxelles. Un premier modèle explicatif, comme dans la citation précédente, attribue la cause de ce problème à la gestion (politique) de Bruxelles. Ou comme le dit ce participant :

On voit qu’il y a vraiment un problème politique ici à Bruxelles. [...] J’ai été dans des villes comme Francfort. Francfort, c’est beaucoup d’habitants, et j’ai trouvé [...] Donc c’est... c’est propre, c’est beau, même Paris. Paris, j’ai été quelques fois, je trouve toujours Paris propre.

Une deuxième explication avancée est le manque de ‘sens civique’. La saleté dans les rues est due à “*de mentaliteit van on s’en fout*” et à “*un problème d’éducation*”. La propreté à Bruxelles devient alors une responsabilité individuelle. Une bonne gestion est nécessaire, mais “*un effort du citoyen*” l’est tout autant : “*Il faut encore que le public suive*”.

Certains participants attribuent explicitement la cause des problèmes de propreté à Bruxelles à “*d’autres cultures*” ou aux “*étrangers*”, qui seraient moins attentifs à la propreté. “*Dans notre culture*”, argumente un participant, “*on aime les choses qui sont claires, qui sont belles, qui sont propres*”. Dans un autre focus group, une jeune musulmane déplore cette association:

Je trouve ça dommage parce que les gens...en fait, j'entends les...les commentaires des gens, et les gens en fait finissent par associer ces crasses à des... à des origines en fait [...] enfin c'est triste quoi.

Au chapitre 6, nous analyserons plus en profondeur comment les participants perçoivent la problématique de la propreté dans l'espace public et l'associent parfois à certaines situations ou certaines cultures.

L'état du trafic est un autre problème qui revient de manière répétée dans les focus groups. Les participants se plaignent des conséquences négatives du trafic intense sur leur qualité de vie à cause du bruit, du danger et du stress que cela génère. Certains mettent l'accent sur les difficultés qu'ils rencontrent comme automobilistes ou comme commerçants à cause de la circulation :

Tous les jours, tous les jours, tous les jours, 50 % de ma clientèle se plaint que c'est un bordel pour arriver jusque chez moi, je suis rue Royale donc assez bien dans le centre.

L'intensité du trafic joue un rôle crucial, mais on mentionne aussi le chaos et les travaux routiers.

Aujourd'hui je viens de Woluwe-Saint-Lambert, c'était le bordel, c'est chaotique, j'étais à 300 mètres d'ici, j'ai dû faire demi-tour, enfin bon heureusement je connais bien la ville et les strotjes...

Les problèmes de propreté et de trafic sont parfois évoqués ensemble, comme faisant partie d'un seul et même phénomène de 'chaos' :

C'est aussi un défi pour moi de vouloir rester dans cette ville parce que comme tu dis, c'est le chaos. Il fait sale, il y a des travaux partout.

Ce chaos dépasse aussi les questions de propreté et de trafic : d'aucuns y voient une caractéristique de Bruxelles en général. Ainsi, cet 'expat' selon lequel :

There's too much of everything, that's chaos for me and it's- it lacks a bit of structure. So, it's nice that you have a bit of everything but then you have no logic behind it, almost.

Certains participants associent explicitement ce chaos à la gestion politique de Bruxelles. Ils parlent d'un manque "de vision", "d'ambition", de "gestion". Pour certains, la structure politique et administrative des 19 communes, qu'ils qualifient de "19 baronnies", est une explication du problème.

En même temps, d'autres jettent aussi un regard positif sur ce chaos 'typiquement bruxellois', ce 'bordel', ce 'bazar'. Bruxelles est pour un participant "een toffe bazar" alors que pour un autre "vivre à Bruxelles, c'est, je dirais, une sorte de cacophonie joyeuse de... de gris et de couleurs à la fois. Euh, c'est une ville, je pense, très chaotique, et en même temps, très charmante".

3.2. CARTES MENTALES DE BRUXELLES

Nous avons abordé dans la section précédente les caractéristiques que les participants attribuent à Bruxelles dans son ensemble. Dans cette partie-ci, nous examinons sous un autre angle la signification qu'ils donnent à Bruxelles comme ville : nous nous concentrons sur la dimension spatiale et nous nous demandons quelles sont les principales lignes de démarcation géographiques qui subdivisent Bruxelles de manière pertinente à leurs yeux. Autrement dit, nous nous intéressons aux **cartes mentales** au moyen desquelles les participants interprètent Bruxelles sur la base de leurs expériences et de leurs points de vue.

Le quartier et la commune sont des catégories spatiales centrales dans la manière dont les participants ressentent Bruxelles comme ville. Plusieurs d'entre eux ne perçoivent pas forcément Bruxelles comme une seule ville, mais plutôt comme un conglomérat de quartiers et de communes. La métaphore de la **mosaïque urbaine**, couramment utilisée en sociologie urbaine, a toute sa place ici (Park, 2004). Bruxelles est souvent perçue comme une mosaïque de différents quartiers et communes qui constituent des entités non seulement physiques, mais aussi sociales : la ville comme mosaïque d'univers sociaux (voir chapitre 6). Divers participants décrivent Bruxelles comme une mosaïque de différents villages, quartiers et rues : *“On vit dans des bulles séparées”*. D'autres parlent de *“several cities in the city”* ou font observer que *“Bruxelles n'est rien d'autre que l'agglomération d'un certain nombre de villages”*. Selon les participants, les différents quartiers et communes ont chacun leur dynamique et leur atmosphère spécifique : *“Il y a du charme un peu partout dans les dix-neuf communes. Il y a toujours...dans chaque commune, je trouve un endroit qui me plaît, un resto, un parc, un centre culturel...”*, *“ces villages ont leur ambiance”*.

De nombreux participants perçoivent positivement cette mosaïque urbaine et suggèrent un certain **'sentiment de village'** : *“ik vind Brussel wel fijn zo. 't Is vanalles en nog wat. 't Is gefragmenteerd [...] en ja, eigenlijk dorpjes allemaal”*. Les récits témoignent souvent d'un degré élevé d'attachement à la commune où on habite (voir aussi chapitre 8). Des habitants de Saint-Gilles disent par exemple que *“pour moi, Saint-Gilles, c'est un peu comme un village [...] je suis tellement ancrée ici”* et *“on fréquente des commerces, des magasins, des salles de sport, c'est tout ça. On rencontre souvent les gens, souvent les copains de l'école par-ci, par-là... ça fait vraiment village” [...] Et c'est ça que je cherche*. D'autres s'expriment de la même manière à propos de Jette - *“C'est un petit village en fait”*, *“Ici à Jette, c'est comme une petite famille”* -, d'Ixelles - *“C'est comme un petit village quoi”* - et de Berchem-Sainte-Agathe - *“j'adore Berchem parce que c'est un peu un village”*.

Mais tous les participants sont loin d'avoir un regard aussi positif sur le caractère 'fragmenté' de Bruxelles. Certains le regrettent même explicitement : *“Moi je trouve le plus triste c'est [...] chacun est son petit quant-à-soi [...] il n'y a pas d'unité”*.

La spécificité des communes et des quartiers est considérée comme un trait typique de Bruxelles. En même temps, elle fait aussi de 'Bruxelles' une notion complexe. Un participant fait par exemple remarquer à quel point il lui est difficile de répondre à la question de savoir ce que signifie pour lui vivre à Bruxelles, en raison de ces si grandes différences qu'il perçoit entre les communes et les quartiers :

Mais donc ça dépend, c'est quoi vivre à Bruxelles ? Je pense que le Bruxellois ne s'identifie pas avec la ville de Bruxelles mais plutôt avec son quartier, j'habite Uccle, j'habite Forest, j'habite Boitsfort, j'habite Rhode,

Le fait que ce participant parle de Rhode-Saint-Genèse, qui ne fait pas partie de la Région bruxelloise, comme d'une partie de Bruxelles illustre aussi à quel point les cartes mentales des gens ne coïncident pas toujours avec les limites administratives. Il en est ainsi pour les limites de la Région, mais aussi pour les frontières entre les communes. Et souvent aussi, les cartes mentales que l'on a sur les rapports que les différentes communes bruxelloises entretiennent entre elles ne correspondent pas à la réalité géographique.

De fait, bien que les participants perçoivent souvent les communes et les quartiers bruxellois comme des entités en soi, ils les regroupent aussi parfois en raison de caractéristiques partagées et ils les distinguent d'autres groupes de quartiers et de communes. Nous allons parcourir ci-dessous des deux principales catégories spatiales utilisées par les participants pour regrouper les communes et les quartiers bruxellois: le 'centre-ville' par opposition aux communes' et 'le nord' par opposition au 'sud'. Souvent, ces catégories spatiales, utilisées pour désigner des différences à l'intérieur de Bruxelles, ne correspondent pas à la réalité géographique.

3.2.1. 'Le centre-ville' par opposition aux 'communes'

Le fait que Bruxelles soit le nom de l'une des 19 communes de la Région bruxelloise ne facilite pas le discours sur 'Bruxelles'. La distinction entre le centre-ville - 1000 Bruxelles - et 'les communes' revêt une grande importance dans le discours des participants. Ces 'communes' désignent surtout pour eux les 'communes périphériques' les plus éloignées du centre de Bruxelles, qui sont limitrophes de la Flandre (et beaucoup moins des communes telles qu'Ixelles ou Molenbeek). Il s'agit notamment de Ganshoren, Koekelberg, Auderghem, Berchem-Sainte-Agathe, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre, Uccle, Forest et Watermael-Boitsfort.

Souvent, les participants associent 'Bruxelles' à '1000 Bruxelles' plutôt qu'aux communes mentionnées ci-dessus. Cette association reste fréquemment implicite, par exemple quand on fait remarquer qu'en fait certaines communes ne se sentent pas 'bruxelloises'. Berchem-Sainte-Agathe, dit l'un des participants, est "un petit peu en dehors de Bruxelles". Parfois, ils font plus explicitement comprendre qu'ils associent 'Bruxelles' avec le centre-ville - "Bruxelles, donc le centre de Bruxelles [...]". Ou, comme le dit cet habitant d'Auderghem : "Ja, ik vind het vreemd, maar als ik aan Brussel denk, dan denk ik aan Brussel-Hoofdstad, en dan denk ik niet aan Oudergem". Un participant formule plus explicitement cette distinction entre Bruxelles-ville et les 'communes' quand il fait observer que vivre à Bruxelles-centre est nettement différent que vivre dans une commune telle que Berchem-Sainte-Agathe :

Berchem pour moi c'est une alcôve un petit peu dans Bruxelles, je ne suis pas sûr que je vivrais la même façon les choses dans le centre-ville, mais en tout cas à Berchem c'est reposant parce qu'il y a un environnement, il y a une proximité de ce côté village qui est très reposant.

Dans le centre-ville, contrairement aux communes périphériques, c'est "*heel levendig, dus ge hebt veel drukte, veel winkels, veel mensen op straat*". Un participant, qui explique pourquoi il a déménagé du centre-ville à Berchem-Sainte-Agathe, formule clairement la distinction qu'il a ressentie entre la vitalité et le dynamisme du centre-ville et le caractère paisible des communes :

Puis on a habité, avec ma femme, au centre-ville et là on avait tout à proximité [...] tout ce qu'on voulait. Et on a cherché autre chose parce qu'on voulait plus de verdure.

Dans certains focus groups, les participants expriment explicitement leur préférence pour le centre-ville ou les communes périphériques. Nous pouvons relier ces préférences grosso-modo à des **cadres de pensée différents** sur le centre-ville, d'une part (1) comme un lieu vivant et dynamique et d'autre part (2) comme un lieu d'angoisse et de chaos.

Un centre-ville vivant et dynamique

Dans le premier cadre de pensée, le centre-ville est perçu, ainsi que le disent Bridge et Watson, comme "*a space where the play of senses and bodily pleasure can be celebrated and explored*" (Bridge, Watson, 2000 : 8). Le centre-ville est excitant et se caractérise par une **dynamique vivante et animée** : "*J'adore ça, moi j'adore le bruit, la ville, la poussière, les klaxons, donc quelque part je sais le centre comme ça d'une ville... J'adore*". Ceci est fortement lié à une appréciation positive du centre-ville comme lieu de cosmopolitisme et de diversité (voir 3.1.1) : c'est "*tout mélangé*". Et c'est le lieu où se concentre la scène culturelle (voir 3.2.3), où on sort, où on s'amuse et, comme le dit cette participante, où "*il faut vivre*". Pour plusieurs participants, le centre-ville est aussi un lieu pour y 'flâner', 'se perdre dans les rues' et découvrir sans cesse de nouvelles choses : "*En voor mij vivre à Bruxelles is flaneren, dat ge u kunt verdwalen, dat ge kunt, ja kan gewoon rondwandelen, en zien wat er op uw pad komt*".

Les participants qui mobilisent ce cadre de pensée différencient clairement le centre-ville des communes bruxelloises limitrophes de la Flandre. Des communes telles qu'Uccle, Woluwe Saint-Pierre et Auderghem sont par exemple qualifiées de "*mortes*" ou de communes "*blanches*", avec peu de diversité culturelle. Une jeune participante affirme ainsi : "*Si on prend la commune de Koekelberg, Evere et tout ça, ça c'est des communes où on trouve que des Belges*". Ceci ne coïncide pas avec la réalité démographique de Koekelberg et Evere, mais indique comment de nombreux participants perçoivent le centre-ville comme un lieu de diversité culturelle et les communes extérieures comme beaucoup plus 'blanches' et plus 'belges'.

Le centre-ville comme lieu d'angoisse et de chaos

Un grand nombre de participants mobilisent un cadre de pensée beaucoup plus négatif sur le centre-ville. Ils associent le dynamisme et la diversité, perçus positivement par d'autres, à **l'angoisse, l'insécurité, le chaos et la pollution**. Selon les termes de Bridge et Watson (2000 : 10), le centre-ville devient alors "*a space of anxiety and fear*" et "*the site of the uncanny*". Ce sont notamment des habitants des communes périphériques qui s'identifient à cette image. Une pensionnée d'Auderghem explique ainsi qu'elle n'aime pas se rendre dans le centre de Bruxelles parce qu'elle le trouve "*sale*" et "*puant*".

Un autre participant affirme que *“plus on va vers le centre, plus on sent le danger, la saleté”*. C'est une belle illustration de la proximité entre saleté et danger dans la perception de beaucoup de personnes. Le caractère 'désagréable' du centre est aussi mis en rapport avec des éléments esthétiques comme son côté 'sombre' : *Le centre-ville, je ne le trouve pas agréable à vivre. [...] Parce que c'est sombre, c'est oppressant, c'est mal agencé, ce n'est pas agréable”*.

Certains participants disent aussi que la saleté et les dangers du centre-ville sont des problèmes croissants. Un jeune participant estime ainsi que la ville *“devient sans cesse plus sale”* et est caractérisée par une *“insécurité croissante”*. Celle-ci est une raison invoquée par d'autres pour se rendre de moins en moins souvent dans le centre de Bruxelles :

A : J'y vais par obligation professionnelle, mais pour mes loisirs, je n'y vais plus, je ne vais plus à Bruxelles [centre].

B: On ne se sent plus...

C: Plus en sécurité.

A: Je ne m'y sens plus, je dirais, à l'aise, alors pourquoi ? Problème d'insécurité, problème de sécurité, et pas plus tard qu'il y a un an, mon fils qui était dans un restaurant dans le centre-ville près de la Grand-Place, s'est fait agresser de façon assez sérieuse [...]

Contrairement au centre-ville, la périphérie de la Région bruxelloise est perçue dans ce cadre de pensée comme un lieu calme et verdoyant, où on se sent en sécurité. Un habitant de Forest (qui vit à la limite d'Uccle) décrit en ces termes son expérience de la vie dans la périphérie de Bruxelles : *“C'est calme, il n'y a pas de bruit, j'ai une petite maison, j'ai un petit jardin à l'arrière, j'entends les oiseaux, c'est calme”*. Le témoignage d'un habitant de Ganshoren est semblable : *“J'aime bien ici Ganshoren parce que y a beaucoup de verdure”*. Plusieurs participants disent qu'habiter dans ces communes plus périphériques, c'est comme vivre dans un “cocon” ou une “bulle”, relativement à l'écart du reste de Bruxelles.

Ces deux cadres de pensée sont en partie mobilisés par des participants différents. Mais parfois, certains les combinent aussi et disent par exemple qu'ils sont heureux de vivre dans une commune périphérique calme, mais qu'ils aiment se rendre dans le centre-ville plus vivant : *“Quand j'habitais à 1000 Bruxelles, il y avait trop de monde, moi j'aime bien y passer, mais pas y vivre”*. Il y a aussi des participants qui voient aussi bien des avantages que des inconvénients à vivre dans une commune périphérique : *“L'inconvénient c'est qu'il y a pas de magasin autour, mais sinon c'est calme, c'est tranquille”*.

3.2.2. 'Le nord par opposition au sud'

Une deuxième catégorie souvent utilisée par les participants pour subdiviser spatialement Bruxelles est l'axe '**nord-sud**'. Ils ont le plus fréquemment recours à cette subdivision, mais ils parlent aussi régulièrement d'une opposition '**est-ouest**'. Celle-ci est surtout utilisée par des habitants des communes plus riches de l'est et du sud de la Région. Il est aussi fréquent que le canal soit considéré comme une ligne de démarcation entre différentes parties de Bruxelles : la catégorie '**l'autre côté du canal**' sert notamment pour désigner Anderlecht et Molenbeek. Le canal ne fait pas donc seulement office d'axe physique qui traverse Bruxelles, mais est aussi perçu comme une

frontière symbolique séparant deux parties de la ville. Suivant en réalité une ligne qui va en gros du sud-ouest au nord-est, il est principalement associé à l'opposition 'est-ouest', mais parfois aussi 'nord-sud'.

Pour moi, Bruxelles, enfin mon Bruxelles, je vais parler pour moi donc pas pour tout le monde, ben, je le divise au canal quoi. Y'a ce qui se passe au sud du canal et au nord du canal [...] j'ai aucun ami qui habite au nord du canal.

If you look at this map, I would take a line down to here and say west of that line (where I don't go) (...) it's like Schaarbeek, not further and then the city and then down to Waterloo.. but Anderlecht, And all that stuff over there, I never go there.

Dans un petit nombre de cas, les participants se réfèrent aussi '**au haut et au bas de la ville**' - "les communes plus élevées". Ces subdivisions mentales de Bruxelles en nord-sud, est-ouest, les deux côtés du canal et ville basse - ville haute sont des manières différentes de désigner des différences socio-économiques et culturelles très similaires à l'intérieur de la Région.

Néanmoins, aucune de ces moyens géographiques pour donner un nom aux différentes parties de Bruxelles ne correspond tout à fait à la réalité géographique de la ville. C'est ainsi que Woluwe Saint-Lambert, qui se situe clairement à l'est de Bruxelles (et environ à la même hauteur que Molenbeek), est classé par certains participants dans la catégorie du 'sud de Bruxelles' alors qu'Anderlecht, qui est plus au sud que de grandes parties de Woluwe-Saint-Lambert, est considéré comme faisant partie du nord. Ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas tellement de savoir dans quelle mesure la carte mentale que les participants ont de Bruxelles correspond à la réalité géographique, mais plutôt comment les participants perçoivent et nomment les différences dans la Région bruxelloise en se servant de catégories géographiques. Ce sont surtout les catégories du 'nord' par opposition au 'sud' qui jouent un rôle crucial à cet égard. Elles remplissent parfois une fonction presque métaphorique pour désigner des réalités socio-économiques, culturelles et démographiques différentes. Notre utilisation des guillemets avec les termes 'nord' et 'sud' indique clairement qu'il s'agit de ces catégories mentales et pas de catégories géographiques réelles.

Le 'nord' et le 'sud' (ainsi que 'l'est' et 'l'ouest', qui leur correspondent généralement en grande partie) de Bruxelles sont perçus de manières très différentes. Les participants parlent par exemple de communes telles que Woluwe, Auderghem et Watermael-Boitsfort en termes de "côté riche", "belles communes" ou "les quartiers plus verts, plus agréables", tandis que des communes telles que Schaerbeek et Molenbeek sont qualifiées de communes très 'concentrées', avec un degré élevé de "mixité" - "des quartiers où ce n'est pas comme dans le sud".

Mais que signifie pour les participants le fait d'habiter dans les communes du 'nord' ou du 'sud' de Bruxelles ? Comment la vie y est-elle perçue ? Et comment les habitants du 'nord' perçoivent-ils le 'sud' de la ville et vice versa ? Le tableau ci-dessous indique comment ils voient la vie chez eux et dans l'autre partie de la ville.

	Le 'nord'		Le 'sud'	
Visions généralement partagées	Densément peuplé; plus pauvre; plus forte concentration de la communauté maghrébine		Calme et verdoyant; plus riche	
Vision d'habitants qui s'identifient au 'nord' sur	+ Cohésion et solidarité	- Stress, bruit, problématiques des grandes villes	+ Discours explicitement positif quasiment absent. Mais implicitement oui : plus vert et plus tranquille que le 'nord'	- snob, difficilement accessible, peu de diversité
Vision d'habitants qui s'identifient au 'sud' sur	+ exotique, 'voyager' sans quitter la ville, authentique	- ghetto, 'étranger', peu sûr	+ calme, résidentiel, (plus) sûr	- Pratiquement pas de discours explicitement négatif à ce sujet. Moins grande proximité des services et équipements qu'au 'nord'

Examinons ces perceptions plus en détail.

Comment les habitants du 'nord' voient la vie dans le 'nord' et dans le 'sud'

Il y a un consensus parmi les participants du 'nord' sur le fait que les communes situées au 'nord', comme Schaerbeek, Saint Josse et Molenbeek (qui est en fait à l'ouest), sont caractérisées par une forte concentration d'habitants issus de l'immigration maghrébine et par une densité élevée de population. Nous observons cependant d'importantes différences dans la manière dont est perçue la vie dans ces communes. Il s'agit de différences entre participants, mais on retrouve aussi des appréciations aussi bien positives que négatives du 'nord' dans le discours d'un seul et même participant.

- Quartiers perdus entre solidarité et cohésion

Certains participants du 'nord' ont une perception assez négative de la vie dans des communes telles que Schaerbeek, Saint Josse et Molenbeek. Deux habitants de Molenbeek et Schaerbeek soulignent ainsi l'agitation et les nuisances sonores qu'ils subissent :

A: Parce que quand on habite à Molenbeek, y a le bruit, c'est énorme, c'est énorme.

Facilitateur : Le bruit ?

B: C'est toujours ça en fait, c'est ça qui est énervant. C'est vraiment le bruit qui, le bruit il part jamais.

Lors du même focus group, une autre participante qualifie Molenbeek et Schaerbeek "d'endroits perdus".

À d'autres moments, la vie dans les communes du 'nord' est présentée par d'autres participants sous un jour positif. Ils font par exemple observer que "tout le monde ici, on vit ensemble" ou bien ils décrivent le sentiment de cohésion entre les habitants - "on

s'entraide entre voisins". Un participant dit de Schaerbeek, sa commune, qu'elle se caractérise par une forte densité de population, mais aussi par des 'contacts humains chaleureux' et fait explicitement la distinction entre le 'nord' et le 'sud' de Bruxelles :

Bien sûr, moi je suis Schaerbeekois de naissance, euh, on vit... On a toujours vécu dans des quartiers très concentrés au plan humain. Euh ce n'est pas comme dans le sud [...] il faut aimer, ou alors... On aime ou on la quitte, enfin c'est un peu ça [...] Ben en tout cas, à Bruxelles, voilà, les gens, en tout cas dans notre quartier, sont plus proches, sont... Y'a une chaleur humaine. Il faut aimer le contact.

- Des univers distincts

Les habitants des communes du 'nord' de Bruxelles parlent régulièrement du 'nord' et du 'sud' comme étant des *univers distincts* qui ont peu à voir l'un avec l'autre. Dans l'un des focus groups avec des habitants de Molenbeek et Schaerbeek, les participants font appel au concept de 'mixité sociale' (qui est aussi utilisé dans des recherches de sociologie urbaine et en politique urbaine) pour désigner l'existence de ces 'deux mondes'. "La véritable question", fait remarquer l'un d'eux, "c'est la question de la mixité sociale". Sans la présence au même endroit de personnes de milieux socio-économiques et culturels différents, on voit se créer des univers distincts qui n'ont guère de contacts entre eux. C'est ainsi que le nord et le sud de Bruxelles sont pour lui 'des mondes complètement différents' :

Donc aujourd'hui, vous pouvez vivre à Molenbeek, et... Ben si vous allez vous balader à Ribaucourt, vous allez... par exemple, vous vous baladez avenue Molière à Ixelles, on est dans deux mondes, mais complètement différents.

Cette ligne de démarcation sociale entre le 'nord' et le 'sud' est également perçue par les participants d'un autre focus group. Sans faire explicitement référence à la notion de 'mixité sociale', l'un d'entre eux fait appel à ses expériences personnelles pour appuyer l'idée d'une fracture sociale entre les deux parties de la ville, comme en témoigne la distinction qu'il fait entre 'eux', ceux qui habitent dans des communes telles que Woluwe, et 'nous', les habitants du nord de Bruxelles :

Les communes aussi comme Woluwe et tout ça qui sont un peu plus aisées, enfin, on ne connaît pas le nom des personnes venant de... de ces endroits-là puisque... les enfants de ces personnes sont dans des écoles encore difficiles d'accès pour nous.

Les habitants du 'nord' et le (regard du) 'sud' aisé

De tels témoignages sont aussi révélateurs de la manière dont les habitants des communes situées au 'nord' perçoivent les communes du 'sud' : le 'sud' est souvent considéré comme calme et verdoyant par les habitants du 'nord', mais aussi comme des quartiers riches et difficilement accessibles pour eux. Un habitant d'Anderlecht voit par exemple Uccle comme 'l'autre Bruxelles' où 'nous, ceux du nord' n'ont rien à faire : "Il n'y a rien pour nous là-bas. Je ne me sens pas à l'aise là-bas. [...] Là-bas les gens sont différents".

Dans des focus groups avec des Bruxellois néerlandophones, le 'sud' est aussi perçu comme très francophone, ce qui est mis en rapport avec la richesse du 'sud'. Une

participante néerlandophone qualifie par exemple le 'sud' de Bruxelles de "*die rijke Franse kant*" où elle ne va jamais. Quand le facilitateur cherche à connaître la raison pour laquelle elle ne va jamais 'là-bas', elle répond : "*geen interesse misschien ook wel, ik heb niet het gevoel dat ik daar moet zijn*". Un autre participant prolonge cette idée et affirme qu'il ne peut se faire "*geen voorstelling van hoe het leven is Sint-Pieters-Woluwe is*".

Des habitants du 'nord' de Bruxelles témoignent parfois du 'regard' des habitants du 'sud' qu'ils ressentent lorsqu'ils se trouvent dans une commune du 'sud'. Ces récits font apparaître un certain sentiment d'être un 'étranger' dans une partie de la ville et renforcent la sensation, décrite ci-dessus, d'un 'nord' et d'un 'sud' qui seraient des univers distincts. Un participant issu de l'immigration maghrébine décrit ainsi un sentiment d'angoisse dans la manière dont il est regardé et jugé par des habitants d'Uccle et par des policiers :

Quand je vais à Uccle, j'aurais peur qu'on me regarde, qu'on me juge, qu'on me... qu'on essaie de me mettre sur le dos tout le... j'aurai peur du regard de la police parce que ils me demanderaient : Qu'est-ce que tu fais ici ? Tu n'es pas chez toi.

D'autres participants témoignent de leur ressenti, en tant que personne de couleur ou en tant que musulman, quand ils se rendent dans une commune du 'sud'. Dans les "*communes plus riches, un peu comme Woluwe-Saint-Pierre et Uccle*", dit l'un d'eux, "*là si tu es un peu d'origine musulmane ou tu es un peu barbu là c'est un peu qu'ils te regardent différemment*".

Comment les habitants du 'sud' voient le 'sud' et le 'nord'

Les habitants du 'sud' de Bruxelles - "*Woluwe, Auderghem, Boitsfort, les belles communes*" - sont unanimement positifs sur leur lieu de résidence. Le calme et la verdure sont pour eux des atouts importants de ces communes. Par exemple :

Moi, je pense que je me sens très bien ici à Ixelles. Nous, on habite côté de la place Brugmann, et c'est juste incroyable. Je veux dire, on a découvert qu'il y avait des fleurs là, dans les bas des arbres, hier, et puis, y a des plantes en bas de nos arbres dans la rue, qui sont en fleurs actuellement. C'est magnifique.

Ils perçoivent aussi souvent le 'sud' de Bruxelles comme un lieu qui est moins soumis à des 'problématiques de grandes villes', comme la délinquance et le stress.

Il y a moins d'unanimité parmi les habitants du 'sud' de la ville lorsqu'il est question du 'nord' de Bruxelles. Ce qui est certain, c'est que, comme les habitants des communes du 'nord', ils font souvent d'une manière ou d'une autre la distinction entre le 'nord' et le 'sud'. La fracture 'nord-sud' est donc aussi une composante importante dans leur discours. Nous constatons également que lorsqu'ils parlent du 'nord de Bruxelles', les participants se réfèrent souvent à *certaines* communes et même à certains quartiers, notamment à Molenbeek et à Schaerbeek, et moins à des communes telles que Jette, Koekelberg et Berchem-Sainte-Agathe (bien que cette dernière soit géographiquement située plus au nord que Molenbeek, par exemple).

En gros, on distingue deux manières dont les habitants des communes du 'sud' de Bruxelles perçoivent le 'nord' de la ville.

- Le ghetto

Un premier type de discours sur le 'nord' tourne autour de notions telles que 'l'étranger' et le 'ghetto' et est en grande partie négatif (voir aussi chapitre 6). Plusieurs participants font remarquer qu'ils ont l'impression que certains quartiers du 'nord' de Brussel, notamment à Schaerbeek et à Molenbeek, sont un *pays étranger* et non 'leur pays' : des endroits où, par exemple, on est le seul 'blanc' ou le seul à parler français. D'autres utilisent le concept de 'ghetto' pour exprimer leur perception de 'certains quartiers' à Molenbeek et à Schaerbeek. 'Le ghetto' est alors considéré comme un quartier principalement habité par des communautés maghrébines et arabes et soumis à des règles propres, 'coupé' du reste de la ville. Cela suscite une forte opposition entre 'nous' et 'eux', comme on le voit dans le témoignage ce participant:

Avec toutes ces sociétés maghrébines qui viennent dans notre pays, c'est qu'ils font des ghettos. Et je dis... et je pèse mes mots, c'est des ghettos. C'est vraiment le Varsovie que l'on fait. Ils ne veulent plus en sortir. Ils sont bien là. Ils ont leur langue, ils ont leurs magasins [...].

Ce participant fait un parallèle avec le ghetto de Varsovie, instauré en 1940 par l'Allemagne nazie, mais parle surtout de la manière dont la communauté maghrébine se replie selon lui dans certains quartiers.

L'appréciation négative de la forte concentration de personnes issues de l'immigration amène de nombreux participants à expliquer comment ils évitent ces quartiers du 'nord' de Bruxelles parce qu'ils ne s'y sentent pas chez eux ou parfois aussi parce qu'ils y éprouvent un sentiment d'insécurité : *"De wijken aan de noordkant en de westkant van de stad" [...] waar ik niet zou durven binnen komen. Of niet alleen*".

'L'autre côté du canal' est perçu par plusieurs habitants des communes plus aisées du sud de Bruxelles comme 'l'autre Bruxelles', un endroit peu ou pas connu et souvent évité, où on se sent dans un 'autre' Bruxelles :

Facilitateur: Et où est-ce que vous n'irez pas?

A: Ben ce qu'on ne connaît pas. Ce qu'on ne connaît pas.

Intervenante 1: De l'autre côté du canal.

[...]

B: au-delà du canal [...] parce que je crois que c'est ...c'est devenu quand même une région assez particulière [...] Pour moi, c'est un autre Bruxelles.

- Le nord exotique

Les visions du 'nord' entendues dans des focus groups avec des habitants du 'sud' ne sont pas uniquement négatives. Certains habitants attribuent aussi des caractéristiques positives à cet 'autre Bruxelles'. À Molenbeek, affirme par exemple une participante du 'sud' (en l'occurrence plutôt de l'est), *"y'a des endroits magnifiques [...] Il y a des endroits à Molenbeek que j'adore. Et moi, je ne trouve pas ça à Auderghem ou à Woluwe-Saint-Lambert"*. Les quartiers situés au nord sont considérés comme des lieux 'à découvrir', parfois

explicitement “malgré” le fait que “y’a énormément d’Arabes”, parfois au contraire en raison de cette présence qui fait de ces quartiers, pour un certain nombre de participants, des endroits ‘exotiques’, avec d’autres traditions et coutumes :

Maintenant je fais toutes mes courses à Molenbeek, au marché de Molenbeek. Et c’était une découverte incroyable [...] c’est être dehors, parler avec les gens qui sont gentils, des prix incroyables, on peut toucher, on peut goûter, on peut parler avec les gens...

Plusieurs participants évoquent aussi la mentalité des habitants des quartiers du ‘nord’ de Bruxelles : les gens y sont plus aimables, il y règne davantage de cohésion et de solidarité. Par exemple :

[...] je pense que la convivialité, elle se retrouve dans des quartiers que nous ne fréquentons plus, ça je pense qu’il faut le dire. Je pense que si on va à Molenbeek, il y a plus de convivialité qu’il y en a à Woluwe-Saint-Pierre ou Woluwe-Saint-Lambert, ou Watermael-Boitsfort, parce que les familles sont plus dehors que nous.

La perception positive du ‘nord’ confirme donc, comme la perception négative dominante, l’existence d’un ‘ici’ (le ‘sud’) et d’un ‘là-bas’ - par exemple quand un participant affirme que “les gens sont tellement chaleureux là-bas”.

Nous avons vu dans ce chapitre comment Bruxelles est perçue par les participants : quelles représentations mentales ils ont de cette ville et quels cadres de pensée plus larges ils mobilisent pour cela. Ces représentations de Bruxelles constituent un contexte crucial pour mieux comprendre la manière dont sont vécues et perçues les cinq dimensions du ‘vivre- ensemble à Bruxelles’, qui sont abordées dans les chapitres suivants.

Chapitre 4.

Les réseaux sociaux à Bruxelles

Ce chapitre est centré sur la signification que les participants donnent à leurs réseaux sociaux à Bruxelles. Nous traiterons en premier lieu du vivre-ensemble et des relations interpersonnelles entre *connaissances* dans le contexte de relations de travail, de relations de voisinage, de relations dans le monde associatif, etc. Comme nous l'avons expliqué au chapitre 1, il s'agit des relations sociales dans le cadre de *communautés* (locales). Les relations entre inconnus, qui touchent à la régulation de la 'co-présence' dans l'espace public, sont abordées au chapitre 5. Pourtant, la dimension publique n'est pas totalement absente dans ce chapitre. Le domaine public et celui des relations communautaires se croisent en effet de différentes manières, ce qui rend assez floue la limite entre les relations, entre connaissances, et entre inconnus. Ainsi, il existe des 'lieux de convivialité quotidienne' (*places of everyday kindness*): des lieux généralement publics qui sont considérés par les participants comme très importants pour la constitution de réseaux sociaux - certes souvent temporaires. D'autre part, la vie associative se situe aussi au croisement entre le domaine public et celui des relations communautaires : c'est un lieu où des relations 'publiques' entre inconnus peuvent évoluer en relations entre connaissances et même en relations d'amitié.

La littérature scientifique sur la ville souligne l'importance des réseaux sociaux et des communautés (voir par exemple Savage & Blockland 2016). Dans des recherches concrètes, les réseaux sociaux sont souvent mis en liaison avec la cohésion sociale dans la ville (par exemple dans le projet SWING (2011): Social Capital & well-being in neighbourhoods in Ghent). Concrètement, ce type de recherche examine surtout comment un réseau social solide - mesuré au moyen d'un certain nombre d'indicateurs (comme la fréquence des contacts sociaux, le volontariat, la participation à la vie associative etc.) - augmente le bien-être général, l'inclusion sociale, la solidarité et la confiance entre les citoyens ainsi qu'entre les citoyens et les pouvoirs publics. Notre ambition dans ce chapitre est différente. Nous ne cherchons pas tellement à savoir quel score les participants réalisent par rapport à des indicateurs qui mesurent la solidité de leur réseau social, ni mesurer le lien entre les réseaux sociaux et la cohésion sociale, mais nous nous concentrons plutôt sur la façon dont les participants aux focus groups *perçoivent et comprennent* leur réseau social dans la ville et l'importance de celui-ci.

Nous nous intéressons d'abord à une série de thèmes plus généraux en relation avec les réseaux sociaux à Bruxelles : comment les participants font-ils le lien entre leurs réseaux sociaux, et éventuellement l'absence de ceux-ci, et la qualité de la vie à Bruxelles ? Quels sont pour eux les lieux et les occasions où ils construisent et entretiennent leurs réseaux sociaux ? Quel type de réseaux sociaux préfèrent-ils et quel est le rôle joué par l'homogénéité ou l'hétérogénéité de ces réseaux dans ce choix ? Nous nous plongerons ensuite dans les relations de voisinage. Dans un contexte urbain, et notre analyse confirme en cela des recherches sociologiques existantes (Jacobs 1961; Forrest & Kearns 2001, voir chapitre 1), les relations de voisinage constituent un élément important des réseaux sociaux. Elles influencent aussi souvent le sentiment de bien-être dans la ville. Nous nous intéresserons à ce que les participants considèrent comme une relation de voisinage 'bonne' ou 'souhaitable'.

4.1. RÉSEAUX SOCIAUX, QUALITÉ DE VIE, SOLITUDE

Selon des sociologues (voir e.a. de Brabander & Peters, 2009 ; Cuthill, 2010), il existe un lien entre des réseaux sociaux solides et satisfaisants, d'une part, et la **qualité de vie**, d'autre part. Des réseaux sociaux solides sont censés contribuer à la qualité de vie et au bien-être.

Les participants attachent effectivement beaucoup d'importance à une vie sociale satisfaisante, qui se caractérise par des interactions et des contacts sociaux suffisants. Plusieurs d'entre eux font explicitement ou implicitement le lien entre leur vie sociale et leur qualité de vie. Avoir des réseaux sociaux est parfois ressenti, par des Bruxellois qui ne sont pas nés à Bruxelles, comme la principale raison pour laquelle on se sent bien à Bruxelles. À la question "What gives you the impression to feel at home?", une réponse a par exemple été : "All my friends are here. My sister is here. I love my work; my colleagues". Les réseaux sociaux sont même parfois la base qui permet de s'identifier comme Bruxellois : "Ici j'ai tous mes amis [...] je me sens à l'aise, je suis Bruxellois".

Au travers des différentes discussions, nous avons surtout entendu les témoignages de Bruxellois qui ont des réseaux sociaux (relativement) solides. Ceci s'explique en partie par la conception du projet BruVoices, pour lequel les participants ont été recrutés par l'intermédiaire d'organisations et d'associations. Ce choix méthodologique a fait que nous avons surtout eu accès à des Bruxellois qui disposent, par la vie associative, d'au moins un type de réseau social. En même temps, nous avons sélectionné des associations et des organisations de nature très diverse. Dans certains cas, ce n'est pas la motivation de constituer un réseau social ou de s'engager dans la société qui pousse les membres à se regrouper, mais le simple fait qu'ils utilisent un certain service ou un certain espace. C'est le cas par exemple pour les maisons médicales et les centres pour sans-abri. C'est notamment par ces entretiens que nous avons aussi eu accès à des Bruxellois dont les réseaux sociaux sont moins développés ou moins solides. Cependant, dans les focus groups avec d'autres organisations, comme celles qui s'adressent à certaines communautés nationales et ethniques et les associations de troisième âge, nous avons aussi entendu des participants témoigner d'un manque de relations sociales qu'ils ont ressenti dans un passé plus ou moins éloigné. En d'autres termes, nous avons donc aussi eu accès, quoique dans une moindre mesure, à des témoignages sur l'absence de réseaux sociaux. Il en est clairement ressorti que cette absence avait, pour les participants, un impact négatif sur la qualité de vie et le sentiment de bien-être dans la ville.

Nous avons ainsi entendu une série de récits sur la **solitude**, qui peut être considérée comme une forme extrême de manque d'interactions sociales et de réseaux sociaux. Ces récits témoignent à quel point un manque de relations sociales est lié à un sentiment de malaise individuel et d'exclusion sociale. Cette femme témoigne par exemple de son ressenti quand elle est arrivée à Bruxelles en 2009 :

C'est déprimant, moi j'ai vu ça, j'ai vécu ça pendant quelques, enfin au début je connaissais personne mais c'était déprimant, je voulais sortir mais je n'avais personne avec qui je sors [...]. Oui voilà, de parler avec quelqu'un, ou d'aller prendre un café avec quelqu'un, des bêtes trucs, ou manger une glace ensemble mais pas toute seule, alors je ne sortais pas, je restais à la maison.

La solitude est également évoquée – quoique de manière plutôt latente – dans un focus group avec des pensionnés. La disparition des activités professionnelles et du conjoint est considérée ici comme la cause de cette solitude. Dans le cas de certains participants, nous avons rencontré des témoignages selon lesquels un sentiment de solitude peut d’une certaine manière être *productif*. Dans ces exemples concrets, ce sentiment a incité à fréquenter ‘Babelmet’, un **café de quartier coopératif** à Schaerbeek qui vise à stimuler les contacts sociaux. Les témoignages qui suivent suggèrent l’importance de telles initiatives à Bruxelles :

A : Mais moi j’ai envie de parler d’une petite initiative qui s’est faite à Schaerbeek, euh ça s’appelle le Babelmet et c’est un couple qui a ouvert un café où entre guillemets les gens ont le droit de se parler et où eux-mêmes parlent avec les clients [...] pour moi c’est un lieu important parce que c’est un lieu où les contacts sont possibles parce que quand-même on a arrêté de travailler et étant engagée dans plusieurs trucs, je me sens quand même un peu seule parfois dans ma maison quoi hein.

B : Ah moi je fréquente aussi le Babelmet, c’est un peu loin de chez moi mais là c’est vrai que... je veux dire que c’est un concept que je trouve vraiment intéressant, je ressens ça aussi, j’aimerais bien qu’il y ait ça tout près de chez moi un endroit où on peut manger, prendre un pot, avoir des activités, se parler quoi. Ça c’est quelque chose effectivement [...] ce sont les jours où je n’ai pas d’activité où bon là alors effectivement je me sens un peu seule.

Pour d’autres participants d’un certain âge, le **volontariat** est une source importante d’interactions sociales qui permet de lutter contre la solitude. Ils expliquent ainsi leur motivation à faire du volontariat : “C’est bon pour le moral, parce que moi c’est pour combattre la solitude, je n’ai pas trente-six amis qui viennent chez moi et c’est vraiment pour combattre la solitude”, “ça me sort de chez moi déjà, je vois d’autres personnes”.

L’expérience de la solitude apparaît parfois être liée à la **phase de l’existence** dans laquelle on se trouve. Comme nous l’avons suggéré ci-dessus, les personnes âgées sont plus vulnérables à cet égard. Des participants s’inscrivant dans d’autres phases de vie semblent y être moins vulnérables – sans bien sûr être immunisés. Plusieurs participants témoignent de l’élan qu’a pris leur vie sociale quand ils ont fondé un foyer : “Moi avant d’avoir mes enfants, ben je connaissais personne [...]. Maintenant quand j’ai eu mes enfants donc déjà ... je venais ici à la récré ...donc c’est là où j’ai commencé à rencontrer d’autres parents et là ma meilleure amie”. L’école joue aussi ce rôle de lieu de rencontre pour certains : “Forcément on apprend à connaître du monde, et puis parce que maintenant, je me suis...enfin je suis engagé à l’école”, “En ook als je kinderen hebt, dan hoor je ook tot een bepaalde clan, die dat je dan ook weer allemaal tegenkomt.”.

4.2. CONSTRUIRE ET ENTREtenir DES RÉSEAUX SOCIAUX

La question au cœur de cette section est de savoir quelles sont, selon les participants, les principaux lieux et occasions où ils construisent et entretiennent leurs réseaux sociaux à Bruxelles. Nous distinguons des lieux de (1) contacts sociaux souvent superficiels et temporaires – des ‘lieux de convivialité quotidienne’ – et (2) des lieux et des occasions où se nouent des relations sociales plus profondes et plus longues.

4.2.1. Lieux de ‘convivialité quotidienne’

Dans un contexte urbain, des contacts sociaux assez superficiels, qui ont souvent lieu dans des endroits publics, occupent une place non négligeable. Julia Unwin de l’Institute of Human Cities (UK, 2016) dit que certains lieux publics sont des lieux potentiels de ‘convivialité quotidienne’ (‘everyday kidness’), qui constituent une dimension importante des réseaux sociaux en ville. Les interactions qui s’y déroulent sont avant tout des interactions entre des ‘étrangers’ qui se croisent. Ce n’est que dans quelques cas que l’on jette les bases, dans ces lieux de convivialité quotidienne, de contacts de plus longue durée qui débouchent sur des relations interpersonnelles ou d’amitié. Notre analyse indique aussi que ces lieux peuvent être considérés comme exerçant une importante fonction sociale : ils facilitent la constitution de ‘communautés’ et de relations communautaires temporaires et fluides.

Nous constatons d’emblée que les lieux publics sont loin d’être toujours perçus par tout le monde comme des lieux de convivialité quotidienne. Comme le démontrera le chapitre 5, les lieux publics et les interactions qui s’y déroulent constituent souvent aussi une source d’expériences négatives, voire d’angoisse et d’insécurité. Ce sont surtout *certain*s lieux publics qui ne sont pas perçus explicitement comme des lieux de convivialité quotidienne. Les transports en commun sont l’exemple le plus frappant d’un lieu public qui est plutôt considéré comme un lieu de ‘non-convivialité quotidienne’. Les lieux de convivialité quotidienne sont donc plus spécifiques que l’espace public en tant que tel. Les participants se réfèrent à certains lieux et occasions *bien précis* : les marchés, les parcs, les cafés et les événements publics. Nous détaillerons ci-dessous ces lieux de convivialité quotidienne. Nous aborderons également la question des caractéristiques de Bruxelles et de ‘la ville’ en général considérées par les participants comme facilitant les contacts sociaux et – ce qui n’est pas sans importance – à partir de quand, selon eux, il est possible de parler de *contacts sociaux*.

Certains participants soulignent l’importance des **événements publics** comme lieu de convivialité quotidienne, où des contacts sociaux ont lieu et où des ‘communautés’ temporaires se forment (voir aussi chapitre 7). Une étudiante mentionne le festival de musique Couleur Café comme une occasion d’établir des interactions sociales alors que certains pensionnés parlent en termes similaires de la Journée sans voiture, un événement qui facilite aussi les interactions sociales : A: “Les gens qui sont seuls dans leur bagnole, enfin le nombre de gens qui sont seuls dans leur voiture”. B: “C’est pour ça que les journées sans voiture sont tellement sympas, et puis tout le monde se parle beaucoup plus”. Comme l’illustre cette interaction, le caractère social de la Journée sans voiture est explicitement opposé aux autres jours, où beaucoup de gens sont seuls dans

leur voiture et où le domaine public ne contribue donc pas aux contacts sociaux (voir chapitre 5).

Les **cafés et les centres culturels** sont aussi pour plusieurs participants des lieux importants d'interactions sociales et de convivialité quotidienne, où on peut "elkaar kan ontmoeten en een glas drinken". Ce sont surtout les jeunes et les étudiants qui témoignent de rencontres spontanées dans des bars et des cafés : " en soirée, on peut rencontrer des gens". Les sorties, affirme un étudiant, sont une occasion de rencontrer "des amis d'amis".

Un autre lieu de convivialité quotidienne est **le parc** (voir chapitre 3). Plusieurs participants voient en lui un lieu important de rencontres spontanées et amicales. Les parcs sont non seulement une source de calme et de détente, mais ils remplissent aussi un rôle social majeur. Le parc sert par exemple de lieu de rencontre idéale pour de jeunes parents, où "je peux faire connaissance avec tous les parents". Un étudiant témoigne que le sport dans le parc entraîne souvent des rencontres spontanées et temporaires. Un autre exemple de la manière dont des personnes partagent un même espace et dont celui-ci favorise des relations sociales éphémères :

I find that at the park...like many times people come to you if you have like a soccer ball or like a frisbee [...]. It brings people together, and so I mean, people will come at you all the time [...] and it's nice like to meet people and like you can spend time with them, but then like ... it's not like I stay in touch with them after, it's not like: "hey, can I have your number so we can hang out again." It's like: "nice meeting you, bye", and we go our separate ways.

Dans un autre focus group, une jeune femme décrit le parc comme un lieu presque idyllique de rencontres spontanées et de solidarité :

Tout le monde est dans un parc et là tout le monde est souriant, tout le monde se rencontre, juste le fait qu'un petit enfant joue enfin avec une balle ou quoi, donc ça entraîne d'autres enfants et là on sent de nouveau la solidarité.

Le **banc dans l'espace public** est un exemple de lieu potentiel très concret de convivialité quotidienne. Une participante plaide pour l'importance du banc public comme facilitateur de contacts sociaux, moins par expérience personnelle que mue par une conviction sociale et politique :

Voilà. Par exemple, pour les bancs publics moi je me suis battu comme un malade pour mettre des bancs publics partout. Et on me disait 'X' vous êtes un doux-rêveur, les bancs publics qu'est-ce qu'on s'en fout !... Mais attendez, le vivre-ensemble, la convivialité, c'est le banc public. Et le banc public de préférence un en face de l'autre et pas l'un dos à dos, c'est un truc aberrant. Donc voilà.

Un autre participant va dans le même sens et explique comment les bancs publics doivent être disposés selon lui pour favoriser les interactions sociales :

[...] sur les bancs dos à dos là il faut déjà se retourner... C'est compliqué et j'ai trouvé ça dommage et ça c'est par exemple quelque chose encore aujourd'hui, moi j'ai dit un banc public ici, c'est un truc tout bête, et je crois qu'en général on ne développe pas assez cette notion de banc public.

Ces participants font explicitement le lien entre l'aménagement du territoire et la cohésion sociale en soulignant la responsabilité politique du pouvoir concerné.

Dans un autre focus group, on retrouve un discours semblable, avec un participant qui fait explicitement le lien entre le fait de faciliter les interactions sociales entre les gens et la cohésion sociale au sens plus large. Les lieux physiques de rencontres (publiques) constituent à ses yeux une condition préalable importante pour créer des interactions sociales.

Donc ça veut dire qu'il faut créer des endroits. J'ai l'impression aussi que les endroits manquent, euh les endroits de cohésion, les endroits de rencontre, les gens ont peur d'aller euh, vers les autres. Et alors je pense qu'il faut créer le prétexte pour que les gens puissent se rencontrer, parce que sinon c'est... c'est trop compliqué.

Des leviers de convivialité quotidienne

Des participants évoquent parfois les **caractéristiques de Bruxelles et des Bruxellois** qui facilitent ou au contraire qui compliquent selon eux les contacts sociaux et les interactions sociales dans des lieux de convivialité quotidienne.

On mentionne ainsi **l'ouverture des Bruxellois** qui, pour plusieurs participants, facilite les interactions sociales dans les bars et les cafés : *“Et même le soir dans des bars, les gens sont ouverts et là c'est pas compliqué de se sentir bien à Bruxelles”*. Parmi eux, il y a d'anciens Parisiens qui disent combien l'ouverture des Bruxellois facilite les interactions sociales pour eux :

A: Ben on rejoint le côté accueillant des Bruxellois... enfin, cet exemple bruxellois, où quand ils vous disent : « Ah ben viens boire un coup... », on va effectivement boire un coup, et c'est assez facile de... de nouer une relation avec eux, je trouve.

B: Parce qu'il n'y a pas trop de chichis.

La taille humaine de Bruxelles est aussi citée comme un levier de contacts sociaux dans des lieux de convivialité quotidienne. En raison de la taille assez réduite de la ville, on croise régulièrement des connaissances, mais on peut aussi facilement rencontrer d'autres personnes :

À taille humaine et ce que j'aime bien [...] comme on se déplace souvent en ville souvent on croise des gens par hasard comme ça, qu'on connaît. Ça je trouve c'est... On a nous, on a l'impression que la ville, pas qu'elle nous appartient mais, qu'on fait partie d'une ville entière ce qui est chouette [...] “Ça fait vraiment village. Ça n'existe pas ça, hors de Bruxelles [...] Et c'est ça que je cherche. J'avais ça avant au parvis de Saint-Gilles. Se mettre à une terrasse de café, on finissait à quinze en fin de soirée (Rires). Il y a des gens qui passent, on connaît tout le monde, on voit, on rencontre et tout ça.

Ce que les gens veulent dire par le ‘sentiment de village’ qu’ils ressentent à Bruxelles (ou plutôt : dans certains endroits de Bruxelles) (voir chapitre 3) apparaît ici plus concrètement. Le côté villageois est donc perçu comme quelque chose qui a un impact positif sur la manière dont les interactions sociales sont vécues dans la ville.

Des contacts sociaux ?

Cette discussion sur les lieux de convivialité quotidienne touche implicitement à une question intéressante : peut-on parler dans ces lieux de *contacts sociaux* effectifs et à partir de *quand* peut-on donc parler selon les participants de contacts sociaux ?

Nous distinguons deux logiques différentes dans le discours des participants. Dans une première logique, les contacts sociaux ne se manifestent pas forcément sous la forme d’une *interaction* effective, mais plutôt d’un ‘être ensemble’ ou d’une ‘co-présence’. ‘Être ensemble sans interaction’ est donc, dans cette logique, une forme de contact social. Examinons par exemple le témoignage de cette femme pensionnée, pour qui le marché hebdomadaire est moins un événement commercial qu’un événement *social* :

Les marchés par exemple. Ah, oui, j’habite Jette près du marché du miroir du dimanche matin. Je n’y vais pas tous les dimanches matin m’enfin, s’il fait beau hein...même si je n’achète rien, c’est pour le plaisir d’être au milieu des gens. Et puis ce sont des gens simples sympathiques.

Mais il existe bien sûr d’autres interprétations de ce que représente un contact social. Dans cette logique, une interaction effective est une condition au contact et la vie en ville est perçue comme un facteur qui rend plus difficile les contacts sociaux entre les gens :

C’est comme dans toute ville, ce n’est pas facile d’échanger, enfin, on peut pas aller dans un café Grand Place et se mettre à parler à tout le monde, il n’y a pas cette culture-là [...] C’est une petite ville en soi, c’est vrai que les gens se croisent, mais ce n’est pas évident de se parler.

Si Bruxelles est une ville à petite échelle où les gens se croisent facilement, dit ce participant, il n’y a pas de **véritable interaction** – parler ensemble. Un autre participant mobilise une conception similaire de la vie en ville en faisant la comparaison entre les relations sociales qu’on noue en ville et à la campagne : “À Bruxelles, en fait, il faut un lien [...] à la campagne, les gens se côtoient un peu plus facilement, entre voisins, sans vraiment..., avec le lien local en fait”.

4.2.2. Des réseaux et des liens longs et profonds

Si les parcs, les cafés et les événements culturels sont souvent considérés comme des lieux de convivialité quotidienne où on a des relations sociales assez superficielles et temporaires, les relations plus longues et plus approfondies sont surtout associées à des associations et à des organisations (qui sont bien sûr souvent liées à ces lieux).

La vie associative occupe à cet égard une position dominante dans le discours de nombreux participants (voir aussi chapitre 7). Elle fait office de ‘lieu de transition’ où des contacts entre étrangers peuvent potentiellement évoluer vers des relations entre

connaissances ou des relations amicales. Pour un certain nombre de participants, participer à la vie associative est le meilleur moyen de faire la connaissance d'autres personnes et de nouer des amitiés - *“C'est surtout dans les activités, c'est surtout dans les activités qu'on se fait des amis”, “c'est le moyen de rencontrer de nouvelles personnes, de se faire des amis”*.

Ce sont surtout les associations dans lesquelles les membres s'organisent autour d'un centre d'intérêt, d'un hobby ou d'un intérêt culturel commun qui sont considérées comme des lieux importants pour créer des relations sociales. C'est le type d'associations pour lesquelles la rencontre et la détente sont les principales motivations des membres : *“Voilà de se relâcher et tout et puis après on fait des connaissances”, “on s'entend toutes bien donc c'est chouette de venir et de toutes de parler et de danser avec les autres”, “c'est comme ça qu'on se voit, qu'on connaît les autres personnes”*.

Les **clubs de sport** revêtent une importance particulière dans la création de liens d'amitié. Un groupe de jeunes raconte par exemple comment s'est créée la relation d'amitié entre eux dans le club de basket : *“On a commencé à huit ans ensemble [...] Et je veux dire, c'est comme ça qu'on construit des vraies relations avec les gens, parce qu'on s'est suivi toutes ces années, et ça crée des relations plus fortes”*. Le sport, disent-ils, est *“un moyen de réunir les gens”*.

La **vie professionnelle** est aussi régulièrement évoquée. D'une part, elle joue un rôle important dans la création d'interactions sociales quotidiennes, d'autre part elle peut aussi faciliter des relations sociales plus approfondies, comme le fait remarquer ce participant : *“Dans le milieu professionnel aussi je dirais, le fait que beaucoup de mes collègues soient bruxellois, ça crée un groupe qu'on voit en dehors du travail aussi”*. **L'école** exerce une fonction similaire pour les jeunes. C'est un lieu où ils nouent des liens sociaux entre eux *“même sans le vouloir”*.

Des jeunes participants mentionnent également la **maison des jeunes** ; un lieu où *“on crée des liens”* et qui offre un endroit concret où des jeunes d'un même quartier peuvent se regrouper. C'est un lieu de rencontre où des jeunes vivent ensemble : *“On mangeait nos collations là-bas, puis on faisait nos devoirs et après ça on faisait des activités”*.

4.3. NATURE DU RÉSEAU SOCIAL : HOMOGÉNÉITÉ ET HÉTÉROGÉNÉITÉ

Les participants ne parlent pas seulement de l'endroit et de la manière dont ils construisent des réseaux sociaux, mais aussi des personnes qui en font partie. Ce qui nous intéresse ici, ce ne sont pas tellement les individus concrets avec qui ils partagent leur vie sociale : nous nous interrogeons surtout sur l'homogénéité/hétérogénéité de leur réseau social. Sont-ils surtout à la recherche de réseaux sociaux caractérisés par la différence ou par la similitude et à quel niveau recherchent-ils cette différence ou cette similitude ? Une analyse du discours des participants identifie deux grandes dimensions d'ensemble sur lesquelles se situe l'homogénéité/hétérogénéité du réseau social et dans le

cadre desquelles les participants parlent de la nature de leur réseau social et de son côté souhaitable : (1) 'l'origine (ethnique)' et (2) 'le milieu socio-économique'.

4.3.1. Origine ethnique

Ce sont surtout les jeunes qui décrivent leurs réseaux sociaux en termes d'origine ethnique. On entend des témoignages sur des réseaux sociaux qui se caractérisent aussi bien par un degré élevé d'homogénéité sur le plan de l'origine migratoire et ethnique que par une grande diversité et des différences à ce niveau. Dans la première catégorie, un participant affirme par exemple : "je reste avec des Noirs". Un autre qualifie également son réseau social d'homogène et argumente qu'il se sent plus "à l'aise" avec "des gens comme moi". Dans la deuxième catégorie, on trouve des témoignages de participants qui soulignent que leur cercle d'amis et de connaissances est caractérisé par une diversité d'origines : "Non. En fait je veux dire dans mon groupe d'amis il y a vraiment tout, des Polonais, des Belges, des Dominicains, Chiliens aussi", "Moi j'ai tous mes amis, je n'ai pas que des amis juifs, j'ai des amis marocains, j'ai des amis de Mongolie, originaires de Mongolie, j'ai de tout".

Dans certains focus groups, des participants témoignent du caractère diversifié de leur réseau social en s'appuyant sur un **discours favorable à l'intégration et la diversité**. L'un d'eux affirme ainsi que "on a des réseaux un peu partout, si on ne vit que centré sur les Latinos, ça ne va pas, on n'est pas intégré". Un jeune musulman va plus loin dans la réflexion sur l'intégration et la diversité. Après avoir décrit son cercle d'amis comme "mes amis j'ai vraiment, j'ai un peu de tout parce que je suis quelqu'un de très ouvert vis-à-vis de ça", il poursuit par un plaidoyer pour la diversité dans les écoles (voir chapitre 6) :

Moi je pense que les écoles ou la Communauté française elles devraient faire attention vis-à-vis de ça, de faire vraiment une différence, c'est assez bizarre ce que je vais dire, mais de faire une différence ça veut dire d'établir un quota de diversifier les gens. Ça veut dire qu'il y a vraiment oui, il y a autant de Belges, autant d'Arabes, autant de Noirs, de faire plus de mélange.

Plusieurs participants réfléchissent aux lieux et aux occasions qui facilitent les contacts sociaux par-delà l'origine, la culture et la religion. Les cercles d'étudiants sont cités comme des **lieux de** ce qu'on pourrait appeler **l'inter-diversité**, où des cercles relativement homogènes en termes d'origine ethnique entreprennent et organisent ensemble des activités. Les associations, et plus spécifiquement les clubs de sport, sont des **lieux d'intra-diversité** - "dans ce groupe, y'a vraiment, euh, différentes nationalités, euh origines, et voilà". On retrouve l'argument selon lequel le club de sport relie des personnes par-delà leurs différences et les rassemble aussi bien symboliquement que physiquement :

Et c'est vrai que quand je vois le groupe, il est vraiment très mixte [...] Y'a personne qui se pose la question de quelle origine on est, ou de quelle culture, ou de quelle religion, on s'en fout quelque part. Voilà, y'a un sport qui nous unit, une passion qui nous unit, et puis c'est tout quoi.

Pourtant, le club de sport peut aussi être un lieu de **tensions interculturelles**. Dans le témoignage ci-dessous, une femme marocaine raconte les difficultés qu'elle éprouve, en tant que femme musulmane voilée, à entrer en contact avec des hommes belges à l'issue du match de football des enfants. Elle s'adresse directement à ces hommes. Son témoignage traite des tensions interculturelles, mais touche aussi de près à la dimension de genre :

Ik kan toch niet met mijn hoofddoek tussen vier of vijf mannen of zes mannen daar die pintjes [lacht] [...] Ik kan toch niet elke match bij jullie komen zitten? En dan nog met mijn hoofddoek daar tussen die mannen? Dat - allé, dat was iets da- dat ik niet zo fijn - moest er een vrouw bij zitten, dat ze een pintje drinkt of thee, dat kan me niks meer schelen.

4.3.2. Milieu socio-économique

Une deuxième dimension concerne la diversité socio-économique du réseau social. On retrouve ici surtout des témoignages qui soulignent l'**homogénéité** (relative) du milieu socio-économique. Il semble y avoir une préférence - consciente ou non - pour nouer des relations d'amitié avec des personnes de milieu socio-économique semblable. Nous pouvons illustrer cela par des témoignages de participants de profil socio-économique très varié. Un membre d'un conseil de parents à profil socio-économique élevé se montre par exemple très conscient du fait qu' "on appartient à un groupe social, socio-culturel et on va aller plus spontanément vers des parents du même groupe". Dans un autre focus group, un sans-abri témoigne de manière similaire que son réseau social se compose surtout "des gens qui fréquentent la rue". Et dans un autre groupe, plusieurs élèves d'une école internationale disent que leur cercle d'amis est principalement constitué de jeunes qui se trouvent dans la même "international bubble" (voir aussi chapitre 6).

Mais parfois, l'**homogénéité** des réseaux sociaux est **brisée**. La vie associative joue ici aussi un rôle. Elle permet de rencontrer des personnes de milieux socio-économiques différents. Comme le dit une femme d'origine portugaise qui travaille pour l'Union européenne : "ça permet de découvrir les gens qui sont pas dans mon cas, et ton cas, on est dans cette bulle 'expatriés/institutions européennes', si on ne fait pas un effort, on ne sort pas de là". L'école peut également remplir cette fonction. Un jeune raconte comment, en changeant d'école, il est entré en contact avec des jeunes de milieux socio-économiques très différents du sien. Il s'est retrouvé dans ce qu'il appelle lui-même "une école poubelle", où il a fréquenté des jeunes en situation sociale et économique précaire. Il qualifie son expérience d'instructive mais de choquante :

Et là, je suis resté là un an, mais j'ai vu des choses... pendant un an, j'ai appris énormément de choses quoi. C'est la folie, j'ai découvert des gens qui étaient dans une misère sociale incroyable [...], des cas, voilà... Des gens qui sont morts, des déchirements familiaux, enfin des trucs... C'est beaucoup de négatif effectivement mais bon, on découvre des choses. Ça prend, on apprend, on prend du recul, on voit une certaine réalité que d'autres n'ont pas vécue.

4.4. RELATIONS AVEC LES VOISINS EN VILLE

4.4.1. L'importance des relations de voisinage

Outre certains lieux publics et événements ainsi que la vie associative dont nous avons parlé plus haut, les contacts sociaux avec les voisins occupent une place de premier plan dans les récits des participants sur leur vie sociale à Bruxelles.

Bon nombre de participants soulignent l'importance de bonnes relations de voisinage. C'est ce qui ressort tout d'abord de témoignages de Bruxellois qui ont peu de contacts avec leurs voisins – "à peine on se dit bonjour" et qui le déplorent. Une femme témoigne par exemple de ses efforts infructueux pour établir une relation avec ses voisins : "Le contact ne s'est jamais fait. Pourtant, on a essayé. Vraiment. En les invitant, en discutant avec eux. Le contact ne... ça ne passe pas". Dans un autre focus group, on entend un participant parler des contacts très limités qu'il a avec les autres locataires de son immeuble à appartements :

Non, ça fait un an que j'habite sur Woluwe-Saint-Lambert, ben, pour vous dire, je ne connais même pas la voisine qui habite juste à côté de moi, en un an je l'ai vu deux fois. Je connais même pas les habitants, parfois je vois des gens, je sais pas s'ils habitent là ou pas [...] J'aimerais bien, comme disait 'X' quand il y a aura une occasion pour faire connaissance, pour voir, pour savoir qui habite ici.

Dans un certain nombre de cas, des modèles explicatifs plus larges sont proposés à propos des raisons de l'absence de bonnes relations de voisinage. Les participants plus âgés, notamment, évoquent le **changement des traditions et des habitudes** qui provoquerait une moins grande cohésion dans les relations de voisinage. Plusieurs témoignages sont inspirés par une certaine nostalgie du 'Bruxelles de jadis' : "c'est fini ce temps-là". Une Bruxelloise pensionnée parle de la disparition des commerces de proximité et de la fonction sociale qu'ils exerçaient selon elle. Ces commerces, "de beenhouwer, de bakker, de groentewinkel" [...] "hingen aan elkaar" et étaient à ses yeux des lieux importants de contacts sociaux entre les habitants du quartier. Un autre participant prolonge cette idée en faisant remarquer "dat is er nu niet meer, het is de GB nu". On se réfère implicitement ici à la disparition d'une dimension humaine, qui est mise en liaison avec la diminution des contacts sociaux entre voisins. Dans un autre focus group, un témoignage semblable évoque non pas la taille humaine des commerces de quartier, mais plutôt des manières différentes de passer son temps à l'intérieur et à l'extérieur de la maison, en rue. Ces changements de comportement sont liés à la disparition de la "convivialité" entre habitants du quartier.

Le souhait et la plus-value de bons contacts avec les voisins transparaissent aussi dans des témoignages de participants qui ont des expériences positives sur ce plan-là. Ils émanent de personnes qui se trouvent dans **différentes situations de logement**. Dans un focus group avec des membres d'un comité de quartier de Neder-Over-Heembeek, un participant parle par exemple de ce qu'il perçoit comme le cadre de vie "très atypique" pour Bruxelles dans lequel il vit et qui se caractérise par un environnement paisible et à taille humaine, avec des relations très amicales entre voisins :

...une ambiance entre nous, ceux qui sont ici du quartier, qui est quand même plutôt petit village que ville [...] qu'on retrouve certainement pas, euh, dans toute la ville.

La spécificité de ce cadre de vie paisible est ensuite mise en liaison avec un sentiment de sécurité et de bonnes relations de voisinage. La tranquillité des rues procure un sentiment de sécurité, ce qui fait que les enfants jouent plus facilement dehors et se font des amis tandis que les parents parlent ensemble et établissent des relations de confiance :

A : Oui, c'est l'avantage de cette rue, c'est que depuis très tôt, dans la venelle, les enfants ont commencé à jouer ensemble, hein.

B: Et ça, c'est très important parce que les parents se parlent, les enfants vont l'un chez l'autre et c'est tout à fait différent...

On voit ici être mobilisée une image presque romantique d'une '**communauté**' (gemeinschaft - Tönnies, 1887) d'habitants du quartier, dans laquelle la cohabitation se fait dans le cadre de relations de cohésion. Le type de logement est parfois associé à la possibilité de créer une telle 'communauté' : habiter dans une rue calme avec des maisons plutôt que dans une rue animée avec des immeubles à appartements est considéré comme un levier. Ce témoignage fait par exemple implicitement appel à une image du 'quartier paisible de banlieue' :

A: Mon expérience, c'est que j'habite dans un quartier, tranquille, il y a... dans un endroit qu'il n'y a pas de bâtiment [...]. Nous faisons ensemble la journée des voisinages, on fait un barbecue tous ensemble. Donc j'ai trouvé une ambiance euh exceptionnelle. Je suis très contente. Peut-être que ça, c'est pour la différence entre vivre dans un bâtiment [...]

B: Moi aussi, on habite dans une petite rue où c'est tous des petites maisons, où les enfants jouent à l'extérieur.

Une vision en partie opposée, défendant une meilleure qualité des relations de voisinage dans des quartiers à forte densité de population, est mobilisée par certains participants. Une femme âgée se souvient par exemple des bonnes relations de voisinage de son enfance, quand elle habitait dans un immeuble à appartements à Saint-Gilles, et fait une réflexion sur le '**mode de vie dans une grande ville**', qu'elle juge positif et charmant : "j'adore ces quartiers où il y a justement plein de gens dans une maison qui est découpée en tous petits appartements".

Des personnes qui habitent dans un immeuble à appartements insistent également sur l'importance de bonnes relations de voisinage. Tout d'abord parce que cela entraîne une bonne ambiance dans le bâtiment : ça "crée des liens et ça vous met de bonne humeur". Le sentiment de sécurité est ici aussi considéré comme une plus-value importante de bonnes relations de voisinage :

Où je trouve que c'est important, c'est ça qui crée la confiance...alors tu te sens plus en sécurité parce que tu connais déjà. Si tu connais pas tu es sur ta méfiance, tu es toujours sur les gardes: qui est cette personne?

4.4.2. Bon voisinage

Plusieurs participants parlent de 'bon voisinage' pour décrire les bons contacts entre voisins. Mais qu'est-ce que cela signifie exactement pour eux ?

Au travers des différents focus groups, les participants qualifient le 'bon voisinage' en termes d'amabilité, de serviabilité et de solidarité. Nous approfondirons au chapitre 7 la relation entre bon voisinage et solidarité. Nous voulons surtout souligner ici l'importance que les participants attachent à un bon voisinage dans le cadre de leurs réseaux sociaux dans la ville.

Pour différents participants, un bon voisinage est effectivement une dimension cruciale du vivre-ensemble dans la ville. Cela signifie avant tout vivre les uns avec les autres dans une relation d'amabilité, qui commence par la convivialité quotidienne consistant à **se saluer aimablement** dans les couloirs ou en rue :

Les gens [...] sortent de leurs maisons, nous disent « bonjour ça va, vous allez bien, vous êtes la nouvelle voisine ». [...] Moi je me dis, ah c'est chouette, les gens me disent bonjour, « comment vous allez ». Pour Noël j'ai reçu une petite carte dans ma boîte aux lettres « Bienvenue dans notre rue, les nouveaux voisins.

Parfois, les relations de bon voisinage vont plus loin que les simples salutations, par exemple : “Ma voisine elle est ostéopathe, elle m'a pas fait payer ma première séance”. Un jeune homme raconte aussi comment la relation avec ses voisins a évolué, passant de salutations mutuelles à une relation intime de **confiance** et d'**entraide** :

Mais en tout cas, maintenant on se parle beaucoup plus facilement, avant on se disait juste bonjour, maintenant on dit, ah ça va, un tel, on se connaît plus, comment dire, plus intime on va dire, on se connaît, on connaît les prénoms de l'un et de l'autre, on connaît les enfants, voilà. Je trouve que c'est mieux, si maintenant quelqu'un a besoin de quelque chose il vient sonner chez nous.

Dans les différents focus groups, des Bruxellois donnent des exemples de ‘petits gestes’ d'entraide, de nature souvent pratique. Comme : “Bon si on a oublié un citron, on peut peut-être sonner chez le voisin ‘Vous n'avez pas un citron à me prêter?’”. D'autres participants évoquent des formes de soutien – “y'a de l'entraide par exemple, si tu vois quelqu'un qui a un problème, les gens se soutiennent en fait” – qui dépassent l'aspect purement pratique : “enfin bon ça va très loin, je sais que je peux compter sur eux, les autres sur moi”. Les relations de voisinage peuvent donc être perçues comme très fortes et prennent parfois une place cruciale dans le réseau social : “Tu trouves ton voisin avant ta famille qui vient t'aider [...] voilà, le voisin, il est là, il est là pour toi”. ‘Mieux vaut un bon voisin qu'un ami lointain’ est l'idée sous-jacente.

Il arrive que la notion de bon voisinage prenne explicitement un caractère socialement plus engagé, par exemple dans des témoignages sur la **solidarité intergénérationnelle** entre voisins :

Ce que je fais maintenant c'est aider différentes personnes pour les démarches administratives, poussez sur le un, poussez sur le deux, poussez sur le trois... Parce qu'elles sont âgées, elles sont noyées avec ça. Tous les problèmes informatiques, ils sont noyés avec ça. Donc, je leur viens en aide à ce niveau-là. Et on se rend compte quand je vais chez quelqu'un mais, ils ont un coup de téléphone d'une autre personne qui demande vous n'avez pas besoin de courses ou qu'est-ce que chose comme ça.

Dans d'autres cas, c'est la **dimension interculturelle** des relations de voisinage qui est mise en avant :

De toute façon dans la maison où je vis, [...] il y a des Marocains, il y a des Tunisiens, Turcs, c'est un mélange [...] Il faut vivre ensemble, alors mon principe

c'est de dire bonjour aux gens, je trouve que quand moi, quelqu'un me dit bonjour, que ce soit un étranger ou un belge, eh bien je suis contente, ça me fait du bien.

De telles références à la dimension interculturelle se retrouvent donc aussi dans des témoignages sur les relations de voisinage qui vont plus loin que 'l'amabilité'. Parfois, il s'agit de relations qui permettent de construire des liens interculturels : *"On va prendre le café, surtout les Marocains qui sont chez mon [...] et il y une Africaine qui vient chez moi prendre le thé et je vais chez elle, des choses comme ça"*.

De nombreux participants soulignent l'importance de la **fête de quartier** dans le contexte des bonnes relations de voisinage. Cette fête est souvent vécue comme une occasion de rassembler des voisins, par-delà les différentes cultures, nationalité et générations. Elle a pour eux un rôle à jouer à différents niveaux pour créer un sentiment de cohésion sociale parmi les habitants du quartier.

Tout d'abord, la fête de quartier fait apparaître la diversité du quartier : *"là, on a toutes les cuisines mélangées"* et *"on voit toutes les couleurs de peau, on entend toutes les langues"*. Elle fait aussi office de levier pour les contacts sociaux entre les habitants :

Et c'est extraordinaire parce que c'est le déclenchement la communication entre les gens et donc on a l'impression d'avoir créé un outil que tout le monde utilise plus facilement, avec lequel tout le monde parle facilement de son voisin.

Dans un autre focus group, un participant explique comment la fête annuelle de la rue favorise les contacts entre les anciens et nouveaux habitants :

Pour mieux se connaître et eux pour se présenter, voilà, pour dire : "Nous sommes les nouveaux ici, vous êtes les anciens" et avoir des contacts et je trouve que c'est bien, c'est important.

Enfin, selon les participants, la fête de quartier ne facilite pas seulement les contacts, mais aussi la solidarité entre les habitants :

C'est un morceau de rue, et là vraiment c'est incroyable parce que toutes les maisons sont fermées, on ne voit pas... « ah, mais c'est vous, vous habitez là et là » et c'est incroyable, on retrouve... « et si vous voulez... ah mais monsieur ne sait pas bien marcher, mais si vous voulez, je vais faire vos courses ». C'était extraordinaire et moi j'ai participé à ça quatre fois !

On entend cependant aussi quelques voix critiques sur la fonction sociale de la fête de quartier. Un premier argument est que ces fêtes se déroulent souvent dans un certain microcosme et que *"on n'arrive pas à mixer"*. On perçoit un argument similaire dans une deuxième voix critique. Pour ce participant, une fête de quartier est une occasion pour un quartier de se couper du reste de la ville : *"Tu te retrouves avec ton quartier, t'es quand même cloisonné"*.

Nous nous sommes concentrés dans ce chapitre sur la manière dont les participants perçoivent et comprennent leurs réseaux sociaux à Bruxelles, sur l'importance qu'ils y

attachent, sur les lieux de rencontre qu'ils identifient et sur la préférence qu'ils donnent ou non à des réseaux homogènes ou hétérogènes. La vie associative et les relations de voisinage sont apparues comme les principaux domaines où des réseaux sociaux se construisent. Au travers du chapitre, il est clairement apparu que l'espace (semi-)public n'était pas absent comme facteur facilitant la création de réseaux sociaux. Dans le chapitre suivant, nous allons analyser de manière plus approfondie la dynamique spécifique qui caractérise l'espace public dans la ville ainsi que les 'relations publiques' entre inconnus qui ont lieu dans le domaine public.

Chapitre 5.
Les relations en public :
urbanité, civilité, sécurité

Ce chapitre porte sur les représentations et mises en discours de l'espace urbain bruxellois dans sa dimension d'espace public, à savoir un **lieu de co-présence et d'interactions entre étrangers** (voir chapitre 1), mobilisant de la part des citoyens des 'compétences civiles' élémentaires qui, lorsqu'elles en viennent à faire défaut, occasionnent troubles, malaises, voire insécurité. Les Bruxellois rencontrés vivent-ils l'espace public comme un 'monde d'étrangers' (Lofland, 1973) ? Dans quelle mesure relient-ils leur vécu de l'espace public à des questions de civilité et de sécurité ?

Sur base de l'analyse des discours des participants, sept sections ont pu être dégagées afin d'aborder **les différentes expériences que les Bruxellois font des lieux publics**, avant de se pencher plus spécifiquement sur la question des causes du sentiment d'insécurité.

Partant du constat du peu de références explicites à 'l'espace public' en tant que thème dans les discours des participants, la section 1 détaille le fait que l'espace public constitue le décor de l'expérience urbaine, comme espace intermédiaire et secondaire, tandis que la section 2 se penche sur l'indifférence dans les relations entre inconnus qui constitue le 'fond' de la vie urbaine. La section 3 soulève le fait que l'espace public est en grande partie un lieu dédié aux circulations, ce qui est source de tensions entre les Bruxellois, mais aussi d'opportunités de rencontres et de sociabilités. La section 4 dessine les traits de l'urbanité qui se révèlent lors d'événements marquants à Bruxelles. La section 5 se penche sur les différentes épreuves que peut constituer l'espace urbain bruxellois pour les participants et interroge aussi l'influence jouée par le genre sur les rapports entre inconnus dans les espaces publics urbains. Enfin, les sections 6 et 7 se penchent respectivement sur l'articulation, dans le discours des participants à l'enquête, entre l'incivilité et l'insécurité (où commence l'une, ou s'arrête l'autre, et inversement), ainsi que sur la perception inégale de l'insécurité urbaine.

5.1. L'ESPACE PUBLIC COMME ESPACE INTERMÉDIAIRE ET SECONDAIRE

L'espace public est l'un des cinq domaines d'expérience de la cohésion sociale telle que définie par Ade Kearns et Ray Forrest (voir chapitre 1). Le dispositif d'enquête visait à recueillir les témoignages des participants sur leur vécu quotidien de Bruxelles. Malgré cela, le plus souvent, les participants aux focus groups eux-mêmes tendent à dévier de cette question pour raconter des anecdotes ou des événements qu'ils jugent plus marquants. Une grande partie des participants a ainsi tendu à dépasser la description des routines pour mettre en avant des éléments saillants et marquants du quotidien, des moments mémorables (qu'ils soient très positifs ou très négatifs), dont ils se rappellent et qui leur semblent particulièrement importants dans leur rapport à la ville. En effet, **l'espace public a été très rarement thématisé comme tel** dans les discussions et n'a pas été présenté comme une 'valeur' ou un 'bien' auquel les Bruxellois rencontrés tiendraient particulièrement, qui serait à sauvegarder à tout prix.

Interrogés sur 'leur Bruxelles', les participants font valoir prioritairement dans leurs témoignages **des espaces privés, communautaires ou de proximité**.

Le quartier dans lequel les Bruxellois vivent et ont leurs habitudes joue souvent un rôle central dans leur rapport à la ville (voir aussi chapitre 3). Une participante, âgée de 25 ans et travaillant pour l'Union européenne, reconnaît n'avoir que rarement des raisons de quitter le quartier européen : *"Well, I live right in Schuman. I live 50 meters from the European Commission, so I'm pretty much only in the expat bubble, I would say. I don't get out very much"*. Pour beaucoup, c'est le quartier qui constitue le lieu d'ancrage et de développement de relations multiples et riches : *"Ce sont des maisons, et la relation entre le voisinage qui sont Belges, il y a quelques-uns qui sont Italiens. Bon y a... mais la plupart sont Belges, c'est excellent"*. Un autre participant, vante lui le "miracle" de la bonne entente entre les vingt foyers et onze nationalités différentes qui cohabitent dans l'impasse où il vit, à Woluwe-Saint-Lambert, et dont l'apothéose se produit lors du "souper de la rue" annuel *"imaginé il y a trente ans"* (voir chapitre 4).

Les habitudes prises dans les différents espaces fréquentés par le citoyen, où il prend plaisir à retrouver par hasard des personnes connues, établissent progressivement les coordonnées d'une '**ville personnelle**'. Dans la mise en récit de leur rapport à Bruxelles, les participants tendent à parler de ces lieux qui leur sont - ou semblent - familiers, soit parce qu'ils font partie de leur quotidien soit parce que, sans les fréquenter, ils en ont une certaine image, relayée par les proches ou les médias.

D'un côté donc, **l'espace familier proche**, dont le citoyen fait l'expérience directe, quotidienne et continue, se déploie autour du lieu de résidence, de travail, de loisirs, etc. D'un autre côté, il y a ces espaces plus éloignés géographiquement mais qui sont également familiers, parce qu'ils sont associés à des événements vécus, à des images bien connues, ou régulièrement évoqués dans les médias. Ces points de repères peuvent se voir attribuer une valeur positive (comme la Grand-Place) ou négative (comme la rue d'Aerschot) ; il s'agit de lieux où l'on aime se rendre, ou d'endroits que l'on évite.

Notons que les **endroits présentés négativement dans le discours ont eux aussi souvent le caractère de la familiarité**, pour ceux qui en parlent. Même si on n'y va pas, on les 'connait' dans la mesure où on en entend souvent parler ; c'est le cas, par exemple, de la commune de Molenbeek, ou de "*certaines coins de Molenbeek*" évoqués par un grand nombre de participants sans plus de détail. Dans les récits des participants, on trouve en effet de nombreux discours décrivant la vie de tel ou tel quartier, confessant peu après dans la discussion ne s'y être rendu que très peu, voire pas du tout : *"Tout le monde dit que Molenbeek c'est pas la meilleure commune"*; *"in de Aarschotstraat rond middernacht zou ik mij toch niet zo veilig voelen"*.

De façon générale, les lieux à partir desquels se structurent les discours de participants à propos de 'leur Bruxelles' sont très familiers. L'espace public représente alors, par rapport à ces endroits bien connus, un **espace intermédiaire et secondaire**. Il est rarement considéré autrement que comme un espace dédié à la mobilité, lieu de passage et de circulation.

5.2. L'ESPACE PUBLIC COMME TOILE DE FOND DE L'EXPÉRIENCE URBAINE

Ainsi, si l'espace public d'une ville comme Bruxelles n'est pas thématiquement mis en avant dans le discours des nombreux Bruxellois rencontrés, c'est sans doute que, pour la plupart d'entre eux, il n'est ni un espace d'attachement (comme les espaces privés ou communautaires), ni un espace particulièrement problématique qui imposerait qu'on s'en soucie. Il est simplement 'là', comme une évidence, **un environnement pris pour allant de soi**.

L'attention aux autres citoyens qui circulent dans l'espace public varie en fonction des situations. **Cet environnement humain d'étrangers sans nom** peut devenir objet du discours des participants lorsqu'il se passe quelque chose. Il peut, par exemple, représenter tout à coup une source d'aide possible dont on a besoin, lorsqu'on est victime d'un accident ou d'une agression. Un participant raconte ainsi comment sa

compagne s'est fait taxer son téléphone en rue. Et là, y a 4-5 types qu'elle connaissait ni d'Eve ni d'Adam qui sont intervenus, qui ont couru après le gars qui a taxé son téléphone et ils l'ont rattrapé, ils l'ont chopé et ils lui ont donné le téléphone de ma compagne et le téléphone [du voleur].

Cet environnement humain représente une source de danger possible lorsqu'il est trop dense (phénomène de foules) ou, au contraire, lorsqu'il y a très peu de monde, la nuit en particulier, comme l'explique cet homme pensionné d'une soixantaine d'années :

Par contre, à partir de 8 h, 9 h, je me sens pas à l'aise. [...] Parce que le métro est vide, souvent les rames, il y a quelques gars comme ça, bon... voilà, et je sens par exemple, il y a des dames qui montent dans le métro, elles viennent près de moi. [...] Des dames âgées ou autres, viennent se mettre près de nous, ou près de moi, voilà, c'est qu'il y a quand même, il y a quelque chose.

Il devient parfois aussi **l'objet d'affects et d'émotions contrastés**. Ainsi, une personne se retrouvant au milieu des galeries Matongé, du marché des Abattoirs ou de la rue de Brabant est prise d'exaltation, de malaise ou d'exaspération selon qu'elle est disposée ou non à être plongée dans un environnement ethno-culturel marqué.

Il y a plein de cultures, des hommes qui se baladent en boubous africains, des rastas, des... des femmes voilées. Enfin voilà, donc y a... y a cette culture euh... enfin cette diversité qui apporte la couleur, les marchés, les habits. Donc ça, c'est super-vivant. Dans le tram aussi. Puis la... la couleur, pour moi, c'est aussi la... la diversité. Quand je m'assieds dans le tram dans certains quartiers, euh c'est l'impression de voyager, et ça, j'adore. C'est un aspect que j'adore de Bruxelles. [...] C'est l'occasion de rencontrer des personnes qu'on rencontre pas ailleurs, dans les transports en commun, à priori [...] d'autres communautés justement, enfin des gens d'autres origines, etc. Donc ça, c'est chouette, c'est plutôt... Moi j'aime bien ça encore, entendre les langues autour de moi, les visages tellement différents... Enfin voilà, ça, c'est... c'est très chouette, ça, dans les transports en commun.

De manière plus structurelle, un rapport confiant et indifférent à l'espace public dépend des conditions de 'paix civile' régnant dans la ville en question. À Bruxelles, cela ne peut qu'entrer en résonance avec 'les attentats', présents en filigrane dans les discours des participants à l'enquête.

Les participants aux focus groups semblent s'habituer à vivre avec le risque d'attentats à venir, certains déclarant avoir adapté sensiblement leur style de vie ou leur mode de rapports aux autres, d'autres expliquant vouloir résister à cette tendance à vivre en fonction de la méfiance et de la peur. Ainsi, par exemple, une participante à l'enquête d'une vingtaine d'années explique que, depuis les attentats, elle a modifié son comportement dans les transports en commun : *"quand il y a du monde je change de wagon, je pars de l'autre côté"*. Il en va de même pour un autre participant : *"Mais en question d'attentat franchement j'essaye toujours d'éviter. Par exemple, si je monte dans le métro c'est toujours soit tout à la fin ou soit début"*. Ce genre de discours est assez récurrent parmi les participants. D'autres, plus rares néanmoins, confessent même avoir simplement arrêté de prendre les transports en commun. Ainsi, par exemple, ce participant de nationalité indienne explique hésiter à prendre les transports en commun depuis les attaques : *"before, I was not afraid to travel in the buses, or maybe take a tram. Now I hesitate because of all the problems that are going on in the city"*.

Si ces événements négatifs ont abîmé l'expérience quotidienne que certains Bruxellois ont de la ville, ils ne sont pas les seuls. Des dégradations tenant à l'environnement naturel et à l'environnement bâti, le développement progressif de la saleté, de la "crasse", l'atmosphère de crise économique et commerciale ressentie dans certains quartiers, tous ces éléments transforment la **tonalité d'ensemble de cet arrière-plan** de la vie sociale à Bruxelles. De 'neutre', cette toile de fond se fait, pour certains participants et dans certaines zones de Bruxelles, **'grise' ou 'noire'**. Bruxelles représente alors une épreuve, et ce de manière continue et permanente (voir section 5.5.). Il en va particulièrement ainsi pour certains participants, âgés ou handicapés, qui éprouvent des difficultés à se déplacer, les passages dans les espaces publics extérieurs pouvant représenter un effort pénible continu, comme en témoigne cette participante, opposée à l'élargissement du piétonnier du centre-ville :

J'ai une voiture, j'ai un scooter électrique et j'ai une chaise roulante comme celle-ci mais moi je ne sais pas l'actionner, j'ai besoin de quelqu'un pour me pousser parce que j'ai autant mal aux épaules, aux poignets qu'aux jambes donc... Euh... Mon scooter électrique il fait quelques kilomètres mais je ne sais pas aller dans le centre-ville avec... Circuler dans le centre-ville et revenir, sans tomber en panne de batterie [Rires]...Et euh... Mettre le scooter dans la voiture et trouver une double-place pour me parquer et sortir mon scooter c'est impossible, or pour moi le centre-ville c'est vraiment quelque chose de très important.

À l'inverse, certains peuvent avoir un rapport particulièrement favorable à l'environnement urbain et **'voir la ville en rose'** : c'est, de manière générale, que la ville est source d'émotions, de surprises positives, d'émerveillements. Les petits enfants sont ainsi particulièrement susceptibles de s'émerveiller devant un chantier envahissant une rue ou au passage d'une voiture de police ou d'une ambulance sirènes hurlantes. Ils peuvent également nouer plus facilement des contacts, avec moins

d'appréhension que les adultes, ce qui permet aux parents de rencontrer d'autres Bruxellois dans les espaces publics tels que les parcs, places, etc., comme le souligne une participante : *“je trouve que c'est chouette, les enfants ils jouent, ils ne sont pas encore formatés”*. Certains adultes peuvent également voir la ville sous un jour plus positif que d'autres, avec une propension à l'émerveillement plus importante. Il en va ainsi pour une jeune participante qui explique que *“à chaque fois que je suis dans le tram, j'ai la banane comme ça quoi. Trop contente quoi, j'adore”*, ou pour ce participant, nouvellement arrivé à Bruxelles, qui s'enthousiasme des multiples possibilités d'interagir avec des gens dans la ville : *“En ce qui concerne la vie à Bruxelles, tout est facile. Tu peux communiquer avec tout le monde, et tu peux toujours trouver quelqu'un pour t'aider”*.

5.3. L'ESPACE PUBLIC COMME ESPACE DE CIRCULATION

L'espace public, approché à travers le discours des Bruxellois, laisse donc le plus souvent indifférent. Sauf lorsqu'il s'agit des **péripéties liées à la mobilité urbaine**. Il devient même ici un obstacle, source de stress et de frustrations. La situation actuelle du grand piétonnier bruxellois (aménagé de façon temporaire et en travaux) est assez parlante sur ce point : l'ouverture d'un grand espace public de circulation piétonne ne représente, pour un grand nombre d'utilisateurs (en particulier automobilistes), rien d'autre qu'un gros obstacle pénible à contourner. Cette participante le souligne avec force :

J'utilise beaucoup la voiture pour mes trajets professionnels [...] Euh et donc je suis beaucoup dans ma voiture. Pour moi ma voiture c'est vraiment ma liberté [...] les piétons, dans certaines villes en France notamment, il y a [...] des petites navettes électriques pour transporter les gens qui le souhaitent peuvent aller à pied, à vélo, enfin je veux dire c'est prévu pour... voilà... Pour faire ça. On peut un peu marcher mais quand vous avez tout un chariot de courses, là je ne sais plus...

Il faut rappeler que pour une part importante des usagers de la ville, l'expérience faite de l'espace public bruxellois se limite en grande partie aux **déplacements automobiles**. Le rapport à l'espace public et aux autres Bruxellois se fait alors par la médiation de la 'bulle' qu'est l'habitacle de la voiture, dans le contexte d'une concurrence individuelle pour la mobilité. Il est ainsi possible pour les usagers de la ville, non seulement de se montrer indifférent vis-à-vis de l'espace public, mais aussi de le tenir activement à distance, de le neutraliser : une personne peut quitter un espace privé (le garage de son domicile) pour se rendre vers un autre espace privé (le garage de son lieu de travail) sans quitter l'habitacle de son véhicule et ainsi éviter tout rapport direct à l'espace public.

L'espace public urbain bruxellois est donc très souvent vécu, par les participants aux focus groups, par le biais du trafic. C'est le cas pour les automobilistes mais aussi pour les piétons, les cyclistes et les autres usagers qui subissent la présence massive de la voiture. L'espace public, pour ces autres utilisateurs, est aussi souvent limité aux **infrastructures de mobilité**, qui ont des effets directs, tant négatifs que positifs sur leur vécu de Bruxelles (aménagement ou marquage des routes qui crée des conflits entre usagers s'il

est défaillant, ou augmente la sécurité routière s'il est adapté, éclairage qui peut augmenter le sentiment de sécurité le soir, ou insécuriser s'il est défaillant...), et aux transports en commun : gares, métro, tram et bus. Ces derniers se révèlent pour certains être des lieux d'expériences conviviales ou de belles rencontres, comme pour ce participant : "soms kun je heel vertederende conversaties voeren met iemand die je nog nooit gezien hebt". Les infrastructures de mobilité pouvant alors jouer le rôle des lieux d'une 'convivialité quotidienne' (voir chapitre 4), à la manière des marchés, des parcs, des cafés ou des événements publics (festifs, culturels...) qui rassemblent les Bruxellois par-delà leurs différences. L'attitude et l'envie d'initier des contacts que peut avoir une personne joue un grand rôle en la matière, et peut amener les autres Bruxellois à se mettre dans une disposition différente, plus ouverte et conviviale, comme l'explique ce participant :

Moi je trouve que ça va quand je monte dans le bus etc., en fait ce que j'aime bien à Bruxelles c'est que je ressens pas vraiment ce qu'il ressent parce que quand, je vais dire une personne âgée, sans même discuter ou parler moi la première chose que je fais c'est de lancer un sourire et généralement c'est contagieux et donc on me renvoie le sourire, et ça fait plusieurs fois en tout cas du fait que je souris avec les gens et qu'ils me renvoient le sourire. Et surtout avec les vieilles aussi de temps en temps elles me répondent avec le sourire, de temps en temps elles sont même étonnées.

Cependant, les transports en commun sont aussi vécus à d'autres moments, ou pour d'autres participants, sur un mode allant de l'indifférence à l'irritation. La tentation est grande, pour les usagers des transports en commun, de **nier l'espace public autour d'eux**, de le neutraliser sur le plan sensible, en se plongeant dans leur téléphone portable et leurs écouteurs, comme principal champ de vision et principale source sonore. Si certains participants attribuent cette mise en retrait aux jeunes, comme cette participante, âgée de quatre-vingt ans : "[The young people] are too busy on their phones", d'autres cherchent la raison du côté de l'état d'esprit dans lequel se trouve l'utilisateur du métro, qui influence l'ouverture ou la fermeture vis-à-vis du monde environnant.

On y est tendu parce qu'on doit aller bosser, et je pense qu'il y a ça aussi qui fait que dans le métro c'est peut-être une ambiance un peu plus particulière. [...] On utilise le métro pour aller quelque part, on a peut-être pas forcément envie d'y aller. [...] J'ai déjà pris des bus ou des métros avec des étudiants qui reviennent de soirée ou qui y vont, eux ils sont super-contents, c'est clair quoi, donc je pense que c'est juste heu... l'état d'esprit dans lequel on est.

C'est également le constat de cette participante d'une cinquantaine d'années qui habite à Uccle :

Je lis, je reconnais que je mets ma musique parce que je ne supporte plus les gens qui parlent très fort dans le tram, enfin tout ça c'est vrai que c'est désagréable, ça. Donc moi je mets ma musique ou j'écoute des poèmes ou je fais des choses comme ça, c'est vrai je reconnais je suis dans ma bulle, je parle pas aux gens et j'ai pas envie de parler aux gens, je suis très bien dans mon coin [rire], toute seule, le tram il est là pour ça.

Il faut noter cependant que cette inattention de la part de chacun aux activités d'autrui peut être perçue de manière très positive par certains participants. Ainsi, des Roms venus de Bulgarie y voient un gage de tolérance vis-à-vis de la différence, notamment en ce qui concerne l'usage de langues étrangères dans le métro :

Et pour ça que quand je suis venu ici par exemple dans le métro, je rentre dans le métro, j'ai entendu beaucoup de langues, mais il n'y a personne qui fait des remarques. En même temps, j'étais dans la capitale en Bulgarie avec une amie, on est rentré dans le métro, on a commencé de parler en Romanaise notre langue maternelle donc il y a des gens qui commençait de nous regarder un peu bizarrement et de dire ici c'est Bulgarie on doit parler bulgare. Ici à Bruxelles on ne le sent pas, on peut utiliser notre langue maternelle.

5.4. L'URBANITÉ COMME ÉVÉNEMENT

Dans leur globalité, les focus groups permettent d'avancer que l'urbanité, comme ensemble de qualités requises pour faire société dans la ville, se développe sur des temporalités contrastées (à la fois continues et événementielles). Jusqu'à présent, nous avons abordé les temporalités continues : l'urbanité signifie alors ce rapport quotidien et routinier à l'espace public et aux étrangers qui le peuplent. Ce rapport fait de 'tolérance cosmopolite' et 'd'indifférence polie' est caractérisé par des relations qui ne vont pas sans stimulations désagréables, qui obligent à prendre sur soi, à détourner le regard, et qui concourent à la formation d'une 'attitude blasée' consubstantielle à l'expérience citadine (Simmel, 1904).

Toutefois, les relations en public et l'expérience que les participants en font connaissent aussi leurs moments forts, à **travers des événements**. Leurs discours sur leurs expériences de Bruxelles permettent ainsi de distinguer des 'événements cérémoniels' et des 'événements disruptifs' (Gonzalez et Kaufmann, 2017).

Les événements cérémoniels sont des événements prévus et organisés (ou en tout cas anticipés) en vue de la **célébration du vivre-ensemble** et de l'être-ensemble : de la Fête des voisins à la Fête nationale, en passant par une victoire des Diables rouges ou encore la journée sans voiture qui constitue un événement valorisé dans les discours des participants (voir aussi chapitre 4). Par exemple, un participant estime que la Fête des voisins de son quartier permet de rassembler les gens : "on voit toutes les couleurs de peau, on entend toutes les langues et là peut-être, voilà, on est tous concernés". Cette participante issue de l'immigration espagnole partage son enthousiasme :

Nous faisons ensemble la journée des voisinages, on fait une barbecue tous ensemble. Donc j'ai trouvé une ambiance euh exceptionnelle. Je suis très contente. Peut-être que ça, c'est pour la différence entre vivre dans un bâtiment, et avec une... Mais je suis très contente, j'ai été bien accueillie pour tout le... le... tous les voisins qui sont la plupart euh Français. Qui est venue, je me présente « tatatata », y avait une magnifique euh accueil... euh accueil pour moi.

Pour cette autre participante boitsfortoise, le Brussels Summer Festival, qu'elle a redécouvert après avoir "pas mal voyagé ces dernières années", a un "aspect bon enfant, bonne franquette [...] on était tous là, souriants, avec une petite bière, tous gentils, vraiment... enfin, bonne ambiance".

Les événements disruptifs sont des événements imprévus, inopinés, des **fulgurances du vivre-ensemble** qui vont trancher sur ce fond de coprésence indifférente qui constitue la trame ordinaire de notre vie sociale urbaine.

J'utilise le vélo pour me déplacer en ville et [...] on se retrouve tous les vélos aux feux rouges et, en général, on se fait un petit coucou : « ça va, oui, galère aujourd'hui ? Oui », « J'ai failli me faire écraser là-bas », « Ouh, c'est la drache, courage ! ». C'est vrai qu'il y a forcément une plus grande convivialité que dans une BMW avec une personne dedans, aux feux rouges les uns derrière les autres, c'est certain. Donc il y a de la place pour la vie alternative, une convivialité qui s'ensuit.

Ces événements peuvent tenir à la perception particulière d'un citadin, qui peut soudain s'émouvoir de l'ambiance favorable d'une journée d'été ensoleillée sur la place Flagey : des groupes d'enfants de toutes couleurs et origines qui jouent en riant dans les fontaines, des attroupements de jeunes assis en rond, de groupes d'adultes très divers qui discutent tranquillement sur les bancs entourant la place... Ces émotions sociales favorables fonctionnent ici comme une prise de conscience qui alimente ou ravive le plaisir de vivre en ville parmi les autres.

Alors moi, c'est une fois à la foire, on était là, j'étais avec une amie, on se baladait [tranquillement] à la foire avec mon ami et puis, il y a deux femmes qui étaient là avec leurs enfants, enfin, deux femmes âgées un peu et elles chantaient, elles chantaient mais je sais pas s'il y avait de la musique ou quoi, elles commençaient à danser mais c'était trop marrant, elles nous ont pris, on a commencé à danser avec eux, mais c'était juste trop marrant !

Devant ces moments du vivre en ville où les astres s'alignent, ces émotions favorables et les prises de conscience qui les accompagnent peuvent aussi être collectives : les personnes présentes sur les lieux se rendent plus disponibles qu'à l'habitude et s'expriment mutuellement, par un visage plus ouvert ou souriant qu'à l'habitude, le plaisir qu'elles ressentent à être ensemble ou la signification forte qu'a pour elles cette situation.

Ces événements à travers lesquels les meilleurs aspects de l'urbanité se révèlent donnent à voir la collectivité, le 'commun', tant dans des situations qui rassemblent de larges groupes de Bruxellois, que lors de micro-interactions, lors de **rencontres inopinées et surprenantes entre deux personnes étrangères l'une à l'autre**. Il en va ainsi d'un grand nombre de situations décrites par des participants aux focus groups : un moment d'entraide et de solidarité entre passants, une conversation agréable avec un chauffeur de taxi le temps d'une course, une partie de mini-foot improvisée entre jeunes d'origines sociales et culturelles très contrastées, etc. Le témoignage de cette jeune institutrice bruxelloise illustre parfaitement ce type de rencontres :

Je suis tombée dans les pommes dans le tram. Et effectivement avec le recul je me suis dit il aurait pu m'arriver plein de choses, enfin voilà et non il y a quelqu'un qui m'a dit, vous devez aller où ? Il est descendu du tram avec moi, il m'a dit maintenant vous allez boire un café, vous continuez pas votre chemin – parce que moi je dois prendre le train, je dois prendre le train –, il m'a dit non, vous allez pas prendre le train, vous allez boire un café, il a pris mon sac, mais pas pour le prendre, enfin, voilà, pour m'aider, pas pour heu... Pas pour se barrer avec [rires] et donc effectivement ben voilà y a comme ça un contraste entre on va tous se faire agresser un jour et en fait heu il y a des gens sympas partout quoi enfin.

Ces petits et grands moments vécus de belles rencontres entre plusieurs Bruxellois, inconnus qui apprennent à se connaître l'espace d'un instant, peuvent avoir des effets à plus long terme pour les habitants qui les vivent qui pourront alors voir évoluer leur regard sur Bruxelles, ou y repenser, donner à leur vécu de la ville une dimension positive soutenue par ce souvenir, comme l'ont souligné plusieurs participants.

5.5. LES RELATIONS EN PUBLIC COMME ÉPREUVE

Parmi ces 'événements disruptifs' évoqués par les participants, qui rompent avec l'indifférence ambiante et qui attirent l'attention des citoyens bruxellois sur les conditions du vivre-ensemble-en-ville, tous n'ont pas été décrits comme agréables ou positifs, loin s'en faut. Au quotidien, ces 'ruptures' dans l'expérience sont en effet souvent le fait d'interactions et de **situations troubles, problématiques**, qui mettent parfois le vivre-ensemble à rude épreuve.

L'analyse conduite à partir des témoignages des participants permet de distinguer différentes modalités des relations en public qui peuvent constituer autant d'épreuves, susceptibles d'être subies par les citoyens et de devenir sources d'expériences négatives, parfois marquantes sur le long terme. Trois sous-sections permettront de rendre compte d'une diversité d'expériences et de types de relations vécues à Bruxelles : d'abord ce qui relève du désagrément ou de la réprobation, puis les liens qui existent entre le risque, la menace et la violence. Enfin, l'influence spécifique du genre sera démontrée.

5.5.1. Désagrément et désapprobation

Les participants ont évoqué des utilisateurs de l'espace urbain dont la seule présence dérange et dont la compagnie est évitée. Il peut s'agir de personnes visiblement SDF (voir chapitre 7), de personnes (susceptibles d'être) atteintes de troubles de santé mentale, de celles montrant des difformités physiques, d'autres ayant une odeur forte, de personnes extravagantes dans leur allure ou leur habillement, etc.

Je suis plus stressé avec le transport en commun, parce que c'est... c'est vrai qui... comme il a plein de gens, il a des problèmes aussi par rapport... Tu montes dans le bus, parfois les gens... Voilà, il y a des gens qui ont des problèmes, c'est pas... Qui dorment dans la rue. C'est pas que je suis mauvais des gens, mais parfois, ça

sent... ça pue en fait, et en plus, tu vois, c'est comme... Tu t'es levé, tu prends une douche ou... tu passes... tu passes un parfum... Et quand tu arrives dans le travail, tu es déjà sale, tu vois...

Les Bruxellois interrogés ont également évoqué les désagréments causés par **des groupes** (d'adolescents, d'hommes,...). Pour les participants qui reconnaissent, ou revendiquent, leur attitude raciste, ce peuvent également être des individus ou des groupes d'une autre appartenance ethnique et culturelle comme, par exemple, des Roms, dont la présence dans les espaces publics urbains provoque chez eux un sentiment de répulsion.

Les épreuves vécues lors de rencontres en public débutent à ce premier niveau, celui du désagrément, où s'expriment des affects négatifs, provoqués par la perception d'éléments qui bousculent les conditions de possibilité d'un vivre-ensemble confiant.

Y'a un hôpital psychiatrique juste en face de ma maison... [...] j'étais à l'arrêt de bus et ils sont venus chez moi pour me demander une pièce de 20 centimes. J'ai dit que j'avais pas et j'ai couru... le truc parce qu'ils me couraient derrière [rires]. Après, j'ai été à l'arrêt juste en face pour demander de l'aide, et c'était aussi un fou [...] alors je suis repartie à la maison parce que c'est juste près de chez moi [rires]. Je comprends pas pourquoi si ils sont comme ça, ils les laissent sortir moi, je comprends pas, franchement...

C'est en effet à partir de signes élémentaires tels que l'allure, la couleur de peau, l'odeur, le regard de quelqu'un que les Bruxellois naviguent dans l'espace public, se rendant inaccessibles à telle ou telle personne, contournant telle autre, traversant le trottoir pour éviter tel groupe, etc. Les perceptions d'autrui sont aussi immédiatement des évaluations et **les citoyens réagissent énergiquement** (par l'action plutôt que par la pensée) aux évaluations négatives : en s'éloignant, se détournant, en se fermant, etc. Ces évaluations négatives **dépendent directement de la normalité ou de l'anormalité des apparences** montrées par une personne à l'intérieur d'une situation donnée (Goffman, 1973). C'est l'anormalité, le désagrément qu'elle suscite ou qu'elle promet, plutôt que la conduite répréhensible à proprement parler, qui constitue le premier type d'épreuves auxquelles les rencontres en public soumettent les citoyens (Berger, 2015).

La rencontre de personnes (probablement) psychotiques ou schizophrènes dans les espaces urbains illustre clairement cette différence : même si elles ne font "rien de mal" sur le plan moral, l'inintelligibilité de leur propos ou de leur conduite peut conduire à des situations de malaise ou d'embarras, provoquant une perte de repères et une crainte de ce qui pourrait arriver ensuite.

Le corps à corps avec la grande pauvreté peut lui aussi provoquer des expériences particulièrement désagréables que les citoyens cherchent à éviter : des expériences négatives où peuvent se mélanger sentiments de pitié, de compassion et des réactions sensorielles de dégoût, notamment devant l'hygiène et l'odeur d'une personne. Chacun essaie de composer tant bien que mal avec ces situations et pourra réagir différemment à cette épreuve du vivre-ensemble. Un participant se demande ainsi que faire lorsqu'il est confronté à de telles situations : "parfois discuter, le langage, est impossible pour avoir déjà

essayé et, parfois, plusieurs fois, ça se passe très bien mais... À part parler, je trouve que... on est un peu démunis face à la détresse de ces gens-là”.

Bien entendu, les désagréments qui font du vivre-ensemble-en-ville une épreuve ont aussi à voir avec le sentiment qu’a la personne de **se trouver plongée dans un environnement immoral** où les étrangers qui l’entourent transgressent régulièrement des règles de conduite vis-à-vis des autres (civilité) ou vis-à-vis d’eux-mêmes (dignité) qu’elle estime, elle, le plus souvent respecter.

Je n’ai vraiment aucun problème d’amabilité avec les personnes en direct, par contre, y a un côté noir quand même, c’est les gens qu’on ne voit pas, et qui font régner une crasse, mais vraiment pas possible, mais vraiment pas possible, c’est-à-dire y a une casserole de spaghetti renversée au milieu du trottoir, y a des crottes de chien, euh y a euh dans mes bacs à plantes... c’est plein de... de cannettes vides... [...] ça, c’est vraiment désagréable, mais c’est pas les gens qu’on voit, c’est des choses qui se passent, je ne sais pas quand, la nuit peut-être. Ça, les tags, euh les voitures griffées tout du long. Et donc y a ce mélange euh vraiment étrange de comportements sympathiques, et de ce qu’on appelle maintenant poliment les incivilités, euh, et qui sont très fréquentes hein. Pour moi, c’est au quotidien les saloperies dans les bacs à plantes et les autres désagréments. Donc c’est étrange, parce que, en même temps, y a un côté extrêmement sympathique, et un autre extrêmement mal élevé, on va dire.

Notons que ces évaluations morales sont sans doute déjà à l’œuvre dans les situations de ‘présences désagréables’ décrites précédemment, en tant qu’attentes et anticipations. Ainsi, la présence de l’autre peut être désagréable dans la mesure où le citoyen “s’attend à ce que” ce type de personne se conduise “mal” avec lui ; les apparences ‘promettent’ en quelque sorte la transgression des civilités. Le chapitre 7 de ce rapport traite plus spécifiquement du rapport à la figure du sans-abri dans l’espace urbain, ainsi perçu par de nombreux participants à l’enquête.

Il faut ici s’intéresser à la question des ‘incivilités’ (les participants ont souligné entre autres des déchets jetés à même le sol, des ordures ou encombrants abandonnés hors des moments et des lieux de collecte, des déjections canines, des nuisances sonores, des crachats, de l’urine et des excréments, des dégradations volontaires...), aux effets qu’elles ont sur les Bruxellois et à leurs façons d’y réagir.

Certains actes ou événements ont des effets directs, provoquent spécifiquement le malaise ou la peur et, ce faisant, marquent pour des raisons particulières (tel comportement particulièrement répugnant, scandaleux, etc.), les participants qui le racontent. C’est le cas de “these girls you know, drunk and all that” qui “will get into the tram and it makes you scared” ou de cette vieille dame, qui un jour, devant une participante interloquée “prend un pigeon [vivant] et [...] le met dans son sac”.

D’autres expériences de l’incivilité trouvent leur source dans l’accumulation des actes incivils qui concourent à transformer en profondeur et sur la durée une rue, un quartier ou une ville et à renforcer un sentiment d’insécurité. Les participants parlent alors plus généralement de ‘la saleté’, de ‘la crasse’, du ‘délabrement’, etc. qui donnent forme à des ‘effets diffus’ des incivilités.

I think also it's connected with this question of dirtiness, you know? Because just when you walk and it's dirty, you think "Oh no, what kind of people are living here? And then you are afraid a bit." If you come to a nice clean street, beautiful houses which are well-maintained, then that's already something else, so you think "Okay, it's a nice and safe neighborhood."

La somme de ces expériences modèle une atmosphère générale défavorable et constitue un fond, un arrière-plan négatif donnant l'impression que la vie en ville est indissociable de formes de malaise et d'immoralité, comme on peut le voir dans ces extraits :

Je rejoins Carine c'est que parfois j'étouffe ici, je trouve que c'est très pollué. La ville, je la trouve sale, donc c'est-à-dire, parfois je sors de chez moi je n'ai pas de confort d'être dans la ville ;

C'est un truc qu'on vit tous les jours. Tu sors de chez toi, c'est sale ! Normalement quand tu sors de chez toi ça devrait être propre. Normalement ça doit être propre.

Y a aucune infrastructure, y a pas de maison de jeunes, y a pas de... Y'a rien. Alors ils se rassemblent ici sur la place, et quel... Bon... Ils vont commencer à rigoler, jusque 11 heures du soir. T'as les petits vieux qui... Qui dorment... Qui veulent dormir, qui n'arriveront pas à dormir. Et puis au matin, ils vont s'en aller, et y aura des cannettes qui vont traîner, des trucs comme ça. C'est pas une insécurité, ça se rapproche plus de la nuisance...

5.5.2. Risques, menaces et violences

Everywhere you go, you have to pay attention. You don't have to be afraid. If you are afraid you won't go out anywhere. But if you pay attention when you go out, it is safer. [...] [an aggression] can happen everywhere.

Cette attitude vigilante dans l'espace public provoque chez certains participants un sentiment de méfiance à l'égard de concitadins sur base de leur apparence, allure ou démarche. Ainsi, une participante de trente ans raconte comment, lors d'une crevaïson "en bas de la gare du Midi", aux alentours de "minuit", elle appelle son copain qui "était en panique totale". "J'ai eu une bande de gars, je sais pas s'ils étaient Marocains, mais ils étaient pas tout à fait Belges. Au début, j'ai eu peur, mais ils m'ont remis mon pneu".

Une autre participante, la quarantaine, musulmane, explique également comme une certaine apparence, une allure, de certaines "jeunes" la conduit régulièrement à craindre l'agression ou le vol. Elle remarque que le contexte joue énormément. En effet, certains de ses proches, qui ont une apparence semblable, ne l'inquiètent évidemment pas.

...quand je vois des groupes aussi, quand je vois un jeune qui vient derrière ma voiture, j'ai peur aussi [...], je me sens plus coupable d'avoir ces comportements-là, parce que je me dis, mais enfin, ça pourrait être mon petit frère, ou mon neveu, etc.

Et j'ai peur de... puisque j'entends aussi beaucoup de choses, malheureusement.

Comme le met en évidence cette participante, âgée d'une vingtaine d'années, dans de telles situations, où tout semble aller très vite, les émotions jouent aussi un rôle essentiel, tant elles sont mises à l'épreuve tout en nourrissant simultanément l'inquiétude ressentie, qui va souvent crescendo :

...en face de l'abattoir, j'allais à un mariage donc j'étais en robe. Mais il y a une camionnette blanche qui s'est arrêtée devant moi et la porte s'est ouverte. Mais j'ai commencé à paranoïer, je me suis dit « on va m'enlever, on va...

Le citoyen peut se retrouver diminué voire paralysé par la peur ou est amené à réagir de manière impulsive, dans l'instant, pour se protéger, éviter le risque perçu ou pressenti (par exemple contourner un groupe de jeunes bruyant, changer de trottoir pour éviter un homme à l'allure menaçante, etc.).

La survenue des attentats influence ces perceptions, les types de menaces craints et les indices à partir desquels les personnes commencent à se dire qu'il y a un risque (voir également chapitre 6). Ainsi, certains participants expliquent par exemple que "maintenant j'ai peur quand je vois des hommes barbus et tout avec des chapeaux" ou qu'ils craignent d'être victime d'un attentat : "après ce qui s'est passé, j'ai été au cinéma et j'étais vraiment pas à l'aise, je regardais vraiment les deux sorties : « est-ce qu'il y a quelqu'un [sous-entendu : un terroriste] qui va rentrer ? »". Si les Bruxellois ont évalué différemment ce qui leur semblait menaçant suite à ces événements, percevant autrement des signes liés entre autres à l'appartenance (supposée) à un groupe ethnique ou à une religion, un certain nombre d'entre eux ont ressenti le fait d'être ainsi perçus comme des dangers potentiels. Un participant "d'origine maghrébine", ayant toujours habité à Bruxelles, explique comment

après les attentats [...] je sens un regard, il y a une différence, quand je prends le métro par exemple, et je vois les regards, ce n'est pas pareil qu'il y a un an et demi, deux ans [...] les gens mettent tous les Maghrébins dans le même sac, et pensent qu'ils sont tous les mêmes.

Une autre, parlant du racisme, estime également que, depuis ces événements, "il y en a encore un peu plus [...]. Par exemple, maintenant quand une personne barbue rentre dans le métro ou dans le tram, tout le monde se fixe sur lui, il y en a qui descendent dans l'arrêt prochain, il y en a qui changent de tram".

Lorsque la menace (anticipée ou non) s'est concrétisée et qu'un participant a vécu une agression ou a été victime de violences, personnellement ou de façon indirecte (si un de ses proches a été touché, par exemple), sa relation à la ville et le degré de confiance qu'il y place s'en trouvent souvent fortement et durablement marqués. Une participante raconte comment, alors qu'elle était dans le tram, il y a plusieurs années, "quelqu'un est rentré et a arraché mon sac, j'étais bien habillée, bien fermée mais il a arraché. [...] Après ça j'avais toujours peur, quand je rentre mon sac est devant moi". Ce vol influence donc encore aujourd'hui son rapport à la ville, plus craintif qu'auparavant.

L'agression violente influence d'autant plus la perception de la ville qu'elle est marquée dans la chair, que le corps en garde comme le souvenir. Un autre participant,

ancien chauffeur routier, a “ vécu quand même plusieurs agressions dont une qui a failli être fatale, ils étaient à 20 à me taper dessus avec des barres de fer [...] C’est quand j’avais 23 ans, heureusement, je sortais d’un club de gym, à l’époque, j’étais costaud, ça m’a sauvé la vie”. Lorsqu’il décrit sa vision de Bruxelles, il évoque l’insécurité et raconte cette scène, d’une violence rare, qui occupe encore une place importante dans son esprit, vingt ans après.

Lorsque la violence touche un proche, elle peut être vécue par procuration, l’anxiété et la peur pouvant être aussi importantes et structurantes que si l’expérience avait été vécue directement. Ainsi, ce cadre d’entreprise de confession juive explique que

il y a un an, mon fils, qui était dans un restaurant dans le centre-ville près de la Grand-Place, s’est fait agresser de façon assez sérieuse, un peu après minuit, en allant chercher sa voiture etc. J’ai reçu un coup de fil de la police pour venir le chercher parce qu’il était en état de choc suite à cette agression, et ce qui a été tout à fait édifiant c’est quand je suis arrivé au commissariat central de Bruxelles, le commissaire qui nous a reçus nous a dit et a dit à mon fils : « un bon conseil mon ami. Ne venez plus à Bruxelles, c’est trop dangereux ».

Cette agression violente subie par son fils l’invite à la prudence – d’autant plus qu’un policier a confirmé ou accru l’inquiétude générée par cet événement. Cette violence par procuration semble avoir sur ceux qui la ressentent un effet comparable à la violence directement subie, influençant leur rapport à la ville, leur crainte de certaines figures et groupes sociaux, voire augmentant drastiquement leur vigilance et leur inquiétude, pouvant mener jusqu’à la décision d’éviter (autant que possible ou définitivement) Bruxelles.

Forme de violence brute et indiscriminée par excellence, les attentats reproduisent une même logique : ils touchent à la fois les Bruxellois parce qu’un grand nombre d’entre eux connaît un ami d’un proche (d’un membre de sa famille) touché directement par cet événement, et parce qu’ils marquent les lieux publics, redéfinissent la mémoire des espaces détruits, laissant des séquelles par-delà les rénovations rapidement entreprises.

5.5.3. Influence du genre

Comme en ont témoigné de nombreux Bruxellois et Bruxelloises ayant participé aux focus groups, les relations dans les espaces publics prennent souvent une forme genrée, dont témoignent tant des participantes dénonçant des situations qualifiées de harcèlement de rue dont elles sont victimes du fait qu’elles sont des femmes, que des participants homosexuels qui sont inquiétés du fait de leur orientation sexuelle (supposée).

Le fait d’être une femme dans les espaces publics urbains conduit à ne pas seulement être confrontée aux situations décrites ci-dessous, mais aussi à faire face à des modalités de celles-ci qui les touchent spécifiquement du fait de leur genre. Un participant soulignant que les femmes sont malheureusement trop souvent vues comme “*een lustobject*” à Bruxelles.

Les interactions pénibles sont fréquentes, surtout lorsqu'une femme effectue ses déplacements à pied ou en transports en commun, des moyens de transport où l'exposition est jugée plus importante qu'en voiture : "So I don't take the metro after like 9:30 in the evening. That's why I use Uber" ou en vélo : "Moi depuis que je suis à vélo, mes trajets sont 50 % plus courts, plus rapides et le harcèlement de rue aussi quoi".

Différents types d'interjections ou d'actes contribuent au harcèlement de rue, à des degrés de gravité divers, de la simple remarque plus ou moins élégante à l'agression verbale physique, en passant par des demandes insistantes ou une escalade progressive. Ainsi, cette jeune femme qui travaille dans le secteur socio-culturel raconte que quand :

Je vais me chercher à manger à midi, je me fais siffler : « Madame, t'es bonne ». Mais, genre 3 fois sur le chemin quoi. Et, donc, du coup, c'est pas euh... voilà, je me fais pas agresser physiquement, y a pas... on me traite pas de pute ou salope ou des trucs du genre, n'empêche que voilà. C'est un truc qui revient souvent et qui me fatigue, quoi.

De même, une autre jeune femme, en formation professionnelle, relate des expériences à peu de choses près similaires :

Parfois aussi, ils sont là en voiture, tu passes ils descendent les vitres. Ils commencent « ah là là, t'es trop sexy », ça ça m'énerve. [...] le point négatif aussi c'est quand on les rejette, quand on leur dit non, il y a certains qui se mettent à t'insulter après. Mais bon on vit avec en fait. Donc on va pas dire que c'est normal mais...

Ainsi, le rapport aux espaces publics peut également être genré : plus que les hommes, les femmes adoptent des stratégies de 'contournement du risque' (*coping strategies*) en tentant d'éviter les situations potentiellement problématiques. D'une part, elles cherchent à diminuer leur exposition (Guy Di Méo, 2012) parle de 'murs invisibles' qui conduisent à s'interdire certains déplacements, certains lieux, certains horaires. D'autre part, elles prennent des 'précautions', notamment vestimentaires, qui paraissent (presque) normales et, surtout, nécessaires et difficilement évitables (Lieber, 2008), même si elles n'empêchent pas d'éviter les coups d'œil, les remarques, les insultes ou les agressions. Ce sont ces stratégies - plus ou moins fructueuses - qu'expliquent plusieurs participantes aux focus groups :

Ben, j'avoue, genre, au niveau de mon habillement, au début, je faisais attention, je me disais : « Ben, voilà... je vais travailler aujourd'hui, ben, je vais faire attention, etc. » Et, y a un moment où j'en ai ras le bol, quoi. [rires]. [...] Il faut que je cache le plus de peau possible et puis après, en fait, au fur et à mesure, j'avoue que je me suis un petit peu détachée de ça parce que de toute façon, je me rends compte que je pourrais avoir une combi de ski, j'aurais quand même cette réflexion.

...aujourd'hui j'ai mis un short, je me suis dit : « Oh putain, quoi, je vais... on va me faire chier [...] » c'est tout le temps quoi. Moi, franchement, je suis hyper handicapée par ça. [...] depuis que je suis à Bruxelles parce que c'est... et peut-être aussi parce que c'est le printemps, alors ça devient un peu fou fou, quand c'est le

printemps, franchement, alors que l'autre jour quand [un homme] m'a coincée contre le muret, j'étais en jupe jusqu'aux pieds quoi. J'étais même pas... j'étais même pas du tout à poil.

...je mets mes écouteurs et je fonce et, en fait, du coup, je suis complètement impassible même parfois, j'en vois un qui me fait un signe ou quoi et je le regarde même pas, j'ai comme ça, ça glisse sur ma carapace mais, du coup, je suis complètement individualiste, à marcher droit devant, ça m'a rendu citadine, dans le cliché... Parce que, parce que j'ai pas envie... mais, d'ailleurs, je me fais jamais emmerder en rue, j'y pense jamais. Sûrement que de loin, y a des gens qui me disent des trucs mais j'espère... [...] En fait, je marche droit devant, déterminée avec mon monde et ma musique sur les oreilles et donc, en fait, je pense que les, les hommes qui font ce genre de trucs voient très bien que... que de toute façon, ça va pas m'atteindre parce que je suis dans ma bulle. Mais, le problème c'est que ça me renforce dans ma bulle. [...] Les seules fois où j'ai pas mon casque et où j'entends des réflexions, je me dis : « J'aurai dû mettre mon casque ».

En effet, les différences dans l'usage des espaces publics urbains « semblent 'normales', 'naturelles' à ceux qui les vivent » (Denèfle, 2004 : 15), même si elles les regrettent, tant 'la pérennité de la différenciation sexuée' s'ancrerait dans les espaces publics (Denèfle, 2008 : 10), comme le révèlent les discours de ces participantes à l'enquête :

Ça dépend, moi et je vais me dire « à quelle heure je vais rentrer ? ». Pour pas être on va dire, à minuit en mini-jupe. Même déjà parce qu'il fait froid. Et aussi, si je suis toute seule ou accompagnée quoi. Si je suis avec d'autres gens, je m'en fous mais si je sais que je vais rentrer toute seule et que je dois prendre le métro ou quoi, je vais pas m'habiller comme si je rentrais à midi quoi.

...quand on est une femme, si on a mis des talons, une robe c'est fini quoi. On est une pute quoi [...] ça a un impact sur le fait de se dire, heu par exemple de sortir le soir seule quand on est une femme par exemple, j'ose pas. [...] Ah ben j'évite, heu, je vais préférer prendre, être sûre d'être en voiture avec quelqu'un ou d'être sûre de ne pas aller toute seule, d'être avec mon chéri ou voilà quoi.

Si la question de l'orientation sexuelle n'a que rarement émergé dans les discussions, elle est présente dans certains témoignages, qui mettent en avant le fait que les Bruxellois homosexuels, notamment, sont susceptibles d'expérimenter les espaces publics urbains de façon moins confiante que la moyenne de la population. Certains Bruxellois font le lien de façon explicite, comme ce participant homosexuel qui estime important de pouvoir vivre ensemble sans que soient questionnées les orientations sexuelles des uns et des autres – “that's the inclusive point”, dit-il, avant d'ajouter : “our work is also to go in the direction of the others and explain them who we are [...] if we don't make this effort, maybe they will not make this effort on their side”.

D'autres participants du même focus group témoignent d'un manque d'acceptation dans les espaces publics urbains en racontant des situations vécues marquées par la discrimination et la violence physique :

I remember walking in the street hand to hand with my boyfriend, that was a long time ago, three years ago, I remember, it was next to Rue Neuve and it was the night. Some people, just looking and they say: « Guys, stop that » or stuff like that, you know. I didn't like that and afterwards I never wanted to do it again.

This was I was gonna say, my negative experience was exactly in the centre, one block from the gay street. I was like, we, my husband and a friend, we sometimes, we go out in drag [...] And we were chased by like 5 guys and one of them kicked me in the back.

Parlant de Bruxelles, un autre participant souligne que “it’s not a city where I would feel comfortable to kiss my boyfriend or to have his hand just walking in the street”. Un participant hétérosexuel d’un autre focus group partage ce point de vue d’un manque d’ouverture à la diversité d’orientation sexuelle dans la ville : “si on parle de diversité, d’orientation sexuelle, c’est un peu, on peut avoir des difficultés”. Des participants à d’autres focus groups ne se font d’ailleurs pas prier pour afficher ouvertement leur rejet des Bruxellois homosexuels, comme celui qui affirmait haut et fort “moi je déteste les homosexuels”.

5.6. INCIVILITÉ ET INSÉCURITÉ : QUELLES ARTICULATIONS ?

Si une grande partie des personnes entendues dans le cadre du dispositif d’enquête s’accorde à regretter les incivilités auxquelles tout un chacun est confronté régulièrement, et plus spécialement dans un environnement urbain dense, une divergence s’observe sur la question du lien entre ‘incivilités’ et ‘insécurité’. Comme précisé précédemment, l’analyse des discours mène à penser que, pour certaines personnes, l’exposition à des incivilités entraîne directement une hausse de leur sentiment d’insécurité, tandis que d’autres dissocieront, dans leurs réactions, le problème des incivilités de celui de l’insécurité.

Lorsque sont évoquées les incivilités, certains participants dénoncent les concitoyens qui “n’ont pas de respect, ils ne font pas attention ; à se respecter eux-mêmes aussi”, mais tous se demandent qui produit les incivilités. Pour certains, comme ce trentenaire, travaillant comme indépendant, les incivilités seraient un problème lié à la pauvreté et à certaines catégories de la population : “je pense que dans les quartiers moins favorisés, moins éduqués, ben, la règle de civilité et de la propreté n’est pas, n’est pas la priorité...”.

D’autres Bruxellois soulignent une contradiction entre le fait que les gens qu’ils connaissent, ou même ceux qu’ils croisent simplement dans les espaces publics, sont généralement sympathiques, et que, dans le même temps, tant de traces d’incivilités soient visibles. C’est le cas de cette participante, dont la différenciation qu’elle fait entre l’“amabilité avec les personnes en direct” et “les gens qu’on ne voit pas, et qui font régner une crasse, mais vraiment pas possible” a été reprise *in extenso* plus haut, ou d’un autre participant, nouvel habitant de la Région bruxelloise, qui constate que “les gens sont gentils, les gens sont sympas entre eux mais par contre, ils balancent toutes leurs merdes partout dans les parcs”.

Les incivilités sont des ‘troubles’ à l’ordre public, c’est-à-dire tant une ‘transgression’ qu’une ‘faute’ imputée à un ‘fauteur de trouble’, que des situations qui créent de la ‘perplexité’ devant ce qui se produit sous nos yeux, mais aussi ‘une irritation et une fatigue’, notamment lorsque le trouble se répète (Berger, 2014). Pour certains citoyens, le trouble se dédouble d’une gêne et d’une émotion pour la détresse humaine. Lorsqu’il raconte comment il a vu une femme, montrant des problèmes de santé mentale, d’alcool et/ou de drogues, se déshabiller en public, un participant déjà cité plus haut souligne aussi le fait que

la misère sociale comme ça, de voir les gens qui dorment dans la rue, je trouve ça d’une tristesse extrême, j’ai envie de leur apporter du bonheur, du réconfort et de leur faire un sourire ou quoi. Mais, dans leurs yeux, c’est vide, c’est... vitrifié et... j’ai aucune idée de ce qu’ils vivent, franchement.

Pour d’autres, notamment du fait de sa répétition, le trouble devient uniquement thématiqué au moyen des nuisances qu’il provoque. Les problèmes de pauvreté ou de détresse humaine deviennent alors secondaires face aux incivilités et à l’insécurité qui en découle parfois, à des degrés divers, nécessitant en priorité que les autorités publiques y mettent fin :

Il y a certaines personnes qui sont un peu dans la détresse et ils envahissent les arrêts de bus, les abribus et ça devient... [...] les gens se sentent mal à l’aise, pour se mettre à l’abri de bus parce qu’il pleut, parce qu’il y a quelqu’un qui a trois sacs de couchage, deux couvertures et il a son chez-soi. De la part de la STIB, la police de la STIB par exemple, ils doivent intervenir là pour mettre un peu d’ordre.

Si la frontière entre incivilités et insécurité semble tenue pour une partie des Bruxellois, il en va de même entre certains comportements peu sociables et l’agression. Une participante sans-emploi, mère de trois enfants, parlant des regards et des attitudes des personnes, explique comment, quand “on rentre dans un bus, on est agressé, on se sent agressé, c’est ça qui est dommage”. Une autre, un peu plus âgée et ayant “beaucoup de problèmes de santé”, estime qu’“il n’y a plus de savoir-vivre”, qu’“il y a un malaise” et que dans l’immeuble où elle vit “on peut vous tuer, on peut vous faire n’importe quoi, personne ne bouge”, établissant un lien étroit entre un manque de qualité relationnelle avec les voisins et un danger aigu pour son intégrité physique.

Lorsque le lien que certaines personnes établissent entre incivilités et insécurité est aussi net, la critique des pouvoirs publics, accusés d’inaction, en est d’autant plus virulente. Ainsi, cette participante de septante ans, se plaint des stewards travaillant par la société de logements sociaux auprès de qui elle loue un appartement :

On a des stewards mais les stewards, vous les voyez en été sur un banc [...] quand il y a du soleil, le restant, vous ne les voyez jamais. Quand il y a un incendie, eh bien ils viennent après que les pompiers sont partis alors qu’ils ont un local juste en face. Donc, les stewards je sais pas à quoi ils servent.

Quand un autre participant, habitant également un logement social lui répond que c’est parce qu’“ils ont peur”, elle répond : “ils ont peur, Monsieur, je les comprends, je les

comprends, ils sont à deux parfois à trois, contre une vingtaine". Pour une partie des Bruxellois, l'insécurité semble être partout, et le danger palpable, chaque nouvel indice ou évènement constitutif d'un trouble ou d'une expérience négative de la ville venant alors renforcer cette lecture angoissée, voire terrorisée, de l'espace public.

Le jugement à l'encontre des autorités publiques et de leurs agents semble d'autant plus se durcir que les formes du risque sont à la fois floues et nombreuses. Les politiques mises en place pour lutter contre le sentiment d'insécurité cherchent d'ailleurs à rassurer cette frange de la population à travers la visibilité de professionnels de terrain, comme les stewards ou les gardiens de la paix, à qui il revient ensuite de saisir comment lutter contre un tel problème social au moyen de rondes dans les espaces publics pendant lesquelles ils s'interrogent notamment sur les contours que peut prendre l'insécurité et sur ce qui est ou non un indice d'un possible risque (Berger, Francou, 2015 ; Francou, 2018). Depuis les attentats, la présence des militaires dans la rue participe d'une même dynamique. Pour certains Bruxellois, ils "rassurent" une partie de la population, tandis que d'autres trouvent qu'ils ne sont pas à leur place à Bruxelles ou, plus encore, que leur présence est plus inquiétante que rassurante : *"en plus, rien que de voir les militaires, moi ça me stresse"* :

Un militaire dans un métro, il est pas à sa place. J'veux... Si y a vraiment, on est en temps de guerre, et que y a une menace envahir Bruxelles, je dis oui. Mais, maintenant, on voit bien que... Et les pauvres, eux aussi, des fois ils... Ils disent « mais qu'est-ce qu'on fait là ? ». Ils sont... Ils sont très sympathiques. Vraiment, ils font... Mais ils... Ils sont pas à leur place.

5.7. UNE PERCEPTION INÉGALE DE L'INSÉCURITÉ URBAINE

Si l'insécurité ressentie par les Bruxellois dépend en partie des qualités objectives des espaces urbains et des agissements effectifs ou possibles des populations qui les fréquentent, elle a aussi évidemment une face subjective qui dépend de sensibilités et vulnérabilités devant lesquelles les Bruxellois ne sont pas égaux. Ainsi l'insécurité urbaine mise en discours masque parfois difficilement un sentiment de vulnérabilité plus général qui renforce la perception négative de situations vécues (en matière de désagréments, d'incivilités, de risque...). Elle conduit ainsi certains participants aux focus groups à poser sur la réalité un prisme négatif englobant. Parmi les facteurs contribuant à une telle insécurité se trouvent notamment la vieillesse, la précarité ou l'appartenance à une minorité visible :

Pour des Juifs qui sont pratiquants, ça devient compliqué. Aujourd'hui c'est une soirée normalement la synagogue est fermée, mais si vous venez ici un samedi, vous verrez que voilà, on doit arriver discrètement, il y a des militaires, il y a des policiers, nous vivons, de plus en plus nous devons vivre un Judaïsme caché, voilà. On devient, on redevient, je vais un peu exagérer mais c'est pour mieux faire comprendre, mais on redevient ce qu'en Espagne on appelait les marranes c'est-à-dire ces juifs qui devaient se cacher pour pratiquer leur religion, voilà, on

devient, il faut se cacher, il faut être discret. Le rabbin vous a expliqué qu'il se faisait insulter parce qu'il a des signes apparents, si on veut éviter ce genre de problèmes, il faut être discret, je mets une casquette, on ne voit pas comme ça à première vue etc., mais dès que vous portez des signes visibles, vous êtes exposé, Bruxelles devient une ville où vous ne pouvez pas aller n'importe où, où il faut faire attention etc. Et quand on se projette dans l'avenir puisque c'est votre question. Quand on se projette dans l'avenir, voilà, on n'a pas de raisons de se dire, ça ira mieux demain, non on n'a pas ce sentiment-là, on est dans un sentiment où on se dit, les choses ne vont pas s'arranger et on se pose la question si véritablement il y a encore un avenir pour une communauté juive ici à Bruxelles, en tous les cas c'est un sujet ouvert.

Comme le note une participante, septuagénaire, lorsque son groupe discute des causes du sentiment d'insécurité, *“c'est parce qu'on vieillit et qu'on ne court plus aussi vite”*. Ailleurs, une autre participante du même âge, dans une discussion traitant des groupes de jeunes comme des agresseurs, ajoute *“surtout quand on ne sait pas se défendre”*. Elle prend d'ailleurs des précautions importantes pour éviter autant que possible tout risque, cela au prix de sa liberté :

Depuis dix-quinze ans, avec mon mari, on ne sortait plus le soir, parce qu'on devait aller chercher la voiture au garage et comme on avait entendu qu'il y avait des problèmes, eh bien on a évité. Oui bon alors on allait à deux, bon, mais je serais jamais sortie seule le soir, mon mari n'aurait pas voulu et moi je ne voulais pas non plus qu'il sorte seul.

Pour ces habitants de Bruxelles, il semblerait que le fait que leur existence soit fondamentalement mise en danger, de façon structurelle, se confonde avec le problème de l'insécurité urbaine : une participante affirme ainsi que *“Ge zijt niet meer zeker, en dat had je niet onder den oorlog, allez, en dat was dan oorlog”*, ce à quoi un autre participant répond : *“Ja maar, ge moet ook weten, allez, in den oorlog was je 50 jaar jonger eh. En nu ben je, nu ben je 50 jaar ouder en je bent 50 jaar fragieler”*. Depuis les attentats, cette insécurité existentielle se confond également avec la crainte du terrorisme, comme l'explique ce participant, 60 ans, sans emploi : *“finalement au niveau émotionnel ça laisse des traces ça c'est clair”*.

Chapitre 6. L'expérience de la diversité ethno-culturelle

Dans ce chapitre, nous nous intéressons à la manière dont les enquêtés éprouvent, qualifient et jugent leur expérience quotidienne de la diversité urbaine, qui constitue une autre des dimensions du concept de cohésion sociale (voir chapitre 1). Nous nous attachons à considérer à la fois les situations et les expériences ordinaires par lesquelles ce caractère urbain se manifeste et s'éprouve, ainsi que les inquiétudes qu'il soulève, au regard de ce que devrait être une 'bonne cohabitation'. Nous considérons dans ce cadre comment se qualifie la diversité urbaine sous l'angle ethno-culturel, quelles différences sont prises en compte par les enquêtés, comment ces différences se manifestent dans l'espace urbain ; de même que nous interrogeons les interprétations et jugements émis par les enquêtés à l'égard de ces questions.

Notons d'emblée **l'importance donnée au caractère multiculturel** de la ville dans les récits sur Bruxelles, qui a été relevé dans l'ensemble des focus groups (voir chapitre 3). Cette dimension du vivre-ensemble a pris bien plus de place dans les dynamiques de discussion que d'autres dimensions tout autant constitutives du concept de cohésion sociale, qui ont quant à elles été peu évoquées ou problématisées dans l'ensemble, comme les questions socio-économiques, souvent abordées par les participants par l'intermédiaire de catégories ethno-culturelles.

Si la plupart des participants relèvent le caractère multiculturel et diversifié de la ville, celui-ci se raconte de diverses manières, en fonction du type d'expérience auquel il mène. L'expérience et le récit de la multiculturalité bruxelloise s'inscrit dans des lieux et des espaces spécifiques. Il dépend également, voire avant tout, de la position des participants, selon qu'ils se qualifient eux-mêmes comme 'étrangers'⁷ ou qu'ils soient catégorisés comme tels par leurs concitadins, et selon les rapports qu'ils entretiennent avec les autres groupes au sein de la ville.

Ces récits intègrent évidemment des éléments factuels, mais ils s'étirent également vers un horizon normatif, articulant un versant positif du 'bon vivre-ensemble' et un versant négatif relatif aux maux et menaces de la multiculturalité, qui inquiètent les participants.

⁷ Notons d'emblée que par figure de l'étranger, nous ne référons pas à un statut juridique : ces 'figures' – qui sont toujours considérées sous la forme d'un groupe présent en nombre – peuvent renvoyer à des personnes ayant la nationalité belge ou non. Nous nous intéressons au caractère d'étrangeté de l'autre en tant qu'il est subjectivement attribué, mais aussi à ce que cette assignation à la figure de l'étranger fait à ceux qui sont ainsi considérés.

6.1. QUALIFIER LES DIFFÉRENCES

Une image pour moi, ça serait une ville cosmopolite. [...] Très riche en couleurs. Riche en couleurs, ça, je crois que c'est important.

Considérons tout d'abord comment les participants **qualifient** la diversité ethno-culturelle et les différences qui distinguent les divers groupes entre eux en recourant à des catégories spécifiques. Dans la ville, où les citoyens ne peuvent s'appuyer sur des relations d'interconnaissance pour qualifier l'autre, l'identification de ce dernier procède d'une **connaissance 'catégorielle'** : on rattache ce que l'on voit de l'individu à une catégorie, on a tendance à le percevoir comme membre d'un groupe plus large plutôt qu'à considérer sa singularité⁸.

Dans les focus groups, les participants évoquent la diversité ethno-culturelle à partir des catégories de 'culture', de 'nationalité', de 'communauté', d'origine', de 'langue' (voir également chapitre 3). Le terme 'd'origine' revient le plus fréquemment - 'personnes de différentes origines', 'd'origine étrangère' - origine parfois précisée selon la nationalité ('d'origine marocaine', 'd'origine belge', 'd'origine turque', 'd'origine congolaise'), ou selon une région ou un territoire qui englobe différents pays ('d'origine maghrébine', 'd'origine africaine'). Un grand nombre de participants convoque également des catégories raciales pour différencier les groupes dans la ville - de même que pour qualifier certains espaces : Arabes, Noirs, Blancs (souvent euphémisés sous le terme de 'Belges', 'natifs belges', 'Belges de souche'). Insistons d'emblée sur le caractère biaisé de cette représentation : nombreux sont les 'Arabes' et les 'Noirs' à Bruxelles ayant la nationalité belge.

La qualification de l'Autre que l'on croise dans la ville s'appuie alors sur le **phénotype** - la couleur de peau : "on peut trouver des arabes comme des belges, comme des noirs, en fait il y a de tout". Ces catégories raciales sont utilisées par une grande majorité de participants, que ce soit dans des formes d'hétéro-identification ou d'auto-identification ; et souvent avec un certain malaise, quel que soit le public concerné : "je m'excuse un peu pour cette maudite expression, de souche blanche on va dire" ; "c'est pas le bon mot, merde, c'est pas le bon mot mais cette originalité qui est reliée que à la couleur de la peau, blanche". Si ces catégories ne conviennent pas aux participants, elles paraissent néanmoins nécessaires à la mise en récit de leurs expériences bruxelloises - que ce soit sous une forme descriptive ou normative.

La qualification de l'autre peut aussi s'appuyer sur une **catégorie socio-économique**, ce que l'on observe tout particulièrement auprès des participants pour distinguer deux groupes d'étrangers : les 'expats' et les 'immigrés'. La distinction entre ces groupes s'opère alors à partir d'un critère socio-économique ou professionnel (tant par ceux qui se définissent comme 'expats' que par ceux qui sont renvoyés au groupe des 'immigrés') :

Les « expats », ce ne sont pas des migrants, c'est une autre chose. C'est la personne qui vient travailler à l'Union européenne, à l'OTAN, et qui a un accès économique, socioprofessionnel différent, que la moyenne des Belges.

⁸ Cela a souvent été mis en évidence par la sociologie urbaine : l'Autre est perçu à partir d'une opération de typification, de catégorisation : « nous ne saisissons non pas l'individualité d'un être, d'un événement ou d'une action singulière, mais leur affiliation à une catégorie : nous les percevons comme membres d'une catégorie » (Quéré & Brezger, 1992 : 92). Lyn H. Lofland (1998) également a défini les relations entre individus mutuellement étrangers dans la ville comme des « relations catégorielles », qui sont le propre des relations dans le domaine public.

6.2. UNE VIE EN BULLES

There are like several cities in the city.

Bruxelles, comme expliqué dans le chapitre 3, est largement perçue comme une ville multiculturelle : *“c’est très multiculturel. On peut aller aux magasins on trouve toutes les nationalités. On peut aller dans le métro, on trouve toutes les nationalités. Dans les marchés, on trouve toutes les nationalités”*. Beaucoup de participants côtoient dans leurs espaces de vie quotidienne cette diversité urbaine – de manière plus ou moins heureuse, de manière plus ou moins poussée. Celle-ci s’imprime en effet de manière spécifique dans les différents espaces de la ville, qui peuvent être perçus comme plus ou moins homogènes. Les expériences du contact entre les groupes s’y jouent dès lors de manière variée.

La multiculturalité de l’espace entre alors en tension avec une autre impression, celle de **vivre chacun dans ‘sa bulle’** : *“het is heel multicultureel maar de culturen zitten wel in hun eigen wijken en daardoor wordt dat vaak wel niet gemengd, en dat is dan”*. Bruxelles est considérée par les participants comme une ville où ‘chacun vit dans sa bulle’, dans son ‘petit quant-à-soi’, dans des ‘microcosmes’, ‘des mondes différents’ ou des ‘mondes parallèles’, où chacun reste ‘cloisonné’ dans son environnement : *“Bruxelles c’est un conglomérat de petits ghettos où on ne sort pas. Alors on est dans son milieu on est dans son quartier et on ne va pas ailleurs”*. Ces différentes bulles donnent à la ville un caractère de mosaïque urbaine (voir aussi chapitre 3) : *“Bruxelles n’est rien d’autre que l’agglomération d’un certain nombre de villages et donc ces villages ont leur ambiance”*.

Cette ‘vie en bulle’ ne serait pas spécifique à un type de communauté : elle concerne une pluralité de figures et se trouve assez partagée. Il en va ainsi des catégories de citoyens d’ascendance nord-africaine :

Par exemple, aujourd’hui, on peut habiter Molenbeek, on peut par exemple habiter Ribaucourt, et ne jamais quitter son quartier, et vivre dans un quartier où l’épicier est maghrébin, le coiffeur est maghrébin, le poissonnier est maghrébin, l’école que vous fréquentez, elle est fréquentée à nonante pour cent par des jeunes d’origine maghrébine.

La question des ‘bulles’ concerne également les ‘expats’, qui tendent à évoquer la ‘bulle européenne’ (*“the European bubble”*) : *“even if you want, you can do a Spanish life in Brussels - everything except the weather, so you can go to a Spanish show, to a Spanish restaurant, and speak Spanish all the time”*. Cette bulle européenne se caractérise par son caractère déconnecté des autres groupes cohabitant dans la ville. La vie en bulle ne concerne pas seulement les citoyens dont la présence est liée aux flux migratoires présents ou passés ; ainsi, la ‘communauté néerlandophone’ elle-même en partage les traits – elle est comparée, par ceux qui s’y associent, à un ‘clan’.

Cette vie ‘en bulle’ est parfois interprétée comme **un fait**, une normalité : *“À chaque communauté sa place, s’intègre, mène sa vie, comme on dit”, “c’est un peu normal que différents groupes se mélangent pas automatiquement, je trouve même que ce n’est pas forcément grave”*. Ce discours renvoie au référentiel du ‘multiculturalisme’, considérant la

juxtaposition de différentes communautés, ayant chacune leurs propres valeurs morales, pratiques, modes de vie. Surtout, cette juxtaposition s'imprime dans l'espace urbain : "chacun des quartiers a sa personnalité, par le type de personnes qui y vivent, je pense". Cet autre participant insiste également : "Bruxelles, c'est comme un arc en ciel. Il y a de la diversité dans chaque sens du mot. Ou bien les diversités". Cette diversité s'imprime dans l'espace urbain :

Ik vind gemengdheid en multiculturaliteit kunt ge heel intens gaan beleven, of het kan ook gewoon een aanwezig zijn in het straatbeeld. En voor mij, misschien leg ik mijn lat daar niet hoog genoeg, maar ik vind dat voldoende. Ik vind het voldoende dat ik die theehuizen zie en dat dat er ook is, en dat een soort van parallelle realiteiten ontstaan, zolang die maar op ruimtelijk vlak wel verweven zijn.

Ce caractère de mosaïque urbaine est parfois considéré positivement ; il contribue au charme de la ville et est perçu comme un enrichissement (voir chapitre 3) ; à l'inverse, certains portent une **critique de cette vie en bulle** : on s'attachera à considérer comment ces 'bulles' se perçoivent dans l'espace urbain, quelles expériences elles génèrent et à quels types de jugements, d'interprétations, de visions du monde elles s'articulent. On focalisera l'attention (1) sur les 'marqueurs' et indices qui amènent à percevoir un espace comme un environnement approprié par un monde spécifique (c'est-à-dire où ce monde y a inscrit ses usages) ; (2) sur la manière dont s'éprouve le 'passage' dans ces espaces, ou leur accessibilité à celui qui n'appartient pas à ce monde – ce passage ou cette accessibilité étant une condition à la coprésence ou au contact entre différentes catégories de citoyens ; (3) sur les interprétations et jugements dont ces expériences sont l'objet.

6.2.1. Spatialisation des 'bulles' : marqueurs, indices

Ces 'bulles' peuvent être spatialisées et être perçues comme des 'territoires', c'est-à-dire des espaces appropriés par un groupe spécifique, à partir de certains **marqueurs**.

Un premier marqueur est la catégorie de population qui habite et se rend visiblement présente dans l'espace. Celle-ci est souvent identifiée sur base du **phénotype**, de l'apparence ou de la nationalité : "Parce qu'à Molenbeek quand même, y a énormément d'Arabes"; "à Uccle, c'est pas tellement cosmopolite il y a que, j'ai l'impression qu'il y a beaucoup de Belges"; "ils sont un peu plus coincés à Woluwe parce que je pense que nous on se diversifie entre nous mais les patriotiques, moi je les appelle, les Belges etc., les Flamands, ils restent quand même entre eux". La **langue** entendue dans les rues joue également dans la perception des territoires appropriés.

Un autre marqueur de la catégorie de population qui habite un espace est le **revenu socio-économique** - il y a les 'communes de riches', 'les communes de bourgeois', les 'communes pauvres' et les quartiers 'populaires'. Enfin, les **commerces** jouent également un rôle dans la perception de l'homogénéité des espaces : "plus de côtes de porc à Anderlecht non plus"; "[À Jette] je vois, y a des cafés arméniens, cafés, commerces, genre c'est comme si j'étais en Arménie".

Certains quartiers sont souvent cités comme cas typiques par les enquêtés. Anderlecht, Molenbeek, Schaerbeek ou la rue de Brabant seront caractérisées par la présence de la 'communauté musulmane', comme des lieux "où il y a énormément d'Arabes" : "si on passe le canal, on n'a plus... On n'est plus multiculturel hein. On est vraiment dans une culture, je vais pas dire maghrébine, mais à peu près, et on sent plus le multiculturel". Woluwe, Uccle, Watermael apparaissent dans les focus groups comme des communes au sein desquelles "il n'y a pas de mélange", peuplées de 'belgo-belges' ou de 'Blancs'.

À l'inverse, Saint-Gilles, Flagey, et le centre-ville se perçoivent comme des espaces 'multiculturels', en raison de la diversité des catégories de population qui s'y rendent présentes et de la variété des types de commerces :

Là-bas il y a tout. Y a des boucheries halal, y a des boucheries non halal, il y a des Carrefours, Il y a des Delhaize, il y a des boulangeries, il y a vraiment tout ! Et il y a des transports, c'est le milieu, il y a autant de noirs, que d'Arabes, que de Blancs que de trucs, il y a vraiment tout en fait à Flagey, enfin à Ixelles.

Enfin, la bulle européenne se marque dans l'espace urbain à partir de la perception d'un processus de transformation des types de commerces et du secteur horeca :

Tout ça est occupé par les gens qui sont venus à la Communauté européenne, au marché commun, Parlement européen. Et tous les cafés ont changé en fonction de cette clientèle. Alors c'est plus cher, c'est plus chic, c'est plus... Enfin c'est autre chose qui a changé à... à Bruxelles.

Cette transformation se remarque notamment à Etterbeek et Ixelles : "avec la Commission européenne, tout ça, les loyers, ils ont doublé". "Tu vas à la place Jourdan, tu regardes les prix des flats, tu dis : « Mais c'est pas possible quoi ! »".

6.2.2. L'expérience des bulles

Comment se vit et se narre l'expérience du passage et la présence au sein de ces bulles par les participants ? On se focalisera sur l'expérience qui en est faite par ceux qui ne s'identifient pas aux mondes que ces bulles spatialisées abriteraient, afin de questionner comment s'y joue la coprésence d'individus et de mondes mutuellement étrangers. En effet, c'est dans cette coprésence que se perçoit à la fois l'étrangeté et que se joue le rapport entre différents mondes ou milieux. L'accessibilité des espaces est alors la condition à la possibilité de la coprésence entre mondes différents.

Le malaise

Les participants des focus groups éprouvent généralement un sentiment de malaise à traverser des espaces marqués par une catégorie spécifique de citoyens, lorsqu'ils y représentent la figure de l'altérité. On ne s'y sent 'pas chez soi', 'pas à sa place', 'dissuadé d'y aller' : ces communes sont perçues comme le territoire d'une communauté dont on ne fait pas partie. On s'y sent 'malvenu' : l'environnement paraît plus hostile qu'hospitalier. Ce malaise dissuade la venue et le passage. Ce **manque d'hospitalité** s'éprouve par différentes modalités. Le malaise peut reposer sur le caractère non familier de ce qui fait l'environnement - la langue, les commerces... :

Quand je vais avenue du Brabant, [...] j'suis pas à l'aise, heu, parce que souvent les gens, ben déjà parlent une langue que je comprends pas, heu, autour, donc du coup je me sens un peu dans un climat comme si, déjà peut-être si j'entendais parler français, que je voyais plein de gens de plein de sortes, mais non je vois principalement heu, voilà, principalement des gens heu, des Arabes, quoi.

Le fait d'être dévisagé, le regard de l'autre intervient de manière prépondérante : "À Uccle je ne me sens pas du tout chez moi [...] si t'es Noir, à Uccle, ils font attention direct". Si le poids du regard se fait ressentir pour ceux qui portent les traits d'une immigration antérieure, il ne concerne cependant pas que ceux-là - de nombreuses femmes évoquent leur difficulté à traverser des espaces où domine largement une présence masculine. Ce 'malaise', ou l'impression 'de ne pas être chez soi', est partagé par la plupart des participants. Il freine le mouvement vers ces espaces : "je vais pas aller où je me sens pas à l'aise, je vais aller avec des gens comme moi". On retrouve le rôle prépondérant de l'inattention civile dans les interactions en public (voir le chapitre 5).

Cette 'inattention civile', qui facilite le passage dans les espaces urbains non familiers, serait à l'inverse au cœur de l'expérience des quartiers multiculturels : ces espaces offrent aux citoyens une plus grande liberté de passage, de visite ou de circulation : "Ixelles, à Flagey, pour moi, c'est la multiculturalité [...] ça m'a permis, justement, de ne pas me sentir si étrangère" ; "moi, je ne me sens pas étrangère si j'ai plein d'étrangers autour de moi".

Plusieurs participants indiqueront que dans les espaces qui intègrent une plus grande hétérogénéité, ils n'éprouvent pas la sensation d'étouffement ou d'oppression qu'ils peuvent ressentir lorsqu'ils traversent des quartiers plus marqués : "y a des quartiers plus... habités, plus ou moins avec... plus ou moins grandes concentrations d'immigrés, mais y a tellement d'immigrations différentes que on n'a pas du tout ce sentiment d'oppression, d'être vraiment dans un... un ghetto". Notons que cette sensation peut être également ressentie par celui qui l'habite ; et qui peut éprouver un sentiment d'étouffement, de concentration difficilement supportable (voir *infra*).

Le voyage

Pour certains participants, les lieux associés à des cultures étrangères peuvent susciter une attraction : plusieurs d'entre eux prennent plaisir à 'visiter' ces lieux, parce qu'ils permettent de 'voyager' au sein de la ville : "alors qu'on est en plein Bruxelles, ça dépend du quartier où on est, on voyage, on est dans le même endroit mais on voyage dans d'autres pays, je trouve ça sympa, ce mélange". Ces quartiers représentent alors des formes d'exotisme au sein de la ville :

J'adore aller me promener à Matongé ou bien rue de Brabant. [...] on trouve des trucs extraordinaires. (Tu y vivrais ?) Pas y vivre mais y passer, moi, au lieu de Ryanair ou aller voir Rabat... en plus ce sont des Bruxellois, ce sont des gens de chez nous quoi !

La 'visite' prend donc les contours du voyage, au sein d'espaces exotiques, des lieux d'évasions. Le passage au sein de ce monde se vit sur le mode du touriste ou du visiteur. À la fois, on reconnaît que ces espaces sont habités par des gens de 'chez nous' ; à la fois, si ces lieux invitent au voyage et suscitent une certaine curiosité, c'est bien parce qu'ils

manifestent une **forme d'exotisme** et d'étrangeté. À l'inverse, certains participants se refusent d'aller dans ces quartiers parce qu'ils auraient l'impression de faire preuve de 'voyeurisme'.

L'exclusion par le contrôle

Une troisième modalité d'expérience de l'altérité à Bruxelles relève enfin de l'inaccessibilité, voire de l'exclusion. Plusieurs participants font en effet part de l'interdiction ressentie à certains quartiers dont ils font l'expérience, non en raison d'un 'malaise' mais de **contrôles policiers**. Ces participants sont principalement des jeunes d'ascendance africaine (Afrique du Nord et Afrique subsaharienne), de sexe masculin. Les quartiers qui leur sont rendus inaccessibles sont surtout les quartiers privilégiés (souvent du sud-est de la ville). Ces contrôles s'opèrent sur base du phénotype et de signes visibles (couleur de peau, tenue vestimentaire, etc.) : *"c'est la tête, hein, mon copain avec qui, je vous dis, je me suis fait contrôler plusieurs fois, déjà au moins deux-trois fois, il a les longs cheveux, casquette, donc vous voyez, parfois ça inquiète aussi et ils regardent et contrôlent plus facilement"*. Ces contrôles induisent ce qu'un participant nommera une 'exclusion physique': ils marquent l'interdiction de fréquenter certains espaces et certains mondes – *"[les flics disaient] qu'est-ce que vous faites ici, vous êtes de Molenbeek vous n'avez pas le droit d'être ici"* – en même temps qu'ils assignent certaines populations à leurs quartiers (supposés) d'habitation, leur ôtant la liberté de circuler dans certains espaces urbains.

6.2.3. L'interprétation des bulles

Si Bruxelles est largement perçue par les participants comme une ville qui agglomère différentes bulles plus ou moins perméables, quels jugements portent-ils sur cette caractéristique urbaine ? Plusieurs interprétations et jugements peuvent être dégagés par l'analyse des discours : trois types principaux peuvent être dégagés qui coïncident tous trois dans l'évaluation négative qu'ils rendent de l'éclatement culturel bruxellois, insistant tantôt sur (1) les notions de repli et de ghetto, tantôt sur (2) l'idée d'invasion, ou encore sur (3) le refus de la mixité.

Le ghetto, le communautarisme et le repli sur soi

Bruxelles c'est un conglomérat de petits ghettos où on ne sort pas. Alors on est dans son milieu on est dans son quartier et on ne va pas ailleurs.

L'appropriation de certains lieux par des groupes spécifiques est qualifiée par de nombreux participants à partir du terme de 'ghetto' (voir aussi chapitre 3), et critiquée comme expression d'un 'communautarisme' ou d'un 'repli sur soi' :

Pour moi ça, c'est l'un des principaux échecs de Bruxelles, c'est le... la difficulté à intégrer tout le monde dans une même communauté. Chacun reste dans sa communauté, et y a très peu de... y a de plus en plus de repli sur soi, ça, c'est un fait indéniable.

Dans cette interprétation, la forme spatiale du 'ghetto' est interprétée comme l'expression d'un '**entre-soi voulu et recherché**'. La recherche de cet entre-soi concernerait différentes catégories d'habitants – *"il y a des ghettos, qu'ils soient dans un*

sens ou dans l'autre, partout dans la ville” ; “aujourd’hui, Uccle est synonyme de Français, c’est presque ridicule” ; “La population qui est rentrée en Belgique est tout à fait différente, donc avec des coutumes différentes. Donc parfois ils restent entre eux. Donc nous, les Bruxellois, qui sont de souche depuis des années, on reste entre nous”.

Cependant, la critique du ghetto (voir chapitre 3) est bien plus fréquemment déployée à l’égard des minorités visibles, particulièrement celles issues de l’immigration nord-africaine. Le ghetto est alors l’expression d’un ‘communautarisme’ :

Mais ce qu’il faut faire attention, c’est au communautarisme qui quelque part à Bruxelles est soit encouragé, soit se retrouve, allez, où il y a des quartiers à Schaerbeek, où vous vous sentez pas dans votre ville, parce que c’est vraiment une petite Turquie, ou bien des endroits où, en fait, on est plus dans l’acceptation de l’autre, que ce soit le voile, moi je n’ai aucun problème avec le voile. Moi je suis dans l’acceptation de l’autre. Mais alors on finit par avoir des exagérations ou des femmes complètement voilées, ou avec des gants, et qui...

À la forme spatiale du ‘ghetto’ s’articule donc une logique sociale, celle du ‘communautarisme’ ou de la recherche d’un entre-soi, destiné à préserver des habitudes, des traditions.

Du point de vue des participants qui sont associés à ces ‘communautés’ ghettoisées, ces espaces d’entre-soi se caractérisent surtout par le type de relations sociales qu’ils accueillent : on y trouve un **degré d’interconnaissance important**⁹. Ce qui peut être apprécié par certains – “Molenbeek on se connaît tous. Donc c’est ça qui me plaît. [...] Quand on sort, on se dit bonjour, on s’arrête dans la rue, on se parle, [...] j’ai grandi avec ces gens, je les connais et je connais tout d’eux, ou à peu près”. Mais ces relations d’interconnaissance peuvent aussi engendrer un contrôle social fort, qui peut être perçu par d’autres participants comme insupportable.

Les filles d’origine marocaine qui ont vécu à Molenbeek, elles ont quitté par exemple, elles trouvaient que le contrôle social était trop fort aussi. C’est un peu communautaire. Donc on a le droit de regard, etc., et puis une fille, dès qu’elle rentre à deux heures du matin : « Où t’étais, qu’est-ce que tu faisais ? ».

Ceux qui sont la cible de la critique du ‘communautarisme’ peuvent dès lors en venir eux-mêmes à désapprouver les formes spatiales de l’entre-soi :

Moi je trouve que Bruxelles, enfin ça commence à être un peu communautaire, les Arméniens à Jette, t’as les Turcs à Saint-Gilles tout le bazar, t’as Molenbeek pour les Marocains, les Albanais pour Anderlecht, Schaerbeek pour les Turcs, enfin je sais, je trouve que c’est un peu, on est trop concentré.

L’invasion

La concentration de citoyens d’ascendance nord-africaine dans différents quartiers de la ville peut également susciter une critique plus virulente, s’appuyant sur l’argumentaire

⁹ Notons tout de même que le rôle positif de cette forme spatiale est relevé à l’égard des nouveaux venus : pour ceux qui partagent ces codes culturels, ces espaces représentent des lieux d’accueil.

de 'l'invasion'. Cette dernière est énoncée par des participants parlant alors au nom des 'Bruxellois de souches' ayant l'impression de ne plus être 'chez soi' dans 'leur ville'. Ce discours est tenu par des personnes nées en Belgique, et ayant vécu toute leur vie ou du moins plusieurs décennies à Bruxelles, et qui ont assisté, manifestement avec craintes et réticences, à l'arrivée de nouveaux-venus et aux transformations démographiques de la ville.

L'analyse des discours des participants montre qu'un tel discours d'invasion vise généralement des **figures d'étranger spécifiques** : 'la communauté musulmane', 'les arabes', 'la communauté maghrébine'. Il réfère directement à la présence massive de ces figures dans la ville : *"Le pourcentage est devenu trop énorme. Ils nous écrasent finalement"; "ils sont plus forts, et c'est au nombre".* On retrouve aussi ce discours chez certains 'expats' qui ne sont pourtant pas 'brusseleirs' - *"c'est le problème de pourcentage de cette population extérieure qui est... qui pose des gros problèmes".* Ce sentiment d'invasion nourrit une forme de 'résistance', comme certains participants la nomment, qui s'exprime, dans les cas les plus extrêmes, par une volonté de 'mettre l'envahisseur à la porte' : *"Euh en 1830, on a foutu un envahisseur à la porte. En 14-18, on a fait la même chose. En 40-45, on a fait la même chose. Pourquoi en 80-90, on n'a pas fait la même chose ?"*

Ceux qui représentent les figures des 'envahisseurs' relient ce discours à une **question générationnelle** : *" [les jeunes] comprennent plus... enfin, que le pays se diversifie".* Ce point de vue est interprété comme le fruit d'un manque d'expérience de la multiculturalité, du fait de ne pas avoir 'grandi avec' : *"les personnes âgées elles n'ont pas eu la chance d'avoir... des origines diverses dans leurs classes quand elles étaient jeunes, du coup pour eux les étrangers c'est quelque chose d'étrange et d'inconnu et l'étrange ça fait peur".* Or, c'est cette habitude d'environnements multiculturels qui caractériserait les générations plus jeunes :

Les jeunes, nous, comme on dit on s'est mélangé directement avec les autres dès qu'on est né, enfin... dès je dirai qu'on va à l'école en maternelle, primaire et tout on s'est mélangé aux autres parce qu'il y avait déjà les autres cultures. Tandis qu'à l'époque les vieux ils... enfin il y avait pas d'autres cultures quoi ils étaient entre eux, ils étaient entre Belges et tout.

Le refus de mixité (ethno- raciale, socio-économique)

Du côté des participants d'ascendance nord-africaine ou subsaharienne, la faible mixité ethno- raciale dans les quartiers se comprend plutôt par la volonté de leurs habitants 'blancs' de s'en 'préserver' : *"on veut bien de la diversité mais dans certains quartiers, y a d'autres quartiers où on veut garder le... (...) cette originalité qui est reliée que à la couleur de la peau, blanche".*

Certains participants évoquent aussi le rôle de la **discrimination raciale** dans l'accès au logement (voir infra) pour expliquer l'homogénéité des espaces :

Donc si y a des personnes qui veulent aller dans d'autres communes de Bruxelles, et euh, elles ont du mal à trouver un logement, parce que voilà, elles sont voilées, ou parce que le monsieur, enfin le mari est barbu, donc du coup, y a un aussi un... un problème dans l'autre sens. Souvent, on parle du fait que les personnes ne vont

pas vers d'autres communes, on parle de la ghettoïsation, mais y a aussi le fait que y a certaines communes qui sont inaccessibles, parce qu'on veut pas donner l'accès même à la vente.

Selon les participants, le refus de mixité s'exprimerait tant par la discrimination au logement que par les contrôles de police – craints ou éprouvés – qui garantiraient l'absence d'une figure de l'altérité, qu'on refuserait de voir, de croiser, de 'côtoyer' : *"alors que la personne travaille, elle a un revenu, elle a des garanties, et elle peut pas accéder à tel ou tel logement, parce que les gens ne veulent pas se mélanger aux autres"*.

D'autres envisagent la distribution spatiale des populations et la concentration de certains 'mondes' en certains lieux comme l'effet de **logiques socio-économiques** : *"les enfants de l'ambassadeur du Maroc, ou de je ne sais quels autres pays, ils s'installent pas à Ribaucourt"*. La dimension socio-économique peut être évoquée comme fondement de la distribution spatiale, et se mêler au discours relatif à l'hétérogénéité/l'homogénéité des espaces : *"les gens de différents milieux socioculturels, de milieux sociaux se retrouvent dans des... dans les beaux quartiers"*. Pour certains participants, l'homogénéité des espaces serait moins une question 'ethnique' que 'sociale'.

6.3. RELATIONS ENTRE LES MONDES

Si Bruxelles est perçue comme une agglomération de 'bulles', de 'mondes' ou de 'communautés', comment s'opère la relation entre ceux-ci ?

6.3.1. Entraves et supports

La communication

Un premier 'frein' à la rencontre serait **d'ordre linguistique** :

J'ai l'impression qu'il y a pas assez de partage, alors qu'on vit dans un territoire qui est vraiment très petit, très étroit, et on a du mal à communiquer, parce que justement, la communication passe par la langue, et on n'a... on n'a... on n'a pas atteint cet objectif.

Sur la question linguistique, un point qui revient fréquemment est le manque d'échanges entre néerlandophones et francophones, *"parce que justement, la communication passe par la langue"* (voir chapitre 8). Pour les 'expats' également, le peu de contact avec ceux qui ne font pas partie de cette *"European bubble"* serait d'abord d'ordre linguistique :

You can be here for many years and you will never really feel integrated, from a language point of view. And for the French speakers, a little bit less, but it's also the case. So, basically, you can live here without speaking French or Dutch for many years. It's good, but at the same time...

La capacité à parler la même langue que celle du pays d'accueil est posée comme modalité d'une meilleure intégration : *"I think knowing both languages, French and Dutch will help me feel like more integrated, like more comfortable in this city"*. De même, ce participant, d'origine étrangère note également l'importance de la langue dans le processus d'intégration :

Il n'y a aucun doute, mon ami, que nos autorités parlent l'une des langues officielles de Bruxelles, le français ou le néerlandais. On n'est pas à Londres où on parle anglais, on n'est pas à Bagdad où on parle arabe. Et si un étranger ne sait parler ni français ni néerlandais c'est un problème. Il doit trouver un ami ou un traducteur pour traduire pour lui, ou il demande l'aide d'une association et quelqu'un lui accompagne pour parler. Mais à mon sens ce n'est pas obligatoire que ceux qui travaillent dans l'administration parlent une langue étrangère qui n'est pas l'une des langues de Bruxelles.

Au-delà du partage d'une même langue, certains participants évoquent les '**codes de communication**' ou les 'codes de connivence' qui jouent sur la mise en relation des mondes. Chaque groupe aurait ses propres codes :

Y a des codes qui sont pas des codes cachés, mais c'est des codes... c'est des trucs sociétal. C'est des gens qui, tout comme nous, pour eux, s'intégrer chez nous, c'est compliqué aussi, parce que chaque... je pense que chaque groupe a ses codes.

Pour reprendre l'expression d'une participante, la communication s'opèrerait à travers un élément qui permet la mise en commun de deux 'mondes' susceptible d'établir une base à l'échange : il s'agit de *"chercher un rapport de communication, c'est-à-dire un élément commun qui puisse déclencher le partage, la communication"*. Les 'codes de communication' soutiennent les échanges entre les mondes, que ceux-ci soient différenciés sur le plan culturel ou socio-économique.

Les espaces de rencontre

Au-delà de la question de la langue et du partage d'un même code, différents participants considèrent qu'il manque des 'endroits de rencontre' à Bruxelles et évoquent des initiatives qui permettent une mise en relation des communautés – que ce soit des clubs sportifs, des plateformes inter-convictionnelles, des initiatives associatives, des maisons de jeunes, etc.

Nombreux sont ceux qui considèrent la nécessité de **renforcer des espaces de rencontre**, au travers de différents types de dispositifs, et qui attribuent cette mission aux pouvoirs publics. L'école, tout d'abord, est valorisée par de nombreux participants, de tous milieux sociaux, comme lieu devant soutenir les échanges entre les cultures, les communautés, les 'milieux' :

Je trouve personnellement qu'il devrait y avoir beaucoup plus d'échanges, je vais dire, interculturels, inter-écoles, inter-milieux, je n'ai pas peur d'employer le mot, inter-milieux que ça soit des écoles d'Uccle qui aillent à Molenbeek etc., des échanges, moi je trouverai ça fondamental, parce qu'on n'y va pas soi-même, ça devrait être impliqué dans des plans. [...] Ça je trouve que ça manque énormément

et je trouve que ce n'est pas que le privé qui peut faire ça. Le privé, on peut le faire mais on n'a pas tous envie, on n'a pas tous le courage, mais ça devrait être quelque chose de plus, au niveau des communes, de la Région, que ça existe, que ça soit obligatoire déjà entre flamands et francophones.

L'école joue un rôle central comme support des relations interethniques : “dans ma classe on a Kinshasa, on a le Congo, on a le Maroc, on a l'Algérie, on a le Portugal, on a le Brésil on a la Grèce”. Les jeunes parents distinguent d'ailleurs à cet égard leur expérience de celle de leur enfant : “mes enfants sont habitués à côtoyer des enfants qui parlent des langues différentes, des enfants qui ont des sous qui n'ont pas de sous”. Plusieurs participants souhaiteraient d'ailleurs que ce rôle de l'école soit renforcé : “C'est important que les enfants voient d'autres enfants. Et que les origines se... se rassemblent, se rencontrent, se découvrent”.

Cette idée amène certains parents (surtout des expats) à faire le choix de l'école publique plutôt que privée, car la première ‘reflète la richesse de Bruxelles’ (sa diversité). Le rôle des enfants et de leur environnement multiculturel dans l'expérience qu'en font les parents a d'ailleurs, à cet égard, été souligné par certains participants - “il y a une diversité mais il n'y a pas vraiment de mélange entre parents. Seuls les enfants arrivent peut-être à casser...”. Pour la génération plus jeune rencontrée lors des focus groups, la multiculturalité est ainsi devenue une habitude : “Moi je pense que c'est habituel la mixité à Bruxelles. On a grandi avec ça donc on a l'habitude, ça nous choque pas, en fait”.

6.3.2. Le cas de l'Europe à Bruxelles

La présence internationale à Bruxelles prend souvent dans les récits des participants la forme de la ‘**bulle européenne**’, dont ils relèvent le caractère déconnecté avec les ‘Bruxellois’. Voici le point de vue d'un ‘expat’ :

I'm in the European bubble, call it as you wish. Sometimes what is amazing is that you can spend many years in the European bubble, knowing people from all over the world; however not having so much direct exchanges with Belgian people.

Les participants bruxellois n'appartenant pas à cette “European bubble” soulèvent également le caractère **déconnecté** des expatriés européens par rapport aux autres groupes habitants la ville :

Il y a deux bulles. Il y a la bulle de ceux qui vont être Bruxellois, et il y a la bulle de ceux qui veulent entrevoir Bruxelles. Je vois un peu la bulle européenne, de ces gens qui viennent et qui, finalement, sont un peu déconnectés de la vie bruxelloise, ils sont là pour autre chose, ils sont là pour construire l'Europe, et ces gens, pour en avoir côtoyé beaucoup, ils sont déconnectés de cette autre bulle, de ces Bruxellois, de ces gens qui habitent Bruxelles plutôt, qui ont envie d'être Bruxellois, qui ont envie de s'enraciner.

L'absence de relation est parfois reliée au caractère temporaire de leur présence : “ils ont pas l'air d'être là, ils viennent ici, ils gagnent de l'argent, pffuit. Acte de présence et parti”.

Certains expats évoquent un rapport d'acceptation de la part du Belge à l'égard de la population internationale – “I find the Belgians themselves are fairly accepting, they're not unwelcoming”; “I think, mostly, that the people of Brussels themselves do have a very positive image of the internationalism that arrives into Brussels”. Mais la plupart des ‘expats’ ayant participé à l'enquête déplorent le manque de relation avec les autres groupes bruxellois: “I think that's something we should do, this is more on – something to be done on the expat side, because this is very easy to let oneself to get into the expat community and not trying to get more into also the local circles”. Relevons à ce titre que plusieurs participants ont critiqué, à cet égard, le fonctionnement des écoles européennes, qui renforcent ce caractère de bulle – “comme les enfants sont à l'école européenne, c'est la même bulle”. Alors que les écoles ont le mérite de soutenir les relations interethniques dans la ville, l'école européenne coupe la possibilité de contact :

I think the European school serves a good purpose in that people come here for three years, they want to keep their kids in the same national system and they leave, but to put a kid in European school until it's 18? Then what? It doesn't know where it belongs.

6.3.3. Les attentats : la méfiance ou ‘la peur de l'Arabe’

Les attentats du 22 mars représentent un événement qui est venu bouger les lignes des rapports entre les différents groupes, a fortiori pour ceux qui sont associés, par les autres citoyens, à la ‘communauté musulmane’, sur base de leur phénotype. Nombreux sont les participants qui soulignent le fait que les attentats ont renforcé la méfiance entre les Bruxellois : “Avant, les gens ils s'en foutaient, ils étaient là, maintenant les gens ils se regardent. [...] les gens, ils sont moins confiants qu'avant, je crois”. Alors que les relations publiques dans la ville, entre individus étrangers l'un à l'autre, reposeraient sur une ‘indifférence civile’ qui fait que l'on ne se dévisage pas entre passants et qu'on se fait à priori confiance mutuellement dans la volonté et la capacité de vivre ensemble de manière pacifiée (voir chapitre 5), les attentats sont venus **ébranler cette confiance mutuelle** :

Avec ce qui s'est passé, les gens se méfient. [...] quand on monte dans un transport en commun, les gens, même nous hein, on regarde t'sais, on se regarde l'un vers l'autre, chacun se regarde, on se méfie. Que ce soit Arabes, Belges, Flamands, de toutes autres origines, on se regarde, vraiment avec une méfiance l'un vers l'autre. Allez, on a peur en fait. Et des fois moi je surprends y'a des personnes de toutes nationalités ils te regardent. Déjà ils te regardent avec un air méfiant et te disent « euh ils vont sortir quelque chose ». Ils regardent le sac, ils regardent tout.

Cette méfiance engendre une attitude de ‘**vigilance**’ :

So, for me, the insecurity since that period has made me vigilant; whenever I'm walking, I'm always turning around because I'm always imagining that somebody's going to attack me. So, my experience living in Anderlecht is not very positive because I'm surrounded by immigrants.

Ceux qui font preuve de cette méfiance ne la considèrent pourtant pas nécessairement ‘justifiée’, c'est plutôt comme si elle les dépassait :

L'autre jour j'étais dans le bus et il y avait un homme barbu, vraiment avec la robe et tout. J'ai pas stressé mais je l'ai regardé bizarrement, je vais pas mentir. J'ai trop honte de juger, parce qu'après, il y avait une dame avec son caddie et il l'a aidée. Après je me suis dit « purée... ».

Pour ceux qui sont associés à cette 'communauté musulmane', cette situation renforcerait une forme de 'paranoïa' : « on a l'impression d'avoir parfois... [...] une attitude paranoïaque, on a l'impression d'avoir parfois des regards braqués ».

6.4. DISCRIMINATION ET MANQUE DE RECONNAISSANCE

Les participants à l'enquête qui représentent les figures de la diversité ethno-culturelle ont évoqué différentes épreuves et situations dans lesquelles ils se sentent mis à l'écart à Bruxelles. On en rendra compte sous **trois formes** : (1) les formes de discrimination raciale ; (2) la non reconnaissance de certaines pratiques, liées à des appartenances (sociales, culturelles ou confessionnelles), auxquelles ils sont attachés ; (3) les legs de l'histoire migratoire et coloniale belge.

6.4.1. La discrimination raciale

Si on a pu soulever le poids des catégorisations raciales et le rôle des signes visibles dans l'expérience urbaine de la diversité et le sens qui lui est donné, on constate que la plupart des participants issus de minorités visibles se disent peu fréquemment victimes de propos racistes de la part des autres citoyens. Par contre, nombreux sont ceux qui évoquent la question de la discrimination raciale. Ils relèvent **différentes formes de discrimination raciale** - scolaire, professionnelle, résidentielle - qui limitent l'accès à certaines sphères sociales pour les catégories de la population discriminée. Ce racisme est qualifié de 'structurel'¹⁰ par l'un des participants qui se considère comme l'une de ses nombreuses victimes :

Le fait de ne pas aimer l'autre, c'est encore un autre sentiment, le fait d'avoir peur de l'autre, c'est encore d'autres sentiments mais, le racisme, c'est une domination qui est à un niveau structurel donc, ici, par exemple à Bruxelles, ceux qui vont souffrir du racisme, ce sont les autres que les Belges de souche.

La **discrimination à l'embauche** (voir chapitre 7) est vécue très largement par ceux qui portent les signes, phénotypiques, d'une immigration nord-africaine ou subsaharienne antérieure : « certains Conseils d'administration de grandes multinationales, la plupart des grosses boîtes, ici à Bruxelles, y a pas d'autre teint que le teint clair ». Le rôle des 'signes visibles' est souvent invoqué, que ce soit le voile - « j'envoie des CV, je vais à l'entretien d'embauche et la dernière question qui reste à poser est par rapport au port du voile... ».

¹⁰ Notons que ce racisme est considéré comme étant renforcé par le gouvernement actuel, au travers de différentes lois - et ce gouvernement est souvent associé à la figure du « Flamand » : « Je pense que les gens qui réagissent comme ça, c'est du racisme, pourquoi y a de plus en plus de racisme parce que les gouvernements aussi... [...] les néerlandophones ils veulent plus que nous les étrangers ou les fils d'étrangers ou enfants étrangers soyons là, c'est tout ! ».

[...] La compétence elle est là, qu'est-ce qui changerait si j'enlevais le voile !” – ou la barbe – “Les barbes quand c'est un jeune Marocain qui a une barbe ça pose problème, ça dérange, et quand c'est un Belge ou un Espagnol [...]. Pourquoi ça ne dérange pas quand c'est un Belge, un Espagnol ?”. L'impression est largement partagée, par les communautés discriminées, d'être dans une société qui privilégie les 'personnes d'origine belge' ou les 'Belges de souche' : “Moi je me dis qu'en fait avec le même diplôme, avec les mêmes aptitudes et avec les mêmes qualités dans 2 CV, la personne Belge, d'origine belge, aura un avantage sur la personne d'origine étrangère”.

Outre la discrimination professionnelle, certains évoquent d'autres types de discrimination, telle que la **discrimination résidentielle** :

On cherchait un appartement plus grand, et là donc on téléphone. On fait les annonces. Euh... On n'a pas d'accent. Toutes les conditions sont acceptées. Elle dit « l'appartement, il est pour vous ». Ma femme elle va, elle se présente, et quand elle sonne, [la propriétaire] descend. Elle dit « Ah. Vous n'allez pas avoir le ... (...) écoutez, c'est pas moi. Mais, mes locataires, belges, m'ont donné les consignes que ils veulent pas d'étrangers ici ». Et la dame était embarrassée. Ma femme lui dit, « il n'y a pas de soucis ». Moi j'ai l'habitude, mais elle l'a mal vécu.

Face à ces formes de discrimination, certains ont fait le choix de ce qu'ils nomment 'la résilience' : devenir indépendant, et propriétaire, afin de contourner les obstacles d'entrée dans le marché de l'emploi et du logement.

6.4.2. La reconnaissance des appartenances

La question de la reconnaissance des appartenances – culturelles, religieuses – a été relativement peu abordée par les participants.

Concernant les **appartenances confessionnelles**, certains participants attachés à l'Islam sont revenus sur la non prise en compte dans le calendrier institutionnel de certaines fêtes religieuses : “On a deux fêtes nous, ça m'énerve parce que je le répète chaque fois en réunion à l'école, mais pourquoi vous ne voulez pas que nos enfants s'absentent au moins une demi-journée, qu'on soit en famille ?”. Lorsque ce sujet est venu sur la table, il a aussi suscité quelques débats : ainsi, on remarque aussi, de la part de certains participants, l'idée que les descendants de l'immigration doivent s'ajuster aux pratiques de la communauté d'accueil : “on est des citoyens avec des devoirs et des droits [...] on se base au pays où on est, on peut pas « nous » imposer”.

Pour la plupart des participants qui s'associent à une communauté confessionnelle, le rapport à la religion est une affaire 'personnelle' bien plus que publique : “nous sommes Bruxellois tous et, en tant que tels, nos convictions sont des problèmes personnels”. Cette appartenance se combine dès lors à l'appartenance à la communauté bruxelloise, voire belge :

Moi je suis Belge. Belge, Bruxellois. Et Laekenois. Au moment où je rentre dans une mosquée, je suis toujours Belge, Bruxellois, et Laekenois. Le moment dans la mosquée, c'est un moment qui est... C'est une intimité avec Dieu. Je me sens pas plus bruxellois ni je ne laisse pas ma « bruxellité », ou ma « belgicité », dehors.

Non, elle est... Elle est en nous. Elle est avec nous. On dort avec. On se réveille avec. On mange avec. On... jeûne avec. On fait tout avec.

Cette combinaison entre appartenance 'belge' et confessionnelle est également énoncée par un membre de la communauté juive : "le samedi [...] juste après la lecture de notre Torah, eh bien qu'est-ce que l'on fait [...] on prend le temps de bénir le roi et la reine, et l'État belge". Pour ces participants, distinguer les catégories de citoyens selon un critère confessionnel est critiqué pour 'fractionner' la communauté urbaine, 'dresser les gens contre les autres'. Ils énoncent d'ailleurs la difficulté qu'ils éprouvent à faire reconnaître cette capacité de combinaison par ceux qui n'appartiennent pas à leur communauté confessionnelle, et pour lesquels le port de signes religieux semble perçu comme l'expression d'une 'mauvaise intégration' :

Et on a l'impression, parce que la femme est voilée, que c'est une intégriste, que c'est ceci, cela. Alors que on est en Belgique. La personne est peut-être née en Belgique, elle a fait ses études ici, elle travaille, voilà, c'est un être humain comme... comme... comme les autres quoi.

Dans ce cadre, les participants déplorent alors le non ajustement de certains dispositifs et de certaines pratiques instituées à des **formes de vie** qui ne sont pas propres à une culture occidentale. Cette question a par exemple été discutée relativement à la place des 'anciens' et du modèle des maisons de repos :

La Belgique et toute l'Europe a un problème avec les gens âgés, parce que euh traditionnellement, euh les gens âgés vont dans des homes, et qu'aujourd'hui, on se rend compte, socialement parlant que le home de... de personnes âgées, n'est plus une solution. Et donc maintenant, les gens, ils essaient d'adopter d'autres stratégies, euh pour que les gens restent le plus longtemps possible chez eux, de manière indépendante. Toutes ces femmes que vous voyez là, sont des femmes qui restent chez elles, de manière indépendante. Elles ne veulent pas rentrer dans un home parce que c'est pas une solution comme les mamas l'ont dit tout à l'heure. Ce n'est pas adapté à leur personne, hein.

6.4.3. Le déni de l'histoire

D'autres formes de manquement à la reconnaissance sont vécues sous la forme d'une injustice, relativement au poids de **l'histoire migratoire** :

Ils ont accueilli nos parents, les anciens ils ont travaillé dans les mines, ils ont fait des bâtiments, ils ont travaillé dans le métro, tout le sale boulot des petits Belges, c'est nos parents que l'on fait donc, de venir nous dire maintenant rentrez chez vous je suis désolée, je ne suis pas d'accord !

Comme l'expriment plusieurs participants, le poids de l'histoire familiale et les charges qui ont pesé sur les parents qui étaient à l'époque des nouveaux-venus interviennent dans les propos des participants comme réponse aux formes de mise à l'écart qu'ils éprouvent :

Tous nos parents ont travaillé ici, ils font les bâtiments, ils ont fait les mines, ils ont fait les métros, ils ont tout fait, ils ont nettoyé, mon père, il a travaillé quarante ans dans les métros donc je me sens citoyenne belge à 200 % il faut pas venir me dire retourne dans ton pays.

Et plusieurs intervenants n'hésitent pas à rappeler – pour appuyer leur propos ou pour répondre à un autre participant qui ne reconnaîtrait pas la pleine appartenance des descendants de l'immigration – que si les étrangers sont venus, c'est “parce qu'on les a appelés”, comme main-d'œuvre nécessaire au développement du pays – “ils avaient besoin de main-d'œuvre, donc, ils ont été chercher les étrangers, les étrangers qui viennent souvent du nord d'Afrique”.

Lorsqu'intervient l'**histoire coloniale** de la Belgique, le poids de l'histoire est encore plus lourd : “ne badinez pas avec moi, parce que je suis Noire. Je suis Noire, ici c'est Belgique, ici, moi, je suis Belge, puisque vraiment la Belgique ici, elle s'est construite avec l'argent de mon pays, le Congo”. La non reconnaissance est alors vécue comme une aberration :

Nous sommes Congolais, nous avons une histoire avec la Belgique [...] Tout normalement, vu l'histoire, tous les Congolais devraient être Belges, parce que du fait que nous, nous ne sommes pas Belges d'office. [...] Voilà, on a toujours une barrière qui s'oppose devant nous, puisque nous ne sommes pas reconnus comme des Belges. [...] Et puis on a parlé aussi, le fait d'être Belge, c'est parti même très, très, très loin, puisque les mamans, beaucoup d'entre elles ont une connexion proche ou lointaine, avec quelqu'un qui est venu se battre pour la Belgique, donc un grand-père, un grand-oncle, un arrière, arrière... Un ami du père ou de l'oncle ou du grand-père. Voilà, elles ont toutes quelque part, en connaissance, quelqu'un qui est venu mourir, entre guillemets, pour la Belgique. Et donc par rapport à ça, elles ne ressentent aucune reconnaissance.

Cette reconnaissance passe notamment par la connaissance de l'histoire coloniale – et en premier lieu à l'école même. Une participante a largement plaidé en faveur de l'apprentissage, notamment dans les écoles belges et bruxelloises, de l'histoire coloniale : “L'histoire nous ment, l'histoire ment aux Belges, et l'histoire ment aux Congolais. Tout le monde est berné par rapport à ça”. Cela passera également par le fait d'avoir une ‘voix’, dans les espaces de discussion publique, et d'être ‘représenté’ par un pair :

Pourquoi est-ce que on a tout le temps besoin d'avoir un... un... un... un parent blanc, un tonton blanc, qu'on a eu tout le temps jusque maintenant, qui vient nous parler de nous-mêmes. Et donc y en a marre, y en a marre. Et... et donc c'est ça aussi le travail qu'il faudrait faire aujourd'hui dans les médias, ça veut dire, c'est une question de représentativité. Quand on parle des Arabes, il faudrait que ce soit un Arabe qui parle des Arabes. Quand on parle des Noirs, il faudrait que ce soit un Noir qui parle des Noirs. Il faut arrêter que ce soit tout le temps le Blanc qui parle pour les Arabes, pour les noirs, pour les machins, pour les brots et pour les bazars. On est assez grand, on a beaucoup de choses à dire. On a beaucoup, beaucoup, beaucoup de choses à dire. [...] Y'a personne qui nous donne la parole.

6.5. UNE VILLE OÙ L'ON SE SENT TOUS ÉTRANGER ?

You find a place where no one is really, really from there

Après être revenu sur les épreuves liées à la diversité urbaine exprimés lors des focus groups, il s'agit maintenant à l'inverse de revenir sur ce qui est considéré par les enquêtés comme étant partagé par l'ensemble des citoyens à Bruxelles, sur ce qui fait le commun de leur expérience de la diversité.

La diversité culturelle de la ville serait telle que ce qui est partagé par les habitants ne serait finalement qu'un **espace** – ou une expérience large, celle de fait de vivre à Bruxelles : “*est-ce qu'il y a un socle, est-ce qu'il y a quelque chose qui rassemble tous ces gens, si ce n'est le critère géographique, j'en... ça, j'en suis moins sûr*”.

Une autre expérience pourrait être considérée comme ‘partagée’ par l'ensemble des participants : celle de **l'étrangeté**. De nombreux participants considèrent que Bruxelles est une ville où ‘on est tous étrangers’ :

C'est peut-être ça que j'aime bien, le brouillon, le brouillon parce que tu vas à Bruxelles, tu sais jamais dire, qui est Bruxellois et qui ne l'est pas, qui est touriste et qui est venu de loin ou de près et je trouve qu'à la fois ça devrait m'éloigner de ces gens et à la fois il me semble qu'ils sont tous proches de moi parce qu'ils doivent dire la même chose de moi, d'où vient-elle, qui est-elle ? Donc on est tous des inconnus.

Chacun est confronté à la figure de l'étranger : à la fois parce qu'il y a nécessairement des lieux dans la ville où il l'incarne lui-même, à la fois parce qu'il y a tout aussi nécessairement des lieux où il croise des figures qui ne lui sont pas familières.

Certes, être ‘étranger’ à Bruxelles est une expérience vécue différemment par les participants. Et c'est ici que se marque à nouveau **l'écart** entre ceux qui subissent des formes de discrimination raciale, et ceux qui peuvent jouir de cette condition d'étranger.

Cette ‘condition’ partagée participe au caractère hospitalier de la ville, étant donné que la différence, *l'étrangéité*, y est normalisée : “*c'est normal d'être différent à Bruxelles tandis que dans les autres villes moins*”. Cette **hospitalité** s'éprouve surtout pour ceux qui ne portent pas les signes visibles d'une migration antérieure.

There is not such a feeling like feeling strange to the city. And I found this fantastic, at least so far, I don't know if this could... But not having this feeling of being a stranger in a city where [...]. And that feeling is very interesting because then you don't feel strange and then you can feel attached to the city and also welcoming to others.

Ce serait d'ailleurs sur cette base que se constitue la communauté des expatriés : “*En tant qu'expat, je pense que tous les étrangers se sentent liés par le fait de se sentir étrangers accueillis en Belgique*”. Ce sentiment d'étrangéité peut également être considéré comme un ‘style de vie’, une manière d'être :

Je pense que le fait d'être étranger, [...] c'est une manière de vivre, c'est un style de vie, je trouve et moi, personnellement, je me suis habituée à ça. Si je reviens dans mon pays, peut-être que ça me manquerait cette nostalgie latente que je ressens depuis que je suis ici. Mais je me suis habituée à ça, j'aime bien ça, je suis heureuse avec ça et si je devais aller habiter en Italie, ou en Inde, ou n'importe où, moi, je m'adapterais bien, parce que c'est mon choix aussi d'être étrangère. Donc, je pense que c'est un style de vie aussi.

Cependant, les groupes victimes de discrimination et de l'assignation constante aux origines tendent à se sentir 'étranger' sous le regard de l'autre sous une forme bien plus difficile à supporter. À cet égard, il nous semble pertinent de revenir sur la **'question des origines'**, soulevée de nombreuses reprises par les groupes discriminés, et uniquement par eux :

Le truc, c'est que c'est vrai, on peut nous faire douter sur certaines choses mais je trouve que sur la nationalité, c'est une chose qu'on allait, à laquelle on ne devrait même pas faire douter si on est là, on est Belge, on restera Belge peu importe notre couleur ou tout ça donc, ben, j'avoue que ça me vexé, en fait, qu'on nous dise : « Tu viens d'où ? » alors que je suis né ici.

Ceux qui sont nés ici d'une immigration antérieure ne voient pas leur 'pays d'origine' comme étant 'chez eux' : "dans les années 80, les gens étaient dans le temporaire pour retourner au pays, et mon grand-père, lui il est retourné. [...] mais nous, on sait qu'on ne retournera pas, parce qu'on n'en vient pas". Ils se considèrent pleinement comme membres de la communauté dans laquelle ils vivent¹¹ : "Je suis née ici, je suis citoyenne comme les autres".

Cette question des origines sonnerait comme l'expression de la **non-reconnaissance** d'une pleine appartenance à la communauté politique :

Pour les personnes qui sont ramenées à la question de leurs « origines », toujours considérer l'autre comme un étranger, qui est petit peu différent, c'est un peu grave, surtout pour les personnes qui sont issues de la deuxième et troisième génération. Enfin j'ai presque envie de dire : « faut pas déconner quoi », enfin je veux dire, ils sont nés ici, pourquoi est-ce qu'on leur pose encore la question : « Mais tu viens d'où, du Maroc ? ». Enfin je veux dire, non, ils sont nés, ils sont d'ici, en Belgique, [...] de ce point de vue-là, y a... y a un... un refus, je trouve, d'acceptation, euh de nouvelles manières d'être Belge en fait. C'est vraiment ça, en fait.

La question relative aux origines, alors même qu'elle paraît couramment usitée et qu'elle est au cœur du langage ordinaire autant qu'institutionnel ('les jeunes issus de l'immigration', 'la population d'origine X') est vécue, par ceux qui portent les traits physiques, reconnaissables, d'une immigration antérieure, comme 'outrant' ou 'choquant' pour reprendre les termes des participants : elle serait l'expression d'une non reconnaissance à la communauté politique, dont ils sont pourtant membres juridiquement. En-deçà du statut juridique, il s'agit du "problème de ceux qui, tout en étant avec nous, parmi nous ou à côté de nous, ne sont finalement pas des nôtres" (Mbembe, p. 160).

¹¹ Voir sur ces questions le chapitre 8, sur le sentiment d'appartenance et la citoyenneté.

Chapitre 7. Solidarité

Dans ce chapitre, nous présenterons les discours recueillis auprès des participants concernant la solidarité. Dans la majorité des focus groups, la notion de solidarité est abordée sous l'angle des relations interpersonnelles, associatives ou d'entraide. Parallèlement à cette première approche, la solidarité est aussi parfois abordée sous l'angle des questions de redistribution et de justice sociale, comme proposé par les sociologues Kearns et Forrest dans leur définition de cette dimension de la cohésion sociale telle que présentée dans le chapitre 1. Si cette approche de la solidarité a été considérée de façon moins spontanée par les participants, certaines problématiques socio-économiques ont pu être identifiées dans leurs discours. Elles prennent la forme d'inégalités d'accès aux ressources et aux biens publics, et sont alors appréhendées au regard du rôle des pouvoirs publics. Les récits relatifs à la solidarité renvoient également aux questions de précarité et de pauvreté, et à la manière dont elles sont rendues perceptibles dans l'espace urbain. Dans de nombreux groupes, la pauvreté est directement associée à la problématique du sans-abrisme, comme manifestation la plus visible des inégalités.

7.1. LA SOLIDARITÉ COMME MOMENT DE PARTAGE ET D'ENTRAIDE

La solidarité, lorsqu'elle est nommément abordée dans les groupes, est définie et illustrée de façons diverses et variées montrant l'absence d'une compréhension commune du terme. De façon spontanée, les participants à l'enquête l'approchent sous l'angle de la solidarité interpersonnelle, recouvrant l'ensemble des interactions de camaraderie ou de réciprocité de personne à personne vécues.

Mais je pense qu'à Bruxelles on a la chance d'avoir une solidarité par rapport aux plus faibles. Le fait de se lever dans le tram par exemple, c'est le signe ça pourrait être... par rapport à quelqu'un qui n'a pas suffisamment de mobilité ça fait partie de cette solidarité par rapport aux plus...

L'analyse de ces récits permet de mettre en lumière que la solidarité ancrée dans le quotidien des participants se décline en 4 niveaux: (1) le cadre de rassemblements où un sentiment commun, positif ou négatif est ressenti, (2) les relations de voisinages, (3) leurs interactions avec des habitants d'une même culture ou (4) lors de la participation au monde associatif.

7.1.1. Rassemblement et partage

De nombreux participants associent de manière spontanée la catégorie de la solidarité à ce sentiment propre aux grands événements, qu'ils soient positifs ou négatifs. Ainsi, tant les attentats que les matchs de foot sont considérés comme des moments qui appellent et génèrent de la solidarité entre les Bruxellois. Les rassemblements à la Bourse ont par exemple été considérés par certains participants comme de beaux moments de solidarité. C'est ce que relatent ce jeune Anderlechtois musulman et cette étudiante de la VUB, réconfortés après les attentats par le sentiment d'union qui unissaient tous les Bruxellois :

Non, mais franchement les gens qui, je trouve, les gens qui ne sont pas d'accord avec ça, ou qui ne pensent pas que tous les musulmans sont telle ou telle chose, ben ils nous ont vraiment bien défendus. On s'est sentis défendus personnellement, certes, mais défendus dans le sens où on n'a rien à se reprocher, y'a pas d'amalgame à faire. Ça moi personnellement je l'ai fortement senti, mais ça m'a fait plaisir, il y a des gens comme ça après et voilà. On sait pourquoi on habite ici, on sait qu'on a été accepté, on sait que, ça fait des générations qu'on est là et puis [...] Je trouve que ce qui s'est passé nous a permis de, je ne sais pas comment l'expliquer, de nous rapprocher, comme si on était tous ensemble.

Ik ben bewust in Brussel gebleven en expres niet binnen gebleven, blijven buiten komen en dan merkte je ook dat de mensen die toen buiten kwamen, ik weet niet, ge voelde dat je een soort band had met elkaar, jij bent ook niet bang en, dat versterkte mekaar en ik vond dat ik daar heel veel aan had, aan mensen die ook buiten kwamen en die er toen ook waren, dat was niet perse door iets te zeggen tegen mekaar, maar ge voelde gewoon dat iedereen er was voor elkaar.

Bien moins dramatiques mais tout aussi fédérateurs, les évènements sportifs sont aussi considérés par certains participants comme l'occasion d'expérimenter la solidarité entre Bruxellois. La liesse des Jeux Olympiques ou d'un match des Diables Rouges est alors pointée comme génératrice de moments de partage entre habitants. C'est par exemple l'avis de cette participante de 16 ans :

Oui les matchs de foot, à partir de ce moment-là, dès qu'il y a ça, j'ai l'impression on est ami avec tout le monde [...] regarder sur l'écran, y a aussi eu les JO où là vraiment le nationalisme, la solidarité, tout le monde se sent belge, enfin c'est génial, à Bruxelles j'ai l'impression que les gens sont, avec leurs drapeaux et tout ça, et dès que c'est hors, heu, enfin dès qu'il y a plus de coupe du monde ou d'évènement comme ça, c'est vraiment, y'a plus rien quoi, c'est chacun pour soi, oui voilà un peu chacun pour soi, y a plus ce sentiment de famille, tous ensemble et tout ça.

La solidarité comme un substitut aux termes de camaraderie et de fraternité est le plus largement amené au cours des focus groups.

7.1.2. Le voisinage

Le voisinage est également perçu par les participants comme un réseau d'entraide efficace. Les voisins sont des personnes sur lesquelles "on peut compter" en cas de "coup dur" ou plus simplement en cas de "besoin" (voir aussi chapitre 4).

De la solidarité, ça je peux vous le dire, il y a plus qu'on ne croit. Il ne faut pas des tas d'organisations, je pense qu'il faut regarder, observer (...), il faut observer son quartier. Vous seriez étonnés, le nombre de personnes qui aide silencieusement d'autres personnes.

Le voisinage proche, oui, j'ai été aidée par plein de gens dans l'immeuble pour monter mon déménagement parce qu'on ne pouvait pas avoir le lift.

La solidarité du voisinage est mise en relation par des participants avec un renforcement du sentiment de sécurité. Les relations d'interconnaissance entre les habitants d'un quartier soutiendraient une logique d'assistance et d'intervention dans des circonstances menaçantes, dangereuses ou jugée dommageable pour ses voisins.

Les voisins, on est solidaire quoi, s'il se passe quelque chose, si y a quelque chose, ah ouais, j'ai une petite histoire, chez moi [...] y a un jour y a mon père il s'est garé sur la [...] et le matin il y avait une voiture, y avait un type qui avait bu, il est monté sur la [...] il a arraché le volant, et il est rentré dans la voiture de mon père. Moi je me suis levé, [...] puis je dis, ça sert à rien, puis tout d'un coup t'entends quelqu'un qui sonne tatata, puis en fait le voisin, il a chopé le type, il l'a pas laissé partir.

Par exemple, moi, enfin si je suis ici le soir, je vais essayer de, je vais avoir comme un petit peu peur, mais si je marche dans mon quartier le soir là je ne vais pas avoir peur du tout. Parce que je sais, enfin, je sais que mon quartier il est sûr donc, ça dépend des quartiers en fait.

Pour plusieurs participants, la solidarité de voisinage serait propre à certains quartiers. Ainsi cette jeune fille d'origine maghrébine habitant depuis peu Uccle raconte regretter la solidarité perçue dans son ancien voisinage.

Oui, voilà. Eux, ils montaient chez moi, (...). Voilà. Il y avait vraiment un échange. Maintenant on habite une sorte de pas building, un immeuble où personne se parle où, enfin voilà. Jamais, personne va venir chez toi parce qu'il a besoin de quelque chose ou quoi (...). Sinon, il y a pas d'échanges, il y a rien, à peine on se dit bonjour, en fait, dans l'ascenseur.

Notons également, en ce sens, une certaine nostalgie chez quelques participants, d'un temps passé où le voisinage constituait un véritable réseau d'entraide perçu plus fortement. Les récits à ce propos notent le caractère détérioré des relations de voisinage actuelles, qui témoigneraient de formes d'individualisme et d'indifférence et qui seraient source d'un délitement de la communauté d'entraide que formait le voisinage. L'extrait qui suit est l'exemple parfait de ce type d'interventions.

Parce que, je me souviens quand j'étais petite, nos portes étaient toutes ouvertes. Que les voisins que ce soient Arabes, Belges, Flamands, ils étaient tous solidaires. Ils venaient, ils participaient quand ils voyaient qu'une personne avait des difficultés à joindre les deux bouts à la fin du mois, y'avait des sacs de vêtements devant les portes.

Cette nostalgie, liée à un manque de connaissance entre voisins, est aussi perçue par des participants originaires d'Amérique latine. A leur sens, la solidarité à Bruxelles est moins présente dans les quartiers car elle serait davantage "institutionnalisée" et par conséquent, surtout perceptible dans les "asbl", centres culturels ou au niveau administratif.

7.1.3. Les réseaux communautaires

La dimension culturelle est également importante dans la constitution de ces réseaux de camaraderie et d'entraide. Les participants relatent en effet l'existence de nombreux

groupes de solidarité basés non pas sur la proximité de voisinage mais plutôt sur la base d'une appartenance ethnique, culturelle ou confessionnelle commune.

De toute façon à Molenbeek je sais que pendant le ramadan, ils réservent une salle et ils mettent tout à manger sur les tables comme ça et ceux qui ne savent pas manger ils viennent manger, ça je trouve c'est bien. Ou encore dans celui-ci : Là aussi, y a toujours des bonnes œuvres qui sont organisées par les catéchèses.

La solidarité basée sur de tels **groupes communautaires** ne doit pas composer avec les mêmes limites géographiques imposées à celle du voisinage. La solidarité de voisinage se fonde dans la proximité, ce qui n'est pas nécessairement le cas de la solidarité communautaire. Ainsi, des participants à l'enquête nous décrivent des actions solidaires orientées vers l'étranger. C'est le cas par exemple de quelques participants de confession musulmane, vis-à-vis des situations syrienne ou palestinienne : "Oui pour la Syrie mais en fait parfois je vais aider et souvent ce qu'on fait c'est qu'on emballe la nourriture, par exemple les spaghettis, les boîtes de thon etc., on fait des boîtes et on envoie là-bas [...]".

Ces initiatives de solidarité basée sur une communauté, souvent confessionnelle, s'organisent de manière relativement informelle et spontanée, ou à l'inverse s'appuient sur un réseau associatif existant en-dehors des considérations communautaires.

Donner un exemple récent de... de... d'une initiative que l'on a prise, euh, c'est un fonds qu'on a créé, en partenariat avec une fondation. Un fonds que l'on a appelé le fonds Noria, et qui vise à quoi ? Qui vise donc à... un des cinq piliers de l'Islam euh est le versement d'un... [...] d'une aumône, mais c'est une aumône qui n'est pas quelque chose qu'on donne parce qu'on veut faire plaisir, mais c'est une aumône purificatrice de ce qui reste. Donc lorsqu'on dépasse un certain montant, on doit verser... Ben on a créé un fond, en partenariat avec la Fondation Roi Baudoin, pour pouvoir aider les associations belges.

La communauté, quelle que soit l'appartenance qui la fonde, constitue, nous le voyons, un groupe d'impulsion d'actions de solidarité fort important. Les actions qui y sont développées peuvent viser tant des personnes à Bruxelles que des membres de la communauté à l'étranger. Cependant, contre une vision sans doute idéalisée de la solidarité communautaire, il importe d'apporter une nuance. En effet, quelques participants notent, à l'inverse, des phénomènes de compétition importante au sein de 'communautés'. Plutôt que de la solidarité, se développerait la concurrence et la rivalité. Nous sommes très éloignés des opérations de solidarité décrites précédemment.

Les Marocains, ils mangent les Marocains. [...] Tu veux être meilleur que l'autre, on mange l'autre, on le rabaisse direct, se mettre des bâtons dans les roues, etc. Genre j'ouvre un commerce, un autre va venir et voir que je vais ouvrir un commerce, il va ouvrir un commerce, il va essayer de me mettre des bâtons dans les roues pour que je ferme et voilà.

C'est également ce que rapporte ce jeune élève Bruxellois, d'origine arménienne :

Dans le sens où, voilà, redire, je trouve, chez nous on se fait souvent aider entre nous, souvent y a eu des embrouilles entre nous quoi, je trouve que le fait d'être tous

dans le même quartier, et que chacun se voit et se dévisage, ça peut ramener un conflit quoi.

Il arrive alors que la ‘communauté’ ne fasse pas groupe et devienne le lieu d’antagonismes marqués.

Et en plus, y a aussi un autre problème, c’est que dans la communauté congolaise, je précise, y a un manque de solidarité, parce qu’avec tous ces problèmes politiques, « Ah oui, mais moi je suis de telle tribu, moi je suis machin », y a pas quelque chose qui nous relie. Vous voyez ? Les autres étrangers de Belgique qui sont Belges ont quelque chose qui... qui... qui les relie. Nous, on n’a rien qui nous relie, donc je pense qu’avant de... de demander que la Belgique nous soutienne, je pense qu’il y a un travail d’union à faire, nous les Congolais qui sommes ici, se réunir et ne plus se... se taper dessus, ou se...

7.1.4. L’action des associations

Nous considérerons dans ce point une action de solidarité plus institutionnalisée, qui prend forme au travers du paysage associatif bruxellois (voir aussi chapitre 4). Le rôle des associations dans le renforcement des solidarités est double selon les participants.

Premièrement et de façon plus générale, les associations sont pour certains un lieu de rencontre, permettant de créer du lien et de soutenir une logique d’entraide entre les personnes qui y sont impliquées.

A. Je voulais juste dire que le fait de se trouver, de passer de bons moments ensemble, on fait des activités (...) et pour moi, c’est un lieu où on apprend beaucoup et c’est multiculturel.

B. Et aussi quelque chose aussi, quand quelqu’un il a des problèmes, on est tous là avec lui. On peut résoudre le problème, on peut pas laisser la personne toute seule dans ses problèmes et comme un bâton magique, on est là, on fait ça et les problèmes sont résolus.

C. Oui, c’est la solidarité.

Deuxièmement, les finalités de certaines associations, liées entre autres à la lutte contre les inégalités et la pauvreté, sont directement associées à des pratiques de solidarité. En plus d’être un lieu de socialisation, elles prennent le relais là où les relations interpersonnelles ou communautaires ne suffisent pas ou sont matériellement difficiles.

C’est à dire que comme je vis toute seule, je suis retraitée maintenant depuis 5 ans, si j’avais pas ce but de venir dans un restaurant social qui est ici ou ailleurs parfois à Laeken, je me sentirais fort seule parce que comme vous madame, on a des copines des amies, mais une fois qu’on tombe dans les merdes et qu’on est malade alors on n’est plus bonne pour être, on n’est pas une bonne compagnie donc ça me permet de dire, bon mets-toi, sors ton chien, va voir des copines au restaurant ici ou ailleurs.

L'association est aussi perçue comme un **substitut** au désengagement des pouvoirs publics (voir fin du chapitre). L'action associative est d'autant plus importante face aux situations critiques de personnes qui ne sont plus insérées dans des mécaniques de solidarité de voisinage ou communautaires.

Le travail associatif valorisé

Les associations bruxelloises à finalité sociale sont perçues par l'ensemble des participants - qui en abordent le sujet au cours des focus groups - comme essentielles et particulièrement efficaces. Cela est vrai tant pour les participants ayant un point de vue extérieur sur la question que pour ceux qui sont eux-mêmes bénéficiaires de ce type de solidarité. En témoigne ainsi une retraitée française bruxelloise y portant un regard externe.

Y avait des restos... un restaurant social, et j'ai emmené le groupe de Françaises pour... à qui j'avais fait visiter la commune. Ils avaient déjeuné là, ils trouvaient ça extraordinaire. Euh c'était un restaurant où on ne payait deux fois rien, 7 euros, je crois, par personne. Et c'étaient des gens qui étaient en réinsertion, qui servaient, mais ils étaient d'une gentillesse euh extraordinaire, et tout le monde pouvait y aller manger, y compris le SDF du coin qui y était, et à qui on donnait des choses. Et... et d'autres... y avait toutes sortes de gens, et moi, je trouvais ça extraordinaire. Euh... j'ai rarement vu ça quand même ailleurs, et moi, je trouvais ça très, très bien.

Les participants bénéficiaires de tels services tendent également à s'accorder sur l'importance et l'**efficacité du réseau associatif** à Bruxelles, comme le montre cette intervention d'un participant sans-domicile fixe à propos d'une structure d'accueil de jour.

Je pense que c'est plutôt des centres, y a des centres qui aident les gens à s'en sortir. Je viens du Portugal aussi, et au Portugal je n'ai pas trouvé autant de centres comme ça, ici. Mais je pense que comme [cette structure d'accueil de jour] en tout cas, c'est rare. Alors, je pense qu'il devrait y avoir plus de centres comme [cette structure d'accueil de jour].

De nombreux participants à l'enquête qui se considèrent comme vivant une situation de pauvreté insistent sur le fait que, tant au niveau du support matériel que du soutien moral, l'aide procurée par les associations bruxelloises est très appréciée. Ainsi, un participant à l'enquête mentionne à propos d'un restaurant social : "J'aime bien aller là, je trouve que si j'ai un petit temps je vais là, ça me permet de partir de chez moi, de voir d'autres gens, le cadre est très chouette, je trouve il y a plein de qualités [...]".

Des bénévoles admirés

Outre son efficacité unanimement reconnue par les participants, l'action associative bruxelloise est également associée à une **valorisation** très largement positive, en raison de l'engagement bénévole qu'elle suppose. Le bénévolat associatif est perçu comme pièce maîtresse de la construction d'un vivre-ensemble solidaire à Bruxelles.

Une fois de plus, tant les participants en situation de pauvreté que ceux qui ne sont

qu'observateurs de l'action d'associations bruxelloises s'accordent à vanter les mérites des bénévoles qui "donnent du temps et de l'énergie". Il en va ainsi dans le témoignage d'un participant, non bénéficiaire d'aide associative mais "ému" par le travail effectué par les bénévoles d'une maison de jeunes située dans son quartier :

Ben moi, je... moi, je... je pense à... moi j'habite à Ixelles, et dans le quartier dans lequel j'habite, y a par exemple une maison de jeunes, où y a... [...] Moi, je trouve qu'ils font un travail extraordinaire. Sincèrement, je... moi, je m'incline, parce que quand je vois des gens font don de soi pour... pour venir en aide à des jeunes, sans aucune discrimination, etc. On est loin de la société qu'on promet maintenant, qui est une société quand même winner, winner, winner. Non, là, c'est....

Dans un autre focus group, un bénéficiaire de l'aide alimentaire tient à remercier les bénévoles de la structure associative au sein de laquelle il reçoit cette aide, voyant dans l'enquête une opportunité pour ce faire. Ce type d'intervention dans les groupes objectivement moins dotés et bénéficiant d'une aide associative est très fréquent.

Je voudrais insister sur le fait que les gens ici [...] sont vraiment des gens extraordinaires, d'une gentillesse inimaginable. Si vous pouviez les soutenir ainsi que les fournisseurs Delhaize, Carrefour, ça serait vraiment génial parce qu'il faudrait que ça perdure, parce que ça continue puisque c'est magnifique. [...] C'est pour ça qu'il faudrait que ça continue. [...] Oui, vraiment ces gens ils font du 24/24 et du 7/7 jours parfois. Tout à fait bénévoles. Ce sont des gens extraordinaires.

Ce niveau de mise en œuvre de la solidarité est reconnu presque unanimement comme incontournable. Les personnes qui expérimentent une situation de pauvreté parmi les enquêtés tendent à reconnaître l'aide substantielle, en termes matériels et humains, apportée par les associations bruxelloises qui œuvrent à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Lorsque le réseau social proche fait défaut, que les solidarités interpersonnelle ou communautaire ne peuvent être mobilisées, il faut se tourner vers des opérateurs plus institutionnels.

7.2. DE LA SOLIDARITÉ À LA PERCEPTION DES PROBLÉMATIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES

Parallèlement à sa lecture sous l'angle des relations interpersonnelles, la solidarité peut aussi être abordée sous un angle socio-économique, comme proposé par les sociologues Kearns et Forrest dans leur définition de cette dimension de la cohésion sociale telle que présentée dans le chapitre 1.

Si cette approche de la solidarité a été abordée de façon moins spontanée par les participants, certaines problématiques socio-économiques ont pu être identifiées dans leurs discours. Elles sont abordées sous l'angle d'inégalités d'accès aux ressources et biens publics.

Ces inégalités sont souvent mentionnées dans les entretiens avec des participants d'origine étrangère, et plus particulièrement d'origine maghrébine pour qui, les inégalités socio-économiques prennent aussi la forme de discrimination (voir chapitre 6): *“Ce qu'on veut dire par là, c'est qu'on a plus d'efforts à faire que les autres. C'est ça qu'on veut dire”.*

L'accès à l'emploi et l'accès au logement sont identifiés de façon récurrente dans les groupes précarisés rencontrés comme illustration de ces inégalités socio-économiques perçues à Bruxelles. Le logement et l'emploi sont ainsi vus comme difficilement accessibles, alors même qu'ils sont considérés comme constituant les conditions premières à l'intégration sociale. Ces deux questions servent en outre de point d'explication de nombreuses problématiques sociales, de la pauvreté et des nuisances qu'elle peut engendrer.

Ce n'est pas seulement le bruit ou la violence, c'est en fait un sujet complexe c'est-à-dire en fait comme il y a des appartements, des logements tout petits, comme la personne l'a dit, comme il n'y a pas travail, comme les gens ils ont pas de savoir-vivre, en fait ils sont dans la rue, ils emmerdent tout le monde, et ils vont salir tout, ils vont détruire tout parce qu'ils ont rien à foutre.

Nous remarquerons que les questions d'accès à l'emploi et au logement ne sont pas abordées de la même manière selon la situation économique des participants. En effet, l'analyse des récits montre une certaine ligne de fracture entre les participants précarisés et ceux plus aisés. Ainsi, pour ce second groupe, les inégalités socio-économiques sont particulièrement peu thématiques lors des discussions et, quand elles le sont, elles reflètent une méconnaissance des conditions de vie des personnes de milieux défavorisés.

I feel attached to the city because it's easy to make it – because of the easiness to make it feel as home. And for me, it's very easy. With very little money you make a lot of things, with no money you make a lot of things and it's an easiness to it and that makes me feel like home.

7.2.1. L'emploi

Pour de nombreux participants, l'accessibilité et la stabilité sur le marché du travail sont posées comme condition nécessaire pour sortir de la précarité ; alors même qu'elles sont perçues comme difficilement atteignables pour les citoyens précarisés :

Oui sur la pauvreté, il y a énormément de, parce qu'il n'y a pas de travail aussi, nous qui sommes, moi je vais aussi, je commence par moi, mais pas de travail aussi, et ça, ça, ça fait que y a tellement de choses, par exemple si vous n'avez pas de travail, comment vous pouvez payer votre facture, il y a énormément de factures à payer, de loyers qui grimpent aussi.

Deux variables explicatives de cette difficulté d'accès à une position (stable) dans l'emploi sont généralement pointées par les participants : la formation et l'éducation d'une part et la discrimination d'autre part.

Formation et éducation

La formation est mise en exergue comme conditions nécessaires d'accès à l'emploi (de qualité). Nous pouvons le voir par exemple dans l'extrait suivant :

Selon qu'une personne a fait des études et une autre qui a pas fait d'études tu peux pas te permettre ce choix-là de choisir. On te donne ce qui a. Tu prends ou tu prends pas. Tandis que lorsque t'as fait des études c'est différent.

Cette question de la formation est déterminante puisqu'elle permet l'accès au marché du travail. Elle est cependant considérée par certains comme également 'déterminée': tout le monde ne peut pas se permettre n'importe quelle formation, comme le montre le récit d'un participant sur l'accès à l'université pour certaines populations :

Parce que je pense qu'il y a des groupes peut-être issus de milieux plus... Je vais pas dire défavorisés, mais en tout cas, d'un point de vue d'éducation où... y a des... y a des groupes de gens qui arrivent à l'université sans savoir ce que c'est l'université, qui n'ont jamais entendu parler de l'université. On ne leur a jamais parlé à la maison. Et... Et je dis pas du tout ça d'un point de vue négatif, mais donc y a des groupes de gens, ils sont souvent ensemble. Et puis pour la plupart, malheureusement, ils sont évincés.

Cependant, selon certains participants, même une formation adéquate ne suffit pas toujours à assurer l'accès à un emploi de qualité ou simplement désiré. Ce constat nous mène directement sur la question de la discrimination.

Discrimination

Les jeunes participants issus de l'immigration pointent systématiquement un accès bien plus difficile au marché de l'emploi. Il faut noter que l'accès aux études ne semble pas tant problématique par rapport à la discrimination, voire est même considéré comme une possibilité de sortie de tout déterminisme et de toute exclusion. C'est en tout cas la croyance de ce jeune molenbeekois arabo-descendant : "Même avec une barbe les études ça va [...] parce qu'à l'université de toute façon on est qu'un chiffre parmi des... des milliers, et voilà c'est tes points qui vont faire que tu réussisses ou pas".

Néanmoins, cette amorce de discussion sur les études comme ascenseur social dérive très rapidement sur la discrimination perçue sur le marché de l'emploi. En tant que jeune issu de l'immigration maghrébine ou africaine, les perspectives d'emploi apparaissent comme particulièrement bouchées. Le simple "fait qu'on s'appelle Mohamed ou Youssef" est considéré comme un handicap difficilement surmontable, qui conditionnera en tout cas l'emploi futur. Le constat que "peu importe les études, on reste discriminé" se manifeste alors largement et montre un rapport résigné parmi ces jeunes quant à leurs possibilités d'obtenir un travail en adéquation avec leurs aspirations personnelles. Des histoires exemplatives d'ainés soutiennent ce constat, preuve de l'inégalité des chances lorsqu'on n'est pas "un peu blanc", comme l'illustre l'extrait d'un Bruxellois de 16 ans, arabo-descendant lui-aussi :

Tu peux avoir fait des études pour devenir avocat ou quoi que ce soit, avoir réussi, avoir fait des études même supérieures à ça pour avoir un travail plus haut, tu peux être refusé parce que tu portes le voile ou parce que t'as une barbe, que tu t'appelles Mohamed ou quoi que ce soit [...]

Remarquons que cette discrimination à l'emploi est mise en cause par des participants issu d'Europe de l'est interrogés, qui considèrent avoir une difficulté supplémentaire à pénétrer sur le marché du travail, en raison de leur parcours migratoire :

Une interview, il y a trois personnes. Ici il y a une personne qui vient de musulman, d'autres origines, avec le foulard et tout ça, il va avoir le travail plus vite que toi, parce que tu viens du pays de l'est. C'est mon avis.

L'emploi accessible

L'absence, le manque ou l'inadéquation de la formation d'une part et la discrimination d'autre part forment pour de nombreux participants deux obstacles à la pénétration du marché du travail comme à l'obtention d'un poste stable et de qualité. Cependant, ces deux variables ne sont pas pointées par tous et on remarque une appréhension complètement inverse parmi certains groupes plus aisés. Ceux-ci notent à l'inverse le caractère accessible de l'emploi, notamment à partir du leitmotiv de la "possibilité de choisir". L'emploi est vu comme choix de vie, et son accessibilité n'est jamais posée comme problématique.

Cette dernière expérience se différencie fortement avec l'expérience des participants n'ayant pas la liberté de 'choisir son travail' et devant accepter ce qui lui est proposé.

Alors mon vécu c'est qu'un moment donné j'ai imaginé peut-être changer d'emploi et qu'en fait à l'heure actuelle on trouve des temps partiels, des endroits où on ne prendra pas une ancienneté que j'ai accumulée, des choses comme ça.

7.2.2. Le logement

La problématique de l'inégalité d'accès se pose également avec force par rapport au logement. Cette question apparaît préoccupante pour de nombreux participants rencontrés, appartenant principalement à des groupes plus précarisés.

Parce que ces logements ça commence à... parce que ça bloque tout le monde et... personnellement, ça me bloque, et je ne sais plus rien faire, c'est comme si j'étais en stand-by, voilà quoi. Bruxelles voilà, c'est le logement. Pour moi c'est le seul gros problème que j'ai pour l'instant, à Bruxelles.

Le logement, à tout le moins le logement de qualité, est perçu comme peu accessible. Les participants pointent principalement deux raisons comme freins à l'accès au logement. La première est le prix des loyers et des biens immobiliers à Bruxelles et la seconde concerne à nouveau les discriminations.

Prix

C'est avant tout la dimension financière qui est mise en avant par de nombreux participants faisant état d'une difficulté d'accès au logement, et à tout le moins au logement de qualité. Le logement est trop cher à Bruxelles : la propriété n'est pas envisageable, et même la location est peu accessible. Ce constat devient une source d'angoisse pour certains participants, le logement étant directement identifié comme un facteur de précarisation. En ce sens, l'idée de barèmes imposés par les pouvoirs publics est amenée à quelques reprises.

Aujourd'hui, vous perdez votre... moi, j'ai un logement qui est un logement relativement bon marché, et qui est un vrai chouette petit appartement, etc., je m'y agrippe comme... comme... parce que je sais que si je le perds, pour retrouver un autre appartement, [...]

Le prix des logements est également mentionné par des participants comme l'un des motifs pouvant les pousser à quitter Bruxelles. "Qu'est-ce qui me ferait partir ? Ici c'est cher le loyer [...] Sept cents euros t'as [à peine] un putain d'appartement". Cette éventualité de départ n'est d'ailleurs pas exclusivement mentionnée par des participants précarisés ou vivant en grande pauvreté. Elle l'est aussi par de jeunes adultes déclarant ne pas être en mesure de s'offrir le type de logement espéré pour fonder une famille.

Donc, c'est, c'est entre deux. Moi, de fait, ma vie de famille, je la vois dans une maison avec un jardin et juste parce que c'est pas abordable à Bruxelles, où n tout cas dans les Bruxelles où moi, j'ai envie de vivre, j'irai... Ben, en même temps, j'irai vivre dans le Hainaut et parce que là...

Discrimination

La discrimination au logement constitue évidemment un obstacle de taille pour de nombreux publics. Cette raison est invoquée pour expliquer la difficulté d'accès au logement de qualité et son corollaire, la concentration de populations spécifiques à certains endroits de la ville, souvent qualifiés de 'ghettos'.

Et puis il n'y a pas vraiment d'accès [...]. Donc si y a des personnes qui veulent aller dans d'autres communes de Bruxelles et euh... elles ont du mal à trouver un logement, parce que voilà, elles sont voilées, ou parce que le monsieur, enfin le mari est barbu, du coup, il y a aussi un... un problème dans l'autre sens. Souvent on parle du fait que les personnes ne vont pas vers d'autres communes, on parle de la ghettoïsation, mais y aussi le fait que y a certaines communes qui sont inaccessibles, parce qu'on veut pas donner l'accès même à la vente.

Cette dimension ayant été déjà largement évoquée au chapitre 6, nous ne l'approfondirons pas dans ce chapitre.

Le logement accessible

Cette difficulté d'accès au logement n'est pas perçue par tous les habitants rencontrés. Certains participants plus ou moins aisés, s'appuyant sur une logique comparative, considèrent que le logement à Bruxelles est particulièrement accessible puisque moins cher que dans d'autres villes internationales.

Finalement, Bruxelles, on est bien, parce que je le sens dans le portefeuille, je le sens dans le fait que je peux vivre dans un grand appartement, dans un beau quartier, heu, sans devoir, voilà. Je le sens moi par exemple, moi par exemple quand j'étais aux États-Unis, les gens qui vivent dans les beaux quartiers, c'est vraiment les riches quoi, ceux qui gagnent hyper bien leur vie, et heu, et ici faut pas spécialement être hyper riche pour pouvoir déjà vivre correctement et bien avoir une certaine qualité de vie.

La comparaison est souvent brandie comme ‘preuve’ de l’accessibilité de la capitale européenne et, par glissement, devient assertion : *“J’ai l’impression que chacun, selon son niveau de revenu, peut habiter cette ville. Quelqu’un qui a énormément d’argent aura un château, mais quelqu’un qui gagnera simplement sa vie pourra se loger dans sa ville”*.

Cette comparaison se retrouve d’ailleurs dans les discours de participants appartenant à des groupes d’âges différents : qu’il s’agisse d’une ‘coloc’, d’un appartement ou d’une maison unifamiliale, le logement resterait abordable.

Et c’est quand même assez dingue, enfin, je trouve, par rapport à d’autres villes européennes, c’est quand même hyper chanceux, quoi. On habite tous dans des colocs qui sont dans des maisons où y a une petite cour, où y a une cour, un petit jardin, un parc à 2 pas alors qu’à Paris, c’est pas du tout comme ça.

7.3. DE LA PAUVRETÉ AU SANS-ABRISME

Comme c’était le cas des inégalités socio-économiques, la question de la pauvreté est surtout abordée par les focus groups lorsqu’elle est posée par les facilitateurs. Pour certains participants cette thématique a plus de résonance car la perte d’un emploi ou un accident a entraîné une précarisation de leurs conditions de vie.

Je vais sur mes 47 ans le mois prochain, si j’arrive jusque-là [...]. Non, je suis un peu pessimiste à ce niveau- là parce que j’ai un problème de santé euh... J’ai été chauffeur poids lourds toute ma vie. Suite à... le problème de santé en question, je peux plus exercer ma profession donc ce qui m’a mis dans une situation précaire qui m’a, qui me fait arriver dans ce genre d’endroit.

Pour les participants vivant en situation de pauvreté, celle-ci est associée à un sentiment d’abandon et entraîne l’isolement. Ainsi en témoigne ce participant rencontré dans un centre de jour venant en aide aux sans-abris.

On est abandonné. Y a une grande pyramide, et nous, on est vraiment au bas (...). Alors nous, on reçoit le petit truc qui tombe dessus, sur nous, pour avoir un petit morceau-là un petit... Et on fait avec.

Le sans domicile fixe (SDF) représente la figure visible et perceptible de la pauvreté qui a le plus retenu l’attention des participants passant sous silence d’autres formes de précarité. Ainsi, de nombreux discours articulent systématiquement la question de la pauvreté à celle des personnes vivant dehors, des *“matelas sur le sol près des gares du Midi ou du Nord”* et des *“gens qui quémandent”*.

Avant de se pencher sur le regard porté par les participants sur le sans-abrisme, la section suivante fait mention du rapport inquiet à la ville tel que mentionné par les bénéficiaires d’un centre de jour.

7.3.1. L'expérience de la rue

Pour le sans-abri, la condition précaire et l'absence de logement suscitent des inquiétudes fortes. Le quotidien est marqué par l'absence de confort et par l'insécurité, tant en termes matériels que relationnels : *“Faut bien vous dire une chose, la vie de la rue, c'est la vie de la jungle. Y'a rien à dire”*.

La ville, comme espace mais aussi comme mode de rapport à l'autre, est perçue avant tout comme une menace. Il s'agit alors de trouver quelques espaces sûrs, où peut s'établir un rapport apaisé vis-à-vis de l'extérieur. La valorisation de ces lieux de sécurité dans les discours ne montre qu'avec plus de force l'insécurité implicite du 'dehors', comme le montre ce témoignage d'un participant, dans une discussion portant sur un centre de jour pour sans-abris :

Je viens chercher quoi ici ? C'est... ce qui me convient, moi surtout, si je suis ici, c'est le confort. Parce qu'il faut bien vous dire une chose, on est... dans la rue. On n'a pas tant de confort, on n'a pas... [...] vous vous sentez pas en sécurité tout le temps. Et ici vous sentez que vous avez une sécurité aussi bien du bâtiment, mais aussi bien avec le personnel.

Ce centre de jour permet aussi de créer du lien et de recevoir de l'attention pour palier le sentiment d'être 'oublié' et 'invisible'.

Parce que ça... parce que les entendre parler de tout ce qu'ils veulent à la télé, ça oui, mais je veux dire, on ne parle jamais des sans-abris. Jamais. On ne se pose jamais la question de ce que les sans-abris veulent, et ça, il faudrait peut-être... Il serait peut-être temps qu'ils (les politiques) se posent la question.

7.3.2. Regards portés sur le sans-abrisme

De manière générale, nous pouvons remarquer un certain malaise quant à l'attitude à adopter face à la **figure du SDF**. L'ensemble de ces discours concernant les SDF révèlent une difficulté à se positionner face à leur présence et, le cas échéant, à leurs sollicitations. Le positionnement à l'égard du SDF est vécu comme difficile, parce que contrevenant à des normes ancrées de régulation des rapports sociaux : celle de l'inattention civile et du non accaparement de l'espace public ainsi que celle de la logique providentialiste des rapports de solidarité et d'entraide, profondément ancrée socialement¹².

Le SDF comme ébranlement de l'interaction urbaine normale

Face au SDF, les participants relatent un embarras de positionnement. Il s'agit d'une figure de l'espace public face à laquelle une interaction 'normale', c'est-à-dire marquée par une indifférence bienveillante, semble difficile à tenir. En effet, **l'urgence sociale** qu'incarne le SDF constitue une situation critique pour les participants, les poussant à une limite où il ne peut plus être possible de faire *“comme si de rien n'était”*. À ce niveau, il est souvent question de malaise, dû semble-t-il à une absence de codes pour gérer l'interaction. On trouvera alors de nombreuses interventions dans ce style : *“Qu'est-ce que moi je fais quand je vois à tous les feux rouges quelqu'un qui a une pancarte et qui vient me dire «j'ai faim» ?”*.

¹² On renverra notamment au travail de François Ewald (2002).

La situation de ces personnes vivant dans la rue appelle à une réaction non-neutre, essentiellement contraire à la majeure partie des relations développées en environnement urbain (voir chapitre 5). Le positionnement des participants face à ces figures urbaines est marqué par la tension entre le sentiment d'une intervention nécessaire et les normes sociales réglant l'interaction avec des individus étrangers.

Il convient de noter cependant que le **malaise** à l'égard des sans-abris, tel que relaté dans les discours des participants aux focus groups, ne provient pas uniquement d'un sentiment d'empathie ou d'impuissance. Dans de nombreux cas, la figure du SDF est premièrement abordée sous l'angle des désagréments qu'elle provoque dans l'espace public.

I think from the homelessness, which I'll get to – but I think, generally, in the city center, especially when you go out at night and the weekend, the metro stations smell of urine everywhere and in the city center, in general, there's a lot – you just walk around, you smell urine which isn't very nice when you're a tourist that's come over for a weekend and he's gone out with his friends for a drink and it's just not nice at all. The problem of homelessness, I saw that when I was growing up in the last years in Brussels, going out to the city center, I mean, there were sometimes when you saw it more than others.

La dynamique de nombreuses conversations est intéressante en ce sens parce qu'elle donne souvent à voir un cheminement similaire : de l'agacement face à un 'objet' dérangeant dans le paysage urbain à une prise de conscience plus empathique de la dimension 'humaine' inhérente à la question. Cette prise de conscience amène alors nécessairement à une appréhension politique, ou sociale *a minima*¹³.

L'entrée du SDF dans le discours des participants se fait donc souvent par la porte du désagrément qu'il engendre, en tant que "pauvreté qui s'installe" et sollicitation "embêtante". La figure du SDF est liée à un **accaparement de l'espace public**, vécu par certains participants comme une entrave aux règles de coprésence ou à la culture civique.

Là ils m'emmerdent tu vois, ça sert à rien. Comme il y en a un, il crie, il n'y a pas de, il est aveugle, et là il crie dans le métro, pour faire pitié.

La présence de sans-abris dans les rues bruxelloises est associée par certains groupes rencontrés à la thématique de la mendicité qui exacerbe le sentiment de nuisance et la difficulté de positionnement. Une jeune participante ainsi témoigne du malaise et de l'impuissance ressentis à chaque fois qu'elle donne un peu d'argent : "ik weet dat ge daar op zich niet echt iets aan kunt doen, en ook dat, daklozen geld geven, dat dat niet perse heel veel helpt structureel, maar dat geeft u gewoon dan zo'n beetje een onbehaaglijk gevoel vind ik. Allez, dan voelt ge u toch altijd efkes slecht, ook als je daar voorbij loopt". Dans plusieurs focus groups, la mendicité est considérée comme 'organisée' et décourage les manifestations de solidarité.

13 Il faut noter par rapport à ce constat un potentiel biais du dispositif d'enquête qui focalise sur les interactions dans l'espace qui prête bien plus à une approche en termes de désagrément : alors que le SDF dans la rue est considéré comme un désagrément, le SDF in abstracto ne serait peut-être pas abordé directement de la même manière.

On a vraiment l'impression que c'est un truc organisé, et que, c'est pas réellement quelqu'un qui est dans le... Oui, c'est quelqu'un qui est dans le besoin, mais qui est exploité par quelqu'un d'autre. Et là je trouve que... Je me demande pourquoi est-ce qu'on laisse faire ça quoi. (...) Là, je trouve ça un peu désagréable, parce que ça donne quand même une image un peu pas très reluisante de la ville.

L'agacement perçu face à la mendicité pousse même certains participants à rejeter toute forme de sollicitation, même quand celles-ci sont liées à des actions humanitaires de rue *“Moi ça m'agace parce que quand j'ai envie de donner, je donne. Mais quand on me demande, souvent je ne donne pas !”*.

Le SDF comme contravention à la logique providentialiste

Au-delà du malaise exprimé presque systématiquement dans les discours sur le sans-abrisme, se pose la question du comportement qu'il convient d'adopter. Or, il nous semble qu'ici aussi la question n'est pas réglée pour les participants. La logique de l'Etat-Providence inhérente à notre système politique, et semble-t-il relativement ancrée dans les discours, mène à une **difficulté individuelle à agir** face au SDF. En cas de défektivité des politiques de prise en charge – dont le sans-abrisme est un cas emblématique – l'individu se trouve ‘mal pris’, ne sachant ‘pas quoi faire’. Nous pouvons le voir tel qu'exprimé de manière claire par ce participant, fonctionnaire européen : *“I would love to know what can be done about those very nice, gentle people”*.

La charge de la gestion de la pauvreté revient historiquement à l'État, et les participants en sont très conscients. La régulation ‘verticale’ des actions de solidarités à l'égard des plus faibles conduit certains participants à se désengager d'un rôle direct de solidarité. Face à l'urgence sociale de la situation de certains SDF, les participants semblent donc très désarçonnés.

Donc, d'une certaine façon, la plupart des gens disent, si je paie mes impôts, je paie ceci, et cela, et ça, c'est pour aider les gens qui sont au CPAS, les gens qui sont là. Donc eux, je pense qu'ils se confortent sur cette idée, de : « Oui, on aide, parce qu'on paie nos impôts.

C'est un discours que l'on retrouve même chez certains participants eux-mêmes sans-abris. Ceux-ci opposent également la **responsabilité des pouvoirs publics** aux logiques d'aide informelles et horizontales, à la ‘charité’. Pour exemple, cet extrait : *“Je ne pense pas que les gens donnent facilement de l'argent comme ça. Je ne pense pas, parce qu'ils disent la même chose que nous. L'État, qu'est-ce qu'il fait pour ça ?”*.

7.4. LE RÔLE DE L'ÉTAT

Que ce soit lors des échanges liés au travail du monde associatif, aux inégalités socio-économiques ou à la problématique du sans-abrisme, le rôle joué par l'Etat et les autorités est souvent considéré comme insuffisant, inefficace ou même contre-productif.

L'insistance des participants, même après la clôture de la discussion, sur la nécessité de transmettre leurs louanges sur certaines associations contraste diamétralement avec celle de faire passer le message “aux dirigeants”, “aux politiques”, de ce qu'est la réalité quotidienne et ses difficultés. Le recours à la solidarité associative est donc décrit comme inéluctable dans un monde de plus en plus “individualiste” où les pouvoirs publics ne sont pas (ou sont de moins en moins) efficaces pour aider les gens “vraiment dans le trou”.

7.4.1. Les pouvoirs publics comme nécessité

L'action publique semble considérée comme **le levier central et légitime** dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Pour les participants rencontrés, la responsabilité de la solidarité sociale à Bruxelles et de la prise en charge de la pauvreté incombe aux pouvoirs publics.

Cependant, si la logique providentialiste semble partagée comme principe, son ‘effectivité’ est largement remise en cause. Les pouvoirs publics sont critiqués, considérés comme absents ou désengagés face à la question de la pauvreté, alors que la situation les appellerait à être très présents.

Donc, je pense qu'il y a bien au contraire une démarche de l'État de se désinvestir de certaines responsabilités : l'éducation, santé, infrastructures, etc., etc. Et ça, c'est dangereux, c'est très grave. Et au lieu d'appliquer une politique de mixité de nivellement par le haut, on applique une politique de nivellement par le bas. On a mis des classes moyennes à côté des autres.

7.4.2. Les pouvoirs publics dans la lutte contre la pauvreté

L'action publique en faveur de l'établissement d'une dimension solidaire de la cohésion sociale est considérée comme **insuffisante et inefficace**, dans le même temps qu'**incontournable**.

Donc on devrait faire plus d'efforts, je crois, pour aider le... L'accessibilité aux académies de peinture, de musique, de sportifs, etc. Ici à Jette, par exemple, y a... Pour favoriser la pratique du sport, on donne aux enfants jettois un chèque de 30 euros. C'est quand même assez dérisoire, 30 euros par an. [...] ce sont des initiatives comme ça, qui bloquent dans tous les sens, qui sont à promouvoir, à intensifier, je pense, pour que les gens bougent chez eux, parce que l'aspect financier est quand même souvent un problème.

En ce sens, la comparaison avec les discours sur le travail associatif est assez marquante. L'action publique, indépendamment du niveau de pouvoir, est assez systématiquement conspuée, en figure opposée des associations qui sont considérées comme faisant du “bon boulot”.

J'allais dire, le problème, c'est qu'on ne peut pas tout faire, la société peut pas tout faire non plus à la place du politique. Et le projet de société qu'on nous propose

*aujourd'hui, projet de société qui va droit dans le mur, donc c'est... Oui, on peut...
Il peut y avoir des initiatives comme ça, et c'est vraiment euh... C'est un peu...
C'est vraiment du palliatif, j'ai l'impression, parce que les gens sont tellement mal
que il faut...*

Le sentiment d'un **désintérêt** de la part des pouvoirs publics est particulièrement prégnant dans le discours des personnes confrontées à des situations de pauvreté, comme en témoigne ce sans-abri ayant participé à la recherche : “Si on veut vraiment... Si... si le gouvernement veut vraiment se donner la peine, y aurait des logements”. Ce sentiment est également patent dans cet autre extrait issu du même groupe, clair dans les propos de cette jeune femme d'une vingtaine d'années, sans-domicile fixe : “En fait, ils... ils préfèrent faire des travaux sur les routes que... [d'aider les plus pauvres]”.

Ce dernier extrait nous semble assez représentatif des discours pointant l'indifférence présumée des pouvoirs publics à l'égard des plus faibles :

*Moi je pense que... je sais pas, il faut que... on est un peu perdu ici, j'ai
l'impression, parfois. Vous voyez, parce que... on... Je sens pas un soutien des
politiques, ni de cette justice. Ils nous soutiennent pas vraiment, le pauvre, le
perdu. Ils disent toujours: « Débrouille-toi, recherche, recherche, recherche », mais
ils ne nous écoutent pas. [...] Et on fait avec. Voilà, moi, je trouve qu'on est dans
cette situation à Bruxelles. Mais peut-être Bruxelles est beaucoup plus attrayant
pour ceux qui sont bien, qui ont de l'argent, qui ont un bel appartement, un bon
job, une belle voiture et tout ça quoi.*

De manière générale, les pouvoirs publics sont très rarement salués pour leur action dans le domaine de la solidarité sociale. Que du contraire, le défaut d'une action publique efficace dans l'aide des individus “dans le besoin” est très systématiquement noté, par des enquêtés issus de tous milieux sociaux. Par exemple, un jeune adolescent de Molenbeek attribue notamment une part de la responsabilité des comportements de jeunes délinquants à l'absence d'aide.

*Franchement dans tous les quartiers il y a ce genre de groupes alors ça c'est
normal, moi je pense que pourquoi ils deviennent comme ça, c'est parce qu'on les
aide pas aussi c'est pas... on va pas dire c'est que de leur faute mais voilà peut-être
ils réussissent pas ou ils ont des difficultés que ce soit financier ou social et qu'ils
deviennent comme ça après. Malgré que je ne cautionne pas, je cautionne pas
mais voilà je peux comprendre d'un autre point de vue que je pense qu'ils sont en
manque d'aide aussi.*

L'extrait monte également en intérêt si on le fait suivre du discours d'une retraitée française, expatriée à Bruxelles, se trouvant d'un tout autre côté du spectre social et qui, pourtant, parvient à un diagnostic à peu près similaire.

*On devrait s'occuper dans les écoles davantage des enfants des immigrés à
problèmes, pour leur... pour les aider à s'intégrer, parce que les familles sont
souvent débordées, ne savent pas ce qu'il faut faire, n'ont pas forcément les
moyens, parce que quand il y a les deux parents qui travaillent, et qu'il n'y a plus*

d'aide familiale à proximité, qu'ils ne peuvent pas sortir non plus une aide supplémentaire, qu'on mette vraiment l'accent sur l'aide à ces...

La majorité des discours recueillis sur l'action des pouvoirs publics pour la construction d'une société solidaire pointe ces insuffisances d'aide et d'action ; ce qui montre avec plus de force la 'naturalité' sociale de telles interventions. Cette manière de percevoir un manque repose paradoxalement sur la reconnaissance, d'une part, de la nécessité de l'intervention politique en matière de solidarité et, d'autre part, de son efficacité le cas échéant. C'est précisément parce que les pouvoirs publics devraient - selon eux - 'intervenir', que les participants à l'enquête peuvent en noter la défection.

Chapitre 8. Citoyenneté et sentiment d'appartenance à Bruxelles

Ce dernier chapitre touche à la 'dimension d'appartenance' de la cohésion sociale. Nous nous demandons dans quelle mesure et comment les participants se sentent appartenir à une **communauté bruxelloise**, s'ils s'identifient comme **Bruxellois** et s'attribuent une **citoyenneté bruxelloise**. Cette question s'inscrit dans le prolongement logique de l'analyse que nous avons faite dans les chapitres précédents : compte tenu de la manière dont Bruxelles est perçue comme ville (chapitre 3), dont sont vécus les réseaux sociaux (chapitre 4) et les relations publiques (chapitre 5), de l'expérience de la diversité urbaine (chapitre 6) ainsi que de la pauvreté et de la solidarité (chapitre 7) à Bruxelles, existe-t-il selon les participants quelque chose qui s'apparente à une communauté bruxelloise dont ils se sentent faire partie et à laquelle ils s'identifient ? Il va en tout cas de soi que la citoyenneté à Bruxelles est **extrêmement complexe**, en raison notamment de la super-diversité qui caractérise la ville, mais aussi de la dynamique spatiale et administrative des 19 communes et du bilinguisme officiel de la ville.

Dans ce dernier chapitre, nous partons du présupposé que la citoyenneté est plus qu'un simple ensemble de droits et de devoirs: c'est aussi une question d'identification, de sentiment d'appartenance à une communauté et de participation à la vie sociale. La citoyenneté touche aussi au sentiment d'être entendu, reconnu et accepté. Le sentiment d'appartenance, par-delà les différences, est souvent un besoin émotionnel des gens (Stevenson 2004) - et donc aussi des habitants de Bruxelles.

Le chapitre est structuré en trois parties. La première partie est centrée sur la question de savoir si - compte tenu de la diversité et de l'hétérogénéité qui caractérisent Bruxelles - il existe selon les participants quelque chose qui s'apparente à une "communauté bruxelloise". Dans la deuxième partie, nous nous attachons à la question du sentiment d'appartenance : les participants ont-ils l'impression qu'ils font partie de cette communauté bruxelloise ? Nous posons trois questions centrales : sur la base de quels critères d'identification se sentent-ils appartenir à cette communauté ? Quels rapports une identité bruxelloise entretient-elle avec des identités nationales, locales et globales ? Et quel rapport entretient-elle pour les participants avec la question linguistique du français et du néerlandais à Bruxelles ? La dernière partie est plus explicitement axée sur la notion de citoyenneté elle-même. Plus concrètement, nous nous posons la question de savoir quel est le type de citoyenneté que les participants s'attribuent : une citoyenneté 'politique' de base ou une citoyenneté active plus profonde ?

8.1. UNE COMMUNAUTÉ BRUXELLOISE ?

Il y a peu de consensus sur la question de l'existence d'une communauté bruxelloise. Ceci est dû à des visions différentes de ce qu'est une 'communauté bruxelloise' et à des manières différentes de parler d'une telle communauté. Certains participants parlent d'une **identité** bruxelloise, qui est souvent considérée comme inatteignable et même impossible. La notion d'identité suggère l'**unité** et la **similitude** et selon plusieurs participants, c'est précisément cette unité qui fait défaut dans une ville aussi diversifiée

et multiculturelle que Bruxelles. **'L'impossibilité'** d'une identité bruxelloise est formulée aussi bien par des Bruxellois autochtones que d'origine étrangère. Une jeune femme autochtone de Woluwe fait ainsi remarquer : *"C'est multiculturel donc au final un Bruxellois je pense ça se définit pas vraiment"*. Pour certains, la diversité et l'hétérogénéité croissantes qui caractérisent Bruxelles ont dilué ou fait disparaître l'identité bruxelloise, qui était auparavant beaucoup plus forte selon eux. Un Bruxellois autochtone âgé (65 ans) dit : *"Je me demande s'il y a encore une identité bruxelloise. Je pense que l'on...y a trop de... de cultures différentes"*.

Parfois, la **'différence'** est cependant considérée comme l'élément qui relie les Bruxellois: comme le fondement et le 'cœur' de l'identité bruxelloise. Autrement dit, l'identité bruxelloise serait caractérisée par une non-identité : *"C'est peut-être ce que vous [autre participant] appelez 'non-identité' qui fait certainement mon identité bruxelloise en fait"*. *"Ik voel mij heel hard Brusselaar"*, fait remarquer une jeune femme, car *"iedereen is vreemd en iedereen is een minderheid"* à Bruxelles. Cette diversité est vue comme *"un point commun qu'on a tous ici"* et fait que *"on peut tous se placer sous l'identité bruxelloise"*.

D'autres participants ne parlent pas de la communauté bruxelloise en termes d'identité, mais bien de **conscience** bruxelloise ou **d'esprit** bruxellois. Ils font référence à quelque chose d'indéfinissable qui relie les Bruxellois et qui forme le cœur de la communauté bruxelloise: *"Waar dat ge ook vandaan komt, als ge hier twee jaar woont, dan snapt ge wat Brussel is en dan deelt ge dat Brussels bewustzijn"* (femme, vingt ans).

Cette conscience bruxelloise est parfois renforcée symboliquement par la **mauvaise réputation** de Bruxelles que perçoivent certains participants. L'impression de devoir 'défendre' Bruxelles fait que, pour eux, *Brusselaars een speciale verhouding hebben tot de stad*. La mauvaise réputation de Bruxelles, en particulier en Flandre et en Wallonie, ravive donc la conscience bruxelloise de certains, qui défendent 'leur' ville auprès de ceux qui ne la connaissent pas et qui la regardent d'un œil méfiant:

Ik heb ook al gans mijn leven Brussel moeten verdedigen. Eens ge buiten Brussel gaat, ja onder andere mensen, ge zegt wel de hele tijd, ja wij zijn van Brussel, en neen wij zijn zo slecht nog niet, en neen het is wel zo, ook gewoon de stad, niet alles is voor u uitgetekend, niet alles is voor u uitgelijnd. (femme, vingt ans)

Par ailleurs, on évoque aussi des **moments de cohésion** lors desquels la conscience bruxelloise est renforcée (voir aussi chapitre 4). Ces moments peuvent être de nature positive, par exemple lorsque des événements tels que la **Zinnekeparade** et la **Journée sans voitures** rassemblent les Bruxellois. D'autres moments de renforcement de la conscience bruxelloise sont tragiques et négatifs. Les **attentats de mars 2016** sont souvent cités comme un événement qui a donné lieu à un sentiment accru de solidarité. Les Bruxellois sont symboliquement réunis dans le deuil, mais se rassemblent aussi dans des lieux physiques de deuil et de commémoration. Pour plusieurs participants, cette solidarité dépasse les différences entre Bruxellois, comme le disent respectivement une jeune femme belge et un jeune homme d'origine arabe : *"Brussel is misschien wel divers en multicultureel, maar als er zo'n dingen gebeuren zoals in Zaventem en Maalbeek met de aanslagen, dan zijn we wel samen"* (femme, vingt ans) ou *"Y a une sorte d'union autour de ça [les attentats], tout le monde s'est rapproché"*.

8.2. S'IDENTIFIER COMME 'BRUXELLOIS' ?

Une question qui suit automatiquement est de savoir si les participants se sentent aussi faire partie d'une communauté bruxelloise, quelle que soit la manière dont ils la définissent. Dans cette partie, nous centrons la discussion sur les concepts 'd'identification' et 'd'appartenance'. Les participants se sentent-ils appartenir à une communauté bruxelloise et s'identifient-ils dès lors comme Bruxellois ? Nous commenterons d'abord les différentes 'conditions d'identification' : les critères sur la base desquels les participants s'identifient ou non comme Bruxellois. Ensuite, nous traiterons des rapports que l'identité bruxelloise entretient avec d'autres identités, qui se manifestent à un niveau plus local ou plus global. Nous nous concentrerons enfin sur la question linguistique du français et du néerlandais à Bruxelles en nous demandant le rapport que l'identité bruxelloise entretient avec l'identification potentielle à un certain groupe linguistique.

8.2.1. Conditions d'identification : lieu de naissance et origine ou lieu de vie

Nous distinguons deux conditions sur la base desquelles les participants s'identifient ou non comme Bruxellois. D'une part, certains participants utilisent le lieu de naissance comme critère déterminant : on se sent ou non Bruxellois parce qu'on est né ou pas dans cette ville. D'autre part, certains participants utilisent un critère moins restrictif : ils se sentent Bruxellois parce qu'ils habitent à Bruxelles et, surtout, parce qu'ils y vivent.

Lieu de naissance et origine

L'importance que différents participants attribuent au **lieu de naissance** comme critère pour s'identifier comme **Bruxellois** est frappante et se manifeste de différentes manières.

L'importance du lieu de naissance apparaît d'abord clairement quand on examine des témoignages de participants qui ne sont *pas* nés à Bruxelles. Ils défendent souvent l'idée qu'ils ne se sentent pas Bruxellois parce qu'ils ne sont pas nés dans la ville. Les participants qui utilisent le critère du lieu de naissance font souvent valoir que – pour diverses raisons (voir chapitre 3) – ils aiment vivre à Bruxelles, mais qu'ils ne se sentent pas 'Bruxellois' – *“Non, pas du tout. Non, là je dois dire, j'aime bien vivre ici mais non... je ne me sens pas comme Bruxelloise, non”*. Une jeune femme originaire d'Islande fait la distinction entre Bruxelles qui est son lieu de vie et l'Islande qui est son 'chez elle' : *“kind of like more where I feel I belong”*. L'importance du lieu de naissance se manifeste aussi avec des participants qui sont nés en Belgique. Dans un focus group avec des habitants pensionnés de Bruxelles, les participants font la distinction entre les membres du groupe qui sont nés à Bruxelles et ceux qui ne le sont pas. Ces derniers disent parfois se sentir plutôt 'Belges' que 'Bruxellois' : *“Je ne suis pas bruxelloise de naissance, donc, mais euh, donc depuis 60 ans je suis à Bruxelles mais je ne vais pas dire je suis bruxelloise, non je suis belge”*.

L'importance du lieu de naissance est encore plus claire dans des témoignages de participants qui sont nés à Bruxelles. Pour les Bruxellois qui ne sont pas issus de l'immigration, il est souvent évident de se sentir Bruxellois, parce qu'ils sont nés dans cette ville. Ce sentiment d'évidence fait en sorte qu'ils approfondissent rarement cette

question. Pour les Bruxellois d'origine étrangère qui sont nés à Bruxelles, il est souvent évident aussi de s'identifier comme Bruxellois : *“Je suis bruxelloise, je suis née à Bruxelles”*. En même temps, ils se sentent perçus comme des **‘étrangers’** par certains Bruxellois non issus de l'immigration. Il va de soi que ces identifications conflictuelles – l'auto-identification comme ‘Bruxellois’ et l'identification comme ‘étranger’ par certains Bruxellois autochtones (y compris des personnes qui se ne sont pas nées elles-mêmes à Bruxelles) – occasionnent fréquemment un sentiment de frustration (voir à ce sujet le chapitre 6).

Nous constatons effectivement que certains Bruxellois autochtones ‘blancs’ (donc sans origine migratoire) vont un pas plus loin dans la définition de ceux qui sont ou non Bruxellois. Être né à Bruxelles ne suffit pas : être ‘Bruxellois’ dépend aussi du fait d'avoir ses **‘racines’** dans la ville et d'avoir la vieille mentalité bruxelloise typique – *“la zwanze”* : *“le vieux Bruxellois, c'est pas nécessairement le Bruxellois qui vient d'un autre pays et qui n'a pas cette mentalité-là”*. L'identité bruxelloise prend alors forme à partir de la **figure mythique** du ‘Brusseleir’ – *“Brusselaar de souche”*, le Bruxellois traditionnel *“from many centuries ago”*, le *“zinneke”*. Un certain nombre de participants, en particulier des Bruxellois d'un certain âge (plus de 50 ans), déplorent que l'identité bruxelloise ‘authentique’ soit devenue une identité minoritaire et qu'ainsi les traditions bruxelloises ‘authentiques’ disparaissent : *“On se sent partout en minorité”*. Bruxelles, *“c'est multiculturel mais le brusseleir se perd. Ça devient compliqué d'avoir une échoppe typiquement bruxelloise ou des caricoles... [...] je crois qu'on est en train de perdre l'identité bruxelloise”*. La disparition de cette identité bruxelloise ‘authentique’ est donc souvent associée à la présence d'autres communautés et de personnes d'origine ethnoculturelle différente, qu'elles soient nées ou non à Bruxelles – *“c'est qu'à cause de certaines personnes, le folklore disparaît”*.

Lieu d'habitation et de vie

Parfois, ce n'est pas le lieu de naissance mais le lieu d'habitation et de vie qui sert de base pour s'identifier comme Bruxellois. Si les participants s'identifient encore souvent à leur pays d'origine, *“d'autres racines peuvent se mettre ailleurs aussi dans d'autre pays, dans d'autres villes selon ce que l'on vit et comment on vit les choses, voilà”*. On se sent *“implanté”* à Bruxelles dans différents domaines de l'existence. Nous observons ici une évolution vers l'importance de la **vie** à Bruxelles comme condition pour se sentir Bruxellois. Plus on vit à Bruxelles depuis longtemps et on y a une longue histoire de vie, plus fort on s'identifie comme Bruxellois : *“J'ai grandi ici, j'ai fait mes études à Bruxelles, J'ai travaillé [...] donc je suis Bruxelloise”*. On se sent *“ancré”* à Bruxelles :

Je me sens surtout Bruxellois, parce que c'est ma routine, c'est là j'ai vécu près de trente ans donc c'est là qu'il y a des anciennes relations, c'est là qu'y a l'enfance, c'est là qu'il y a des souvenirs.

En revanche, quand on n'a pas l'intention de construire une existence à long terme à Bruxelles, on a souvent moins tendance à s'identifier comme Bruxellois : *“Moi, je ne me sens pas Bruxelloise, je me sens de profiter de ce que la ville apporte mais je sais que c'est pas pour toujours. C'est un passage”*.

Le fait de s'identifier comme Bruxellois sur la base du lieu d'habitation et de vie dépasse une identification pragmatique – 'j'habite à Bruxelles, donc je suis Bruxellois' – mais a aussi de fortes **dimensions émotionnelles**, comme nous l'avons déjà suggéré plus haut. On se sent Bruxellois parce qu'on y construit des relations humaines et des souvenirs. Cette dimension émotionnelle se manifeste parfois aussi d'une autre manière. Des participants, tant d'origine belge qu'étrangère, se disent alors *fiers* de vivre et d'habiter à Bruxelles : *“Ben oui, on est Bruxellois. Enfin moi, je suis fière de dire que j'habite Bruxelles et que je suis Bruxelloise”, “ donc je suis fière de vivre ici ”, “ très fière d'être Bruxelloise ”.*

Cette logique, dans laquelle le fait de vivre et d'habiter à Bruxelles sert de critère pour s'identifier comme Bruxellois, donne lieu à une définition moins restrictive du 'Bruxellois' : être Bruxellois n'est pas lié à des 'racines' que l'on a dans la ville, mais bien à la vie qu'on y a construite. Un Bruxellois d'origine belge fait ainsi la réflexion que *“les vrais Bruxellois, c'est peut-être les premières communautés d'origine maghrébine qui se sont installées ici”.*

8.2.2. L'identité bruxelloise en relation avec des identités locales, nationales et globales

Le sentiment d'appartenance à une communauté et l'identification avec celle-ci ne doivent pas forcément revêtir un caractère exclusif. Les gens peuvent s'identifier avec différentes communautés en même temps et s'assigner différentes appartenances. Nous avons par exemple vu au chapitre 6 comment une 'identité bruxelloise' était parfaitement combinable, pour divers participants, avec l'appartenance à une communauté religieuse et culturelle. Nous allons nous concentrer ici sur la question de savoir quel rapport l'identité bruxelloise entretient avec des identités qui se manifestent au niveau local, national ou global.

Il arrive qu'une **identité plus locale** soit privilégiée par rapport à une identité bruxelloise. C'est notamment le cas lorsque les participants se sentent très attachés à la commune ou même au quartier où ils habitent. Nous avons vu au chapitre 3 l'importance d'une vision de Bruxelles comme une “mosaïque urbaine” dans laquelle chaque commune possède une identité et un caractère propre. C'est cette dynamique spatiale qui nous permet de comprendre comment des participants privilégient parfois une identité communale à une identité bruxelloise plus générale : *“Je pense que le Bruxellois ne s'identifie pas avec la ville de Bruxelles mais plutôt avec son quartier”.* Dans cette logique, des participants éprouvent un '**sentiment de village**' (voir chapitre 3) et disent parfois avoir un lien très fort avec la commune où ils résident. Par exemple : *“Saint-Gilles, [...] je suis tellement ancrée ici”.*

Dans d'autres cas, l'identité bruxelloise est mise en confrontation avec l'**identité nationale**. Une combinaison entre les deux est parfois possible, aussi bien pour des participants qui sont nés en Belgique que pour certains qui ont un autre pays d'origine : *“Moi, je...moi je me sens Belge, Brusseleir”, “Je me sens Bruxelloise, Belge aussi”.* Dans certains cas, l'identité bruxelloise est nettement prioritaire ou secondaire par rapport à l'identité nationale. Un réfugié politique décrit par exemple sa réticence à s'identifier à un sentiment national : *“Oui, je me sens beaucoup plus Bruxellois que Belge, parce que moi, je*

n'ai jamais eu vraiment le sentiment national". Ou bien c'est l'identité nationale qui l'emporte au contraire sur l'identité bruxelloise, comme pour cette jeune femme qui vit à Bruxelles depuis 2012 et qui mentionne surtout les avantages pratiques de cette situation - "vivre à Bruxelles, c'est vivre près de tout" - (voir chapitre 3), mais qui en même temps s'identifie plutôt comme Belge que comme Bruxelloise - "... Euh... moi je me sens Belge et pas Bruxelloise".

Dans d'autres cas, c'est une **identité plus globale** qui est prioritaire par rapport à une identité bruxelloise. Les 'expats', par exemple, qui travaillent souvent pour les institutions européennes, s'assignent parfois explicitement une identité européenne : "I say to myself, "Okay, when people say, 'Where are you from? Or what nationality are you?' I say I'm European." Because, obviously, I've benefitted from two cultures". À un niveau encore plus global, des participants s'identifient comme 'citoyens du monde'. Nous observons que cette expression permet une combinaison de différentes identités et appartenances :

Moi d'aujourd'hui, quand on me demande d'où je suis, je dis: 'Je suis citoyenne du monde', parce que je... Allez, quand je dois expliquer que je suis née à Anvers, région flamande, que j'habite à Bruxelles, région francophone, pas francophone, bilingue, c'est... c'est...

8.2.3. Le français, le néerlandais et l'identité bruxelloise

En fait, l'identité bruxelloise ne peut pas être pensée - en tout cas à un niveau institutionnel - sans évoquer le multilinguisme de la ville. Il y a d'une part l'énorme diversité linguistique qui caractérise la ville dans sa réalité quotidienne et d'autre part le caractère officiellement bilingue de Bruxelles, qui constitue dans une certaine mesure le cœur d'une appartenance institutionnelle à Bruxelles. Le bilinguisme officiel de Bruxelles est un facteur qui donne une complexité supplémentaire à la question de la 'citoyenneté' à Bruxelles - en termes administratifs, mais aussi en termes plus symboliques de 'se sentir appartenir à...?'

Nous avons déjà vu que les participants attachent souvent de l'importance à la langue à Bruxelles. La diversité linguistique de Bruxelles est considérée d'une part comme une richesse et un indicateur du cosmopolitisme de la ville. Mais d'un autre côté, des quartiers où 'on parle uniquement arabe' sont parfois perçus comme des 'ghettos', comme un 'pays étranger' et comme des lieux où on ne se sent plus chez soi en raison de l'absence d'une langue commune.

Contrairement à la diversité linguistique qui est liée au caractère multiculturel de la ville, la question du bilinguisme est moins thématifiée dans les focus groups. Quand c'est le cas, elle n'est généralement pas thématifiée comme une question de *diversité culturelle* mais plutôt, notamment dans les focus groups néerlandophones, en termes de 'droits civils'.

Bilinguisme

Nous constatons que la **question du bilinguisme** en soi est quasiment absente dans les focus groups réunissant des Bruxellois francophones. Elle est abordée dans quelques cas,

par exemple lorsqu'une jeune femme fait remarquer : *“Bruxelles c'est quand même deux langues à la base, au final j'ai l'impression que j'utilise que le français”*. Un autre participant francophone observe que la question du bilinguisme est plutôt une question politique, qui ne se manifeste pas dans la réalité quotidienne, car *“de personne à personne, ça va très bien”*. Mais tout le monde ne partage pas ce point de vue. Plusieurs participants néerlandophones témoignent des formes de **discrimination** qu'ils ressentent dans leur vie quotidienne à Bruxelles. C'est surtout le manque de bilinguisme dans les organismes officiels qui est dénoncé : *“ja uh ik vind, als het officieel is, bijvoorbeeld het Gemeentehuis of een andere instantie, dan zou het officieel tweetalig moeten zijn”*, ou :

Maar ik vind ook dat in, voor de officiële diensten en zo, de klinieken en zo, er een minimum aan de twee talen zou moeten verkregen worden. Want wie dat niet kan, heeft toch geen duidelijke uitleg of verstaat niet wat hem gezegd wordt he.

Un argument semblable est également exprimé dans un focus group avec de jeunes étudiants néerlandophones : le droit à pouvoir parler sa propre langue dans des services et organismes publics. Un discours politique plus explicite est mobilisé et le lien avec des partis politiques est également fait. Plus concrètement, l'association entre certains partis politiques et la question du bilinguisme est faite, mais en même temps elle est aussi problématisée. Dans le témoignage suivant, on lit l'argument selon lequel le néerlandais à Bruxelles doit être considéré comme un droit (civique), indépendamment des idéologies politiques :

Maar dat is wel belangrijk dat ze in Brussel uw taal kunnen, terwijl als ge zo'n dingen zegt of denkt, hebben veel mensen iets van ja maar ge bent flamingant, of ga dan maar in Vlaanderen wonen. Maar ik vind dat jammer want Brussel is ook mijn stad en ik wil dan ook wel in mijn taal kunnen doen, en dat zou niet mogen uitmaken van welke politieke ideologie ge bent dat ge gewoon uw eigen taal kunt spreken als je naar de dokter gaat.

La communauté néerlandophone et le Flamand

C'est souvent à partir d'un 'statut de minorité' - nous sommes *“een minderheid”* ou *“een zodanig kleine gemeenschap”* - qui peut s'accompagner ou non d'expériences de discrimination que des néerlandophones s'assignent une identité bruxelloise. Mais ils la combinent avec une identification avec la **Communauté néerlandophone** à Bruxelles. Ils décrivent celle-ci par exemple comme une communauté si petite que *“ik denk dat ik de meeste mensen ken”*. À d'autres reprises, ils font la comparaison avec un *“clan”* ou un *“banc de poissons”* dans un grand aquarium. Les néerlandophones de Bruxelles sont parfois aussi considérés comme une communauté distincte par des francophones - *“cette communauté”* - avec laquelle ces derniers ont peu de contacts *“parce que justement, la communication passe par la langue”*. Dans les focus groups francophones, on identifie donc une communauté néerlandophone, mais pas une communauté francophone. Tout cela suggère que le français est effectivement considéré à Bruxelles comme la langue standard qui en soi - contrairement au néerlandais - ne suppose pas une identification avec une 'communauté'.

Des Bruxellois néerlandophones plus âgés évoquent parfois plus explicitement une **'identité flamande'** plutôt qu'une communauté néerlandophone : *“ik kan mij niet*

bedenken zonder eerst Vlaming te zijn". Le discours de ces participants est aussi plus axé sur la position minoritaire des Flamands à Bruxelles et se caractérise par un discours sur 'l'émancipation' : *"Wij moeten ons tonen als Vlaming ook. En niet verstoppen"*. En même temps, on voit qu'ici aussi une identité bruxelloise est combinée à une identité flamande. L'identité du Flamand de Bruxelles est donc spécifique et ne peut pas être assimilée à celle du 'Flamand de Flandre'. Le Bruxellois flamand est *"plus large d'esprit"* et peut vivre avec le caractère multiculturel de la ville.

Des francophones font également la distinction entre le Flamand de Bruxelles et le Flamand de Flandre, façonnant ainsi une identité du Bruxellois néerlandophone. Le témoignage ci-dessous mobilise une image presque 'mythique' du '**Flamand de la rue Dansaert**' :

Le néerlandophone de Bruxelles n'est pas le néerlandophone navetteur qui vient de Flandre. Ce n'est pas la même chose. Par exemple le zone Saint-Catherine et tout ça... Il y beaucoup de néerlandophones et le centre culturel de KVS, l'AB, tout ça. Ce sont des bruxellois...donc ils parlent toutes les langues. Et ils sont mélanges. C'est vrai que tous les néerlandophones que je connais la plupart ils sont souvent en couple avec des francophones.

Par analogie avec cette image du 'Flamand de la rue Dansaert', la communauté néerlandophone est parfois définie comme une sorte de communauté culturelle, *"een soort van culturele scene"*, *"pintjes drinkend op het Sint-Katelijneplein"*.

8.3. CITOYENNETÉ CIVIQUE ET ACTIVE À BRUXELLES

Nous avons traité plus haut de la dimension d'identification de la citoyenneté : se sentir ou non faire partie de la communauté bruxelloise et s'identifier ou non comme Bruxellois, en relation avec d'autres identités. Cette dernière partie sera davantage axée sur la notion de citoyenneté elle-même. Nous nous demandons quel *type de citoyenneté* les participants s'assignent, en distinguant une conception relativement limitée de la citoyenneté - une citoyenneté civique - et une conception plus large, qui suppose la participation et l'engagement.

La **citoyenneté civique** met l'accent sur la '**position juridique**' du citoyen. Elle concerne un certain nombre de droits - comme le droit à la libre expression - et de devoirs - comme celui de payer des impôts - qui sont liés à la citoyenneté. Une participante originaire de France s'assigne une telle conception de la citoyenneté dans le témoignage suivant :

Moi, je me sens Bruxelloise dans un sens [...] comme ça, parce que je paye mes impôts ici, je marche sur les trottoirs ici [...]. J'estime que je suis Bruxelloise dans le sens où j'ai le droit de m'exprimer et j'ai le droit d'exiger certaines choses.

Cependant, la citoyenneté peut aussi revêtir une signification plus profonde et se référer à **la participation et à l'engagement**. Selon cette conception participative, une citoyenneté active implique un lien fort avec la collectivité et un engagement dans celle-ci. Elle signifie que les citoyens prennent part à des activités et fassent partie d'associations qui se situent entre la sphère privée et publique. Comme des focus groups ont été organisés avec des associations, il va de soi que le projet BruVoices s'est adressé à de nombreux Bruxellois qui assurent une citoyenneté active. Des focus groups ont été mis sur pied avec diverses organisations qui s'engagent pour des objectifs collectifs. Plusieurs participants ont témoigné de leur engagement au sein et en dehors de l'organisation pour laquelle ils ont participé au projet BruVoices : du volontariat dans des restaurants sociaux, dans des centres d'aide et de soutien, dans des associations de soutien scolaire, dans des comités de parents etc. Une citoyenneté active implique une certaine manière de *“faire attention aux autres”*. Pour les participants, c'est aussi une question de **solidarité** entre citoyens (voir chapitre 7). Une participante explique ainsi son engagement dans une organisation pour seniors :

On fait partie aussi avec le CPAS ici de Saint-Gilles, pour le troisième âge, et on mène justement une campagne de ne pas rester seules chez elles. [...] je trouvais c'est très important cette solidarité.

Nous avons vu au chapitre 4 et au chapitre 7 que la vie associative joue, selon les participants, un rôle central pour créer une solidarité entre les citoyens alors que les pouvoirs publics sont souvent défaillants à leurs yeux. De fait, on entend régulièrement qu'une société meilleure commence par des **initiatives citoyennes** plutôt que par la politique. Un participant commence son récit sur son initiative pour venir en aide à des jeunes en difficulté en remarquant : *“Vraiment maintenant ici, dans le quartier, on essaie de faire des initiatives. Ça c'est pour les Bruxellois qui se prennent en charge d'eux-mêmes. On n'attend pas qu'on fasse tout pour nous”*. Dans une discussion sur les initiatives citoyennes pendant la crise des réfugiés au parc Maximilien, quelqu'un fait observer de manière similaire que *“des choses qui peuvent se réaliser, c'est fort hors politique”*.

Cependant, la volonté d'une citoyenneté active est restreinte ou même menacée lorsque des participants **ne se sentent pas suffisamment entendus ou reconnus** dans la ville. Nous avons par exemple vu au chapitre 5 que des homosexuels se disent trop peu acceptés. Ils font l'expérience d'une marginalisation et même d'agressions d'une manière qui compromet un sentiment de citoyenneté inclusive. Bruxelles est alors perçue comme *“not a city where I would feel comfortable to kiss my boyfriend or to have his hand just walking in the street”*. Le chapitre 6 a clairement montré que des participants se sentent parfois discriminés et marginalisés en raison de leurs convictions religieuses, même si, comme le dit une musulmane bruxelloise, *“on est aussi citoyen qu'on ait le voile ou pas [...] citoyenne à part entière”*. Et au chapitre 7, nous avons vu que la pauvreté peut être à la base d'une discrimination et d'une exclusion et, par conséquent, d'une 'citoyenneté incomplète'. Rappelons les propos marquants d'un sans-abri : *“On ne parle jamais des sans-abri. Jamais. Et on ne se pose jamais la question ce que les sans-abri veulent”*.

La super-diversité sous toutes ses formes qui caractérise Bruxelles et les problématiques de discrimination, de marginalisation et d'exclusion qui l'accompagnent - et dont il a été question tout au long de ce rapport - constituent donc un défi

fondamental pour une citoyenneté bruxelloise inclusive et active. D'un autre côté, ce chapitre - et plus largement tout le rapport - a clairement montré que la citoyenneté à Bruxelles avait un potentiel énorme. Ce potentiel se situe entre autres dans la diversité ethnoculturelle *en soi* en tant que cœur d'une identité bruxelloise ; dans la vie associative comme fondement de la solidarité entre habitants de la Région de Bruxelles-Capitale ; et au niveau des événements bruxellois, qui renforcent le sentiment de cohésion à Bruxelles.

CONCLUSION

La cohésion sociale à Bruxelles et ses différentes dimensions

Au terme de cette enquête, revenons sur les grandes lignes soulevées dans ce rapport quant au discours des citoyens sur leurs expériences de la cohésion sociale à Bruxelles.

‘Bruxelles’ : ville de contradictions et de potentiel

Le chapitre 3 proposait de considérer les représentations que les participants se font de ‘Bruxelles’, tant sous l’angle de ses qualités urbaines que de sa dimension spatiale. De nombreux de **paradoxes** et contradictions traversent les récits des participants : Bruxelles est perçue comme une mosaïque ‘cosmopolite’ où chacun vit dans sa bulle, comme une ville ‘verte’ et ‘sale’, comme un ‘village’ et une grande ville ‘anonyme’, comme ‘ouverte’ et ‘tolérante’ mais travaillée par des formes de ‘discrimination’ diverses, comme ‘calme’ bien que ‘chaotique’, Certes, une ville, par définition, est un espace traversé de paradoxes et de contradictions (Côté, 2005). Ce sont les combinaisons de ces paradoxes qui, selon de nombreux participants, donnent un caractère propre à Bruxelles, voire qui contribuent à sa qualification comme ‘bonne ville’. Ces paradoxes et contradictions se retrouvent aussi lorsqu’il s’agit de caractériser la configuration spatiale de la ville. Bruxelles est ainsi perçue comme une agglomération de ‘bulles’ ; ce qui peut être considéré positivement – chaque quartier ayant ses particularités et son propre ‘charme’ - autant que comme l’expression de logiques d’entre-soi allant à l’encontre d’un ‘bon’ vivre-ensemble. Les participants organisent également Bruxelles sur base de **‘cartes mentales’** ne coïncidant pas nécessairement avec les frontières administratives des communes ou avec la vraie géographie de la Région. Le ‘centre de Bruxelles’ est par exemple souvent distingué des communes dites de ‘périphérie’ qui sont localisées à la frontière flamande. L’analyse a identifié deux imaginaires sur la base desquels les participants articulent leur préférence pour le centre-ville ou pour les communes de périphérie : le centre-ville est décrit comme un espace vivant, hétérogène et dynamique bien que chaotique et marqué par l’insécurité alors que les communes de périphéries sont définies comme calmes, vertes et plus sûres. De plus, Bruxelles est représentée par de nombreux participants comme une ville divisée entre le nord et le sud, l’est et l’ouest, ou les deux côtés du canal. Ces divisions sont devenues plus globalement à Bruxelles le symbole d’une ‘dualisation sociale’. Uccle et Molenbeek semblent d’ailleurs fonctionner comme symboles pour évoquer des réalités urbaines contrastées où l’expérience du vivre-ensemble diffère fortement.

Les cinq dimensions de la cohésion sociale dans le discours des participants

Le chapitre 4 consacré aux **réseaux sociaux** a montré l’importance qu’ils revêtent à Bruxelles pour la perception de la ‘convivialité’ et de ‘la qualité de vie’. Cette observation s’explique par le fait que ces réseaux sont à la base d’une vie sociale fondée sur des relations affinitaires, quelle que soit leur forme (communautaire, culturelle, confessionnelle, sportive, professionnelle...). Les participants soulignent l’importance des espaces propices à une convivialité quotidienne (‘everyday kindness’), qui contribuent à la construction de relations sociales spontanées bien que souvent

éphémères. Quand il s'agit de construire des réseaux plus durables, le rôle des associations dans l'intégration à la vie urbaine est particulièrement valorisé par les participants. Les réseaux sociaux et les associations fonctionnent comme dispositifs de 'rencontre' et de 'contact social' entre les citoyens. Ces réseaux sociaux tendent à se caractériser par une certaine homogénéité sociale et une diversité culturelle : ils sont à la base de la 'rencontre interculturelle', mais favorisent peu le contact entre les différents milieux socio-économiques qui cohabitent dans la ville. À côté de l'importance des associations, on observe aussi le rôle incontournable attribué aux relations de voisinage. Des relations de voisinage solides et basées sur la convivialité et l'entraide - le 'bon voisinage' - participent au sentiment de bien-être dans la ville.

Le chapitre 5 s'est intéressé aux **relations en public** dans les espaces de coprésence entre citoyens qui ne se connaissent pas. Contrairement aux réseaux sociaux, l'espace public et les relations en public apparaissent de manière bien moins fréquente dans le récit de beaucoup de participants. L'espace public représente ainsi la 'toile de fond' de l'expérience urbaine, un espace intermédiaire, reliant les différents lieux qui importent pour le citoyen, et un espace secondaire, car il n'est pas au cœur des récits des participants. Le domaine de la vie publique se voit dès lors surtout abordé lorsqu'il est la scène où prennent place certains événements marquants, qu'ils soient heureux ou malheureux, et qui viennent ainsi troubler le rapport indifférent qui le caractérise. Notons également dans le discours des participants l'effet important qu'ont eu les attentats sur les relations en public entre les citoyens à Bruxelles. De manière générale, les relations pacifiées reposent sur une 'indifférence civile' qui implique de ne pas se dévisager entre passants et de se faire a priori confiance. Pour certains participants, les attentats sont venus ébranler cette relation de confiance et ont ainsi renforcé la méfiance entre les Bruxellois.

Le chapitre 6 s'est intéressé à la dimension de la **diversité culturelle**, ou plus précisément ethno-culturelle dans la ville. Le caractère 'multiculturel' de Bruxelles est central dans le récit des participants, et la cohésion sociale à Bruxelles est souvent approchée à partir de cette dimension spécifique. Si ce caractère est largement perçu comme positif et enrichissant par les participants, la majorité d'entre eux considère également que cette multiculturalité se prolonge par une certaine logique d'entre-soi. La ville est approchée comme une agglomération de petites bulles¹⁴, microcosmes, quant-à-soi, et une diversité de petits mondes 'affinitaires'. Ces 'bulles' prennent forme dans l'espace urbain, et les participants en font l'expérience sous des formes variées. Entre le plaisir à voyager d'un monde à l'autre ou le malaise à traverser des espaces marqués d'un point de vue ethno-culturel, entre l'hospitalité ressentie dans les espaces multiculturels et les difficultés d'accès éprouvées dans certains espaces d'entre-soi, les récits varient fortement d'une catégorie de participants à une autre. La diversité ethno-culturelle pose également la question des manques de reconnaissance d'une pleine appartenance à la communauté urbaine, que les participants éprouvent sous différentes formes (discrimination, déni de l'histoire migratoire et coloniale...).

Le chapitre 7 s'est intéressé à la dimension de la **solidarité** qui, de manière générale, a été peu relevée lors des focus groups, ou abordé le plus souvent après la sollicitation du facilitateur. Le vivre-ensemble est globalement peu problématisé par les participants

¹⁴ Sur la notion de 'bulles', on peut référer à l'ouvrage de Sloterdijk (1998).

sous un angle socio-économique. La solidarité est alors souvent approchée sous l'angle de la camaraderie ou de la fraternité, que ce soit dans le cadre de grands rassemblements, des relations de voisinage ou des relations communautaires. Lorsque la dimension socio-économique intervient dans les discours, elle est considérée sous l'angle d'inégalités d'accès aux ressources et biens publics (logement, travail). On remarque alors que les publics qui ne vivent pas cette expérience semblent en méconnaître largement les conditions autant que les effets, et ne se représentent pas les difficultés d'accès (au logement, à la sphère professionnelle, à l'éducation) qu'éprouvent les publics plus précaires dans la ville. Les participants évoquent également le malaise qu'induit la confrontation aux figures de la pauvreté urbaine dans la ville - le sans abri étant la figure la plus perceptible à cet égard : ils ne savent quelle attitude à adopter face à leur présence, ou à leur sollicitation. Si les pouvoirs publics sont largement perçus comme ceux à qui revient la prise en charge de la pauvreté et de l'exclusion, leur manque d'effectivité est souvent relevé. Dans les pratiques de solidarité à Bruxelles, le rôle des réseaux communautaires et de voisinage, ainsi que des associations est premier.

Enfin, le chapitre 8 revenait sur la dimension du **sentiment d'appartenance et de citoyenneté**. Bruxelles étant caractérisée par sa pluralité, il semble particulièrement difficile pour certains participants de se représenter ce qui ferait 'communauté', hormis le partage d'un même espace. Pour d'autres participants, la diversité et la pluralité de Bruxelles sont des facteurs déterminants de l'identité bruxelloise, ou de la non-identité qui caractérise Bruxelles selon certains. Le fait d'être né à Bruxelles ou d'y vivre semblent constituer les bases premières du sentiment d'appartenance : la citoyenneté est alors considérée sur base de la naissance ou de la résidence. Ce sentiment d'appartenance à la communauté est parfois mis à mal, pour les descendants de l'immigration nés à Bruxelles ou y résidant, par l'expérience du 'rappel' fréquent aux origines dans les interactions. L'identité bruxelloise est une identité qui se combine généralement à d'autres - locales, nationales, globales. Le lien avec les identités communautaires institutionnelles est peu soulevé dans les focus groups, hormis par la communauté néerlandophone, qui se perçoit comme une minorité - bien distincte de la communauté flamande en sa totalité - éprouvant parfois des formes de discrimination, surtout dans son rapport aux pouvoirs publics bruxellois. La citoyenneté peut s'éprouver sous sa forme politique et juridique ou sous sa forme pratique, par la participation aux initiatives citoyennes. L'identité bruxelloise est plurielle et combinatoire. Les ressorts de l'appartenance et de la citoyenneté sont tout autant variés, tendus entre leur dimension juridico-politique et leur dimension pratique ou expérientielle.

La dominance de la dimension multiculturelle

Cette enquête sur l'expérience quotidienne de la cohésion sociale à Bruxelles a montré que certaines des différentes dimensions de la cohésion sociale (identifiées au chapitre 1) sont bien plus présentes dans le récit des participants que d'autres. Les relations affinitaires ont une place plus importante que celles ayant lieu dans le domaine public. Les relations en public sont souvent traversées de sentiments d'insécurité ou de méfiance et ne sont l'objet que de peu d'attachements, contrairement aux lieux au sein desquels les habitants de Bruxelles inscrivent leurs usages et leurs habitudes et où prennent place les relations auxquelles ils tiennent. La faible place accordée aux relations en public peut aussi s'expliquer par l'absence relative d'un 'métadiscours' sur les espaces

publics dans les arènes médiatiques. Il semble que les participants manquent parfois d'un 'vocabulaire' étendu pour parler et discuter de ces lieux. Ce constat est particulièrement manifeste après s'être penché sur la richesse sémantique dont font preuve les participants pour aborder et traiter de la question multiculturelle, cette fois-ci fortement présente dans les arènes publiques ou médiatiques.

Les récits analysés montrent également un attachement des participants envers les relations affinitaires pour leur rôle central dans le vivre-ensemble à Bruxelles : l'échange interculturel se réaliserait dans le cadre des pratiques associatives et des relations affinitaires, centrales dans la prise en charge de la solidarité. Enfin, l'emphase sur les relations affinitaires se comprend en partie par le cadrage de l'enquête. En organisant les focus groups sur base des relations associatives, le dispositif méthodologique semble induire une valorisation de celles-ci ; les personnes participant à un focus group se connaissent et la régulation de la discussion s'opère de manière à ce que leurs bonnes relations soient maintenues.

La prédominance de la **dimension multiculturelle** observée dans l'enquête dépasse les limites de Bruxelles et rejoint une tendance plus générale de 'culturalisation' des questions sociales (Genard, 1999). Les problématisations socio-économiques ont laissé place, à la fin du 20ème siècle, à une lecture culturelle témoignant d'inquiétudes portant davantage sur la cohabitation entre de multiples groupes culturels ou ethniques que sur les rapports entre les divers groupes socio-économiques. Les discours des Bruxellois rencontrés s'inscrivent dans cette logique et mobilisent souvent des catégories culturelles pour aborder des **problématiques** qui ont une dimension **socio-économique**, (de redistribution, de justice sociale), ou qui renvoient à la 'question raciale' (Fassin & Fassin, 2006) - dimensions qui par ailleurs se croisent, notamment dans les formes de discrimination.

Enfin, l'emphase sur certaines dimensions conduit à **l'atrophie** d'autres questions et peut avoir un impact sur leur lecture. Ainsi, la question de la solidarité, lorsqu'elle est abordée, tend à être lue sous le prisme des relations affinitaires et rend moins visible ses aspects socio-économiques liés aux politiques de redistribution. Bruxelles est ainsi, comme l'auront largement répété les participants, une ville de petites bulles ; et l'espace qui les sépare autant que les conditions socio-économiques qui les distinguent restent finalement l'objet de peu de problématisations.

L'apport de l'analyse de discours

L'analyse de discours présentée dans ce rapport permet de comprendre comment les habitants de la Région de Bruxelles-Capitale perçoivent leur réalité quotidienne dans la ville et quelles sont les conceptions et idées plus larges auxquelles ils font appel lorsqu'ils parlent du vivre-ensemble à Bruxelles. En donnant une voix à 499 Bruxellois, nous avons pu cerner aussi bien le **potentiel** que les **faiblesses** perçus en relation avec les différentes dimensions de la cohésion sociale. La sélection des participants visait à refléter le mieux possible la diversité de la ville et de ses habitants et a permis à l'analyse de faire apparaître une **richesse de perceptions** et d'expériences de Bruxelles et du vivre-ensemble. Il a également été possible de mettre à nu un certain nombre de **perceptions dominantes**.

Bruxelles est ainsi souvent caractérisée par une combinaison de traits propres à une grande métropole urbaine et à une ville à taille humaine. Cette association est considérée comme un élément très important de la qualité de vie à Bruxelles. Parmi les autres forces de la ville, nous notons aussi les exemples de la vie associative et la vie de quartier comme facteurs permettant la constitution et l'entretien des réseaux sociaux ainsi que la création d'une solidarité parmi les citoyens ; de certains espaces publics spécifiques dans la ville – en particulier les parcs – qui contribuent à une atmosphère de 'convivialité quotidienne'; et d'événements comme la Journée sans voitures et la Zinnekeparade, qui renforcent un sentiment communautaire bruxellois. Le degré élevé de diversité ethno-culturelle qui caractérise Bruxelles est également perçu comme une force par certains participants : il constitue pour beaucoup d'entre eux un élément central de la (non-)identité bruxelloise, il contribue au caractère cosmopolite de la ville et il favorise la solidarité interculturelle. Dans le même temps, cette diversité constitue aussi pour plusieurs participants un défi, voire un problème ou une faiblesse de Bruxelles. Les différentes 'bulles'- 'mondes distincts' ou 'microcosmes' – auraient peu de contacts entre elles. Certains participants évoquent ainsi un sentiment d'insécurité dont ils font l'expérience dans des 'ghettos' tandis que d'autres témoignent de discriminations et de manifestations de racisme.

D'autres défis et faiblesses révélés par l'analyse de discours sont les expériences négatives vécues par les participants dans des espaces publics (par exemple les transports en commun), allant de sentiments de malaise jusqu'à des expériences d'insécurité et de violence. Comme faiblesses davantage inhérentes à Bruxelles même (plutôt qu'à la 'grande ville' en général), des participants ont mentionné la problématique de la propreté, la gestion politique de la ville, son caractère fragmenté et l'insuffisance d'une intervention politique appropriée pour lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales.

Cependant, l'analyse de discours réalisée est **allée au-delà de l'énumération des 'forces' et des 'faiblesses'** que les participants attribuent à Bruxelles. Le propre d'une analyse de discours est de rechercher des **structures signifiantes sous-jacentes** qui ne sont pas forcément visibles à la surface des narratifs, comme par exemple l'importance des catégories ethno-culturelles mentionnée ci-dessus. D'autre part, l'analyse de discours a aussi mis en lumière les cadres de pensée plus larges – par exemple la ville comme lieu cosmopolite, comme lieu de dynamisme, mais aussi comme lieu de chaos et d'insécurité – que les participants mobilisent pour parler de Bruxelles. Ces cadres sont à la base de la façon dont les habitants donnent un sens à leur expérience de la cohésion sociale dans la ville. Nous espérons dès lors avoir réussi à faire comprendre comment des cadres de pensée plus larges, des visions de l'humain et de la société et des expériences concrètes s'articulent pour produire une richesse de perceptions du vivre-ensemble à Bruxelles.

Cette analyse de la manière dont les habitants de Bruxelles parlent de la cohésion sociale dans leur ville fournit des éléments de compréhension sur les expériences et les opinions des Bruxellois et sur le rapport que la parole des citoyens entretient avec le contexte sociétal et idéologique plus large. Elle aide à mieux comprendre comment les habitants de Bruxelles envisagent la cohésion sociale dans leur ville. Elle donne des indications sur les défis et les faiblesses qui caractérisent selon eux cette cohésion sociale et met en lumière les points forts pour renforcer le potentiel existant. Ce potentiel se situe entre autres dans la diversité et l'hétérogénéité de la ville qui sont le cœur d'une

identité bruxelloise, dans la vie associative et la vie de quartier, sources de solidarité, dans des lieux publics de 'convivialité quotidienne' et dans des évènements qui confortent le sentiment d'appartenance à une communauté bruxelloise.

BIBLIOGRAPHIE

- Amin, A., 2002. « Ethnicity and the multicultural city: living with diversity », *Environment and planning A*, 34 (6), p.959-980.
- Berger M. & Charles, J., 2014, « Persona non grata. Au seuil de la participation », *Participations*, n° 2, pp. 5-36.
- Berger M., 2014, « Troubles de l'ordre public et droit à la ville », *B.I.S.*, n° 172, Conseil bruxellois de coordination socio-politique.
- Berger M., 2015, « Des publics fantomatiques », *SociologieS*.
- Berger M., Francou L., 2015, « Policer les espaces publics urbains par la marche ? », *Environnement Urbain / Urban Environment*, vol. 9.
- Berger M., Kastrissianakis K., Stavo-Debaugé J., 2018, (à paraître), *Cities in Shock*, Brussels, Metrolab.
- Bidet A., Boutet M., Chave F., Gayet-Viaud C., Le Méner E., 2015, « Publicité, sollicitation, intervention », *SociologieS*.
- Bonilla-Suarez N., 2010, « La compétence du savoir-(sur)vivre : épreuves d'identité dans la guerre civile colombienne », thèse de doctorat en sciences sociales, Paris, École des hautes études en sciences sociales.
- Bridge, G. & Watson, S., 2002, « City Imaginaries » in G. Bridge & S. Watson (ed.), *A companion to the city*, Oxford, Blackwell Publishers, p. 7-17.
- Carlier L., 2016, *Le cosmopolitisme, de la ville au politique. Enquête sur les mobilisations urbaines à Bruxelles*, Bruxelles, Éditions Peter Lang.
- Carlier L., 2018 (à paraître), « L'hospitalité sous l'angle de l'écologie urbaine », *Sociologies*.
- Carpentier, N. & De Cleen, B., 2007, « Bringing discourse theory into media studies », *Journal of Language and Politics*, 6(2), p. 265-293.
- Cassiers T. & Kesteloot C., 2012, « Socio-spatial inequalities and social cohesion in European Cities », *Urban Studies*, 49(9), p.1909-1924.
- Côté, Jean-François, 2005, « Le spectacle du monde. Nouvelles formes du cosmopolitisme et espaces-temps fracturés des métropoles contemporaines », *Sociologie et sociétés*, vol. 37, n° 1, p. 231-260.
- Cuthill, M. 2010, The contribution of human social capital to building community well being, *Urban Policy and Research*, 21(4), p. 373-391.
- De Brabander, R. & Peters, D. 2009, overbruggen en verheffen. Werken aan social kapitaal in de stad, Antwerpen, Garant.
- Denèfle S. (dir.), 2004, *Femmes et villes*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais.
- Denèfle S. (dir.), 2008, *Utopies féministes et expérimentations urbaines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Di Méo G., 2012, « Les femmes et la ville. Pour une géographie sociale du genre », *Annales de géographie*, vol. 684, n° 2, p. 107-127.
- Donzelot, 2006, « Refonder la cohésion sociale », *Esprit*, n°12, p.5-23.
- Fairclough, N. 2003, *Analysing discourse textual analysis for social research*, London: Routledge.
- Fassin, Didier, Fassin Eric (s.l.d.), 2006, *De la question sociale à la question raciale*, Paris, La Découverte.

- Francou Lionel, « Saisir les troubles en formation. Les nouveaux « guetteurs » face aux ruptures de l'ordre de l'interaction », *Métropolitiques*, à paraître en 2018
- Garfinkel H., 1967, *Studies in ethnomethodology*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall.
- Gayet-Viaud C., 2008, *L'égard et la règle. Déboires et bonheurs de la civilité urbaine*, thèse de doctorat en sociologie, Paris, École des hautes études en sociologie.
- Gayet-Viaud C., 2015, « Les espaces publics démocratiques à l'épreuve du terrorisme », *Métropolitiques*.
- Genard, Jean-Louis, 1999, « Culture et politique », *La Revue Nouvelle*, n°1, p.34-5.
- Giddens A., 1986, *The Constitution of Society. Outline of the Theory of Structuration*, Berkeley, University of California Press.
- Goffman E., 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne - 2. Les relations en public*, Paris, Minuit.
- Gonzalez Ph., Kaufmann L., 2017, « Ces événements qui nous affectent », in Amiotte-Suchet L., Salzbrunn M. (dir.), *L'événement en religion : ruptures historiques, constructions biographiques et mobilisations collectives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Grafmeyer Y., Joseph I. (s.l.d.), 2004 (1979), *L'École de Chicago ou la naissance de l'écologie urbaine*, Aubier, Flammarion.
- Gurwitsch A., 1957, *Théorie du champ de la conscience*, Bruges, Desclée De Brouwer.
- Hardyns, W., Vyncke, V., Pauwels, L., Willems, S., 2013, *The Social capital and Well-being In Neighbourhoods in Ghent (SWING)*. <https://biblio.ugent.be/publication/4164887/file/4164888.pdf>
- Helly D., 1999, « Une injonction : appartenir, participer. Le retour de la cohésion sociale et du bon citoyen », *Lien social et Politiques*, n° 41, p. 35-46.
- Jacobs J., 1961, *The Death and Life of Great American Cities*, New York, The Random House.
- Joseph Isaac, 1998, *La ville sans qualité*, Paris, Editions de l'Aube.
- Kearns A. & Forest R., 2000, « Social cohesion and multilevel urban governance », *Urban Studies*, 37 (5/6), p.995-1017.
- Kitzinger, J. 1994, «The methodology of focus groups: the importance of interaction between research participants», *Sociology of health and illness* 16(1), p. 103-121
- Kitzinger, J. 1995, «Qualitative research: introducing focus groups», *BMJ*, 29; 311(7000), p. 299-302.
- Koffka K., 1935, *Principles of gestalt psychology*, Londres, Routledge/Kegan Paul.
- Lieber M., 2008, *Genre, violences et espaces publics. La vulnérabilité des femmes en question*, Paris, Les Presses de Sciences Po.
- Lofland Lyn H., 1973, *A world of strangers. Order and Action in Urban Public Space*, New York, Basic books.
- Lofland Lyn H., 1998, *The Public Realm. Exploring the City's Quintessential Social Terrirory*, New York, De Gruyter.
- Lynch K., 1960, *The image of the city*, Cambridge, The MIT Press.
- Kymlicka W., 2001 (1995), *La citoyenneté multiculturelle. Une théorie libérale du droit des minorités*, Paris, La Découverte.
- Mbembe A., 2005, « La République et l'impensé de la race », in Brancel & al., *La fracture coloniale*, Paris, La Découverte, p.137-153.
- Morgan, D. 1998, *The focus group guidebook*, London, Sage

- Muller, J, 1999, Narrative Approaches to Qualitative Research in Primary Care. In BF Crabtree and WL Miller (eds), *Doing Qualitative Research* (2nd Ed), Thousand Oaks, CA: Sage Publications, p. 221-238.
- Novy A., Coimbra S. & Moulaert F., 2012, « Social Cohesion : a conceptual and political elucidation », *Urban Studies*, 49 (9), p.1873-1889.
- Nussbaum C., 2011, *Les émotions démocratiques. Comment former le citoyen du XXIème siècle*, Paris, Flammarion.
- Park Robert Ezra, 2004 (1929), « La ville comme laboratoire social », in Grafmeyer Y., Joseph I. (s.l.d.), *L'Ecole de Chicago ou la naissance de l'écologie urbaine*, Aubier, Flammarion, 2004, p. 167-184.
- Park R. E., 1928, « Human Migration and the Marginal Man », in *American Journal of Sociology*, Vol. 33, n°6, p. 881-893.
- Peirce C.S., 1978, *Ecrits sur le signe*, Paris, Seuil.
- Printz A., 2017 « The issue of inclusion in the new EU public policy framework », <http://www.metrolab.brussels/publications/test-publication>
- Quéré L. & Brezger D., 1992, « L'étrangeté mutuelle des passants : Le mode de coexistence du public urbain. », *Les Annales de la recherche urbaine*, N°57-58, pp. 89-100.
- Savage, T. & Blockland, M. 2016, *Networked Urbanism: Social Capital in the City*, New York, Routledge
- Schutz A., Luckmann T., 1973, *The Structures of the Life-World*, Chicago, Northwestern University Press.
- Simmel G., 1950, « The Metropolis and Mental Life », *The Sociology of Georg Simmel*, New York, Free Press, p. 409-424.
- Simmel G., 1999, *Sociologie. Etudes sur les formes de la socialisation*, Paris, PUF.
- Sloterdijk P., *Sphères I. Bulles. Microsphérogologie*, Paris, Pauvert, 2002
- Soja E.W. (2009), « La ville et la justice spatiale », *Justice spatiale/Spatial Justice*, <http://www.jssj.org>
- Stavo-Debauge J., 2007, « L'invisibilité du tort et le tort de l'invisibilité », *Espace temps*.
- Stavo-Debauge, J. 2017, *Qu'est-ce que l'hospitalité? Recevoir l'étranger à la communauté*, Montréal, Liber, 320p.
- Stern W., 1938, *General Psychology From The Personalistic Standpoint*, New York, MacMillan.
- Stevenson, N. 2003, "Cultural citizenship in a 'cultural' society: A cosmopolitan approach", *Citizenship studies* 7(3), p. 331-48.
- Thévenot L., 2004, « Une science de la vie ensemble dans le monde », *Revue du Mauss*, n°24, p.115-126.
- Thévenot L., 2006, *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*, Paris, La Découverte.
- Thiberge C., 2003, *La ville en creux*, Paris, Linteau.
- Unwin, J. 2016, "Why we need social capital in the cities". <https://www.jrf.org.uk/why-we-need-build-social-capital-cities>
- Valentine, G., 2008. Living with difference: reflections on geographies of encounter. *Progress in human geography*, 32 (3), p. 323-337.
- Van Brussel, L., Carpentier, N. & De Cleen, B., (eds), 2018, *Communication and Discourse Theory. Collected works of the Brussels Communication and Discourse Theory Group*, Intellect (à paraître).
- Van Dijk, T. 1997, *Discourse as interaction in society*, London, Sage.

- Vertovec S. (2007) Super-diversity and its implications, *Ethnic and Racial Studies*, 30:6, 1024-1054
- Watson R., 1995, « Angoisse dans la 42^e rue », in P. Paperman, R. Ogien (dir.), *La couleur des pensées. Sentiments, émotions, intentions*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, p. 197-216.
- Wester, F 1995 inhoudsanalyse als kwalitatief-interpreterende werkwijze. Onderzoekstype in de e-communicatiewetenschap. Houten/Diegem: Bohn Stafleu Van Loghum
- Whyte W. H., 1980, *The social life of small urban spaces*, Washington, Washington Conservation Foundation.
- Wodak. R. et al, 2009, *The discursive construction of national identity*, Edingburgh: University Press.

ANNEXE : LE PROJET BRUVOICES

Qu'est-ce que BruVoices?

Le projet BruVoices est né suite aux attentats qui frappèrent Bruxelles le 22 mars 2016 et marquèrent profondément sa population. Dans les semaines qui ont suivi, un éventail d'émotions très vives a été exprimé, mettant en lumière une Région bruxelloise fragmentée et suscitant de nombreux questionnements sur la cohésion sociale.

Cette cohésion est-elle suffisamment forte pour résister à des traumatismes aussi violents que des attentats ? Peut-on en faire le diagnostic ? Ce diagnostic pourrait-il contribuer à renforcer les capacités de résilience d'une Région, qui, comme d'autres grandes villes du monde entier, n'est pas à l'abri d'autres chocs importants ?

La Fondation Roi Baudouin a décidé de chercher les réponses à ces questions en s'adressant directement aux citoyen-ne-s bruxellois-es. Avec le soutien de la Région Bruxelloise, une large consultation a été lancée: intitulée BruVoices, elle comporte plusieurs volets et place les habitant-e-s de Bruxelles au cœur de son parcours.

La première étape a cherché à recueillir des données grâce à une approche qualitative. La deuxième étape a pris la forme d'un sondage d'opinion. Des données quantitatives permettant de saisir des tendances ont été récoltées. Ces deux étapes sont complétées par un dernier volet visant à définir des pistes d'action pour renforcer la cohésion sociale dans la Région bruxelloise.

Qui est derrière ce projet?

BruVoices est une initiative menée par la Fondation Roi Baudouin avec le soutien de la Région de Bruxelles-Capitale.

Comment définir la cohésion sociale?

Le concept de 'cohésion sociale' revêt de multiples définitions et doit donc être précisé. Dans le cadre du projet BruVoices, il est directement inspiré du travail des sociologues A. Kearns et R. Forrest, et est défini par 5 'dimensions': les réseaux sociaux et le capital social, l'ordre social et le contrôle social, la solidarité sociale, l'identité et le sentiment d'appartenance, les valeurs communes et la culture civique. Ces 5 dimensions étaient au cœur du parcours BruVoices et ont été abordées avec les Bruxellois-es rencontrés.

Une consultation en 3 étapes

1. Le volet qualitatif (février à juin 2017)

Le volet qualitatif a été réalisée en partenariat avec les groupes de recherche DESIRE (VUB) et Metrolab (UCL). Il a pris la forme de 51 focus groups répartis sur les 19 communes de la Région bruxelloise et sélectionnés dans le but de représenter la diversité de ses habitant-e-s en termes de genre, d'âge, d'origines ethniques et culturelles, de situation socio-économique et de centres d'intérêts.

L'équipe BruVoices est partie à la rencontre d'associations et de groupes informels composés de personnes habitant la Région bruxelloise et les a invités à parler de leur expérience individuelle de Bruxelles au quotidien, au-delà de toute vision préformatée. Il s'agissait de comités de quartier, de clubs sportifs, de communautés religieuses et philosophiques, de collectifs artistiques, d'associations socio-culturelles, etc.

Au total, 499 participant-e-s ont pris part à ce premier volet de consultation.

2. Le volet quantitatif (août à décembre 2017)

Le volet quantitatif du projet BruVoices a quant à lui été mené en partenariat avec le groupe de recherche GERME (ULB). Une enquête d'opinion prenant la forme d'interviews en face-à-face a été réalisée auprès des habitant-e-s de Bruxelles. Un échantillon aléatoire de 2000 personnes, représentatif de la population bruxelloise a été extrait du Registre National. Chaque personne identifiée a été personnellement invitée à prendre part à l'enquête et à répondre à un questionnaire d'une quarantaine de minutes.

Au total, 526 participant-e-s ont ouvert leur porte aux enquêteurs de l'équipe BruVoices.

3. Le volet d'approfondissement (février à juin 2018)

Les deux premières étapes de consultation ont permis de réaliser cet état des lieux de la cohésion sociale telle que vécue par les Bruxellois-es. Ce dernier volet se nourrit de leurs conclusions pour mettre en évidence des thématiques prioritaires et des pistes d'action permettant de renforcer la cohésion sociale à Bruxelles. Il se divise à son tour en 2 étapes:

- Un atelier d'experts a réuni une trentaine de participant-e-s issus du monde académique, du secteur public et de la société civile, de Bruxelles et de l'étranger.
- Une Assemblée citoyenne est organisée le 17 mars 2018 dans le but de permettre aux habitant-e-s de Bruxelles de discuter ensemble de l'avenir de leur Région.
- L'ensemble des résultats de l'initiative BruVoices est présenté au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale en juin 2018.

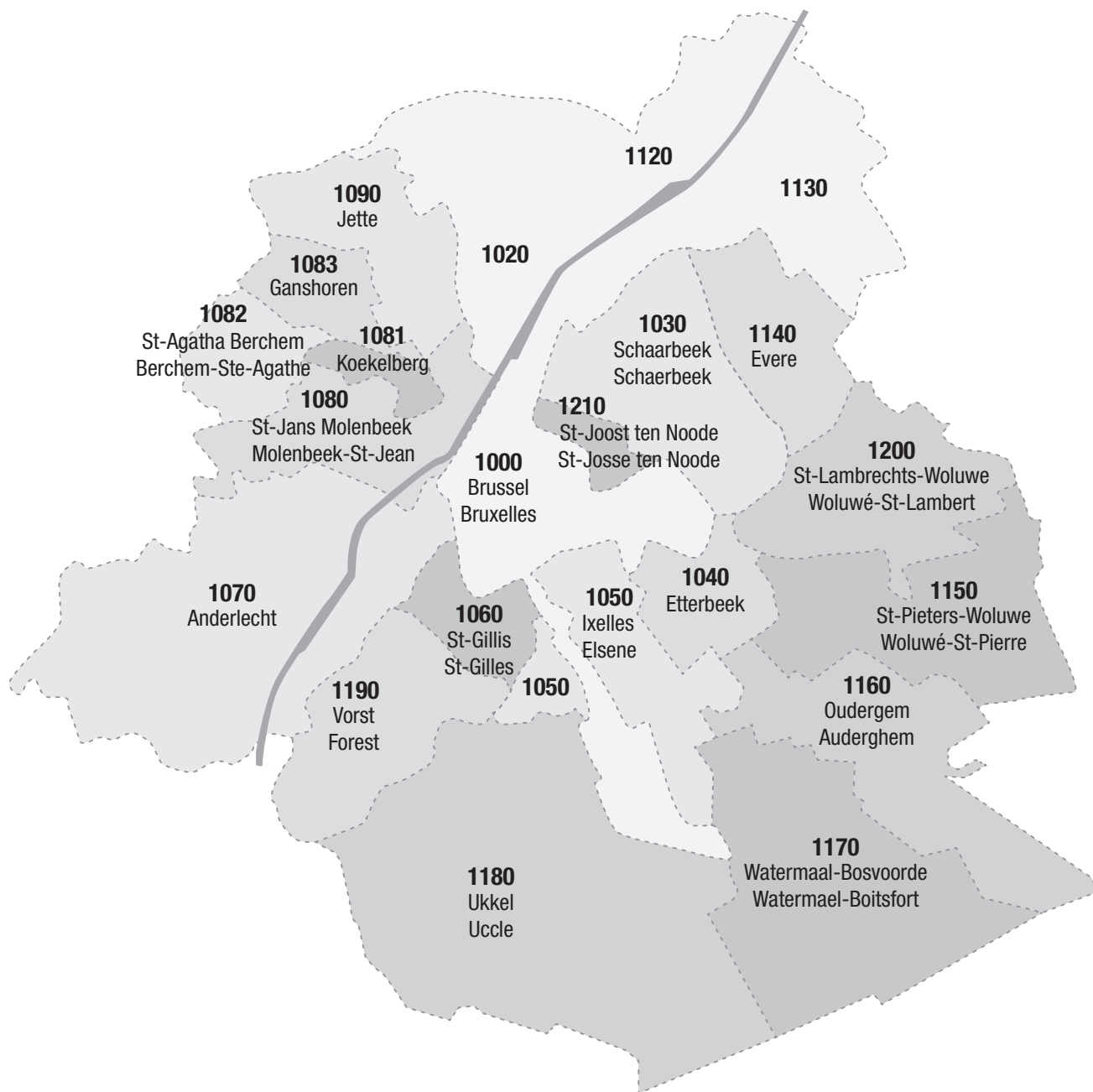
Où peut-on consulter les résultats de BruVoices?

Chaque étape du projet BruVoices fait l'objet d'un rapport qui est directement consultable et téléchargeable gratuitement sur le site de la Fondation Roi Baudouin: www.kbs-frb.be.

Il y aura-t-il une suite?

La Fondation Roi Baudouin aura à cœur de diffuser le plus largement possible cet état des lieux de la cohésion sociale et les premières pistes d'action définies grâce aux habitant-e-s de la ville pour que chacun et chacune puissent y trouver des informations utiles pour contribuer à un meilleur vivre-ensemble.

ANNEXE : CARTE DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE



ANNEXE : SCÉNARIO DES FOCUS GROUPS

Introduction 25 minutes
<p><u>Temps 0: prise de contact avec les participants et avec la thématique (10')</u></p> <p>Invitation faite aux participants de prendre un temps de réflexion et d'écrire pour eux en quelques mots:</p> <ul style="list-style-type: none">- une anecdote vécue ou un événement qui illustre leur vie à Bruxelles et leur donne envie de sourire- une anecdote vécue ou un événement qui illustre leur vie à Bruxelles et leur donne un sentiment négatif <p><u>Temps 1: se présenter (15')</u></p> <p>Tour de présentation systématique des participants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Je m'appelle... - mon âge (la vingtaine, etc...)- J'habite à (commune) depuis (nombre d'années)- Mon secteur d'activité est/était...- Et pour moi, vivre à Bruxelles, c'est... (utilisation d'un un mot, un adjectif, une métaphore) <p>Le facilitateur invite chaque participant à s'exprimer et note quelques mots clefs sur lesquels il pourra faire rebondir le groupe pour poursuivre la conversation.</p>
Discussion environ 1h20
<p><u>Temps 2 : exploration des thèmes évoqués (1h20)</u></p> <p>Le facilitateur invite les participants à explorer les dimensions de la « cohésion sociale » (chapitre 1) qui ont émergé spontanément dans le premier tour de table.</p> <ul style="list-style-type: none">- Il veillera à<ul style="list-style-type: none">• ce que les participants illustrent leur propos d'exemples vécus dans leur quotidien;• aller au-delà du descriptif factuel et comportemental pour faire émerger le vécu (émotionnel et autre);• faire émerger les aspects positifs et négatifs de l'expérience ;• stimuler l'interaction par l'amplification, la nuance ou la contradiction des propos ;• recentrer l'énergie sur le propos en évitant de censurer mais en invitant plutôt à faire le lien avec le sujet. <p>Exemple :</p> <ul style="list-style-type: none">• <i>Participant</i> : « la mobilité à Bruxelles, une catastrophe... le politique devrait... »• <i>Facilitateur</i>: « en quoi cela impacte votre quotidien, votre vivre à Bruxelles, vos relations avec les autres ? »
Conclusion 15 minutes
<p><u>Temps 3 : conclusion</u></p> <p>Le facilitateur invite les participants à jeter un œil sur leur feuille de départ pour voir s'ils ont oublié d'exprimer un point auquel ils tenaient.</p> <p>Clôturer par un tour de table comme celui de départ en laissant l'opportunité aux participants de partager l'une des anecdotes identifiées au départ.</p>

ANNEXE : GROUPES ET ASSOCIATIONS RENCONTRÉS

La Fondation Roi Baudouin remercie chaleureusement les associations et groupes ci-dessous d'avoir pris le temps de nous rencontrer et de nous parler de 'leur Bruxelles'

Accueil des Françaises à Bruxelles
AFROKATA asbl
Ages & Transmissions asbl
AOP Bruxelles Ouest Entraide alimentaire Sainte Cécile
ASBL Association de la mosquée Attadamoune (AMANA)
Asendanse studio
Association Belge des Professionnels Musulmans
Association Belgo-Moldave NOROC asbl
Association des Parents d'élèves de l'école communale n°3 à Forest
Association sportive du CTR
Atomium Toastmastersclub of Brussels
BLED (Berchem Local Et Durable)
BRIDFAS (British Decorative & Fine Arts Society of Brussels)
Cercle d'étude - Groupe Espoir
Champions Academy
Change asbl
Collectif Résonances
Comité de Haren
Comité de quartier du Chemin Vert
Davidsfonds Oudergem - Watermaal- Bosvoorde
DR asbl - DISPOSITIF RELAIS
Fresh air Basketball Club
Groupe paroissial de Saint Augustin
Halles Saint-Géry asbl - Patrimoine & Culture
Hispano-belga ASBL
Indian Cultural Centre asbl
International School of Brussels
Kham VZW
Le Partenariat de Cureghem - La Boutique culturelle
Les Ateliers Populaires / PCS Radis-Marolles
Les Demis Ecrémés
Les Héritiers Bh-O27
L'Ilot ASBL
Maison de l'Amérique Latine SEUL
Maison médicale Esseghem
Manne van de Platou
Mission Locale de Molenbeek / restaurant Les Uns et Les Autres
Mission Locale de Schaerbeek
Nti.Ma.-asbl (Ntinou Massiya-Bxl.)
Omnya asbl-vzw
Ordre des amis de Manneken-Pis
Parsifools vzw

PERSKring
RitterKlub V.S.V. Jette
Rolls Voice Choeur
Rotary Club Bruxelles
Straffe Ketten RFC
Tropicana
vzw A Place to Live
WeloveBrussels

www.kbs-frb.be



Fondation Roi Baudouin,
Fondation d'utilité publique
Rue Brederode 21, 1000 Bruxelles
info@kbs-frb.be
T. 02-500 45 55
Les dons à partir de 40 euros sur notre
compte IBAN : BE10 0000 0000 0404
BIC : BPOTBEB1 bénéficient
d'une réduction d'impôt de 45 %
du montant effectivement versé.

La Fondation Roi Baudouin a pour mission de contribuer à une société meilleure.

La Fondation est, en Belgique et en Europe, un acteur de changement et d'innovation au service de l'intérêt général et de la cohésion sociale. Elle cherche à maximiser son impact en renforçant les capacités des organisations et des personnes. Elle encourage une philanthropie efficace des particuliers et des entreprises.

Ses valeurs principales sont l'intégrité et la transparence, le pluralisme et l'indépendance, le respect de la diversité et la promotion de la solidarité.

Ses domaines d'action actuels sont la pauvreté et la justice sociale, la philanthropie, la santé, l'engagement sociétal, le développement des talents, la démocratie, l'intégration européenne, le patrimoine et la coopération au développement.

La Fondation a été créée en 1976, à l'occasion des 25 ans de règne du roi Baudouin.

Merci à la Loterie Nationale et à tous les donateurs pour leur précieux soutien.

www.kbs-frb.be Abonnez-vous à notre e-news www.bonnescauses.be

Suivez-nous sur



PUB N° 3534

BruVoices

La cohésion sociale à Bruxelles selon ses habitants
Analyse de discours de 500 citoyens